



Bruxelles, le 25.7.2012
COM(2012) 435 final

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL ET À LA COUR DES COMPTES**

**COMPTES DÉFINITIFS DES 8e, 9e ET 10e FONDS EUROPÉENS DE
DÉVELOPPEMENT - EXERCICE 2011**

TABLE DES MATIÈRES

CERTIFICATION DES COMPTES	2
EXÉCUTION ET COMPTABILISATION DES RESSOURCES DU FED.....	3
PARTIE I – COMPTES ANNUELS DU FED: FONDS GÉRÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE	9
1. ÉTATS FINANCIERS DES 8 ^e , 9 ^e ET 10 ^e FONDS EUROPÉENS DE DÉVELOPPEMENT	10
1.1 8 ^e , 9 ^e ET 10 ^e FED: BILAN GLOBAL, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE, TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET	10
1.2 8 ^e FED: BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET	14
1.3 9 ^e FED: BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET	17
1.4 10 ^e FED: BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET	20
1.5 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 8 ^e , 9 ^e ET 10 ^e FED.....	23
2. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE	47
2.1 DOTATIONS	51
2.2 COMPTES CONSOLIDÉS	54
2.3. AUTRES INFORMATIONS DE GESTION	59
PARTIE II – COMPTES ANNUELS DU FED: ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ D'INVESTISSEMENT	60
3. ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ D'INVESTISSEMENT	62
3.1 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011	62
3.2 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2011	63
3.3 ÉTAT DES VARIATIONS DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS	64
3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011 ...	65
3.5 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS	66
ANNEXE DE LA PARTIE I – CHAPITRE 2 (RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE): SITUATION PAR PAYS ET PAR INSTRUMENT	98

CERTIFICATION DES COMPTES

Les comptes annuels des 8^e, 9^e et 10^e Fonds européens de développement pour l'exercice 2011 ont été établis conformément au Titre VIII du règlement financier du 10^e Fonds européen de développement ainsi qu'aux principes, règles et méthodes comptables décrits dans l'annexe aux états financiers.

Je prends acte de ma responsabilité dans l'élaboration et la présentation des comptes annuels des 8^e, 9^e et 10^e Fonds européens de développement conformément à l'article 125 du règlement financier applicable au 10^e Fonds européen de développement.

J'ai obtenu de l'ordonnateur et de la BEI, qui en garantissent la fiabilité, toutes les informations nécessaires à l'établissement des comptes décrivant l'actif et le passif des Fonds européens de développement, ainsi que l'exécution du budget.

Je certifie par la présente que, sur la base de ces informations et des vérifications que j'ai jugées nécessaires pour être en mesure d'approuver les comptes, j'ai obtenu l'assurance raisonnable que les comptes présentent une image fidèle de la situation financière des Fonds européens de développement, dans tous les aspects significatifs.

[signé]

Philippe Taverne

Comptable

EXÉCUTION ET COMPTABILISATION DES RESSOURCES DU FED

1. CONTEXTE GÉNÉRAL

L'Union européenne entretient, en matière de développement, des relations basées sur la coopération avec un grand nombre de pays en développement. Leur objectif principal est de promouvoir le développement économique et social, en se concentrant plus particulièrement sur la réduction et l'atténuation de la pauvreté à long terme, au moyen d'une aide au développement et d'une assistance technique aux pays bénéficiaires. Pour y parvenir, l'Union, conjointement avec les pays partenaires, établit des stratégies de coopération et mobilise les ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre. Les ressources que l'Union alloue au développement proviennent de trois sources :

- le budget de l'Union européenne;
- le Fonds européen de développement;
- la Banque européenne d'investissement.

Le Fonds européen de développement (FED) est le principal instrument dont l'Union dispose pour apporter son aide en matière de coopération au développement aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Le traité de Rome de 1957 avait prévu sa création pour l'octroi d'une aide technique et financière, initialement limitée aux pays africains toujours colonisés à cette époque et avec lesquels certains États membres possédaient des liens historiques.

Le FED n'est pas financé par le budget de l'Union européenne. Il est financé par les États membres, soumis à son propre règlement financier et dirigé par un comité spécifique. La responsabilité de l'exécution financière des opérations réalisées avec les ressources du FED incombe à la Commission européenne alors que la facilité d'investissement est gérée par la Banque européenne d'investissement (BEI).

Au cours de la période 2008-2013, l'aide géographique octroyée aux États ACP et aux PTOM continuera à être essentiellement financée par le FED. Chaque FED est généralement conclu pour une durée de quelque 5 ans. Depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964, les cycles de programmation des FED ont, dans l'ensemble, suivi ceux des accords/conventions de partenariat. Chaque FED étant régi par son propre règlement financier, il y a lieu d'établir des états financiers pour chacun d'eux. Il s'ensuit que les états financiers sont établis séparément pour chaque FED en ce qui concerne la partie gérée par la Commission européenne. Ces états financiers sont également présentés sous forme agrégée afin de permettre une vue globale de la situation financière des ressources relevant de la responsabilité de la Commission européenne.

La facilité d'investissement a été établie en vertu de l'accord de Cotonou. Gérée par la Banque européenne d'investissement, cette facilité sert à soutenir le développement du secteur privé dans les États ACP à travers essentiellement, mais pas exclusivement, le financement d'investissements privés. La facilité fonctionne selon le principe d'un fonds renouvelable. Les remboursements des prêts qui sont réinvestis dans d'autres opérations permettent en effet à la facilité de s'autorenouveler en plus de jouir d'une indépendance financière. N'étant pas gérée par la Commission européenne, la facilité d'investissement n'est pas consolidée dans la première partie des comptes annuels (les états financiers des 8^e, 9^e et 10^e FED et le rapport connexe portant sur l'exécution financière). Les états financiers de la facilité d'investissement sont joints à part dans les comptes annuels (partie 2) afin de fournir une vision complète de l'aide au développement du FED. Le 10^e FED porte sur la période 2008-2013 et dispose d'un budget total de 22 682 millions d'EUR. Sur ce montant, 21 966 millions d'EUR sont alloués aux pays ACP, 286 millions d'EUR aux PTOM et 430 millions d'EUR à la Commission pour couvrir les dépenses engagées pour la programmation et la mise en œuvre du FED¹.

2. COMMENT LE FED EST-IL FINANCÉ?

¹ JO L 247 du 9.9.2006.

Le cadre financier pour la période 2007-2013 a été adopté par le Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005. Il a alors été décidé que la coopération géographique avec les États ACP ne serait pas intégrée au budget de l'Union européenne (budgétisée), mais qu'elle continuerait d'être financée par le FED intergouvernemental existant pour la période 2008-2013.

Le budget de l'Union européenne est un budget annuel dans lequel les recettes et les dépenses sont prévues et autorisées pour une année selon le principe de l'annualité budgétaire. À la différence de l'Union européenne, le FED fonctionne sur une base pluriannuelle. Chaque Fonds fait l'objet d'un accord de partenariat conclu entre les États membres et est associé à un fonds global de mise en œuvre de la coopération au développement pendant une période qui est généralement de cinq ans. Les fonds attribués peuvent être utilisés sur toute la période du FED, car les ressources sont allouées sur une base pluriannuelle. Le caractère non annuel du budget est souligné dans les rapports budgétaires dans lesquels l'exécution du budget des FED est mesurée par rapport au total du fonds.

Les ressources du FED sont des contributions «ad hoc» des États membres de l'UE. À intervalles d'environ cinq ans, des représentants des États membres se réunissent au niveau intergouvernemental pour statuer sur un montant global attribué au Fonds et superviser son exécution. C'est ensuite la Commission qui s'occupe de la gestion du fonds. Étant donné que les États membres possèdent leurs propres politiques d'aide et de développement en sus des politiques à l'échelle de l'Union, ils doivent coordonner leurs politiques avec l'UE afin de veiller à leur complémentarité. Jusqu'en 2010, les 15 États membres participants étaient appelés à contribuer. En 2011 ont été appelées les premières contributions pour le 10^e FED, auquel participent les 27 États membres.

Alors qu'une partie des fonds du 10^e FED a été mise de côté pour les besoins imprévus, la plupart sont programmés dans des cadres pluriannuels indicatifs, principalement géographiques mais aussi thématiques, actuellement définis pour la période 2008-2013. Des documents de stratégie par pays, des documents stratégiques régionaux et des documents stratégiques intra-ACP ont été adoptés par la Commission en conséquence. Leur mise en œuvre est contrôlée chaque année et les stratégies sont réexaminées à mi-parcours (2010, en cours) et à terme (2012). À l'issue de ces révisions à mi-parcours et à terme, la Commission peut, pour le compte de l'Union européenne, revoir les stratégies et l'affectation des ressources à la lumière des besoins du moment et de la performance des États ou des régions ACP concernés.

Outre les contributions susmentionnées, les États membres ont également la possibilité de passer des accords de cofinancement ou bien de verser des contributions financières volontaires au FED.

3. COMMENT LES RESSOURCES DU FED SONT-ELLES GÉRÉES ET DÉPENSÉES?

3.1 Dépenses opérationnelles

Les dépenses opérationnelles du FED se présentent sous différentes formes, en fonction de la manière dont les crédits sont dépensés et gérés. Conformément au règlement financier, la Commission met en œuvre les ressources du FED selon les modes de gestion suivants:

Gestion décentralisée: la Commission délègue certaines tâches d'exécution du budget à des pays tiers, en plus ou moins grande partie en fonction de la situation locale du bénéficiaire concerné.

Gestion centralisée: la Commission exécute le budget soit directement soit indirectement en confiant certaines tâches de mise en œuvre du budget à des organismes relevant du droit de l'Union européenne ou du droit national, tels que les agences de l'Union européenne de droit public ou exécutant des missions de service public.

Gestion conjointe avec des organisations internationales: dans ce cadre, la Commission confie certaines tâches d'exécution à une organisation internationale.

3.2 Les différents acteurs financiers

La responsabilité de l'**ordonnateur délégué** s'étend à l'ensemble du processus de gestion, de la détermination des actions à mener pour réaliser les objectifs politiques fixés à la gestion des activités engagées du point de vue tant opérationnel que budgétaire, y compris la signature des

engagements juridiques, le contrôle des performances, l'exécution des paiements, voire le recouvrement des fonds, s'il y a lieu.

Le **Chef de la délégation de l'Union européenne** est l'agent de liaison local entre la Commission et les autorités nationales ou régionales de l'État ACP/des PTOM sur le terrain. Il travaille en étroite collaboration avec l'ordonnateur national ou régional à la définition de la stratégie de mise en œuvre et des politiques sectorielles ainsi qu'à la préparation, à l'étude et à la révision des programmes et des projets du FED.

L'**ordonnateur national** dans le pays bénéficiaire est un haut fonctionnaire nommé par le gouvernement de chaque État ACP/PTOM. Il représente les autorités de son pays pour toutes les activités financées par le Fonds et gérées par la Commission et la BEI. Ces fonctions sont dans la plupart des cas exercées par un membre du gouvernement, généralement le ministre d'État à la planification ou aux finances. L'ordonnateur national exécute les tâches administratives, techniques et financières liées à la gestion des programmes et des projets du FED.

Le **comptable** exécute les ordres de paiement et de recouvrement établis par les ordonnateurs. Il est également chargé de gérer la trésorerie, de définir les règles et méthodes comptables, de valider les systèmes comptables, de tenir la comptabilité et d'établir les états financiers annuels correspondants. En outre, le comptable est tenu de signer les comptes et de déclarer que ceux-ci fournissent une image fidèle de la situation financière.

3.3 Mise en œuvre des ressources du FED

La grande majorité des ressources financières octroyées aux États ACP et aux PTOM par le biais du FED sont des subventions. Au début de chaque FED, l'Union européenne informe les États ACP et les PTOM du niveau des subventions qui devraient être à leur disposition sur la période du Fonds. Les ressources sont attribuées en fonction des besoins spécifiques du pays bénéficiaire en tenant compte de ses propres politiques et de ses efforts en matière de développement.

Le pays bénéficiaire élabore une stratégie de coopération en consultation avec ses partenaires en matière de développement (donateurs) ou après les avoir consultés. Les stratégies de coopération définies avec l'Union européenne comprennent généralement les propres stratégies de développement à moyen terme du pays, une analyse du contexte politique et socio-économique ainsi qu'une évaluation de l'UE. Le personnel de la Commission européenne apporte un soutien technique aux autorités nationales dans la rédaction du document de stratégie de coopération.

Un programme indicatif national (PIN) est alors établi pour la mise en œuvre de la stratégie de coopération. Le PIN définit les secteurs et domaines visés par l'aide, explique la façon dont l'aide remplira leurs objectifs, fournit un calendrier de mise en œuvre et précise les modalités d'intervention dans le programme d'autres acteurs tels que des organisations internationales ou des ONG (le cas échéant). Ce programme global indicatif fait l'objet d'une révision annuelle, à mi-parcours et à terme. Des améliorations et modifications y sont apportées au besoin pendant sa période de fonctionnement.

3.4 Les engagements de dépenses des ressources du FED

Les ressources du FED ne peuvent être dépensées tant que la Commission et le bénéficiaire éventuel de crédits du FED n'ont pas conclu un engagement juridique par écrit.

Avant qu'un engagement juridique (par exemple, un contrat ou une convention de subvention) puisse être conclu avec un tiers, il faut qu'il y ait une ligne budgétaire dotée de suffisamment de crédits autorisant l'activité en question. Si cette condition est remplie, les crédits requis doivent être réservés dans le budget au moyen d'un engagement budgétaire dans le système comptable. Il n'y a cependant aucun effet sur la comptabilité générale (ou le grand-livre des comptes), puisqu'aucune dépense n'a encore été engagée. En effet, le système comptable du FED comporte deux éléments distincts mais liés:

- (a) la comptabilité budgétaire, qui permet de suivre, de manière détaillée, l'exécution du budget; et
- (b) la comptabilité générale, qui sert à établir le bilan et le résultat économique.

La comptabilité budgétaire présente les engagements et les paiements effectués. Elle est fondée sur le principe de la comptabilité de caisse, c'est-à-dire que l'inscription dans les comptes d'un

poste de dépense ou de recette n'a lieu qu'au moment de l'engagement, du versement ou de l'encaissement de liquidités. Ce type de comptabilité est caractéristique du secteur public, qui a traditionnellement tendance à mettre l'accent sur le budget et son exécution.

La comptabilité générale (basée sur les principes de la comptabilité d'exercice) présente l'ensemble des dépenses et des recettes de l'exercice budgétaire (et donc le résultat économique) pour établir la situation financière du FED sous la forme d'un bilan (actif et passif) au 31 décembre d'une année donnée.

3.5 Les paiements

Aucun paiement ne peut être effectué si un engagement budgétaire n'a pas été préalablement approuvé par l'ordonnateur.

Un préfinancement est un paiement destiné à fournir une avance au bénéficiaire, par exemple un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période définie dans la convention de préfinancement spécifique. Le fonds de trésorerie (ou l'avance) est soit utilisé aux fins prévues au cours de la période définie dans la convention, soit remboursé – si le bénéficiaire n'encourt pas de dépenses éligibles, il est tenu de restituer le préfinancement au FED. Le préfinancement versé n'est donc pas une dépense définitive tant que les conditions contractuelles dont il est assorti ne sont pas satisfaites. Par conséquent, il est inscrit à l'actif du bilan lorsque le paiement initial est effectué. Le montant de l'actif de préfinancement est diminué (en tout ou en partie) des coûts éligibles acceptés (qui sont considérés comme des dépenses dans le compte de résultat économique) et des montants remboursés.

À la clôture de l'exercice, il convient d'évaluer les dépenses éligibles qui ont été encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais qui n'ont pas encore été déclarées. Après ces calculs de clôture de l'exercice, les montants éligibles estimés sont inscrits comme des charges à payer, tandis que les éléments non éligibles estimés restent ouverts sur les comptes «Éligibilité à contrôler». Ces montants sont comptabilisés en dettes à court terme, afin de ne pas surestimer l'actif et le passif.

3.6 Récupération de l'indu

L'éligibilité des dépenses imputées au FED est vérifiée sur la base des pièces justificatives prévues dans les règles applicables ou dans les conditions de chaque subvention. Dans le souci d'optimiser le rapport coûts/bénéfices des systèmes de contrôle, les vérifications portant sur les pièces justificatives des demandes de paiement finales tendent à être plus détaillées que celles portant sur les demandes intermédiaires, et peuvent donc détecter des erreurs survenues au niveau des paiements intermédiaires, qui seront corrigées par un ajustement du paiement final. De plus, la Commission a le droit de vérifier la fiabilité des justificatifs au moyen de visites dans les locaux de l'auteur de la demande de paiement, tant au cours de l'action financée que par la suite (ex post). Les erreurs constatées pendant la période de mise en œuvre peuvent être corrigées par des ajustements des demandes de paiement ultérieures. Les erreurs détectées ex post feront l'objet d'un ordre de recouvrement.

4. COMPTES DE FIN D'EXERCICE

4.1 Comptes annuels

Il est de la responsabilité du comptable d'élaborer les comptes annuels et de veiller à ce que ceux-ci fournissent une image fidèle de la situation financière du FED.

Les comptes annuels sont présentés comme suit:

Partie I: Fonds gérés par la Commission européenne

- États financiers des 8^e, 9^e et 10^e Fonds européens de développement
- Rapport sur l'exécution financière des 8^e, 9^e et 10^e Fonds européens de développement

Partie II: Fonds gérés par la Banque européenne d'investissement

- États financiers de la facilité d'investissement

Les états financiers de la facilité d'investissement sont joints à part dans les comptes annuels afin de fournir une vision globale de l'aide au développement du FED.

Après vérification par la Cour des comptes européenne, les comptes annuels sont adoptés par la Commission avant le 31 juillet de l'exercice ultérieur et présentés au Conseil et au Parlement dans le cadre de la procédure de décharge.

4.2 Rapport annuel d'activités

L'ordonnateur est tenu d'établir un rapport annuel d'activités (RAA) concernant les activités qui relèvent de sa responsabilité. Dans ce rapport, l'ordonnateur fait état des résultats des politiques et affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière et que les procédures de contrôle mises en place donnent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

5. AUDIT ET DÉCHARGE

5.1 Audit

Les comptes annuels du FED et la gestion des ressources sont supervisés par son auditeur externe, la Cour des comptes européenne, qui établit un rapport annuel pour le Conseil et le Parlement européen. La tâche principale de la Cour est de procéder à un audit externe indépendant des comptes annuels du FED. Dans le cadre de ses activités, la Cour des comptes élabore:

- (1) un rapport annuel contenant ses observations sur les comptes annuels et les opérations sous-jacentes;
- (2) un avis, fondé sur ses audits et figurant dans le rapport annuel sous forme de déclaration d'assurance, sur (i) la fiabilité des comptes et (ii) la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes;
- (3) des rapports spéciaux qui rendent compte des résultats d'audits dans des domaines spécifiques de gestion.

La Cour des comptes a accès à tous les documents dont elle a besoin au cours de son activité d'audit. La Cour contrôle tous les secteurs d'activité du FED, allant jusqu'à examiner la légalité et la régularité des transactions et des paiements individuels. Elle vérifie aussi les comptes annuels eux-mêmes, en examinant les postes du bilan et des comptes de résultat économique, ainsi que la présentation générale des états financiers. Ainsi, la Cour peut émettre un avis non seulement sur les chiffres présentés, mais également sur le système et les contrôles en place.

5.2 Décharge

Le contrôle final est constitué par la décharge de l'exécution financière des ressources du FED pour un exercice donné. Le Parlement européen est l'autorité de décharge du FED. À la suite de l'audit et de la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil d'émettre une recommandation et ensuite au Parlement de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution financière des ressources du FED pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée sur un examen des comptes et sur le rapport annuel de la Cour des comptes (qui comprend une déclaration d'assurance officielle) et les réponses de la Commission, et fait également suite aux questions et autres demandes d'informations adressées à la Commission.

La décharge constitue le volet politique du contrôle externe de l'exécution financière et se définit comme la décision par laquelle le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, «décharge» la Commission de sa responsabilité dans la gestion de l'exécution financière pour un exercice donné. Cette procédure de décharge peut donner lieu à deux situations: l'octroi ou l'ajournement de la décharge. Lors de l'octroi de la décharge, le Parlement peut mettre en exergue des observations qu'il estime importantes, souvent en recommandant à la Commission de prendre des mesures sur les aspects considérés. La Commission présente les mesures prises dans un rapport de suivi et un plan d'action qu'elle transmet au Parlement et au Conseil.

PARTIE I – COMPTES ANNUELS DU FED: FONDS GÉRÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE²

² Les chiffres sont arrondis au million d'euros près. Les chiffres étant arrondis, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux peut ne pas correspondre aux totaux. Les montants représentés par un zéro correspondent à des sommes inférieures à 500 000 EUR. Les montants équivalents à zéro sont représentés par un tiret (-).

1. ÉTATS FINANCIERS DES 8^e, 9^e ET 10^e FONDS EUROPÉENS DE DÉVELOPPEMENT

1.1 8^e, 9^e ET 10^e FED: BILAN GLOBAL, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE, TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

BILAN GLOBAL des 8^e, 9^e et 10^e FED

(en Mio EUR)

	Note	31.12.2011	31.12.2010
ACTIFS À LONG TERME			
Préfinancements à long terme	2.1	380	353
ACTIFS À COURT TERME			
Préfinancements à court terme	2.2	1 175	1 096
Créances à court terme	2.3	111	247
Liquidités et équivalents	2.5	1 224	808
TOTAL DE L'ACTIF		2 891	2 503
PASSIFS À COURT TERME			
Dettes à court terme	2.6	(1 033)	(1 045)
TOTAL DU PASSIF		(1 033)	(1 045)
ACTIF NET		1 858	1 458
FONDS ET RÉSERVES			
Capital appelé	2.7	26 979	23 879
Autres réserves	2.8	2 252	2 252
Résultat économique reporté des exercices précédents		(24 674)	(21 909)
Résultat économique de l'exercice		(2 700)	(2 765)
ACTIF NET		1 858	1 458

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE GLOBAL des 8^e, 9^e et 10^e FED

(en Mio EUR)

	Note	2011	2010
PRODUITS OPÉRATIONNELS	3.1	99	140
DÉPENSES OPÉRATIONNELLES			
Charges opérationnelles	3.2	(2 702)	(2 914)
Dépenses administratives	3.3	(75)	(86)
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		(2 679)	(2 860)
Produits financiers	3.4	(20)	95
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES		(21)	95
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE		(2 700)	(2 765)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE GLOBAL des 8^e, 9^e et 10^e FED
(en Mio EUR)

	Note	2011	2010
Résultat économique de l'exercice		(2 700)	(2 765)
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	4.2		
Contributions ordinaires des États membres		3 238	3 420
Contributions des États membres au cofinancement		7	65
(Reprise des) pertes de valeur sur créances		6	2
Variation des préfinancements à long terme		(28)	(157)
Variation des préfinancements à court terme		(79)	(296)
Variation des créances à court terme		14	(62)
Variation des dettes à court terme		(42)	78
FLUX DE TRÉSORERIE NETS		417	285
VARIATION NETTE DES LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS		417	285
Liquidités et équivalents au début de l'exercice	2.5	808	523
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice	2.5	1 224	808

ÉTAT GLOBAL DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET des 8^e, 9^e et 10^e FED

(en Mio EUR)

	Capital du Fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009	45 761	25 381	20 381	(21 909)	2 252	724
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	(3 500)	3 500	-	-	3 500
Reclassement de contributions de cofinancement ³	(70)	(69)	(2)	-	-	(2)
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(2 765)	-	(2 765)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2010	45 691	21 812	23 879	(24 674)	2 252	1 458
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	(3 100)	3 100	-	-	3 100
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(2 700)	-	(2 700)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2011	45 691	18 712	26 979	(27 374)	2 252	1 858

³ En 2010, les contributions de cofinancement ont été reclassées et présentées en tant que dettes dues aux États membres. Les contributions de cofinancement sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe et doivent être présentées en tant que telles. Le montant reclassé correspond aux contributions de cofinancement cumulées des exercices 2008 et 2009.

1.2 8^e FED: BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

BILAN du 8^e FED

(en Mio EUR)

	Note	31.12.2011	31.12.2010
ACTIFS À COURT TERME			
Préfinancements à court terme	2.2	70	100
Créances à court terme	2.3	4	9
Comptes de liaison	2.4	387	497
TOTAL DE L'ACTIF		461	605
PASSIFS À COURT TERME			
Dettes à court terme	2.6	(29)	(45)
TOTAL DU PASSIF		(29)	(45)
ACTIF NET		432	560
FONDS ET RÉSERVES			
Capital appelé	2.7	12 840	12 840
Autres réserves	2.8	(2 276)	(2 237)
Résultat économique reporté des exercices précédents		(10 042)	(9 985)
Résultat économique de l'exercice		(90)	(58)
ACTIF NET		432	560

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE du 8^e FED*(en Mio EUR)*

	Note	2011	2010
PRODUITS OPÉRATIONNELS	<i>3.1</i>	40	54
DÉPENSES OPÉRATIONNELLES	<i>3.2</i>	(128)	(116)
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		(88)	(61)
Produits financiers	<i>3.4</i>	(1)	4
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES		(2)	4
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE		(90)	(58)

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET du 8^e FED

(en Mio EUR)

	Capital du Fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009	12 840	-	12 840	(9 985)	(2 153)	703
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	-	-	-	-	-
Transferts vers le 10 ^e FED	-	-	-	-	(85)	(85)
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(58)	-	(58)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2010	12 840	-	12 840	(10 042)	(2 237)	560
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	-	-	-	-	-
Transferts vers le 10 ^e FED	-	-	-	-	(38)	(38)
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(90)	-	(90)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2011	12 840	-	12 840	(10 132)	(2 276)	432

1.3 9^e FED: BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

BILAN du 9^e FED

(en Mio EUR)

	Note	31.12.2011	31.12.2010
ACTIFS À LONG TERME			
Préfinancements à long terme	2.1	191	158
ACTIFS À COURT TERME			
Préfinancements à court terme	2.2	569	742
Créances à court terme	2.3	87	233
Comptes de liaison	2.4	2 557	2 516
Liquidités et équivalents	2.5	6	7
TOTAL DE L'ACTIF		3 410	3 655
PASSIFS À COURT TERME			
Dettes à court terme	2.6	(315)	(392)
TOTAL DU PASSIF		(315)	(392)
ACTIF NET		3 096	3 263
FONDS ET RÉSERVES			
Capital appelé	2.7	11 699	11 039
Autres réserves	2.8	4 227	4 157
Résultat économique reporté des exercices précédents		(11 932)	(10 854)
Résultat économique de l'exercice		(898)	(1 078)
ACTIF NET		3 096	3 263

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE du 9^e FED*(en Mio EUR)*

	Note	2011	2010
PRODUITS OPÉRATIONNELS	<i>3.1</i>	49	82
DÉPENSES OPÉRATIONNELLES			
Charges opérationnelles	<i>3.2</i>	(924)	(1 230)
Dépenses administratives	<i>3.3</i>	(3)	(6)
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		(879)	(1 155)
Produits financiers	<i>3.4</i>	(19)	77
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES		(19)	77
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE		(898)	(1 078)

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET du 9^e FED

(en Mio EUR)

	Capital du Fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009	11 699	4 160	7 539	(10 854)	4 308	993
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	(3 500)	3 500	-	-	3 500
Transferts vers le 10 ^e FED	-	-	-	-	(151)	(151)
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(1 078)	-	(1 078)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2010	11 699	660	11 039	(11 932)	4 157	3 263
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	(660)	660	-	-	660
Transferts vers le/à partir du 10 ^e FED	-	-	-	-	70	70
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(898)	-	(898)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2011	11 699	0	11 699	(12 830)	4 227	3 096

1.4 10^e FED: BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

BILAN du 10^e FED

(en Mio EUR)

	Note	31.12.2011	31.12.2010
ACTIFS À LONG TERME			
Préfinancements à long terme	2.1	189	195
ACTIFS À COURT TERME			
Préfinancements à court terme	2.2	536	255
Créances à court terme	2.3	20	5
Liquidités et équivalents	2.5	1 218	801
TOTAL DE L'ACTIF		1 963	1 255
PASSIFS À COURT TERME			
Dettes à court terme	2.6	(689)	(608)
Comptes de liaison	2.4	(2 944)	(3 013)
TOTAL DU PASSIF		(3 633)	(3 621)
ACTIF NET		(1 670)	(2 366)
FONDS ET RÉSERVES			
Capital appelé	2.7	2 440	-
Autres réserves	2.8	301	333
Résultat économique reporté des exercices précédents		(2 699)	(1 070)
Résultat économique de l'exercice		(1 712)	(1 629)
ACTIF NET⁴		(1 670)	(2 366)

⁴ L'actif net du 10e FED est négatif étant donné que les premières contributions pour ce Fonds n'ont été appelées qu'en 2011.

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE du 10^e FED*(en Mio EUR)*

	Note	2011	2010
PRODUITS OPÉRATIONNELS	<i>3.1</i>	10	4
DÉPENSES OPÉRATIONNELLES			
Charges opérationnelles	<i>3.2</i>	(1 650)	(1 567)
Dépenses administratives	<i>3.3</i>	(72)	(80)
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		(1 712)	(1 643)
Produits financiers	<i>3.4</i>	0	14
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES		(1)	14
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE		(1 712)	(1 629)

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET du 10^e FED

(en Mio EUR)

	Capital du Fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009	21 222	21 221	2	(1 070)	97	(971)
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	-	-	-	-	-
Reclassement de contributions de cofinancement ⁵	(70)	(69)	(2)	-	-	(2)
Transferts des 8 ^e et 9 ^e FED	-	-	-	-	236	236
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(1 629)	-	(1 629)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2010	21 152	21 152	-	(2 699)	333	(2 366)
Augmentation de capital - contributions ordinaires	-	(2 440)	2 440	-	-	2 440
Transferts à partir des/vers les 8 ^e et 9 ^e FED	-	-	-	-	(32)	(32)
Résultat économique de l'exercice	-	-	-	(1 712)	-	(1 712)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2011	21 152	18 712	2 440	(4 411)	301	(1 670)

⁵ En 2010, les contributions de cofinancement ont été reclassées et présentées en tant que dettes dues aux États membres. Les contributions de cofinancement sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe et doivent être présentées en tant que telles. Le montant reclassé correspond aux contributions de cofinancement cumulées des exercices 2008 et 2009.

1.5 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 8^e, 9^e ET 10^e FED

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

1.1. DISPOSITIONS JURIDIQUES ET RÈGLEMENT FINANCIER

Les états financiers sont élaborés conformément aux dispositions du règlement financier applicable au 10^e FED. En vertu des dispositions de l'article 121 dudit règlement, les états financiers sont établis selon le principe de la comptabilité d'exercice.

Ces états financiers ont été établis selon les règles et méthodes comptables applicables au FED, qui ont elles-mêmes été élaborées sur la base des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ou, à défaut, des normes internationales d'information financière (IFRS), publiées respectivement par l'International Public Sector Accounting Standard Board (IPSASB) et l'International Accounting Standard Board (IASB). Les règles d'évaluation et les méthodes comptables adoptées par le comptable du FED ont été appliquées en ce qui concerne la partie des ressources du FED dont la Commission européenne assure l'exécution financière.

Le comptable du FED doit présenter le projet de comptes à la Cour des comptes en vue de sa vérification au plus tard le 31 mars suivant l'exercice clos. La Cour formule, pour le 15 juin au plus tard, ses observations à l'égard du projet de comptes de la Commission (article 125). La Commission approuve les comptes définitifs en tenant compte de ces observations et les transmet au plus tard le 31 juillet au Parlement européen, au Conseil et à la Cour des comptes. Ces comptes sont ensuite publiés au Journal officiel pour le 15 novembre, accompagnés de la déclaration d'assurance fournie par la Cour des comptes pour ce qui concerne la partie des ressources du FED dont la Commission assure l'exécution financière.

1.2. PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, le résultat et les flux de trésorerie d'une entité, qui sont utiles à tout un éventail d'utilisateurs. Pour une entité du secteur public comme le FED, les objectifs sont plus spécifiquement de procurer des informations servant à la prise de décisions et de lui permettre de rendre des comptes quant à l'utilisation des ressources placées sous sa responsabilité.

Pour fournir une image sincère et fidèle, les états financiers doivent non seulement procurer des informations pertinentes qui décrivent la nature et l'éventail des activités des organisations, qui expliquent leurs modalités de financement et qui apportent, en définitive, des informations sur la manière dont leurs interventions ont été réalisées, mais aussi satisfaire aux exigences de clarté et de compréhension permettant les comparaisons d'un exercice à l'autre. C'est dans ce cadre qu'est établi le présent document.

La comptabilité du FED se compose d'une comptabilité générale et d'une comptabilité budgétaire. La comptabilité budgétaire permet de suivre de manière détaillée l'exécution du budget. Elle est fondée sur le principe de la comptabilité de caisse. La comptabilité générale permet de préparer les états financiers, car elle indique l'ensemble des dépenses et produits afférents à l'exercice selon les règles de la comptabilité d'exercice et vise à faire état de la situation financière sous la forme d'un bilan au 31 décembre.

L'article 120 du règlement financier du 10^e FED énonce les principes comptables à appliquer pour établir les états financiers, à savoir:

- la continuité des activités;
- la prudence;
- la permanence des méthodes comptables;
- la comparabilité des informations;
- l'importance relative;
- la non-compensation;

- la prééminence du fond sur la forme;
- la comptabilité d'exercice.

1.3. BASE DE PRÉPARATION

1.3.1. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, l'euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du FED.

1.3.2. Monnaies et bases de conversion

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base des taux de change applicables à la date à laquelle elles sont effectuées. Les gains et pertes de change liés au règlement de transactions en monnaies étrangères et à la conversion, aux taux de change de fin d'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont portés au compte de résultat économique.

Les soldes de fin d'exercice des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros sur la base des taux de change ci-dessous, en vigueur au 31 décembre:

Monnaie	31.12.2011	31.12.2010	Monnaie	31.12.2011	31.12.2010
BGN	1,9558	1,9558	LTL	3,4528	3,4528
CZK	25,7870	25,0610	PLN	4,4580	3,9750
DKK	7,4342	7,4535	RON	4,3233	4,2620
EEK	s.o.	15,6466	SEK	8,9120	8,9655
GBP	0,8353	0,8607	CHF	1,2156	1,2504
HUF	314,5800	277,9500	JPY	100,2000	108,6500
LVL	0,6995	0,7094	USD	1,2939	1,3362

1.3.3. Utilisation d'estimations

Conformément aux IPSAS et aux principes comptables généralement reconnus, les états financiers incluent nécessairement des montants basés sur des estimations et des hypothèses formulées par le management sur la base des informations les plus fiables dont il dispose. Parmi les estimations essentielles figurent, entre autres, le montant des provisions, les pertes de valeur sur créances et les charges à payer. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.

1.4. BILAN

1.4.1 Préfinancements

Un préfinancement est un paiement destiné à fournir une avance au bénéficiaire, par exemple un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période définie dans la convention de préfinancement spécifique. Le fonds de trésorerie (ou l'avance) est remboursé ou utilisé aux fins pour lesquelles il a été fourni pendant la période définie dans la convention. Si le bénéficiaire n'encourt pas de dépenses éligibles, il doit restituer le préfinancement au FED. Le montant du préfinancement est apuré (en tout ou en partie) à mesure de l'acceptation des coûts éligibles et des remboursements éventuels.

En fin d'exercice, l'encours des préfinancements est évalué sur la base du ou des montants initialement versés, déduction faite des éléments suivants: montants remboursés, montants éligibles apurés, montants estimés éligibles non encore apurés en fin d'exercice et réductions de valeur.

Les intérêts sur les préfinancements sont comptabilisés à la date à laquelle ils sont acquis conformément aux dispositions de la convention en question. En fin d'exercice, il est procédé à une estimation des intérêts à recevoir, sur la base des informations les plus fiables.

1.4.2 Créances

Les créances sont comptabilisées à la valeur initiale diminuée des dépréciations pour perte de valeur. Une dépréciation pour perte de valeur sur créances à recevoir est constatée en présence d'éléments objectifs indiquant que le montant total dû ne pourra pas être recouvré aux échéances initialement prévues. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable de la créance et son montant recouvrable, à savoir la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, calculée sur la base du taux d'intérêt proposé par le marché à des emprunteurs similaires. Une dépréciation générale est également comptabilisée pour les ordres de recouvrement non exécutés qui ne font pas déjà l'objet d'une dépréciation spécifique. Cette dépréciation générale est fondée sur les taux historiques de perte. La dépréciation est constatée dans le compte de résultat économique.

1.4.3 Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents sont des instruments financiers définis comme des actifs courants. Elles comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue et d'autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

1.4.4 Dettes

Une partie importante des dettes du FED n'est pas liée à l'acquisition de biens ou de services – il s'agit en fait de déclarations de coûts soumises par les bénéficiaires de subventions ou d'autres financements, qui ne sont pas acquittées. Elles sont comptabilisées comme dettes pour les montants réclamés et sont, après vérification, acceptées comme éligibles par les responsables financiers compétents. À ce stade, elles sont évaluées au montant accepté et éligible.

Les dettes résultant de l'achat de biens ou de services sont comptabilisées lors de la réception de la facture pour le montant initial de celle-ci et les dépenses correspondantes sont saisies dans les comptes lorsque les biens ou services sont livrés ou fournis et acceptés.

1.4.5 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le FED supporte une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers des tiers résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de façon fiable. Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation des dépenses nécessaires au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

1.4.6 Charges à payer/produits à recevoir et charges et produits à reporter

Un élément essentiel de la comptabilité d'exercice consiste à veiller à ce que les transactions soient comptabilisées sur la période comptable à laquelle elles se rapportent. C'est ce qu'on appelle la coupure, ou la séparation, des exercices. Il convient en particulier d'évaluer les dépenses éligibles qui ont été encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais qui n'ont pas encore été déclarées au FED (charges à payer). Inversement, certaines charges sont comptabilisées pendant l'exercice en cours, alors qu'elles se rapportent à des exercices futurs (charges à reporter). Elles doivent être identifiées et reportées sur le ou les exercices ultérieurs.

Dans le cadre des règles comptables du FED, les transactions et événements sont constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent. À la fin de la période comptable, les charges à payer sont constatées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Le calcul des charges à payer est effectué conformément aux lignes directrices opérationnelles et pratiques publiées par la Commission, qui visent à faire en sorte que les états financiers fournissent une image fidèle de la situation.

Les produits sont également comptabilisés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. En fin d'exercice, lorsqu'une facture n'a pas été envoyée alors que le service a été rendu ou les biens livrés par le FED, ou qu'il existe un accord contractuel (par exemple, par référence à un traité), le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir.

Par ailleurs, lorsque, en fin d'exercice, une facture a été envoyée alors que le service n'a pas encore été rendu ou que les biens n'ont pas encore été livrés, le produit correspondant est reporté et sera comptabilisé lors de l'exercice comptable suivant.

1.5. COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

1.5.1 Produits

Le budget du Fonds européen de développement ne comporte pas de recettes. Les contributions ordinaires des États membres sont considérées comme capital du fonds. Les recettes proviennent de la récupération de dépenses et des produits d'intérêts.

Récupération de dépenses

Pour les opérations donnant lieu à une récupération de dépenses précédemment payées par le FED à un bénéficiaire final ou un pays tiers, des ordres de recouvrement et réductions de paiements ultérieurs sont établis et comptabilisés comme suit:

- récupération de dépenses: l'ordre de recouvrement émis résulte en une créance ayant comme contrepartie l'inscription d'un produit au compte de résultat économique de l'exercice en question;
- récupération de préfinancements: en cas de récupération de préfinancements, le montant est comptabilisé sous la rubrique «Préfinancements» du bilan.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat économique selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils comprennent les intérêts reçus et à recevoir sur les soldes et dépôts à vue détenus sur les comptes de banques commerciales et les intérêts de retard sur le recouvrement de créances du FED. Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure de leur acquisition.

1.5.2 Dépenses

Les charges liées à des opérations avec contrepartie directe telles que des achats de biens ou de services sont comptabilisées lorsque les fournitures sont livrées/les services sont fournis et accepté(e)s. Elles sont évaluées au coût de facturation initial.

Les charges liées à des opérations sans contrepartie directe représentent la majeure partie des dépenses du FED. Elles concernent les transferts à des bénéficiaires et peuvent relever de trois catégories: les créances, les transferts dans le cadre de conventions et les subventions discrétionnaires, ou les apports et les dons.

Les transferts sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les événements donnant lieu à transfert se sont produits, pour autant que la nature du transfert considéré soit autorisée par la réglementation (règlement financier ou autre) ou qu'un contrat signé autorise le transfert, que le bénéficiaire réponde aux critères d'éligibilité et que le montant puisse être raisonnablement estimé.

Lorsqu'une demande de paiement ou une déclaration de dépenses satisfaisant aux critères de comptabilisation est reçue, elle est comptabilisée en charges à concurrence du montant éligible. En fin d'exercice, les dépenses éligibles encourues dues aux bénéficiaires mais non encore déclarées sont estimées et comptabilisées en charges à payer.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts sont comptabilisées au compte de résultat économique selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts payés ou les intérêts courus et sont comptabilisées au fur et à mesure.

1.6. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

1.6.1 Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne

sont pas totalement sous le contrôle du FED. Un actif éventuel est indiqué lorsque l'entrée d'avantages économiques ou un potentiel de service est probable.

Les actifs éventuels sont évalués à chaque date de clôture, de façon à ce que les états financiers reflètent leur évolution de manière appropriée. S'il est devenu quasiment certain qu'il y aura une entrée d'avantages économiques ou un potentiel de service et que la valeur de l'actif peut être évaluée de façon fiable, l'actif et le produit correspondant sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel se produit le changement.

Une garantie est un actif potentiel résultant d'un événement passé et dont l'existence sera confirmée par la survenance (ou non) de l'événement objet de la garantie. Les garanties peuvent donc constituer des actifs éventuels. Une garantie s'éteint lorsque son objet n'existe plus. Elle se matérialise lorsque les conditions sont réunies pour que le garant soit enjoint de s'exécuter.

1.6.2 Passifs éventuels

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du FED, ou une obligation actuelle résultant d'événements passés mais non comptabilisée, soit parce qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour régler l'obligation, soit dans les cas extrêmement rares où aucune estimation fiable ne peut être faite pour le montant de l'obligation. Les passifs éventuels sont constatés, sauf si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est faible.

Les passifs éventuels sont évalués à chaque date de clôture, afin de déterminer si une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est devenue probable. S'il devient probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour un élément traité comme un passif éventuel, une provision est comptabilisée dans les états financiers de l'exercice au cours duquel le changement de probabilité intervient.

2. NOTES ANNEXES AU BILAN

ACTIFS À LONG TERME

2.1 PRÉFINANCEMENTS À LONG TERME

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Préfinancements à long terme	-	191	189	380	353
TOTAL	-	191	189	380	353

De nombreux contrats prévoient le versement d'avances avant le début des travaux, de la livraison de fournitures ou de la prestation de services. Parfois, les calendriers de paiement des contrats prévoient le versement d'avances sur la base de rapports sur l'état d'avancement des travaux. Les préfinancements sont normalement versés dans la monnaie du pays ou territoire d'exécution du projet.

Le préfinancement est présenté net des ordres de recouvrement d'avances encore ouverts et du montant estimé des préfinancements qui ne sont pas encore apurés à la clôture de l'exercice. Le délai de recouvrement ou d'utilisation des préfinancements détermine si ceux-ci sont présentés comme actifs de préfinancement à court ou à long terme. L'utilisation est définie par la convention sous-tendant le projet. Tout remboursement ou toute utilisation dû/due dans les douze mois qui précèdent la date de clôture est présenté(e) comme préfinancement à court terme et donc comme actif à court terme. Comme un grand nombre de projets financés par les actions du FED sont à long terme, il est indispensable que les avances correspondantes soient disponibles pendant plus d'un an. Les montants de ces préfinancements sont donc comptabilisés dans les actifs à long terme.

La hausse des préfinancements à long terme, de 28 millions d'EUR par rapport au montant au 31.12.2010, s'explique principalement par l'augmentation des préfinancements à long terme se rapportant aux projets intra-ACP (49 millions d'EUR) et aux dépenses administratives (14 millions d'EUR), qui est compensée par la baisse des préfinancements à long terme dans le domaine des politiques sectorielles (17 millions d'EUR) ainsi qu'à l'aide programmable (15 millions d'EUR).

ACTIFS À COURT TERME

2.2 PRÉFINANCEMENTS À COURT TERME

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Préfinancements à court terme (bruts)	148	1 659	1 608	3 415	3 115
Moins estimation préfinancement apuré	(78)	(1 090)	(1 072)	(2 240)	(2 019)
TOTAL	70	569	536	1 175	1 096

L'augmentation, de 79 millions d'EUR, des préfinancements nets à court terme est essentiellement due à la hausse desdits préfinancements se rapportant aux dépenses administratives (77 millions d'EUR), à l'aide programmable (29 millions d'EUR), à l'appui institutionnel (44 millions d'EUR) et aux politiques sectorielles (25 millions d'EUR). Cette hausse a été compensée par une baisse touchant les projets intra-ACP (68 millions d'EUR), d'autres programmes d'aides liés aux FED précédents (20 millions d'EUR) et l'aide d'urgence (7 millions d'EUR).

2.2.1 Garanties reçues en rapport avec des préfinancements

Les garanties sont détenues en couverture du préfinancement et libérées une fois le paiement final effectué dans le cadre d'un projet. Une garantie présente deux valeurs différentes: la valeur «nominale» et la valeur «en cours». Pour la valeur «nominale», l'événement générateur est lié à

l'existence de la garantie. Pour la valeur «en cours», l'événement générateur de la garantie est le paiement du préfinancement et/ou l'apurement ultérieur.

Au 31 décembre 2011, la valeur «nominale» des garanties reçues par le FED pour les préfinancements s'élevait à 637 millions d'EUR. La valeur «en cours» de ces garanties représentait 394 millions d'EUR. Au 31 décembre 2010, ces valeurs étaient respectivement de 674 millions d'EUR et de 363 millions d'EUR.

2.3 CRÉANCES A COURT TERME

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Créances sur les clients	2	10	1	13	10
Créances sur les États membres	-	-	9	9	125
Produits à recevoir et charges reportées	2	77	10	89	112
TOTAL	4	87	20	111	247

2.3.1 Créances sur les clients

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Créances sur les clients	6	18	2	27	18
-Dépréciation des créances sur les clients	(4)	(8)	(1)	(13)	(8)
TOTAL	2	10	1	13	10

Il s'agit des ordres de recouvrement comptabilisés au 31 décembre 2011 en tant que droits constatés restant à recouvrer et qui ne sont pas déjà inclus dans les autres rubriques de l'actif du bilan. Le solde de clôture des ordres de recouvrement correspond à la valeur des ordres de recouvrement émis mais pas encore payés à la fin de l'exercice.

Une provision est estimée pour les pertes de valeur sur les montants dus par les bénéficiaires dont le recouvrement est improbable. Cette provision comporte deux éléments:

- cas spécifiques: sur la base du risque de non-recouvrement;
- cas général: application d'une provision fondée sur les taux historiques de perte pour les créances qui ne font pas déjà l'objet d'une dépréciation spécifique.

Cette réduction de valeur n'implique nullement le renoncement au recouvrement futur des sommes déduites.

Les mouvements concernant les ordres de recouvrement ouverts durant cette période sont détaillés ci-dessous.

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Ordres de recouvrement ouverts en début d'exercice	7	11	0	18	20
Ordres de recouvrement émis	11	63	55	130	164
Ordres de recouvrement clôturés	(12)	(56)	(55)	(123)	(166)
Encaissements	(9)	(46)	(53)	(108)	(143)
Renoncations (art. 73 RF)	0	(1)	0	(1)	(1)
Annulations	(1)	(1)	0	(2)	(5)

<i>Compensations</i>	(3)	(8)	(1)	(13)	(17)
Ordres de recouvrement ouverts en fin d'exercice	6	19	1	25	18

2.3.2 Créances sur les États membres

La créance de 9 millions d'EUR sur les États membres dans le 10^e FED correspond à des contributions dues par la Hongrie et le Portugal, qui ont été reçues en janvier et en février 2012 respectivement, et à une contribution de cofinancement du Danemark non encore exigible.

2.3.3 Produits à recevoir et charges reportées

Les produits à recevoir et les charges reportées incluent principalement des intérêts courus sur les préfinancements. Les produits d'intérêts à recevoir sur les versements tardifs de contributions sont en outre inclus sous cette rubrique.

La baisse de 23 millions d'EUR des produits à recevoir et des charges reportées s'explique par la diminution des intérêts courus sur les préfinancements (23 millions d'EUR) (voir note 3.4.2).

2.4 COMPTES DE LIAISON

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
vers le/à partir du 6 ^e FED	(2 065)	(214)	-	(2 279)	(2 279)
vers le/à partir du 7 ^e FED	-	2 279	-	2 279	2 279
vers le/à partir du 8 ^e FED	-	(3 037)	584	(2 453)	(2 563)
vers le/à partir du 9 ^e FED	3 037	-	(3 529)	(491)	(450)
vers le/à partir du 10 ^e FED	(584)	3 529	-	2 944	3 013
TOTAL	387	2 557	(2 944)	0	0

Pour des raisons d'efficacité, la trésorerie unique couvrant l'ensemble des FED est allouée au 10^e FED, ce qui a pour conséquence de générer des opérations réciproques entre les différents FED, qui sont compensées par des comptes de liaison entre les différents bilans.

Les paiements effectués par le 10^e FED pour la mise en œuvre des 8^e et 9^e FED et l'encaissement par le 10^e FED en rapport avec les contributions appelées dans le cadre du 9^e FED comptent parmi les principaux mouvements des comptes de liaison en 2011.

2.5 LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS⁶

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Avoirs en banque	-	-	1 211	1 211	781
Comptes de sécurité Stabex	-	-	5	5	17
Comptes bancaires de cofinancement	-	6	2	8	10
Fonds spécial République démocratique du Congo ⁷	-	-	1	1	0
TOTAL	-	6	1 218	1 224	808

⁶ Conformément à l'article 153 du règlement financier applicable au 10^e FED, la trésorerie est présentée dans le bilan du 10^e FED. La nature des différents comptes bancaires est exposée au chapitre 6, Gestion des risques financiers.

⁷ Ce solde représente les montants disponibles pour la République démocratique du Congo, conformément aux dispositions de la décision 2003/583/CE du Conseil. Ces fonds sont affectés à un but spécifique et à l'État bénéficiaire concerné.

2.5.1 Avoirs en banque

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Comptes spéciaux – institutions financières des États membres	-	-	1 129	1 129	599
Comptes courants – banques commerciales	-	-	80	80	180
Payeurs délégués locaux	-	-	2	2	1
TOTAL	-	-	1 211	1 211	781

La hausse globale des avoirs en banque s'explique principalement par le fait que l'exécution budgétaire en 2011 a été plus faible que prévu.

Les comptes des payeurs délégués locaux représentent des montants détenus sur des comptes bancaires dans les pays ACP et les PTOM, qui sont utilisés pour effectuer des paiements en monnaie locale dans le pays bénéficiaire. Ces comptes sont libellés en euros ou dans la monnaie d'un État membre de l'Union. Sur les 8 comptes des payeurs délégués locaux qui subsistaient, 2 ont été clôturés en 2011 afin de contribuer à une gestion davantage centralisée des paiements.

2.5.2 Comptes de sécurité Stabex

(en Mio EUR)

	Solde au 31.12.2011	Solde au 31.12.2010
Sainte-Lucie	0	7
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0	4
Côte d'Ivoire	2	2
Malawi	1	1
Autres pays	2	3
TOTAL	5	17

Stabex est l'acronyme d'un mécanisme de financement compensatoire de l'Union européenne visant à assurer la stabilité des recettes à l'exportation des pays ACP. Il a été instauré par la Convention de Lomé (1975) dans le but de remédier aux effets néfastes de l'instabilité des recettes à l'exportation provenant de produits agricoles. Le solde des comptes de sécurité Stabex représente le total des crédits Stabex disponibles qui sera transféré à l'État ACP bénéficiaire à une date ultérieure. Ce solde est alloué au 10^e FED. En 2011, deux comptes de sécurité Stabex ont été clôturés à la suite de la liquidation de l'instrument d'aide Stabex.

Outre ces crédits, d'autres crédits Stabex sont détenus par les États ACP bénéficiaires. Lorsque la Commission et l'État (ACP) bénéficiaire parviennent à un accord sur l'utilisation des fonds Stabex, une convention de transfert est signée par les deux parties. Conformément aux dispositions de l'article 211 de l'accord Lomé IV⁸ (dans sa version révisée), les crédits sont transférés sur un compte ouvert au nom de l'État ACP; il s'agit d'un compte portant intérêt pour lequel la présentation de deux signatures (Commission européenne et État ACP) est requise. Ces crédits demeurent sur ces comptes à double signature jusqu'à ce qu'un cadre d'obligations mutuelles justifie un transfert en faveur d'un projet.

L'ordonnateur de la Commission conserve la signature sur ce compte afin de s'assurer que les crédits sont décaissés selon les modalités prévues. Les crédits qui se trouvent sur les comptes à double signature sont la propriété de l'État ACP et ne sont pas, de ce fait, enregistrés à l'actif dans les comptes du FED. Les transferts vers ces comptes sont comptabilisés comme des paiements Stabex.

En 2011, un montant de 26 millions d'EUR issu de comptes à double signature dans les pays ACP a été restitué au FED conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 4, de l'accord

⁸ JO L 156 du 29.5.1998, p. 3-106.

interne du 10^e FED⁹. Ces fonds ont été transférés principalement de Sainte-Lucie (9 millions d'EUR), du Kenya (7 millions d'EUR) et du Togo (4 millions d'EUR). Ces recettes figurent parmi les produits opérationnels (instrument d'aide Stabex) dans le compte de résultat économique du 8^e FED.

2.5.3 Comptes bancaires de cofinancement

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Comptes bancaires de cofinancement	-	6	2	8	10
TOTAL	-	6	2	8	10

Ces comptes bancaires comprennent des montants liés à des accords de cofinancement remontant à 2007 et aux années antérieures. Ces fonds de cofinancement sont la propriété des États membres concernés et, partant, un montant correspondant est inscrit comme dette. L'incidence sur l'actif net est par conséquent nulle.

Le cofinancement italien dans le 9^e FED est toujours en cours en Somalie.

Les comptes bancaires de cofinancement dans le 10^e FED se rapportent à d'anciens projets de cofinancement en instance de clôture. Ces crédits seront restitués aux États membres après instruction donnée par l'ordonnateur.

PASSIFS À COURT TERME

2.6 DETTES À COURT TERME

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Créditeurs courants	9	146	243	399	487
Charges à payer	20	168	151	339	286
Contribution au capital reportée	-	-	295	295	272
TOTAL	29	315	689	1 033	1 045

Le poste des dettes à court terme inclut des récapitulatifs de dépenses reçus par le FED dans le cadre des activités de subvention et de passation de marchés. Les dettes correspondantes sont enregistrées à concurrence du montant déclaré dès que la demande est reçue. La procédure est identique pour les factures et les notes de crédit reçues dans le cadre des marchés. Les coûts déclarés ainsi sont pris en compte pour la procédure de coupure de l'exercice. Après les écritures de fin d'exercice, les montants éligibles estimés sont inscrits comme charges à payer.

2.6.1 Créditeurs courants

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Fournisseurs et autres	9	140	159	308	400
Dettes dues aux États membres - cofinancement	-	6	75	81	75
Dettes diverses	-	-	10	10	12
TOTAL	9	146	243	399	487

2.6.1.1 Fournisseurs et autres

⁹ JO L 247 du 9.9.2006.

Sous cette rubrique figurent les montants dus aux fournisseurs ainsi que les montants à payer à des organismes publics et à des pays tiers.

La baisse de 92 millions d'EUR par rapport à la période comptable précédente tient essentiellement à une diminution de 62 millions d'EUR des dettes dues aux pays tiers.

2.6.1.2 Dettes dues aux États membres au titre du cofinancement

Les contributions de cofinancement reçues sont présentées comme des dettes dues aux États membres puisqu'elles sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe. Le FED est tenu d'utiliser ces contributions pour fournir des services à des tiers, faute de quoi il doit restituer les actifs (c'est-à-dire les contributions reçues) aux États membres. Les dettes en cours pour les accords de cofinancement représentent la contribution de cofinancement reçue moins les dépenses encourues liées au projet. L'incidence sur l'actif net est nulle.

Une part de 8 millions d'EUR des dettes dues aux États membres au titre du cofinancement se rapporte aux accords de cofinancement remontant à 2007 et aux années antérieures. Ces fonds sont placés sur des comptes bancaires spécifiques (voir ci-dessus 2.5.3 Comptes bancaires de cofinancement).

En 2011, de nouvelles contributions de cofinancement ont été reçues pour un montant de 7 millions d'EUR (Belgique 3 millions, Royaume-Uni 2 millions, Suède 1 million et Suisse 1 million). Les fonds relatifs à des accords de cofinancement signés à partir de 2008 ne sont pas placés sur des comptes bancaires spécifiques.

Les dettes au titre du cofinancement ont été diminuées de 2 millions d'EUR pour comptabiliser le produit lié aux projets de cofinancement (voir 3.1.4 et 3.2.2).

2.6.1.3 Dettes diverses

La rubrique «Dettes diverses» contient principalement des encaissements non affectés et des montants remboursés.

2.6.2 Charges à payer

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Charges à payer	20	168	151	339	286
TOTAL	20	168	151	339	286

À la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des dépenses éligibles qui ont été encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais qui n'ont pas encore été déclarées. Après ces calculs de clôture de l'exercice, les montants éligibles estimés sont inscrits comme charges à payer. L'utilisation prévisionnelle d'un montant de préfinancement est présentée comme une estimation du préfinancement apuré (voir 2.2).

2.6.3 Contribution au capital du fonds reportée

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Royaume-Uni	-	-	289	289	269
Irlande	-	-	5	5	3
Lituanie	-	-	1	1	-
TOTAL	-	-	295	295	272

Il s'agit des contributions d'États membres versées par anticipation.

ACTIF NET

2.7 CAPITAL APPELÉ

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL
Capital du Fonds	12 840	11 699	21 152	45 691
Capital non appelé	-	(660)	(21 152)	(21 812)
Capital appelé 31.12.2010	12 840	11 039	-	23 879
Capital du Fonds	12 840	11 699	21 152	45 691
Capital non appelé	-	-	(18 712)	(18 712)
Capital appelé 31.12.2011	12 840	11 699	2 440	26 979

Le capital du Fonds correspond au total des contributions des États membres pour le FED concerné, conformément aux dispositions de chacun des accords internes.

Les fonds non appelés représentent la dotation initiale non encore appelée des États membres.

Le capital appelé est constitué du montant des dotations initiales appelées aux fins de transfert sur les comptes de trésorerie par les États membres, conformément à la procédure définie à l'article 16 du règlement financier applicable au 10^e FED.

Le capital du 8^e et du 9^e FED a été appelé et reçu dans son intégralité.

Le 10^e FED est entré en vigueur en 2008 avec un capital s'élevant à 21 152 millions d'EUR, conformément à l'accord interne applicable au 10^e FED.

Capital du Fonds

(en Mio EUR)

Contributions	%	Non appelées 9 ^e FED 31.12.2010	Appelées en 2011	Non appelées 9 ^e FED 31.12.2011
Autriche	2,65	(19)	19	-
Belgique	3,92	(27)	27	-
Danemark	2,14	(15)	15	-
Finlande	1,48	(10)	10	-
France	24,30	(170)	170	-
Allemagne	23,36	(164)	164	-
Grèce	1,25	(9)	9	-
Irlande	0,62	(4)	4	-
Italie	12,54	(88)	88	-
Luxembourg	0,29	(2)	2	-
Pays-Bas	5,22	(37)	37	-
Portugal	0,97	(7)	7	-
Espagne	5,84	(41)	41	-
Suède	2,73	(19)	19	-
Royaume-Uni	12,69	(89)	89	-
BEI	s.o.	40	(40)	-
TOTAL	100,00	(660)	660	-

(en Mio EUR)

Contributions	%	Non appelées 10 ^e FED 31.12.2010	Appelées en 2011	Non appelées 10 ^e FED 31.12.2011
Autriche	2,41	(510)	59	451
Belgique	3,53	(747)	86	661
Danemark	2,00	(423)	49	374
Finlande	1,47	(311)	36	275
France	19,55	(4 135)	477	3 658
Allemagne	20,50	(4 336)	500	3 836
Grèce	1,47	(311)	36	275
Irlande	0,91	(192)	22	170
Italie	12,86	(2 720)	314	2 406
Luxembourg	0,27	(57)	7	51
Pays-Bas	4,85	(1 026)	118	908
Portugal	1,15	(243)	28	215
Espagne	7,85	(1 660)	192	1 469
Suède	2,74	(580)	67	513
Royaume-Uni	14,82	(3 135)	362	2 773
Chypre	0,09	(19)	2	17
République tchèque	0,51	(108)	12	95
Estonie	0,05	(11)	1	9
Hongrie	0,55	(116)	13	103
Lituanie	0,12	(25)	3	22
Lettonie	0,07	(15)	2	13
Malte	0,03	(6)	1	6
Pologne	1,3	(275)	32	243
Slovénie	0,18	(38)	4	34
Slovaquie	0,21	(44)	5	39
Bulgarie	0,14	(30)	3	26
Roumanie	0,37	(78)	9	69
TOTAL	100,00	(21 152)	2 440	18 712

En 2011 ont eu lieu le dernier appel au titre du 9^e FED et les premières contributions pour le 10^e FED, auquel participent les 27 États membres.

2.8 AUTRES RÉSERVES

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
vers le/à partir du 6 ^e FED	94	490	-	584	584
vers le/à partir du 7 ^e FED	533	1 135	-	1 668	1 668
vers le/à partir du 8 ^e FED	-	2 762	141	2 903	2 864
vers le/à partir du 9 ^e FED	(2 762)	-	161	(2 601)	(2 531)
vers le/à partir du 10 ^e FED	(141)	(161)	-	(302)	(333)
TOTAL	(2 276)	4 227	301	2 252	2 252

Depuis l'entrée en vigueur du 10^e FED en 2008, tous les fonds dégagés dans les FED précédents sont transférés vers la réserve du 10^e FED. Cette réserve ne peut être engagée que dans les conditions définies à l'article 1^{er}, paragraphe 4, de l'accord interne relatif au 10^e FED.

En 2011, des fonds dégagés, à savoir 38 et 80 millions d'EUR relevant respectivement du 8^e et du 9^e FED, ont été transférés au 10^e FED, et un montant de 150 millions d'EUR inscrit dans la réserve de performance du 10^e FED a été transféré au 9^e FED¹⁰.

Le 23 mai 2011, le Conseil a adopté une décision¹¹ qui prévoit d'allouer au Soudan du Sud un montant de 200 millions d'EUR provenant des fonds désengagés des projets au titre du 9^e FED et des FED précédents. À la fin de l'année 2011, ce montant était toujours alloué à la réserve de performance du 10^e FED, mais il devrait être libéré de la réserve en 2012.

3. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

3.1 PRODUITS OPÉRATIONNELS

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Récupération de dépenses	3	11	2	16	29
Récupération de crédits Stabex	26	-	-	26	32
Gains de change	11	37	7	54	78
Produits opérationnels - cofinancement	-	-	2	2	1
TOTAL	40	49	10	99	140

3.1.1 Récupération de dépenses

Cette rubrique comprend les ordres de recouvrement émis par le FED et les réductions de paiements ultérieurs enregistrées dans les comptes du FED, qui visent à recouvrer, à l'issue d'un contrôle, d'un audit ou d'une analyse d'éligibilité, des montants initialement payés. Il convient de noter que le recouvrement des préfinancements n'est pas inclus en tant que produits, mais porté au crédit du poste «Préfinancements» du bilan.

3.1.1.1 Récupération de l'indu

Des ordres de recouvrement ont été émis à la suite de paiements indus pour un montant de 12 millions d'EUR en 2011 contre 11 millions d'EUR en 2010. Sur ce montant, une somme de 8 millions d'EUR porte sur la récupération de dépenses, qui a donc été comptabilisée en tant que produits opérationnels. Le restant, soit 4 millions d'EUR, représente les récupérations de préfinancements versés et a été inscrit à l'actif de préfinancement dans le bilan.

La nature de la récupération de l'indu peut être résumée comme suit:

(en Mio EUR)

	Produits	Préfinan cements	TOTAL 2011	Produits	Préfinan cements	TOTAL 2010
Erreur	2	1	3	1	1	2
Irrégularité	6	3	8	5	3	8
Notification par l'OLAF	1	-	1	1	-	1
TOTAL	8	4	12	7	4	11

3.1.2 Récupération de crédits Stabex

In 2011, un montant de 26 millions d'EUR issu de comptes à double signature dans les pays ACP a été restitué au FED conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 4, de l'accord

¹⁰ Décision 2010/406/UE du Conseil du 12 juillet 2010 relative à l'allocation des fonds désengagés des projets au titre du 9^e Fonds européen de développement (FED) et des FED précédents afin de venir en aide aux populations les plus vulnérables au Soudan.

¹¹ Décision 2011/315/UE du Conseil du 23 mai 2011.

interne du 10^e FED¹². Ces fonds ont été transférés principalement de Sainte-Lucie (9 millions d'EUR), du Kenya (7 millions d'EUR) et du Togo (4 millions d'EUR). Ces recettes figurent parmi les produits opérationnels (instrument d'aide Stabex) dans le compte de résultat économique du 8^e FED.

3.1.3 Gains de change

Les gains de change résultent des activités quotidiennes et des opérations connexes libellées dans des monnaies autres que l'euro ainsi que de la réévaluation de fin d'exercice requise pour établir les comptes annuels. Ils comprennent les gains de change réalisés et non réalisés.

3.1.4 Produits opérationnels - cofinancement

Les produits opérationnels relatifs aux cofinancements représentent les contributions utilisées (voir 3.2.2). Étant donné que ces contributions sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe, la contribution est comptabilisée en fonction de la mise en œuvre du projet de cofinancement.

3.2 DÉPENSES OPÉRATIONNELLES

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Charges opérationnelles - instruments d'aide	114	879	1 640	2 633	2 852
Charges opérationnelles - cofinancement	-	-	2	2	1
Pertes de change	11	41	8	61	58
Dépréciations de créances	3	4	-	7	3
TOTAL	128	924	1 650	2 702	2 914

3.2.1 Charges opérationnelles - instruments d'aide

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Aide programmable	58	56	1 136	1 251	1 127
Soutien macroéconomique	-	51	-	51	35
Politiques sectorielles	0	372	0	371	765
Bonifications d'intérêts	0	-	-	0	
Projets intra-ACP	-	301	349	650	336
Aide d'urgence	-	63	149	212	442
Aide aux réfugiés	0	-	-	0	(1)
Capitaux à risque	19	-	-	19	
Stabex	12	-	-	12	46
Sysmin ¹³	(8)	-	-	(8)	10
Autres programmes d'aide liés aux FED précédents	-	24	-	24	(17)
Allègement de la dette - PPTE et Banque mondiale	-	-	-	-	14
Appui institutionnel	-	2	6	8	44
Compensation recettes d'exportation	32	10	-	42	37
Fonds République démocratique du Congo	-	0	-	0	15

¹² JO L 247 du 9.9.2006.

¹³ Le solde négatif pour le Sysmin est dû à la reprise des charges à payer.

Total	114	879	1 640	2 633	2 852
--------------	------------	------------	--------------	--------------	--------------

Les dépenses opérationnelles du FED couvrent les divers instruments d'aide et se présentent sous différentes formes, en fonction de la manière dont les crédits sont dépensés et gérés.

3.2.2 Charges opérationnelles - cofinancement

Il s'agit des dépenses encourues pour le cofinancement de projets en 2011. Comme les contributions de cofinancement reçues sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe, un montant correspondant de contributions a été comptabilisé en tant que produits opérationnels (voir 3.1.4).

3.2.3 Pertes de change

Les pertes de change surviennent lors des activités quotidiennes et des opérations connexes libellées dans des monnaies autres que l'euro, ainsi qu'au moment de la réévaluation de fin d'exercice requise pour établir les comptes annuels - ces pertes sont à la fois réalisées et non réalisées.

Pour ce qui est de la position nette, on observe une perte de change nette de 6 millions d'EUR pour l'exercice (pertes de change de 61 millions d'EUR moins gains de change de 54 millions d'EUR).

3.2.4 Dépréciations de créances

Cette rubrique comprend pour l'essentiel les corrections de préfinancements et les réductions de valeur/pertes de réalisation sur créances.

3.3 DÉPENSES ADMINISTRATIVES

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Dépenses administratives	0	3	72	75	86
TOTAL	0	3	72	75	86

Cette rubrique inclut les dépenses d'appui, c'est-à-dire les frais administratifs liés à la programmation et à l'exécution des FED. Cela englobe les dépenses afférentes à la préparation, au suivi, au contrôle et à l'évaluation des projets ainsi que les dépenses liées aux réseaux informatiques, à l'assistance technique, etc.

3.4 PRODUITS FINANCIERS

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Revenus d'intérêts - Banques européennes	-	0	1	1	1
Revenus d'intérêts - Stabex	0	-	-	0	0
Revenus d'intérêts de retard sur les ordres de recouvrement	0	0	0	0	3
Intérêts sur les préfinancements	(1)	(19)	(1)	(21)	91
TOTAL	(1)	(19)	0	(20)	95

En 2011, les revenus des intérêts sont restés faibles en raison du maintien à un bas niveau des taux d'intérêt.

3.4.1 Revenus d'intérêts de retard sur les ordres de recouvrement

Il s'agit des intérêts acquis au titre du paiement tardif des ordres de recouvrement par certains débiteurs, y compris les versements tardifs des contributions des États membres. Ces fonds peuvent servir à financer des projets, conformément à l'article 1^{er} et à l'article 6 de l'accord interne applicable au 10^e FED.

3.4.2 Intérêts sur les préfinancements

Les intérêts sur les préfinancements sont comptabilisés conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 3, et de l'article 8 du règlement financier du 10^e FED.

Les intérêts courus sur les préfinancements pour 2011 sont moins élevés que pour 2010 et, en fait, la reprise de montants à recevoir de 2010 s'est traduite par des produits d'intérêts négatifs. Ce phénomène est dû au reclassement, en 2011, de plusieurs contrats qui avaient l'appellation de contrats de subvention en 2010 et qui sont devenus des contrats de gestion conjointe avec des organisations internationales. Aux termes des articles susmentionnés du règlement financier, les contrats de subvention donnent lieu au calcul d'intérêts à recevoir sur les préfinancements tandis que les contrats de gestion conjointe ne le prévoient pas.

4. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

4.1 OBJECTIF ET ÉTABLISSEMENT DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les informations relatives aux flux de trésorerie constituent une base pour évaluer la capacité du FED à générer des liquidités et équivalents ainsi que ses besoins en termes d'utilisation de ces flux de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Cela signifie que le résultat net de l'exercice est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie et de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liés à l'exploitation.

Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère sont enregistrés dans la monnaie de présentation des états financiers du FED (l'euro), par application au montant en monnaie étrangère du taux de change entre l'euro et la monnaie étrangère à la date de ces flux.

4.2 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Le tableau des flux de trésorerie du FED présente uniquement des flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles car le FED n'exerce aucune activité d'investissement ou de financement. Les activités opérationnelles visent à contribuer à la réalisation d'objectifs politiques.

5. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES INFORMATIONS

5.1 ACTIFS ÉVENTUELS

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Garanties de bonne fin	16	221	88	325	360
Garanties pour retenues	5	151	40	197	227
Actifs éventuels liés à des affaires juridiques	-	1	-	1	1
TOTAL	21	373	128	523	587

5.1.1 Garanties de bonne fin

Les garanties de bonne fin sont parfois requises pour s'assurer que les bénéficiaires des financements du FED satisfont à leurs obligations contractuelles avec le FED.

La baisse de 35 millions d'EUR enregistrée pour les garanties de bonne fin est due à la différence entre les garanties libérées et les nouvelles garanties reçues. La plupart des garanties ont été libérées dans le cadre du 8^e FED (23 millions d'EUR, principalement en rapport avec l'aide programmable) et du 9^e FED (90 millions d'EUR, se rapportant essentiellement à l'aide aux politiques sectorielles).

5.1.2 Garanties pour retenues

Les garanties pour retenues ne concernent que les marchés de travaux. En règle générale, une retenue de 10 % sur les paiements intermédiaires est prévue afin de garantir que le contractant satisfait à ses obligations. Ces montants retenus sont classés comme dettes. Sous réserve de l'approbation du pouvoir adjudicateur, le contractant peut soumettre à la place une garantie pour retenues qui remplace le pourcentage retenu sur les paiements intermédiaires. Ces garanties reçues sont présentées comme actifs éventuels.

La baisse de 30 millions d'EUR qui caractérise les garanties pour retenues est due à la différence entre les garanties libérées et les nouvelles garanties reçues. La plupart des garanties ont été libérées dans le cadre du 9^e FED (63 millions d'EUR, principalement en rapport avec l'aide aux politiques sectorielles). Les nouvelles garanties ont été reçues en grande partie dans le cadre du 9^e FED (31 millions d'EUR, se rapportant essentiellement à l'aide aux politiques sectorielles) et du 10^e FED (22 millions d'EUR).

5.2 PASSIFS ÉVENTUELS

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Montants liés à des affaires juridiques	-	0	-	0	6
TOTAL	-	0	-	0	6

Les montants ci-dessus se rapportent à des actions en dommages-intérêts actuellement intentées contre le FED, à d'autres litiges et aux frais de justice estimés. Toutes les dettes éventuelles et les engagements seraient financés, s'ils devenaient exigibles, par le FED à l'avenir.

5.3 AUTRES INFORMATIONS

5.3.1 Engagements budgétaires

(en Mio EUR)

	8 ^e FED	9 ^e FED	10 ^e FED	TOTAL 31.12.2011	TOTAL 31.12.2010
Engagements budgétaires restant à liquider pas encore payés	157	1 643	3 794	5 594	5 991
Montants correspondants portés au compte de résultat économique	(29)	(308)	(309)	(646)	(714)
TOTAL	128	1 335	3 485	4 948	5 277

Les engagements budgétaires restant à liquider correspondent au montant d'engagements ouverts pour lesquels les paiements et/ou dégage­ments n'ont pas encore été effectués. Il s'agit d'une conséquence normale de l'existence de programmes pluriannuels. Au 31 décembre 2011, les engagements budgétaires restant à liquider s'élevaient à 5 594 millions d'EUR. Le montant indiqué en tant qu'engagement futur à financer correspond à ces engagements budgétaires restant à liquider diminués des montants correspondants inscrits en charges au compte de résultat économique 2011, d'où un total de 4 948 millions d'EUR.

6. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations ci-après relatives à la gestion des risques financiers du Fonds européen de développement concernent les opérations de trésorerie effectuées par la Commission européenne pour le compte du Fonds européen de développement dans le but de mettre en œuvre ses ressources.

6.1 POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les règles et principes concernant la gestion des opérations de trésorerie du FED sont fixés dans le règlement (CE) n° 215/2008 du Conseil portant règlement financier applicable au 10^e FED et dans l'accord interne.

En vertu du règlement précité, les grands principes suivants s'appliquent:

- les contributions au FED sont payées par les États membres sur des comptes spéciaux ouverts auprès de la banque d'émission de chaque État membre ou de l'institution financière désignée par celui-ci. Le montant des contributions restera sur lesdits comptes spéciaux jusqu'à ce que les paiements du FED doivent être effectués;
- les contributions au FED sont payées par les États membres en EUR, alors que les paiements du FED sont libellés en EUR ou dans d'autres monnaies, y compris dans des monnaies moins connues;
- les comptes en banque ouverts par la Commission au nom du FED ne peuvent pas être à découvert.

Outre les comptes spéciaux, d'autres comptes bancaires sont ouverts par la Commission au nom du FED auprès d'institutions financières (banques centrales et banques commerciales) afin d'effectuer des paiements et de recevoir des versements autres que les contributions des États membres au budget, conformément à l'article 44 du règlement (CE) n° 215/2008 du Conseil (voir 6.4 ci-dessous).

Toutes les banques commerciales où des comptes autres que les «comptes spéciaux» susmentionnés ont été ouverts pour le FED sont sélectionnées par la Commission par appel d'offres.

Les opérations de trésorerie et de paiement sont fortement automatisées et reposent sur des systèmes informatiques modernes. Des procédures spéciales sont appliquées pour garantir la sécurité des systèmes et pour assurer la séparation des tâches conformément au règlement financier, aux standards de contrôle interne de la Commission et aux principes d'audit.

Un ensemble de lignes directrices et de procédures consignées par écrit régit la gestion des opérations de trésorerie et de paiement, afin de limiter le risque opérationnel et financier et d'assurer un niveau de contrôle adéquat. Ces lignes directrices et procédures couvrent les différents domaines d'opération et leur bonne application est vérifiée régulièrement.

6.2 RISQUE DE MARCHÉ

6.2.1 Risque de change

Toutes les contributions sont libellées en EUR et les autres monnaies sont achetées uniquement lorsque cela est nécessaire pour l'exécution des paiements. Par conséquent, les opérations de trésorerie du FED ne sont pas exposées au risque de change.

6.2.2 Risque de taux d'intérêt

Le FED n'emprunte pas d'argent et n'est donc pas exposé au risque de taux d'intérêt.

Il perçoit toutefois des intérêts sur le solde de ses différents comptes bancaires. Par conséquent, la Commission a, pour le compte du FED, établi des mesures visant à assurer que les intérêts acquis reflètent régulièrement les taux d'intérêt du marché ainsi que leurs éventuelles fluctuations.

Les soldes de fin de journée détenus sur des comptes bancaires commerciaux sont rémunérés à la journée. La rémunération des soldes de ces comptes est basée sur des taux variables du marché auxquels une marge contractuelle (positive ou négative) est appliquée. Pour la plupart des comptes, le calcul des intérêts est lié au taux EONIA (Euro Over Night Index Average) et ajusté en fonction des fluctuations de ce taux. Pour certains autres comptes, le calcul des intérêts est lié au taux marginal de la BCE (que celle-ci utilise pour ses opérations de refinancement). En conséquence, le FED ne court pas le risque que ses soldes soient rémunérés à des taux inférieurs à ceux du marché.

6.3 RISQUE DE CRÉDIT (RISQUE DE CONTREPARTIE)

La plupart des ressources en trésorerie du FED sont conservées, conformément au règlement (CE) n° 215/2008 du Conseil, sur les «comptes spéciaux» ouverts par les États membres pour le paiement de leurs contributions. La majorité de ces comptes sont ouverts auprès du trésor ou de la banque centrale de chaque État membre. Ces institutions représentent le risque de contrepartie le plus faible pour le FED (l'exposition concerne ses États membres).

En ce qui concerne la part des ressources en trésorerie du FED qui est déposée auprès de banques commerciales afin de couvrir l'exécution des paiements, l'approvisionnement de ces comptes s'effectue selon le principe du «juste à temps» et est automatiquement géré par le système de gestion de la trésorerie de la Commission. Des soldes minimaux, proportionnels au montant moyen des paiements journaliers réalisés, sont maintenus sur chacun de ces comptes. Par conséquent, les soldes de fin de journée de ces comptes restent toujours faibles, ce qui limite l'exposition du FED aux risques.

De plus, des lignes directrices spécifiques sont appliquées pour la sélection des banques commerciales, afin de réduire encore le risque de contrepartie auquel le FED est exposé.

Toutes les banques commerciales sont sélectionnées par appel d'offres. La notation de crédit à court terme la plus basse ouvrant l'accès à une procédure d'appel d'offres est Moody's P-1, ou une notation équivalente (S&P A-1 ou Fitch F1). Un niveau inférieur peut être requis dans des circonstances particulières et dûment justifiées.

6.4 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Grâce aux principes budgétaires appliqués au FED, les liquidités globales pour la période budgétaire sont toujours suffisantes pour l'exécution de tous les paiements correspondants. En effet, le total des contributions des États membres est égal au montant global des crédits de paiement pour la période budgétaire concernée.

Les contributions des États membres aux FED sont toutefois versées en trois tranches annuelles, alors que les paiements peuvent avoir un caractère saisonnier.

De manière à assurer que les ressources en trésorerie soient toujours suffisantes pour couvrir les paiements à exécuter au cours d'un mois, les informations sur la situation de la trésorerie sont régulièrement échangées entre la trésorerie de la Commission et les services ordonnateurs concernés, afin de garantir que les paiements exécutés sur une période n'excèdent pas les ressources en trésorerie disponibles.

Outre ce qui précède, les opérations de trésorerie journalières du FED bénéficient d'outils de gestion de la trésorerie automatisés qui garantissent la disponibilité quotidienne des liquidités suffisantes sur chaque compte bancaire du FED.

7. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Aucune opération relative aux parties liées requérant la fourniture d'informations distinctes sous cette rubrique n'a été identifiée.

8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

À la date de la communication des comptes, aucune question importante ou requérant la fourniture d'informations distinctes sous cette rubrique n'a été portée à l'attention du comptable du FED. Les

comptes annuels et les notes annexes ont été élaborés à l'aide des données les plus récentes disponibles, comme il ressort des informations présentées ci-dessus.

9. RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

Le résultat économique de l'exercice est calculé selon les principes de la comptabilité d'exercice. Or, le résultat de l'exécution du budget est établi sur la base d'une comptabilité de caisse, conformément au règlement financier. Tous deux mesurant le résultat des mêmes opérations sous-jacentes, il est utile de vérifier leur concordance par un rapprochement. Le tableau ci-dessous présente ce rapprochement, sous la forme d'une ventilation des éléments de recettes et de dépenses, pour les montants de réconciliation les plus importants.

(en Mio EUR)

	2011	2010
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE	(2 700)	(2 765)
RECETTES		
Droits n'affectant pas le résultat de l'exécution du budget	(52)	(33)
Droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouvrés	(3)	(4)
Droits constatés au cours des exercices antérieurs et recouvrés au cours de l'exercice	10	10
Effet net des préfinancements	46	53
Produits nets à recevoir	(13)	(173)
DÉPENSES		
Dépenses de l'exercice non encore payées	98	178
Dépenses des exercices antérieurs payées au cours de l'exercice	(249)	(155)
Annulations de paiements	17	39
Effet net des préfinancements	(346)	(353)
Charges nettes à payer	317	(31)
RÉSULTAT BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE	(2 874)	(3 233)

9.1 Éléments de rapprochement - recettes

Les recettes d'un exercice budgétaire correspondent aux recettes encaissées sur les droits constatés au cours de l'exercice et aux encaissements sur les droits restant à recouvrer d'exercices précédents.

Les **droits n'affectant pas le résultat de l'exécution du budget** sont enregistrés au compte de résultat économique mais, d'un point de vue budgétaire, ils ne peuvent pas être considérés comme des recettes, car le montant encaissé est transféré dans des réserves et ne peut être réengagé sans une décision du Conseil.

Les **droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouvrés** doivent être déduits du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu'ils ne font pas partie des recettes budgétaires. En revanche, les **droits constatés au cours des exercices antérieurs et recouvrés au cours de l'exercice** doivent être ajoutés au résultat économique aux fins du rapprochement.

L'**effet net des préfinancements** correspond aux préfinancements récupérés apurés. Il s'agit d'un encaissement qui n'a aucune incidence sur le résultat économique.

Les **produits nets à recevoir** consistent principalement en régularisations de fin d'exercice. Seul l'effet net, à savoir les produits à recevoir de l'exercice en cours moins les encaissements sur les produits à recevoir de l'exercice précédent, est pris en considération.

9.2 Éléments de rapprochement - dépenses

Les **dépenses de l'exercice non encore payées** doivent être ajoutées aux fins du rapprochement car elles sont incluses dans le résultat économique mais ne font pas partie des dépenses budgétaires. En revanche, les **dépenses des exercices antérieurs payées au cours de l'exercice** doivent être déduites du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu'elles font partie des dépenses budgétaires de l'exercice, mais soit elles n'ont pas d'effet sur le résultat économique soit elles font baisser les dépenses en cas de corrections.

Les encaissements provenant d'**annulations de paiements**, qui n'affectent pas le résultat économique, ont toutefois une incidence sur le résultat budgétaire.

L'**effet net des préfinancements** tient compte à la fois des nouveaux préfinancements versés au cours de l'exercice (comptabilisés en dépenses budgétaires de l'exercice) et de l'apurement des préfinancements versés au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs par l'acceptation de dépenses éligibles. Ces derniers constituent des charges comptables, mais non des dépenses budgétaires, puisque les préfinancements initiaux avaient déjà été considérés comme des dépenses budgétaires lors du versement.

Les **charges nettes à payer** consistent principalement en régularisations de fin d'exercice qui concernent des dépenses éligibles encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais n'ayant pas encore été déclarées au FED. Seul l'effet net, à savoir les charges à payer de l'exercice en cours moins les remboursements de charges à reporter de l'exercice précédent, est pris en considération.

2. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE

NOTE INTRODUCTIVE

FED antérieurs

- La décision n° 1/2000 du Conseil ACP-CE du 27 juillet 2000 concernant des mesures transitoires prévoit qu'une partie des ressources non affectées des FED antérieurs soit utilisée conformément aux dispositions y relatives de l'accord de Cotonou, applicables de façon anticipée selon les mesures transitoires.
- La décision n° 410/2001 de la Commission du 16 mars 2001, qui a pour objet de fixer les allocations aux programmes indicatifs pour les pays ACP au titre de l'accord de partenariat ACP-CE, prévoit que les ressources non allouées des FED précédents soient utilisées pour la mise en œuvre conformément aux règles et procédures des FED respectifs pour un montant maximal de 1,2 milliard d'EUR et ce, pendant la période précédant l'entrée en vigueur du protocole financier du 9^e FED.
- La décision n° 1033/2001 de la Commission du 15 juin 2001 a fixé les allocations pour les programmes régionaux et la coopération intra-ACP au titre du protocole financier de l'accord de partenariat ACP-CE.
- La décision n° 1252/2002 de la Commission du 11 juillet 2002 a, d'une part, augmenté l'enveloppe destinée à la coopération intra-ACP de 60 millions d'EUR, à partir des réserves générales des 6^e et 7^e FED et, d'autre part, prévu l'utilisation de ces fonds supplémentaires pendant la période précédant l'entrée en vigueur du protocole financier du 9^e FED, conformément aux règles et procédures applicables aux FED d'origine.
- Enfin, la décision n° 3/2002 du Conseil des ministres ACP-CE du 23 décembre 2002 a prélevé un montant de 25 millions d'EUR sur les ressources non affectées du 8^e FED (réserve générale), afin de l'affecter à la coopération régionale au titre de l'accord de partenariat ACP-CE.
- Le 6^e FED ayant été clôturé en 2006 et le 7^e FED en 2008, les comptes annuels ne contiennent plus de tableaux d'exécution relatifs à ces FED. Toutefois, l'exécution des soldes transférés se retrouve dans le 9^e FED.
- Comme pour les années précédentes, afin d'assurer une transparence dans la présentation des comptes de l'année 2009, les différents tableaux présentés ci-après reprennent de façon distincte pour le 8^e FED la partie utilisée sur la base de la programmation prévue dans les conventions de Lomé et la partie utilisée sur la base de la programmation prévue dans l'accord de Cotonou. En ce qui concerne cette dernière, l'enregistrement et la présentation des comptes ont été effectués sur la base de l'article 3, paragraphe 2, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE pour les pays. Cet article prévoit, pour les pays ACP, une enveloppe A destinée à couvrir le soutien macroéconomique et le soutien aux programmes et projets ainsi qu'une enveloppe B destinée à couvrir des besoins imprévus tels que l'aide d'urgence, les initiatives d'allégement de la dette et le soutien destiné à atténuer les effets néfastes de l'instabilité des recettes d'exportation¹⁴. Pour les régions, la présentation des comptes est fondée sur la programmation régionale telle que mentionnée dans le chapitre 2 de l'accord de partenariat ACP-CE (programmes indicatifs régionaux et coopération intra-ACP).
- En application du point 4 de l'annexe Ib (Cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013) de l'accord de partenariat ACP-CE, les reliquats disponibles ainsi que les

¹⁴

Les ressources non allouées des FED précédents incluent le reliquat des fonds Sysmin qui, par la décision n° 3/2000 du Conseil des ministres ACP-CE, a été établi à 410,926 millions d'EUR. La décision PE/410/2001 de la Commission inclut ces ressources dans la programmation des enveloppes indicatives nationales (partie B) au titre du protocole financier de l'accord de partenariat ACP-CE.

montants dégagés au titre des Fonds entre le 31.12.2007 et l'entrée en vigueur du 10^e FED ont été transférés au 9^e FED afin de permettre à l'administration de l'Union européenne d'accomplir sa mission et de couvrir les frais des projets en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du 10^e FED.

- Par la décision 2010/406/UE du Conseil, il a été décidé d'allouer au profit du Soudan un montant de 150 millions d'EUR provenant des fonds désengagés des projets au titre du 9^e FED et des FED précédents afin de venir en aide aux populations les plus vulnérables de ce pays. Ce montant a été alloué dans le courant de l'année 2011.
- Par la décision 2011/315/UE du Conseil, il a été décidé d'allouer au profit du Soudan du Sud un montant de 200 millions d'EUR provenant des fonds désengagés des projets au titre du 9^e FED et des FED précédents afin de soutenir la mise en œuvre du «plan triennal de développement du sud du Soudan». Ce montant n'a pas encore été alloué pour la programmation.

10^e FED

L'accord de partenariat ACP-CE, signé le 23 juin 2000 à Cotonou par les États membres de la Communauté européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), est entré en vigueur le 1^{er} avril 2003. L'accord de Cotonou a été modifié le 25 juin 2005 et le 23 juin 2010.

La décision 2001/822/CE relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) à l'Union européenne, adoptée le 27 novembre 2001 par le Conseil de l'Union européenne, est entrée en vigueur le 2 décembre 2001. Cette décision a été modifiée le 19 mars 2007 (décision 2007/249/CE).

L'accord interne relatif au financement des aides de la Communauté européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord révisé de Cotonou, adopté le 17 juillet 2006 par les représentants des gouvernements des États membres de la Communauté européenne, est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2008.

En vertu de l'accord de Cotonou, la deuxième période (2008-2013) de l'aide de l'Union aux États ACP et aux PTOM est financée par le 10^e FED à hauteur de 22 682 millions d'EUR, dont:

- 21 966 millions d'EUR alloués aux États ACP conformément au cadre financier pluriannuel défini à l'annexe Ib de l'accord révisé de Cotonou, parmi lesquels 20 466 millions d'EUR sont gérés par la Commission européenne;
- 286 millions d'EUR alloués aux PTOM, conformément à l'annexe II A *bis* de la décision révisée du Conseil relative à l'association des PTOM à la Communauté européenne, parmi lesquels 256 millions d'EUR sont gérés par la Commission européenne;
- 430 millions d'EUR affectés à la Commission européenne pour financer les dépenses liées à la programmation et à la mise en œuvre des ressources du 10^e FED, conformément à l'article 6 de l'accord interne.

À la date d'entrée en vigueur du 10^e FED, ces montants ont été complétés par les reliquats et le sont encore par les fonds dégagés issus du système visant à garantir la stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles (Stabex) au titre des FED antérieurs au 9^e FED. Ces reliquats et fonds dégagés doivent être utilisés et gérés conformément aux dispositions de l'accord révisé de Cotonou ainsi qu'à celles de l'accord interne.

Pour ce qui est des dotations du 10^e FED susmentionnées, la Commission européenne gère le montant de 21 152 millions d'EUR comme suit:

- 15 300 millions d'EUR pour les programmes indicatifs nationaux, dont:
 - 13 500 millions d'EUR pour les enveloppes A dont des dotations de 12 467 millions d'EUR sont ouvertes et sur ce montant, une somme de 33 millions d'EUR a été transférée aux allocations régionales (Région MTR-PALOP). En outre, l'enveloppe A a été augmentée de 57 millions d'EUR, qui représentent des fonds dégagés du Stabex;

- 1 800 millions d'EUR pour les enveloppes B, dont 601 millions d'EUR de dotations initiales et 1 199 millions d'EUR en tant que réserve pour les besoins imprévus (utilisés pour financer différents instruments comme le FLEX annuel, et le FLEX spécifique relatif à la vulnérabilité, et pour réagir à la flambée des prix alimentaires). Sur ce total, un montant de 1 624 millions d'EUR est ouvert.
- 1 783 millions d'EUR pour les programmes indicatifs régionaux, plus un transfert de 33 millions d'EUR, soit 1 816 millions d'EUR de dotations ouvertes;
- 2 700 millions d'EUR de dotations intra-ACP, dont 2 664 millions d'EUR ouverts;
- 683 millions d'EUR de réserves à allouer par la suite aux programmes indicatifs nationaux et régionaux à la suite des révisions à mi-parcours et finales;
- 430 millions d'EUR pour les frais de mise en œuvre, l'ensemble étant ouvert;
- 256 millions d'EUR de dotations PTOM, dont:
 - des fonds «enveloppe A» de 195 millions d'EUR, dont 66 millions d'EUR sont ouverts;
 - des fonds «enveloppe B» de 15 millions d'EUR, dont 7 millions d'EUR sont ouverts;
 - des fonds «allocations régionales» de 40 millions d'EUR, dont l'ensemble est ouvert;
 - des fonds «études/assistance technique» de 6 millions d'EUR, dont l'ensemble est ouvert.

- Réserve de performance non mobilisable du 10^e FED

Depuis l'entrée en vigueur du 10^e FED, au 1^{er} juillet 2008, les reliquats disponibles ainsi que les montants dégagés issus de projets relevant du 9^e FED et des FED précédents sont transférés à la réserve de performance du 10^e FED, à l'exception des fonds Stabex et de l'enveloppe administrative du 9^e FED. Cette réserve peut être mobilisée dans les conditions définies à l'article 1^{er}, paragraphe 4, de l'accord interne relatif au 10^e FED.

Ci-dessous figurent des informations détaillées sur cette réserve au 31.12.2011 (en Mio EUR):

Montant total des fonds transférés à la réserve non mobilisable du 10 ^e FED	438
moins fonds transférés vers le 9 ^e FED en faveur du Soudan (décision 2010/406/UE du Conseil du 12.7.2010)	-150
Total disponible dans la réserve (ACP+PTOM)	288

Note: cette réserve doit être diminuée de 200 millions d'EUR à la suite de la décision 2011/315/UE du Conseil du 23.5.2011 en faveur du Soudan du Sud et transférée vers le 9^e FED.

- Réserve Stabex du 10^e FED

À la suite de la clôture des comptes Stabex, les fonds inutilisés/dégagés sont transférés à la réserve Enveloppe A Stabex du 10^e FED (article 1^{er}, paragraphe 4, de l'accord interne relatif au 10^e FED), et ensuite aux programmes indicatifs nationaux des pays concernés.

- Cofinancements du 10^e FED

Dans le cadre du 10^e FED, des accords de transfert pour les cofinancements émanant des États membres ont été signés pour 89 millions d'EUR et des crédits d'engagement ont été ouverts pour un montant total de 79 millions d'EUR, tandis que des crédits de paiement ont été ouverts pour le montant encaissé de 73 millions d'EUR.

La situation des crédits de cofinancement au 31.12.2011 est présentée dans le tableau ci-dessous (en Mio EUR):

	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
Cofinancement – Enveloppe A	69	61
Cofinancement – Intra-ACP	12	12
Cofinancement – Dépenses administratives	2	2
	83	75

Les données figurant dans les tableaux ci-après, relatifs aux montants décidés, contractés et payés, sont des chiffres nets.

Les tableaux présentant la situation par pays et par instrument figurent en annexe.

2.1 DOTATIONS

TABLEAU 1.1

8e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2011
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT
(en Mio EUR)

(en Mio EUR)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2010	VARIATION DES RESSOURCES EN 2011	Note	DOTATION ACTUELLE
ACP					
Lomé					
Total programmes indicatifs	7 562	(2 396)	(29)	(1)	5 138
Bonifications d'intérêts	370	(278)	(9)		83
Aide d'urgence	140	(4)			136
Aide aux réfugiés	120	(11)	(0)	(1)	108
Capitaux à risque	1 000	37			1 037
Stabex	1 800	(1 077)			723
Sysmin	575	(463)			112
Ajustement structurel	1 400	97			1 497
Pays pauvres très endettés		1 060			1 060
Utilisation des intérêts		37			37
Cotonou					
Enveloppe A		429			429
Enveloppe B		255			255
TOTAL ACP	12 967	(2 314)	(38)		10 615
PTOM					
Total programmes indicatifs	115	(77)	(0)	(1)	37
Bonifications d'intérêts	9	(7)			1
Aide d'urgence	3	(3)			
Aide aux réfugiés	1	(1)			
Capitaux à risque	30	(24)			6
Stabex	6	(4)			1
Sysmin	3	(0)			2
TOTAL PTOM	165	(116)	(0)		48
TOTAL 8e FED	13 132	(2 430)	(38)		10 663

(1) toutes les diminutions correspondent à des dégagements transférés vers la réserve de performance non mobilisable du 10e FED.

TABLEAU 1.2

9e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2011
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT

(en Mio EUR)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2010	VARIATION DES RESSOURCES EN 2011*	Note	DOTATION ACTUELLE
ACP					
Enveloppe A	5 318	4 095	(51)	(1)	9 363
Enveloppe B	2 108	(807)	(6)	(1)	1 294
Réserve allocations nationales	1 224	(1 224)			
Cde, Cta et ass. parlementaire	164	7			171
Réserve développement à long terme	258	(258)			0
Allocations régionales	904	7	(12)	(1)	899
Intra-ACP	300	2 936	(6)	(1)	3 230
Frais de mise en œuvre	125	0	3	(2)	128
Intérêts et autres recettes		69			69
Frais administratifs		46			46
Dotations spéciales RD du Congo		108			108
Dotations spéciales Soudan			147	(2)	147
Transferts du 6e FED - Lomé		24	(1)	(1)	22
Transferts du 7e FED - Lomé		731	(4)	(1)	728
Contribution volontaire facilité de soutien à la paix		39			39
TOTAL ACP	10 401	5 772	70		16 244
PTOM					
Enveloppe A	0	249			249
Enveloppe B/Utilisation de la réserve C	0	7			7
Réserve développement à long terme	144	(144)			
Allocations régionales	8	41	(0)	(1)	49
Enveloppe assistance technique	2	(1)			1
Transferts du 6e FED - Lomé		0			0
Transferts du 7e FED - Lomé		3			3
TOTAL PTOM	154	154	(0)		308
TOTAL 9e FED	10 555	5 926	70		16 552

(1) toutes les diminutions correspondent à des dégagements transférés vers la réserve de performance non mobilisable du 10e FED.

(2) Suite à la décision 2010/406/UE du Conseil, un montant supplémentaire de 150 millions a été transféré de la réserve de performance non mobilisable du 10e FED en faveur du Soudan (147 millions pour la dotation spéciale Soudan et 3 millions pour les frais de mise en œuvre).

TABLEAU 1.3

10e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2011
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT

(en Mio EUR)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2010	VARIATION DES RESSOURCES EN 2011	Note	DOTATION ACTUELLE
ACP					
Enveloppe A		12 378	113	(3)	12 491
Réserve enveloppe A	13 500	(12 385)	(82)	(3)	1 034
Enveloppe B		1 464	161	(2)	1 624
Réserve enveloppe B	1 800	(1 464)	(161)	(2)	176
Allocations régionales		1 816			1 816
Réserve allocations régionales	1 783	(1 783)			0
Réserve allocation nationale enveloppe A Stabex		6	(5)	(5)	0
Réserve PIN/PIR	683	0			683
Intra-ACP		2 330	334	(2)	2 664
Réserve intra-ACP	2 700	(2 330)	(334)	(2)	36
Frais de mise en œuvre	430	0	(0)		430
Intérêts et autres recettes		32	27		58
Cofinancement		79	4	(4)	83
Réserve ACP non mobilisable		312	(33)	(1)	280
TOTAL ACP	20 896	455	24		21 375
PTOM					
Enveloppe A			66	(2)	66
Réserve enveloppe A	195	0	(66)	(2)	129
Enveloppe B		4	3	(2)	7
Réserve enveloppe B	15	(4)	(3)	(2)	8
Réserve allocations régionales	40	0	(40)	(2)	0
Allocations régionales		0	40	(2)	40
Études/assistance technique PTOM	6	0			6
Réserve PTOM non mobilisable		7	1	(1)	8
TOTAL PTOM	256	7	1		264
TOTAL 10e FED	21 152	462	25		21 639

(1) transfert de montants désengagés des projets au titre du 9e FED et des FED précédents vers la réserve de performance non mobilisable à hauteur de 118 millions moins transfert d'un montant de 150 millions en provenance des réserves, destiné au Soudan (vers 9e FED).

(2) transferts vers les/des réserves du 10e FED.

(3) transfert de la réserve allocation nationale enveloppe A Stabex (31 millions) et de la réserve enveloppe A (82 millions).

(4) pour les cofinancements, le tableau ne présente que les crédits d'engagement.

(5) différence entre le transfert vers l'enveloppe A (31 millions) et l'encaissement consécutif à la clôture des comptes Stabex (article 1er, paragraphe 4, de l'accord interne relatif au 10e FED) (26 millions).

2.2 COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU 2.1

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2011:
ÉTAT D'EXÉCUTION

(en Mio EUR)

		DOTATIONS	8e FED	9e FED	10e FED	8e, 9e et 10e FED
Lomé	Aide programmable		5 175			5 175
	Aide non programmable		4 767			4 767
	Transferts d'autres fonds			753		753
	Recettes diverses		37			37
						0
Cotonou	Enveloppe A		429	9 611	12 557	22 598
	Enveloppe B		255	1 301	1 632	3 188
	Allocation régionale			947	1 856	2 804
	Allocation intra-ACP			3 230	2 664	5 894
	Cde, Cta et ass. paritaire			171		171
	Dot. spéciale Congo, déc. 2003/583/CE du Conseil			108		108
	Dot. spéciale Soudan, déc. 2010/406/UE du Conseil			147		147
	Contribution volontaire facilité soutien à la paix			39		39
	Cofinancement (crédits d'engagement)				83	83
	Frais de mise en œuvre et intérêts			243	494	737
	Réserve PIN/PIR				683	683
	Réserve allocations régionales				0	0
	Réserve intra-ACP				36	36
	Réserve pays				1 346	1 346
Stabex - Enveloppe A réserve PIN				0	0	
Réserve de performance non mobilisable				288	288	
TOTAL			10 663	16 552	21 639	48 854

	FED	Total cumulé		Chiffres annuels					
		AU 31/12/11	% de dotations	2 006	2007	2008	2009	2010	2011
DECISIONS									
	8	10 640	100%	(265)	(211)	(53)	(42)	(45)	(60)
	9	16 454	99%	3 187	3 455	775	(54)	(116)	(9)
TOTAL	10	13 734	62%			4 766	3 501	2 349	3 118
		40 827		2 921	3 244	5 488	3 405	2 187	3 049
CRÉDITS DÉLÉGUÉS									
	8	10 494	98%	202	35	55	(42)	8	(13)
	9	15 691	95%	2 915	3 317	3 163	997	476	9
TOTAL	10	8 648	40%			130	3 184	2 820	2 514
		34 833		3 117	3 352	3 348	4 140	3 304	2 509
PAIEMENTS									
	8	10 330	97%	737	483	323	152	158	90
	9	14 026	85%	1 861	2 294	3 253	1 806	1 304	906
TOTAL	10	4 852	22%			90	1 111	1 772	1 879
		29 208		2 598	2 777	3 666	3 069	3 233	2 874

* Les chiffres négatifs représentent les dégagements.

TABLEAU 2.2

Comptes agrégés du FED au 31.12.2011
PAR TYPE D'AIDE

	8e FED		9e FED		10e FED		TOTAL		
		% (1)		% (1)		% (1)		% (1)	
L o m é	AIDE PROGRAMMABLE (PIN)								
	Dotations	5 175						5 175	
	Décisions	5 166	100%					5 166	100%
	Crédits délégués	5 066	98%					5 066	98%
	Palements	4 981	96%					4 981	96%
	AIDE NON PROGRAMMABLE								
	Dotations	4 767						4 767	
	Décisions	4 756	100%					4 756	100%
	Crédits délégués	4 742	99%					4 742	99%
	Palements	4 693	98%					4 693	98%
	TRANSFERTS D'AUTRES FONDS								
	Dotations			753				753	
	Décisions			751	100%			751	100%
	Crédits délégués			709	94%			709	94%
	Palements			654	87%			654	87%
	RECETTES DIVERSES								
	Dotations	37						37	
	Décisions	36	96%					36	96%
	Crédits délégués	36	96%					36	96%
Palements	35	94%					35	94%	
TOTAL									
Dotations	9 979		753				10 733		
Décisions	9 958	100%	751	100%			10 709	100%	
Crédits délégués	9 843	99%	709	94%			10 552	98%	
Palements	9 708	97%	654	87%			10 363	97%	
C o t o n o u	Enveloppe A								
	Dotations	429		9 611		12 557		22 598	
	Décisions	429	100%	9 546	99%	9 276	74%	19 251	85%
	Crédits délégués	421	98%	9 181	96%	5 635	45%	15 237	67%
	Palements	417	97%	8 448	88%	2 778	22%	11 644	52%
	Enveloppe B								
	Dotations	255		1 301		1 632		3 188	
	Décisions	252	99%	1 301	100%	1 188	73%	2 742	86%
	Crédits délégués	229	90%	1 261	97%	1 006	62%	2 497	78%
	Palements	204	80%	1 150	88%	855	52%	2 209	69%
	Cde, Cta et ass. paritaire								
	Dotations			171				171	
	Décisions			169	99%			169	99%
	Crédits délégués			159	93%			159	93%
	Palements			154	90%			154	90%
	Allocation régionale								
	Dotations			947		1 856		2 804	
	Décisions			941	99%	579	31%	1 520	54%
	Crédits délégués			888	94%	245	13%	1 133	40%
	Palements			673	71%	92	5%	765	27%
	Allocation intra-ACP								
	Dotations			3 230		2 664		5 894	
	Décisions			3 227	100%	2 150	81%	5 377	91%
	Crédits délégués			3 117	97%	1 438	54%	4 555	77%
	Palements			2 590	80%	850	32%	3 441	58%
	Contribution volontaire facilité de soutien à la paix								
	Dotations			39				39	
	Décisions			39	100%			39	100%
	Crédits délégués			37	95%			37	95%
	Palements			24	62%			24	62%
	Dotation spéciale Congo déc. 2003/583/CE du Conseil								
	Dotations			108				108	
	Décisions			105	97%			105	97%
Crédits délégués			105	97%			105	97%	
Palements			105	97%			105	97%	
Dotation spéciale Soudan déc. 2010/406/UE du Conseil									
Dotations			147				147		
Décisions			137	93%			137	93%	
Crédits délégués			0	0%			0	0%	
Palements			0	0%			0	0%	
Frais de mise en œuvre et intérêts									
Dotations			243		494		737		
Décisions			238	98%	462	93%	700	95%	
Crédits délégués			233	96%	297	60%	530	72%	
Palements			227	94%	274	55%	501	68%	
TOTAL									
Dotations	684		15 799		19 203		35 686		
Décisions	682	100%	15 702	99%	13 656	71%	30 040	84%	
Crédits délégués	651	95%	14 982	95%	8 620	45%	24 253	68%	
Palements	621	91%	13 372	85%	4 849	25%	18 843	53%	
RÉSERVE PIN/PIR									
					683		683		
RÉSERVE ALLOCATIONS RÉGIONALES									
					0		0		
RÉSERVE INTRA-ACP									
					36		36		
Stabex - Enveloppe A réserve PIN									
					0		0		
RÉSERVE PAYS									
					1 346		1 346		
Cofinancement									
Dotations					83		83		
Décisions					78	95%	78	95%	
Crédits délégués					28	34%	28	4%	
Palements					3	3%	3	0%	
Réserve de performance non mobilisable									
					288		288		
TOTAL									
Dotations	10 663		16 552		21 639		48 854		
Décisions	10 640	100%	16 454	99%	13 734	63%	40 827	84%	
Crédits délégués	10 494	98%	15 691	95%	8 648	40%	34 833	71%	
Palements	10 330	97%	14 026	85%	4 852	22%	29 208	60%	

(1) % des dotations.

TABLEAU 2.3

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2011:
ANALYSE PAR INSTRUMENT

ACP + PTOM – 8e FED

(En Mio EUR)

	DOTATIONS (1)	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
		TOTAL CUM. (2)	ANNUEL	% (2) : (1)	TOTAL CUM. (3)	ANNUEL	% (3) : (2)	TOTAL CUM. (4)	ANNUEL	% (4) : (3)
ACP										
Total programmes indicatifs	5 138	5 129	(35)	100%	5 031	(23)	98%	4 945	36	98%
Total aides non programmables	4 793	4 781	(22)	100%	4 766	(18)	100%	4 717	23	99%
Bonifications d'intérêts	83	83	(9)	100%	83	(8)	99%	68		82%
Aide d'urgence	136	136		100%	136		100%	136		100%
Aide aux réfugiés	108	108	(1)	100%	106	(1)	98%	100	(1)	94%
Capitaux à risque	1 037	1 037		100%	1 029	0	99%	1 010	19	98%
Stabex	723	722	(1)	100%	719	1	99%	711	4	99%
Sysmin	112	102	(10)	91%	101	(9)	98%	101	0	100%
Ajustement structurel	1 497	1 497		100%	1 497		100%	1 497		100%
Pays pauvres très endettés	1 060	1 060		100%	1 060		100%	1 060		100%
Utilisation des intérêts	37	36	(1)	96%	36	(1)	98%	35	0	98%
TOTAL	9 931	9 910	(57)	100%	9 797	(41)	99%	9 662	58	99%
C o t o n o u										
Enveloppe A	429	429		100%	421	(2)	99%	417	1	99%
Enveloppe B	255	252	(2)	99%	229	30	78%	204	30	
TOTAL	684	682	(2)	199%	651	28	177%	621	31	99%
TOTAL ACP (a)	10 615	10 591	(59)	100%	10 448	(13)	99%	10 284	90	98%
PTOM										
Total programmes indicatifs	37	37	(0)	100%	35	(0)	93%	35	0	100%
Total aides non programmables	11	11	0	100%	11	0	100%	11	0	100%
Bonifications d'intérêts	1	1		100%	1		100%	1		100%
Aide d'urgence										
Aide aux réfugiés										
Capitaux à risque	6	6		100%	6		100%	6		100%
Stabex	1	1		100%	1		100%	1		100%
Sysmin	2	2		100%	2	0	99%	2	0	99%
TOTAL PTOM (b)	48	48	(0)	100%	46	0	95%	46	0	100%
TOTAL (a) + (b)	10 663	10 640	(60)	100%	10 494	(13)	99%	10 330	90	98%

TABLEAU 2.4

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2011:
ANALYSE PAR INSTRUMENT

ACP + PTOM – 9e FED

(En Mio EUR)

	DOTATIONS (1)	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
		TOTAL CUM. (2)	ANNUEL	% (2) : (1)	TOTAL CUM. (3)	ANNUEL	% (3) : (2)	TOTAL CUM. (4)	ANNUEL	% (4) : (3)
ACP										
Enveloppe A	9 363	9 297	(101)	99%	8 939	(40)	96%	8 250	522	92%
Soutien macroéconomique		2 271	(9)		2 243	(15)		2 188	50	
Politiques sectorielles		7 026	(92)		6 696	(25)		6 063	472	
Enveloppe B	1 294	1 294	(7)	100%	1 257	3	97%	1 146	74	91%
Compensation recettes d'exportation		170	(0)		161	0		143	14	
Aide d'urgence		1 113	(6)		1 084	2		992	60	
Pays pauvres très endettés		11			11			11		
Allocation régionale	899	893	(14)	99%	841	9	94%	636	72	76%
Allocation intra-ACP	3 230	3 227	(9)	100%	3 117	35	97%	2 590	207	83%
Autres	171	169	(2)	99%	159	(7)	94%	154	1	97%
Frais de mise en œuvre/dép. administratives	173	170	(0)	98%	169	0	99%	164	1	97%
Intérêts et autres recettes	69	67	(2)	97%	64	(1)	95%	63	1	98%
Dotation spéciale Congo	108	105	(3)	97%	105	(0)	100%	105		100%
Dotation spéciale Soudan	147	137	137	93%	0	0	0%	0	0	0%
Contribution volontaire facilité soutien à la paix	39	39		100%	37		95%	24		65%
Transferts du 6e FED – Lomé	22	22	(1)	97%	21	(0)	94%	19		93%
Transferts du 7e FED – Lomé	728	726	(5)	100%	685	(13)	94%	632	(1)	92%
TOTAL ACP (a)	16 244	16 146	(8)	99%	15 394	(15)	95%	13 783	877	90%
PTOM										
Enveloppe A	249	248	(0)	100%	241	26	97%	198	21	82%
Soutien macroéconomique		15			14	0		9	1	
Politiques sectorielles		234	(0)		228	26		189	20	
Enveloppe B	7	7	0	100%	4	(2)	64%	4	(2)	100%
Allocation régionale	49	49	(0)	100%	47	(0)	97%	37	10	78%
Études/Assistance technique	1	1		100%	1		100%	1		100%
Transferts du 6e FED – Lomé	0	0		100%	0		100%	0		100%
Transferts du 7e FED – Lomé	3	3	0	100%	3	(0)	99%	3		100%
TOTAL PTOM (b)	308	308	(0)	100%	297	24	96%	243	29	82%
TOTAL (a) + (b)	16 552	16 454	(9)	99%	15 691	9	95%	14 026	906	89%

TABLEAU 2.5

**COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2011 :
ANALYSE PAR INSTRUMENT**

ACP + PTOM – 10e FED

(en Mio EUR)

	DOTATIONS (1)	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
		TOTAL CUM. (2)	ANNUEL	% (2) : (1)	TOTAL CUM. (3)	ANNUEL	% (3) : (2)	TOTAL CUM. (4)	ANNUEL	% (4) : (3)
ACP										
Enveloppe A	12 491	9 210	1 794	74%	5 635	1 347	61%	2 778	1 131	49%
Enveloppe B	1 624	1 181	183	73%	1 002	173	85%	855	177	85%
Compensation recettes d'exportation		68	3		43	4		34	4	78%
Aide d'urgence		467	143		351	83		279	100	80%
Pays pauvres très endettés		49	(1)		49	0		46	12	95%
Autres chocs ayant un impact budgétaire		598	37		559	87		495	61	88%
Allocation régionale	1 816	579	218	32%	245	152	42%	92	82	37%
Allocation intra-ACP	2 664	2 150	591	81%	1 438	732	67%	850	396	59%
Frais institutionnels et d'appui	300	195	35	65%	176	48	90%	119	42	68%
Facilité de soutien à la paix	600	1 355	255	226%	965	536	71%	479	215	50%
Divers intra-ACP, autres secteurs programmés	1 764	600	300	34%	297	147	49%	252	139	85%
Frais de mise en œuvre	430	427	237	99%	267	84	63%	256	85	96%
Intérêts et autres recettes	58	32	8	54%	28	6	87%	17	5	61%
TOTAL	19 084	13 578	3 030	71%	8 614	2 495	0	4 848	1 876	56%
RÉSERVE PAYS – COTONOU	1 209									
RÉSERVE PIN/PIR	683									
Stabex – Enveloppe A réserve PIN	0									
RÉSERVE ALLOCATIONS RÉGIONALES										
RÉSERVE INTRA-ACP	36									
Cofinancement enveloppe A	69	64	4	94%	16	2		0	0	
Cofinancement intra-ACP	12	12	12	100%	12	11	99%	2	2	19%
Cofinancement dépenses administratives	2	2	1	96%						
TOTAL cofinancement	83	78	16	95%	28	14	36%	3	2	10%
TOTAL ACP	21 095	13 657	3 046	65%	8 642	2 509	63%	4 850	1 878	56%
Rés. de performance non mobilisable ACP	280									
TOTAL ACP + réserve de performance (a)	21 375	13 657	3 046	64%	8 642	2 509	63%	4 850	1 878	56%
PTOM										
Enveloppe A	66	66	66							
Enveloppe B	7	7	3	100%	4	4				
Compensation recettes d'exportation										
Aide d'urgence		7	3		4	4				
Pays pauvres très endettés										
Autres chocs ayant un impact budgétaire										
Allocation régionale	40									
Études/Assistance technique PTOM	6	4	2	67%	2	0	54%	1	1	65%
TOTAL	119	77	71	65%	6	5	8%	1	1	22%
RÉSERVE PAYS	137									
RÉSERVE ALLOCATIONS RÉGIONALES	0									
RÉSERVE PIN/PIR										
TOTAL PTOM	256	77	71	30%	6	5	8%	1	1	22%
Rés. de performance non utilisable PTOM	8									
TOTAL PTOM + réserve de performance (b)	264	77	71	29%	6	5	8%	1	1	22%
TOTAL (a) + (b)	21 639	13 734	3 118	63%	8 648	2 514	63%	4 852	1 879	56%

2.3. AUTRES INFORMATIONS DE GESTION

Cofinancement italien (1985)

En 1985, la Commission européenne a signé avec le gouvernement italien un accord prévoyant le cofinancement de projets de développement gérés par la Commission.

Cet accord a été successivement prolongé via des échanges de lettres entre le gouvernement italien et le commissaire chargé du développement jusqu'au 31 décembre 2004.

Ensuite, par procédure écrite E/1588/2004, la Commission a pris une décision concernant la mise en œuvre de l'accord-cadre de cofinancement. La décision a pour objet d'arrêter le cadre budgétaire et réglementaire des engagements effectués au titre de l'accord. Dans cet esprit, la décision de la Commission prévoit que ce cofinancement soit mis en œuvre conformément aux dispositions du règlement financier du FED. Les ordonnateurs délégués ou subdélégués du FED sont, en vertu de cette décision, habilités à gérer la contribution de l'Italie à ce cofinancement. Ils sont également habilités à déterminer le délai définitif pour sa mise en œuvre dans le respect des règles applicables.

Conformément à ce qui est prévu à l'article 4, point 4, de l'accord intervenu en juillet 1985 entre la Commission européenne et le gouvernement italien, disposition confirmée au point 3 de l'article 3 de la décision E/1588/2004, le gouvernement italien a, par sa lettre du 15 décembre 2006, demandé à la Commission le remboursement des soldes des comptes des projets clôturés. Le montant total de ces soldes s'élevait alors à 4 708 867,66 EUR. Ce montant a été reversé au gouvernement italien en mars 2008.

La situation des fonds italiens gérés par la Commission pour des projets dans les pays ACP au 31.12.2011 est présentée ci-dessous.

Au total, 52 projets mis en œuvre dans les pays ACP ont été cofinancés par l'Italie depuis la signature de l'accord précité, dont un seul, le «4^e programme de réhabilitation – Somalie», est encore en cours et géré par la délégation de l'UE au Kenya, le solde bancaire pour chaque poste se présentant comme suit:

N° projet	Pays	Projet	Solde (EUR) 31.12.2010	Solde (EUR) 31.12.2011
ITA COF 37		Intérêts du cofinancement	317 230,20	320 646,67
ITA COF 40		Dépenses administratives	408 990,37	410 580,63
ITA COF 50	SOMALIE	Réhabilitation	6 722 163,55	5 452 595,91
TOTAL			7 429 706,86	6 183 823,21

**PARTIE II – COMPTES ANNUELS DU FED: ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ
D'INVESTISSEMENT**

15 mars 2012

Document 12/069



Contrôlé par KPMG

CONSEIL D'ADMINISTRATION

FACILITE D'INVESTISSEMENT

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DECEMBRE 2011

- État de la situation financière
- État du résultat global
- État des variations des contributions des donateurs
- Tableau des flux de trésorerie
- Annexe aux états financiers
- Rapport d'audit indépendant

3. ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ D'INVESTISSEMENT

3.1 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

(en milliers d'EUR)

	Note	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Intérêts et produits assimilés	16	59 561	54 601
Intérêts et charges assimilées	16	-940	-2 591
Intérêts et produits assimilés nets		58 621	52 010
Revenus de commissions	17	2 149	11 775
Frais de commissions	17	-144	-372
Revenus de commissions nets		2 005	11 403
Résultat net sur opérations financières	18	18 070	-15 823
Variation de la dépréciation de prêts et créances à recevoir, nette de reprises	7	27 452	25 428
Ajustements de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	8	-6 888	-3 714
Charges administratives générales	19	-38 006	-34 086
Résultat de l'exercice		61 254	35 218
Autres éléments du résultat global			
Actifs financiers disponibles à la vente – Réserve de juste valeur			
1. Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		20 574	2 962
2. Montant net transféré au résultat		-3 394	1 898
Total des actifs financiers disponibles à la vente		17 180	4 860
Total des autres éléments du résultat global		17 180	4 860
Total du résultat global de l'exercice		78 434	40 078

3.2 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2011

(en milliers d'EUR)

	Note	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
ACTIF				
Liquidités et équivalents	5	452 279	411 587	330 057
Instruments financiers dérivés	6	434	1 376	12 870
Prêts et créances à recevoir	7	1 033 160	844 428	693 441
Actifs financiers disponibles à la vente	8	251 660	194 828	164 606
Montants à recevoir des donateurs	9/14	87 310	100 000	87 310
Autres éléments de l'actif	10	416	3 172	925
Total de l'actif		1 825 259	1 555 391	1 289 209
PASSIF				
DETTES				
Instruments financiers dérivés	6	12 702	6 110	5 522
Produits constatés d'avance	11	33 003	29 579	24 317
Dettes envers les tiers	12	329 660	298 415	213 850
Autres dettes	13	1 113	940	1 560
Total des dettes		376 478	335 044	245 249
CONTRIBUTIONS DES DONATEURS				
Contribution des États membres, fraction appelée	14	1 281 309	1 131 309	995 000
Réserve de juste valeur		41 750	24 570	19 710
Bénéfices non répartis		125 722	64 468	29 250
Total des contributions des donateurs		1 448 781	1 220 347	1 043 960
Total du passif		1 825 259	1 555 391	1 289 209

3.3 ÉTAT DES VARIATIONS DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS

(en milliers d'EUR)

	Contributions appelées	Réserve de juste valeur	Bénéfices non répartis	Total
Au 1^{er} janvier 2011	1 131 309	24 570	64 468	1 220 347
Contribution des États membres appelée durant l'exercice	150 000	-	-	150 000
Résultat de l'exercice	-	-	61 254	61 254
Total des autres éléments du résultat global de l'exercice	-	17 180	-	17 180
Variation des contributions des donateurs	150 000	17 180	61 254	228 434
Au 31 décembre 2011	1 281 309	41 750	125 722	1 448 781
	Contributions appelées	Réserve de juste valeur	Bénéfices non répartis	Total
Au 1^{er} janvier 2010	995 000	19 710	29 250	1 043 960
Contribution des États membres appelée durant l'exercice	130 000	-	-	130 000
Bonifications d'intérêts non utilisées	6 309	-	-	6 309
Résultat de l'exercice	-	-	35 218	35 218
Total des autres éléments du résultat global de l'exercice	-	4 860	-	4 860
Variation des contributions des donateurs	136 309	4 860	35 218	176 387
Au 31 décembre 2010	1 131 309	24 570	64 468	1 220 347

3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat de l'exercice	61 254	35 218
Ajustements pour		
perte de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	3 172	3 714
variation nette de la dépréciation de prêts et créances à recevoir	-27 452	-25 428
intérêts capitalisés sur prêts et créances à recevoir	-10 512	-13 239
variation des intérêts courus et du coût amorti des prêts et créances à recevoir	-2 801	-466
variation des produits constatés d'avance	3 424	5 262
effet des variations de change sur les prêts	-15 337	-24 626
effet des variations de change sur les actifs financiers disponibles à la vente	34	-538
Résultat des activités opérationnelles avant variation de l'actif et du passif d'exploitation	11 782	-20 103
Décaissement de prêts	-237 040	-206 952
Remboursement de prêts	104 410	119 724
Variation de la juste valeur des produits dérivés	7 534	12 082
Variation des actifs financiers disponibles à la vente	-67 829	-50 952
Cessions d'actifs financiers disponibles à la vente	24 971	22 414
Variation des autres éléments d'actif	2 756	-2 247
Variation des autres éléments de passif	173	-620
Variation des autres montants dus à la Banque européenne d'investissement	4 144	-2 324
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités opérationnelles	-149 099	-128 978
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Contribution reçue des États membres	136 345	187 310
Montants reçus des États membres au titre de bonifications d'intérêts	76 345	40 000
Montants versés pour le compte des États membres au titre de bonifications d'intérêts	-22 899	-16 802
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement	189 791	210 508
Variation nette des liquidités et équivalents	40 692	81 530
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice	411 587	330 057
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice	452 279	411 587

3.5 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS

1 Informations d'ordre général

La Facilité d'investissement («la Facilité» ou «la FI») a été établie en vertu de l'accord de Cotonou sur la coopération et l'aide au développement («l'accord») négocié entre le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique («les États ACP»), d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, signé le 23 juin 2000 et révisé le 25 juin 2005 et le 23 juin 2010.

En vertu de cet accord, les financements au titre de la Facilité d'investissement sont accordés sur les budgets des États membres de l'UE et décaissés selon les modalités de protocoles financiers définis pour des périodes successives de cinq à six ans. Dans le cadre de l'accord et suite à l'entrée en vigueur d'un deuxième protocole financier le 1^{er} juillet 2008 (couvrant la période de 2008 à 2013), désigné comme 10^e Fonds européen de développement (FED), la Banque européenne d'investissement («la BEI» ou «la Banque») est chargée de gérer:

- la Facilité d'investissement, qui est un fonds renouvelable assumant des risques, ayant pour mission d'encourager les investissements du secteur privé dans les pays ACP et doté d'une enveloppe de 3 185,5 millions d'EUR, dont 48,5 millions d'EUR sont alloués aux pays et territoires d'outre-mer («les PTOM»);
- des subventions pour le financement de bonifications d'intérêts à hauteur de 400 millions d'EUR pour les pays ACP et de 1,5 million d'EUR pour les PTOM. Un maximum de 10 % de ces subventions peut être affecté à des actions d'assistance technique liées aux projets.

Sur proposition du Comité de direction de la BEI, le Conseil d'administration de la BEI a adopté les états financiers le 15 mars 2012 et autorisé leur soumission au Conseil des gouverneurs pour approbation au 30 avril 2012.

2 Principes comptables essentiels

2.1 Bases d'établissement des états financiers – Déclaration de conformité

En 2011, la Facilité a appliqué les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne pour établir ses états financiers, et cette adoption a été effectuée conformément aux IFRS 1 «Première adoption des IFRS», avec comme date de transition le 1^{er} janvier 2011.

2.2. Principaux jugements et estimations comptables

L'établissement des états financiers implique le recours à des estimations comptables. Il impose aussi aux organes de direction de la BEI d'exercer leur jugement dans l'application des principes comptables de la Facilité d'investissement. Les domaines très complexes ou impliquant une marge d'appréciation élevée, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers, sont indiqués ci-après.

Les estimations et les jugements ci-après sont ceux qui ont le plus d'importance.

▪ Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur d'actifs et de passifs financiers inscrits à l'état de la situation financière ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs, on a recours à une série de techniques de valorisation qui reposent notamment sur l'utilisation de modèles mathématiques. Les données qui alimentent ces modèles sont tirées, lorsque la possibilité existe, de marchés observables; en cas contraire, déterminer les justes valeurs implique d'exercer un jugement. Cette appréciation se fonde notamment sur des questions de liquidité et de paramètres de modélisation tels que les corrélations et la volatilité pour les instruments dérivés dont l'échéance est supérieure à trois mois.

▪ Perte de valeur sur prêts et créances à recevoir

La Facilité d'investissement passe en revue ses prêts et créances à recevoir problématiques à chaque date d'arrêt des comptes afin de déterminer si une provision pour dépréciation doit être inscrite à l'état du résultat global. La direction de la Banque européenne d'investissement doit ainsi notamment exercer son jugement pour évaluer le montant et les dates des cash-flows futurs qui

permettront de définir le niveau de provision requis. Ces estimations reposent sur des hypothèses concernant plusieurs facteurs et les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations, ce qui donnera lieu à des variations de la provision. Outre des provisions spécifiques destinées à couvrir certains prêts ou créances à recevoir significatifs, la Facilité d'investissement constitue également une provision collective pour dépréciation au titre d'engagements qui, s'ils ne sont pas expressément identifiés comme nécessitant une provision spécifique, présentent un risque de défaut plus important que lorsqu'ils ont été conclus.

En principe, un prêt est considéré comme douteux lorsque le paiement des intérêts et du principal est en souffrance depuis au moins 90 jours et que, parallèlement, la direction de la BEI considère qu'il existe une indication objective de perte de valeur.

▪ **Valorisation des titres de participation non cotés disponibles à la vente**

La valorisation des titres de participation non cotés disponibles à la vente se fait normalement à l'aide de l'une des techniques suivantes :

- analyse de transactions récentes sur le marché dans des conditions de concurrence normale;
- référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance;
- examen des flux de trésorerie prévisionnels actualisés aux taux courants applicables à des positions assorties de modalités et de risques similaires;
- recours à d'autres modèles de valorisation.

La détermination des cash-flows et des facteurs d'actualisation de titres de participation non cotés disponibles à la vente nécessite un degré important d'estimation. La Facilité d'investissement calibre périodiquement les techniques de valorisation et en teste la validité sur la base soit de transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument, soit de toute autre donnée de marché observable disponible.

▪ **Pertes de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente**

La Facilité d'investissement juge que ses participations matérialisées par des titres de placement disponibles à la vente doivent faire l'objet d'une dépréciation si elles ont subi une baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en deçà de leur coût d'acquisition ou lorsqu'il existe d'autres indications objectives de perte de valeur. Pour déterminer si une baisse est importante ou prolongée, on se base sur un jugement où intervient une part d'appréciation. La FI considère généralement qu'une baisse est « importante » à partir d'un seuil de 30 % et prolongée lorsqu'elle excède douze mois. D'autres facteurs sont en outre évalués par la FI, tels que la volatilité normale du prix des titres cotés et les flux de trésorerie futurs, ainsi que les facteurs d'actualisation pour les titres non cotés.

2.3. Modification des principes comptables

Pour établir ses états financiers au 31 décembre 2011, la Facilité a modifié ses principes comptables, passant de principes guidés par les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne à des principes fondés sur les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les organes de direction de la BEI estiment que cette modification des principes comptables permettra de fournir des informations plus pertinentes sur les opérations et la situation financière de la Facilité. La modification des principes comptables n'a pas d'effet sur l'état de la situation financière, l'état du résultat global, l'état des variations des contributions des donateurs ou le tableau des flux de trésorerie de la FI. Elle affecte uniquement la note aux états financiers sur la gestion des risques établie en conformité avec la norme IFRS 7, ainsi que les informations relatives à la juste valeur des instruments financiers, fournies conformément à la norme IFRS 7.

Un certain nombre de nouvelles normes applicables, de modifications de normes et d'interprétations s'appliqueront aux exercices commençant après le 1^{er} janvier 2012 et n'entrent pas en ligne de compte pour l'établissement de ces états financiers.

IFRS 9 - Instruments financiers

Premier des trois volets du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39 « Instruments financiers », cette norme redéfinit les catégories d'actifs et de passifs financiers et leur traitement comptable. Toujours en cours d'élaboration, elle remplacera complètement l'IAS 39 à terme. La date d'adoption de la dernière version révisée de la norme est actuellement fixée au 1^{er} janvier 2013 et

la date proposée de son entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2015. La Facilité n'envisage pas d'adopter anticipativement cette norme, dont l'incidence n'a pas encore été évaluée.

Les deux normes applicables citées ci-dessous ont été publiées en 2011 et entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2013. L'incidence de l'adoption de ces normes sur les états financiers de la Facilité n'a pas encore été évaluée.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

L'objectif de cette norme est de fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'une entité d'évaluer, d'une part, la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et les risques qui leur sont associés, et, d'autre part, les incidences de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

Cette norme définit la juste valeur, établit un cadre pour l'évaluation de celle-ci et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

2.4. Principes comptables essentiels

2.4.1 Bases de conversion

Les états financiers de la FI sont libellés en euros (EUR), sa monnaie opérationnelle et de présentation.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont inscrits à l'état du résultat global.

Les postes non monétaires qui sont évalués à leur coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les postes non monétaires évalués à leur juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur.

Les différences de change résultant du règlement de transactions à des taux différents de ceux en vigueur à la date de ces transactions, ainsi que les différences de change non réalisées sur des postes monétaires d'actif et de passif en devises à régulariser, sont enregistrées dans l'état du résultat global.

Les éléments de l'état du résultat global sont convertis en euros sur la base des taux de conversion de fin de mois.

2.4.2 Liquidités et équivalents

La FI assimile à des liquidités et équivalents de liquidité les comptes courants, les dépôts à court terme et les billets de trésorerie dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois.

2.4.3 Actifs financiers autres que les produits dérivés

Les actifs financiers sont comptabilisés sur la base de la date de règlement.

- **Prêts**

Les prêts émis par la Facilité d'investissement sont comptabilisés dans ses actifs au moment de leur versement aux emprunteurs. Ils sont initialement comptabilisés au coût d'origine (montants décaissés nets) – soit la juste valeur du montant versé, y inclus les coûts de transaction – et ensuite au coût restant à amortir selon la méthode du taux effectif, déduction faite d'une éventuelle provision pour dépréciation ou non-recouvrabilité.

- **Actifs financiers disponibles à la vente**

Les actifs financiers disponibles à la vente sont ceux qui sont désignés comme tels ou qui ne peuvent être classés dans aucune des trois catégories suivantes: désignés comme étant à leur juste valeur par le biais du compte de résultat; détenus jusqu'à l'échéance; ou prêts et créances à recevoir. Il s'agit notamment d'instruments participatifs et d'investissements dans des fonds de capital-risque.

Après l'évaluation initiale, les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les précisions suivantes sont à noter concernant l'évaluation de la juste valeur des participations, lorsque celle-ci ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs.

a. Fonds de capital-risque

La juste valeur de chaque fonds de capital-risque est basée sur la valeur nette d'inventaire (VNI) la plus récente déclarée par le fonds, si celle-ci a été calculée selon des normes internationales de valorisation reconnues comme conformes aux normes IFRS [par exemple, les règles du guide international de l'évaluation des portefeuilles de fonds (IPEV), publié par l'association européenne des sociétés de capital-risque]. En présence de certains éléments susceptibles de modifier l'évaluation, la Facilité d'investissement peut toutefois décider de corriger la VNI déclarée par le fonds.

b. Prises de participation directes

La juste valeur des participations se calcule sur la base des derniers états financiers disponibles avec, le cas échéant, réutilisation de la méthode appliquée lors de leur acquisition.

Les gains et pertes latents sur les fonds de capital-risque et sur les participations directes sont inscrits en contributions des donateurs jusqu'à ce que les placements concernés soient vendus, collectés ou cédés d'une autre manière, ou jusqu'à ce qu'ils soient considérés comme dépréciés. Lorsqu'un placement disponible à la vente est considéré comme déprécié, la perte ou le gain cumulé latent qui était jusque-là comptabilisé dans les capitaux propres est inscrit à l'état du résultat global.

Pour les participations non cotées, la juste valeur se détermine au moyen de techniques de valorisation reconnues (par exemple, l'actualisation ou un multiple des flux de trésorerie). Lorsque leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Les prises de participations réalisées par la Facilité correspondent généralement à des investissements dans des fonds de capital-investissement ou de capital-risque. Conformément à la pratique en vigueur dans ce secteur, ces participations sont normalement souscrites conjointement par plusieurs investisseurs, dont aucun n'est en position, individuellement, d'influencer les opérations courantes ou l'activité d'investissement du fonds. En conséquence, la participation d'un investisseur à l'organe de direction d'un fonds ne lui confère en principe aucun droit de regard sur la gestion quotidienne de ce fonds. De plus, les investisseurs individuels d'un fonds de capital-investissement ou de capital-risque ne déterminent pas la stratégie du fonds, notamment en ce qui concerne la distribution des dividendes ou toute autre distribution. Ces décisions sont le plus souvent prises par les gestionnaires du fonds sur la base du pacte d'actionnaires, qui régit leurs droits et obligations ainsi que ceux de tous les actionnaires du fonds. Par ailleurs, le pacte d'actionnaires interdit généralement aux investisseurs de conclure individuellement avec le fonds des transactions d'un montant important, d'échanger du personnel de direction avec le fonds ou d'obtenir un accès privilégié à des informations techniques essentielles. Les investissements effectués par la FI sont réalisés dans le respect de la pratique du secteur exposée ci-dessus, c'est-à-dire que la Facilité n'exerce sur ces investissements ni le contrôle ni aucune forme d'influence notable au sens de l'IAS 27 et de l'IAS 28, y compris lorsque la participation qu'elle détient est supérieure à 20 % des droits de vote.

▪ **Garanties**

Les garanties financières sont initialement enregistrées à leur juste valeur, soit la valeur actuelle nette (VAN) des primes attendues. Le calcul est effectué à la date de lancement de chaque opération et le montant est porté au bilan comme garanties financières aux postes «Autres éléments de l'actif» et «Autres dettes».

Après l'enregistrement initial, les engagements de la FI au titre de chaque garantie sont évalués au plus élevé des deux montants suivants:

- la meilleure estimation des dépenses requises pour exécuter toute obligation financière découlant de la garantie, qui est faite à partir de l'ensemble des facteurs et informations significatifs connus à la date de l'état de la situation financière;
- le montant comptabilisé initialement, déduction faite de l'amortissement cumulé. L'amortissement du montant initialement enregistré se fait selon la méthode actuarielle.

Tout accroissement ou réduction des engagements relatifs aux garanties financières est inscrit à l'état du résultat global à la rubrique «Revenus de commissions».

Les éléments d'actif de la Facilité relatifs à ces garanties sont ensuite amortis selon la méthode actuarielle et soumis à un test de dépréciation.

En outre, lorsqu'un accord de garantie est signé, il est présenté comme un élément de passif éventuel pour la FI et, une fois la garantie engagée, comme un engagement pour la Facilité.

2.4.4 Dépréciation d'actifs financiers

La Facilité d'investissement réalise, à la clôture de chaque exercice comptable, un test de dépréciation sur ses actifs financiers pour vérifier l'existence d'indications objectives de pertes de valeur. Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est considéré comme ayant subi une perte de valeur si et seulement s'il existe une indication objective de sa dépréciation résultant d'un (ou de plusieurs) événement(s) survenu(s) après la comptabilisation initiale de l'actif («événement générateur de pertes» avéré) et que cet événement générateur de pertes a sur les cash-flows futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers des conséquences qui peuvent être estimées de façon fiable. Sont notamment considérés comme indications objectives de dépréciation les cas dans lesquels l'emprunteur, ou le groupe d'emprunteurs, est dans l'une des situations suivantes: a) difficultés financières importantes, b) défaut de paiement des intérêts ou cessation de remboursement du principal, c) probabilité de faillite ou de restructuration financière, ou s'il existe des données observables indiquant une diminution évaluable des cash-flows futurs estimés, telle que, par exemple, une évolution des arriérés ou de paramètres économiques généralement associés à des défaillances.

Des dépréciations sont enregistrées pour les prêts en cours à la clôture de l'exercice qui sont comptabilisés au coût restant à amortir et pour lesquels il existe des indications objectives de risque de non-recouvrement d'une partie ou de la totalité des montants par rapport aux dispositions contractuelles initiales ou d'une valeur équivalente. S'il existe une indication objective de perte de valeur avérée, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des cash-flows futurs estimés. La valeur comptable de l'actif est réduite par utilisation d'un compte de provision et le montant de la perte est porté à l'état du résultat global. La valeur comptable réduite continue de produire des intérêts au taux effectif de l'actif. Les prêts ainsi que la provision y afférente sont annulés lorsqu'il n'existe pas de perspective réaliste de recouvrement. Si, au cours d'un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimée augmente ou diminue du fait d'un événement survenu après l'enregistrement de la dépréciation, la perte de valeur précédemment comptabilisée est augmentée ou diminuée par ajustement correspondant du compte de provision.

La Facilité d'investissement procède à des évaluations de son risque de crédit sur chaque opération considérée individuellement et ne constitue pas de provisions collectives pour dépréciation.

Concernant les actifs financiers disponibles à la vente, la Facilité d'investissement évalue à la clôture de chaque exercice s'il existe des indications objectives de dépréciation de ces actifs. Est notamment considérée comme indication objective de dépréciation une baisse importante ou prolongée de la juste valeur des instruments concernés en deçà de leur coût d'acquisition. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, le montant de la perte cumulée (égal à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif préalablement comptabilisée en résultat) est sorti des contributions des donateurs et comptabilisé en résultat. Les pertes de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente ne font pas l'objet de reprises à l'état du résultat global; les augmentations de juste valeur après dépréciation sont enregistrées directement dans les contributions des donateurs.

La direction «Gestion des risques» de la Banque européenne d'investissement effectue au minimum une fois par an un test de dépréciation des actifs financiers. Ce test peut conduire à la reconnaissance de la décote dans l'état du résultat global sur la durée de vie de l'actif ou à tout autre ajustement rendu nécessaire par une réévaluation de la dépréciation initiale.

2.4.5 Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés incluent les contrats d'échange de devises (swaps de devises), les swaps croisés de devises et de taux et les contrats de change à terme.

Dans le cours normal de ses activités, la Facilité d'investissement peut conclure des contrats d'échange (pour couvrir des opérations de prêt spécifiques) ou des contrats à terme sur devises (pour couvrir des positions de change) dans des monnaies autres que l'euro faisant l'objet de transactions actives, de manière à compenser tout gain ou toute perte résultant de fluctuations des taux de change.

Au 31 décembre 2010 comme au 31 décembre 2011, la FI n'avait procédé à aucune transaction en comptabilité de couverture. Tous les dérivés sont enregistrés à leur juste valeur au compte de résultat. Cette juste valeur est obtenue essentiellement à partir de modèles d'actualisation des flux financiers, de modèles d'évaluation du prix des options et de prix publiés par des tiers.

Les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur et comptabilisés comme des actifs quand cette valeur est positive et comme des passifs quand elle est négative. Les variations de juste valeur des instruments dérivés sont portées au poste «Résultat net sur opérations financières».

2.4.6 Contributions

Les contributions des États membres sont comptabilisées dans l'état de la situation financière comme montants à recevoir à la date de la décision du Conseil fixant le montant des contributions financières que les États membres doivent verser à la Facilité d'investissement.

Les contributions des États membres remplissent les conditions suivantes et sont par conséquent classées en tant qu'instruments de capitaux propres:

- en vertu des dispositions de l'accord régissant les contributions, elles confèrent aux États membres le droit de décider de l'utilisation des actifs nets de la Facilité en cas de liquidation de celle-ci;
- elles sont classées dans la catégorie d'instruments subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments;
- tous les instruments financiers de la catégorie d'instruments subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments présentent des caractéristiques identiques;
- l'instrument concerné ne présente aucune des caractéristiques qui obligeraient à le classer comme élément de passif;
- les flux de trésorerie prévisionnels attribuables à l'instrument concerné pendant toute sa durée de vie sont basés, pour une large part, sur le résultat, la variation des actifs nets comptabilisés ou la variation de la juste valeur des actifs nets comptabilisés et non comptabilisés de la Facilité pendant toute la durée de vie de l'instrument.

2.4.7 Revenus d'intérêts sur prêts

Les intérêts sur les prêts émis par la Facilité d'investissement sont inscrits à l'état du résultat global («Intérêts et produits assimilés») et à l'état de la situation financière («Prêts et créances à recevoir») selon la méthode de la comptabilité d'engagement et au taux effectif, c'est-à-dire au taux qui actualise exactement les cash-flows ou recettes futurs sur la durée prévue du prêt jusqu'à obtention de la valeur comptable nette du prêt. Lorsque la valeur enregistrée d'un prêt est réduite à la suite d'une dépréciation, les revenus d'intérêts continuent d'être comptabilisés au taux d'intérêt effectif d'origine appliqué à la nouvelle valeur comptable.

2.4.8 Bonifications d'intérêts et assistance technique

Dans le cadre de son activité, la FI gère les bonifications d'intérêts et l'assistance technique pour le compte des États membres.

La fraction des contributions des États membres affectée au versement de bonifications d'intérêts n'est pas enregistrée dans les contributions des donateurs de la FI mais classée parmi les dettes

envers les tiers. La Facilité d'investissement effectue les décaissements en faveur des bénéficiaires finals puis retranche les montants correspondants des dettes envers les tiers.

Lorsque les contributions au titre des bonifications d'intérêts et de l'assistance technique ne sont pas utilisées dans leur intégralité, elles sont reclassées dans les contributions à la Facilité.

2.4.9 Intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie

Les revenus d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont inscrits à l'état du résultat global de la FI selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

2.4.10 Commissions et dividendes

Les commissions reçues au titre de services fournis pendant une certaine période sont comptabilisées comme recettes lors de la prestation desdits services. Les commissions d'engagement sont différées et comptabilisées en produits selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période comprise entre le décaissement et le remboursement du prêt concerné.

Les dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la date de leur réception.

2.4.11 Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes dispose que les avoirs, revenus et autres biens des institutions de l'Union sont exonérés de tous impôts directs.

3 Gestion des risques

La présente note contient des informations sur les risques de crédit et les risques financiers auxquels la Facilité d'investissement est exposée ainsi que sur la façon dont elle les gère et les maîtrise, en particulier les risques primaires associés aux instruments financiers qu'elle utilise. Ces risques sont les suivants:

- le risque de crédit, c'est-à-dire le risque de perte résultant de la défaillance d'un client ou d'une contrepartie et attaché aux encours de crédit sous toutes leurs formes, y compris le risque de règlement;
- le risque de liquidité, à savoir le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier;
- le risque de marché, soit l'exposition à des variables de marché observables comme les taux d'intérêt, les taux de change et les prix des instruments de capitaux propres.

3.1 Organisation de la gestion des risques

La Banque européenne d'investissement adapte en permanence sa gestion des risques. Elle a mis en place des dispositifs de contrôle et d'information pour les principaux risques inhérents à ses opérations: risques de crédit, risques de marché et risques de liquidité.

Travaillant de manière indépendante, la direction «Gestion des risques» de la Banque décèle, évalue, surveille et signale les risques de crédit et de prix sur instruments de capitaux propres auxquels la Facilité est exposée. L'activité de gestion des risques est indépendante des salles des marchés et se déroule dans un cadre qui préserve la séparation des tâches. Son directeur général rend compte pour ce qui concerne les risques au vice-président de la Banque européenne d'investissement ayant compétence en la matière. Le vice-président compétent rencontre régulièrement le Comité de vérification pour examiner avec lui les questions ayant trait aux risques. Il est également chargé de veiller à ce que le Comité de direction et le Conseil d'administration de la BEI reçoivent toutes les informations pertinentes relatives aux risques.

3.2 Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à la perte potentielle qui pourrait résulter de la défaillance d'un client ou d'une contrepartie et qui est attachée aux encours de crédit sous toutes leurs formes, y compris le risque de règlement.

3.2.1. Politique en matière de risque de crédit

Lorsqu'elle effectue l'analyse de crédit des contreparties dans les opérations de prêt, la Banque évalue le risque de crédit afin de le quantifier et de le tarifer. La Facilité a mis au point une méthodologie de notation interne des entreprises ou des institutions financières, qui permet de déterminer les notations à attribuer en interne à ses principales contreparties bénéficiaires (emprunteurs ou garants). Cette méthodologie de notation interne repose sur un système de fiches d'évaluation adaptées à chaque type important de contrepartie en matière de crédit (p. ex., entreprises, banques, entités du secteur public, etc.). Compte tenu des meilleures pratiques bancaires et des principes fixés en vertu de l'accord international de Bâle sur les fonds propres (Bâle II), toutes les contreparties qui revêtent de l'importance pour le profil de crédit d'une opération spécifique sont classées dans des catégories de notation interne, en recourant à la méthodologie de notation interne pour déterminer le type particulier de contrepartie. Chaque contrepartie se voit initialement attribuer une notation interne qui reflète sa notation à long terme en devises étrangères (ou l'équivalent en monnaie locale, le cas échéant), à la suite d'une analyse approfondie du profil de risque de la contrepartie et de son contexte de risque-pays.

L'évaluation de crédit lors du financement de projets et d'autres opérations structurées à recours limité n'est pas soumise à la méthodologie de notation interne et repose sur des outils de gestion du risque de crédit propres au secteur, axés essentiellement sur les liquidités disponibles et la capacité de faire face aux obligations financières. Parmi ces outils, on peut citer l'analyse du cadre contractuel des projets, l'analyse de la contrepartie et les simulations de flux de trésorerie. Comme les entreprises et les institutions financières, chaque projet se voit attribuer une notation de risque interne et une perte anticipée.

L'ensemble des opérations non souveraines (ou des opérations ne bénéficiant pas d'une garantie souveraine ou assimilée) font l'objet de restrictions spécifiques quant au niveau des transactions et à l'importance de la contrepartie. Le montant nominal maximal de chaque opération est limité par un plafond qui est fonction de la perte anticipée de l'opération. Des limites de contrepartie sont appliquées aux positions consolidées. Ces limites sont généralement fonction du volume des fonds propres des contreparties ainsi que de leur financement externe total à long terme.

Afin d'atténuer le risque de crédit, la Facilité a recours à divers rehaussements de crédit tels que :

- des sûretés liées au projet (p. ex., nantissement d'actions; nantissement d'actifs; cession de droits; nantissement de comptes);
- des garanties, généralement fournies par le promoteur du projet financé (p.ex., garanties de bonne fin, garanties à première demande).

En outre, la Facilité a parfois recours à des rehaussements de crédit qui ne sont pas directement liés au risque de projet, comme les sûretés ou les garanties bancaires.

La Facilité n'a pas recours à des produits dérivés de crédit pour atténuer le risque de crédit.

3.2.2. Exposition maximale au risque de crédit hors sûretés et autres rehaussements de crédit

Le tableau ci-dessous indique l'exposition maximale au risque de crédit pour les éléments de l'état de la situation financière, y compris les produits dérivés. Elle est donnée en valeur brute, avant effet d'atténuation résultant de l'utilisation de garanties.

	31.12.201	31.12.20
Exposition maximale (en milliers d'EUR)	1	10

ACTIF		
Liquidités et équivalents	452 279	411 587
Instruments financiers dérivés	434	1 376
Prêts et créances à recevoir	1 033 160	844 428
Montants à recevoir des donateurs	87 310	100 000
Autres éléments de l'actif	416	3 172
Total de l'actif	1 573 599	1 360 563
HORS BILAN		
Passifs éventuels		
- Garanties non appelées	20 000	45 000
Engagements		
- Prêts non décaissés	701 092	808 865
- Garanties appelées	7 909	9 484
Total hors bilan	729 001	863 349
Exposition totale au risque de crédit	2 302 600	2 223 912

3.2.3. Risque de crédit sur les prêts et créances à recevoir

3.2.3.1 Mesure du risque de crédit sur les prêts et créances à recevoir

Chaque opération de prêt de la Facilité fait l'objet d'une évaluation du risque globale et d'une quantification de la perte anticipée estimée, qui se reflètent dans un système de classement des prêts. Ce classement est établi selon des critères généralement reconnus, basés sur la qualité de l'emprunteur, la durée du prêt, la garantie ou, le cas échéant, le garant.

Le système de classement des prêts englobe les méthodologies, les processus, les bases de données et les systèmes informatiques qui permettent d'évaluer les risques de crédit liés aux opérations de prêt et de quantifier la perte anticipée. Il synthétise un grand nombre de données qui servent à établir un classement relatif des risques de crédit liés aux prêts. Le système de classement des prêts tient compte de la valeur actualisée de la perte anticipée estimée, laquelle est l'expression de la probabilité de défaillance des débiteurs principaux, de l'encours à risque et de la gravité des pertes en cas de défaillance effective. Le classement des prêts remplit les fonctions suivantes:

- il aide à obtenir une évaluation plus précise et plus quantitative des risques associés aux prêts;
- il facilite la répartition des tâches de suivi;
- il offre à tout moment une image instantanée de la qualité du portefeuille de prêts;
- il constitue un élément de prise de décision pour la tarification des risques en fonction de la perte anticipée.

Les facteurs suivants entrent en ligne de compte pour l'élaboration du classement des prêts:

- i) la solvabilité de l'emprunteur: la direction «Gestion des risques» examine en toute indépendance la situation des emprunteurs et évalue leur solvabilité à partir de méthodologies internes et de données externes. Conformément à l'approche avancée de Bâle II retenue, la Banque a mis au point une méthodologie de notation interne qui permet de déterminer les notations à attribuer en interne aux emprunteurs et garants. Cette méthodologie repose sur une série de fiches d'évaluation propres à des types de contrepartie déterminées;
- ii) la corrélation de défaut: ce facteur permet de quantifier les probabilités de difficultés financières simultanées chez l'emprunteur et chez le garant. Plus la corrélation entre la probabilité de défaut de l'emprunteur et celle du garant est élevée, plus la valeur de la garantie et, par conséquent, le classement du prêt, sont bas;

- iii) la valeur des instruments de garantie et des sûretés: cette valeur est calculée à partir de la combinaison de la solvabilité de l'émetteur et du type d'instrument employé;
- iv) le cadre contractuel: un solide cadre contractuel ajoute à la qualité des prêts et améliore leur classement interne;
- v) la durée des prêts: toutes choses égales par ailleurs, plus la durée d'un prêt est longue, plus le risque de problèmes dans le service de la dette est élevé.

La perte anticipée sur un prêt découle d'un calcul combinant les cinq éléments ci-dessus. En fonction du niveau de la perte anticipée, un prêt est classé dans l'une des catégories suivantes:

- A Prêts d'excellente qualité: cette catégorie recouvre trois sous-catégories. La sous-catégorie A° comprend les risques souverains à l'intérieur de l'UE, c'est-à-dire les prêts accordés à un État membre, ou bénéficiant de sa garantie entière, explicite et inconditionnelle, pour lesquels aucune difficulté de remboursement n'est attendue et la perte inattendue est fixée à 0 %. Sont classés A+ les prêts accordés à (ou garantis par) des entités autres que les États membres et ne présentant aucune perspective de dégradation tout au long de leur durée. Sont classés A- les prêts qui présentent un risque de dégradation (par exemple, en raison de leur longue durée, ou encore de la forte volatilité du prix futur d'une sûreté par ailleurs excellente), mais pour lesquels cette dégradation serait probablement de très faible ampleur.
- B Prêts de grande qualité: ces prêts constituent une classe d'actifs dans laquelle la Banque a confiance, même si une légère détérioration à l'avenir n'est pas à exclure. Les sous-catégories B+ et B- reflètent le degré de probabilité de cette détérioration éventuelle.
- C Prêts de bonne qualité: un exemple de prêt entrant dans cette catégorie serait un prêt non garanti consenti à une banque ou à une entreprise connue pour sa solidité, remboursable dans son intégralité à l'échéance au bout de sept ans ou remboursable par tranches à compter de la date de décaissement, sur une durée équivalente.
- D Cette catégorie du classement se trouve à la limite entre les prêts «de qualité acceptable» et ceux présentant des problèmes. Cette catégorie pivot du classement des prêts se subdivise plus précisément en deux sous-catégories, D+ et D-, les prêts notés D- étant ceux qui nécessitent un suivi plus étroit.
- E Dans cette catégorie se rangent les prêts qui ont un profil de risque plus élevé que celui généralement admis. On y trouve aussi les prêts qui ont déjà rencontré de graves problèmes et pour lesquels on ne peut exclure une dégradation conduisant à une situation de perte. Ces prêts font donc l'objet d'un suivi étroit et intensif. Les sous-catégories E+ et E- correspondent à deux gradations dans ce suivi spécial; dans le cas des opérations classées E-, il existe une forte probabilité que le service de la dette ne soit pas assuré durablement de façon régulière et qu'il faille par conséquent recourir à une restructuration de la dette sous une forme ou une autre, voire à la constatation d'une perte de valeur.
- F Les prêts classés dans la catégorie F présentent un niveau de risque inacceptable. Un prêt n'entre dans cette catégorie que dans le cas où une opération en cours connaît, après la signature du contrat, des problèmes imprévus, exceptionnels et graves. Toutes les opérations donnant lieu à une perte de principal pour la Facilité sont classées dans la catégorie F et font l'objet d'une provision spécifique.

En général, les prêts ayant une note inférieure ou égale à D- dans le classement interne sont inscrits sur la liste des opérations à surveiller. Cependant, si un prêt a été initialement approuvé avec une note inférieure ou égale à D-, il ne sera placé sur la liste des opérations à surveiller qu'en cas d'événement de crédit significatif entraînant une nouvelle dégradation de son classement.

Le tableau figurant à la section 3.2.3.3 présente l'analyse de la qualité de crédit du portefeuille de prêts de la Facilité en fonction des différentes catégories décrites ci-dessus.

3.2.3.2 Analyse des risques de crédit au titre des prêts

Le tableau ci-dessous indique l'exposition maximale aux risques de crédit au titre des prêts signés et décaissés, par type d'emprunteur et compte tenu des garanties fournies par les garants:

Au 31.12.2011 (en milliers d'EUR)	Garantis	Non garantis	Total
Banques	111 020	197 245	308 265
Entreprises	71 300	475 012	546 312
Institutions publiques	37 670	-	37 670
États	6 214	134 699	140 913
Total des décaissements	226 204	806 956	1 033 160
Portion signée non décaissée	183 918	517 174	701 092

Au 31.12.2010 (en milliers d'EUR)	Garantis	Non garantis	Total
Banques	101 675	156 488	258 163
Entreprises	304 283	127 611	431 894
Institutions publiques	36 667	-	36 667
États	6 779	110 925	117 704
Total des décaissements	449 403	395 025	844 428
Portion signée non décaissée	279 425	529 410	808 865

3.2.3.3 Analyse de la qualité de crédit par catégorie d'emprunteurs

Les tableaux ci-après présentent la répartition, au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010, de la qualité de crédit du portefeuille de prêts de la Facilité en fonction du classement des prêts (encours signés, décaissés et non décaissés).

Au 31.12.2011 (en milliers d'EUR)		Excel- lente qualité	Bonne qualité	Minimum accepta- ble	Haut risque	Aucun classe- ment	TOTAL
		A à B-	C	D+	D- et note inférieure		
Emprunteurs	Banques	50 002	9 674	39 966	356 629	351 476	807 747
	Entreprises	3 917	5 279	-	635 825	-	645 021
	Institutions publiques	-	-	-	38 761	-	38 761
	États	-	-	-	242 723	-	242 723
TOTAL	53 919	14 953	39 966	1 273 938	351 476	1 734 252	

Au 31.12.2010 (en milliers d'EUR)		Excel- lente qualité	Bonne qualité	Minimum accepta- ble	Haut risque	Aucun classe- ment	TOTAL
		A à B-	C	D+	D- et note inférieure		
Emprunteurs	Banques	4 915	19 754	16 208	335 759	359 497	736 133
	Entreprises	4 189	5 095	3 366	595 062	-	607 712
	Institutions publiques	-	-	-	37 757	-	37 757
	États	-	-	-	271 691	-	271 691
TOTAL		9 104	24 849	19 574	1 240 269	359 497	1 653 293

3.2.3.4 Concentration des risques au titre des prêts et créances à recevoir

3.2.3.4.1 Analyse géographique

Sur la base du pays de l'emprunteur, le portefeuille de prêts de la Facilité peut être ventilé entre les zones géographiques suivantes (en milliers d'EUR):

Pays de l'emprunteur	31.12.2011	31.12.2010
Régional - ACP	99 543	94 789
Ouganda	117 035	102 676
Régional – Afrique occidentale	14 161	6 659
Mozambique	126 666	86 992
Mauritanie	43 427	29 359
Éthiopie	84 266	52 449
République dominicaine	66 118	55 717
Kenya	65 611	69 183
Cameroun	60 706	67 546
Zambie	43 294	50 557
République démocratique du Congo	8 980	2 742
Nigeria	28 691	49 395
Régional – Pacifique	20 603	29 766
Régional – Afrique centrale	12 109	13 838
Jamaïque	59 317	30 062
Madagascar	1 253	1 503
Maurice	12 732	14 742
Ghana	7 812	10 585
Angola	13 598	6 719
Trinité-et-Tobago	1 002	5 269
Burkina	12 588	14 242
Malawi	5 833	6 086
Nouvelle-Calédonie	4 673	1 802
Rwanda	11 197	9 600
Niger	3 950	5 935
Polynésie française	3 131	2 734
Botswana	-	1 609
Sénégal	10 329	6 779
Lesotho	3 902	3 751
Vanuatu	3 917	4 189
Belize	103	729
Grenade	2 698	2 907
Gabon	1 509	2 014
Togo	53 224	-
Cap-Vert	28 405	-
Djibouti	777	1 504
TOTAL	1 033 160	844 428

3.2.3.4.2 Analyse sectorielle

Le tableau ci-dessous analyse le portefeuille de prêts de la Facilité en fonction du secteur d'activité de l'emprunteur. Les opérations qui font d'abord l'objet d'un décaissement en faveur d'un intermédiaire financier avant rétrocession au bénéficiaire final sont comptabilisées dans les prêts globaux (en milliers d'EUR).

Secteur d'activité de l'emprunteur	31.12.20 11	31.12.20 10
Prêts globaux et accords de délégation	218 912	232 581
Transport aérien et construction aéronautique	103	729
Aéroports et systèmes de gestion du trafic aérien	31 052	30 062
Matériaux de base et secteur minier	135 573	119 512
Produits chimiques et pharmaceutiques et matières plastiques	20 400	5 925
Eau potable, assainissement	33 247	17 074
Électricité, charbon et divers	358 745	320 490
Filière alimentaire	1 244	1 491
Biens d'équipement et biens de consommation durables	3 902	3 751
Transport maritime et divers	6 214	6 779
Traitement des matériaux, bâtiment	29 025	64
Filière du papier	4 840	2 603
Réseaux routiers et autoroutiers	62 856	23 125
Télécommunications	24 963	26 621
Secteur tertiaire et divers	102 084	53 620
TOTAL	1 033 160	844 428

3.2.3.5 Arriérés sur prêts

La détection, le suivi et le signalement des arriérés sur prêts se font selon les procédures définies dans les lignes directrices pour le suivi des retards de paiement.

Le suivi et le signalement des arriérés sur prêts sont, en règle générale, gérés par l'unité «Retards de paiement» (*Late Payment*) de la direction «Gestion et restructuration des transactions» de la BEI. Cette unité établit chaque mois un rapport concernant les échéances impayées de prêts de la Facilité, qui comprend un tableau comparant d'un mois à l'autre les arriérés de paiement de plus de huit jours. Ce rapport mensuel détaille les mesures qui ont été prises ou qui doivent être prises par pays, par prêt et par échéance.

Par ailleurs, un rapport mensuel sur les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours est établi puis transmis à la Commission européenne. Deux fois par an, le Comité de direction de la BEI reçoit un tableau récapitulatif sur les prêts en souffrance depuis plus de 30 jours et de 90 jours, ainsi qu'un rapport contenant des informations comparatives sur l'évolution annuelle et semestrielle des arriérés.

Le tableau ci-dessous présente les arriérés de remboursement sur les prêts en question (en milliers d'EUR).

	Remboursements en retard de plus de 30 jours	Remboursements en retard de plus de 90 jours	Remboursements en retard de plus de 180 jours
31.12.20 11	14 087	10 179	10 146
31.12.20 10	8 224	4 461	4 366

3.2.4. Risque de crédit sur liquidités et équivalents

Les ressources disponibles sont investies conformément au calendrier des obligations contractuelles de la Facilité en matière de décaissement. Au 31.12.2011, les investissements se limitaient à des dépôts bancaires et autres instruments financiers à court terme. Les investissements dans des obligations à moyen et à long terme pourraient également être éligibles, dans le respect des lignes directrices pour l'investissement et en fonction des exigences de liquidité.

La notation à court terme minimale requise pour les banques ou émetteurs agréés est A-1/P-1/F1 (Moody's, S&P, Fitch). Si les notations décernées par différentes agences divergent, la notation la plus basse s'applique. Le montant maximal autorisé pour chaque banque ou émetteur agréé est actuellement de 50 000 000 EUR (50 millions d'EUR).

Les dépôts sont effectués auprès des entités agréées avec une échéance maximale de trois mois à compter de la date de l'opération et à concurrence du montant maximal d'exposition au risque de crédit.

Aux 31 décembre 2010 et 2011, tous les dépôts bancaires et billets de trésorerie à court terme détenus par la Facilité étaient notés au minimum P-2 par Moody's.

Le tableau ci-après présente la situation des dépôts bancaires, intérêts courus inclus (en milliers d'EUR).

Notation à court terme minimale	Notation Moody's	31.12.2011		31.12.2010	
P-1	A1	117 603	26%	138 724	36%
P-1	A2	179 938	40%	18 822	5%
P-1	Aa2	28 622	6%	118 562	31%
P-1	Aa3	105 547	24%	110 527	29%
P-2	A3	17 441	4%	-	-
TOTAL		449 151	100%	386 635	100%

Le tableau ci-après présente la situation des billets de trésorerie à court terme (en milliers d'EUR).

Notation à court terme minimale	Notation Moody's	31.12.2011		31.12.2010	
P-1	A1	-	-	21 473	100%
TOTAL		-	-	21 473	100%

3.2.5. Risque de crédit sur dérivés

3.2.5.1 Politique en matière de risque de crédit sur dérivés

Le risque de crédit sur dérivés représente la perte qu'une partie donnée subirait si l'autre contrepartie à l'opération se trouvait dans l'incapacité d'honorer ses obligations contractuelles. Le risque de crédit associé aux produits dérivés varie en fonction de plusieurs facteurs (taux d'intérêt, taux de change, etc.) et ne correspond généralement qu'à une petite partie de la valeur notionnelle du produit.

Dans le cours normal de ses activités, la Facilité d'investissement peut conclure des contrats d'échange (pour couvrir des opérations de prêt spécifiques) ou des contrats à terme sur devises (pour couvrir ses positions de change) dans des monnaies autres que l'euro faisant l'objet de transactions actives. Tous les contrats d'échange sont exécutés par la Banque européenne d'investissement avec une contrepartie externe. Ils sont régis par les mêmes conventions-cadres relatives aux opérations de marché à terme et annexes de remise en garantie signées entre la Banque européenne d'investissement et ses contreparties externes.

3.2.5.2 Mesure du risque de crédit sur dérivés

Tous les contrats d'échange exécutés par la Banque européenne d'investissement qui sont liés à la Facilité sont traités de la même façon, sur le plan contractuel et méthodologique, que les produits dérivés négociés par la Banque pour son propre compte. En particulier, l'admissibilité des contreparties intervenant dans les contrats d'échange est déterminée sur la base des mêmes critères que ceux que la Banque applique généralement à ses contrats.

La Banque européenne d'investissement mesure son exposition au risque de crédit liée aux contrats d'échange et aux produits dérivés en utilisant, d'une part, la valeur de marché nette et l'exposition potentielle future pour les besoins de l'information comptable et du suivi des limites d'encours. Ces deux approches intègrent pleinement les dérivés liés à la Facilité d'investissement.

Le tableau suivant présente les échéances des contrats d'échange (y compris les contrats d'échange de devises et les swaps croisés de devises et de taux, et à l'exclusion des échanges de devises à court terme), réparties en fonction de leur montant notionnel et de leur juste valeur:

Contrats d'échange au 31.12.2011 (en milliers d'EUR)	À moins d'un an	De 1 an à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	À plus de 10 ans	Total 2011
Montant notionnel	7 042	43 593	16 899	-	67 534
Juste valeur (soit la valeur actualisée nette)	-674	-1 331	-3 869	-	-5 874

Contrats d'échange au 31.12.2010 (en milliers d'EUR)	À moins d'un an	De 1 an à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	À plus de 10 ans	Total 2010
Montant notionnel	431	37 822	65 514	1 440	105 207
Juste valeur (soit la valeur actualisée nette)	- 6	-728	- 3 787	- 213	- 4 734

La Facilité passe des contrats d'échange de devises à court terme afin de couvrir le risque de change sur les déboursements de prêts dans des monnaies autres que l'euro. Ces contrats d'échange ont une échéance maximale de trois mois et sont régulièrement reconduits.

Le montant notionnel des contrats d'échange de devises à court terme s'élevait à 585 millions d'EUR au 31 décembre 2011, contre 458 millions d'EUR au 31 décembre 2010. La juste valeur de ces contrats d'échange atteint -6,4 millions d'EUR au 31 décembre 2011, contre 0 EUR au 31 décembre 2010.

3.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La FI est principalement financée par des contributions annuelles des États membres (ressources des 9^e et 10^e FED) et en deuxième lieu par les rentrées provenant des opérations de la Facilité. Chaque année, la Commission arrête et communique au Conseil, pour le 15 octobre au plus tard, l'état des engagements et des paiements ainsi que le montant annuel des appels de contributions (bonifications d'intérêts incluses) pour l'exercice en cours et les suivants, en tenant compte des prévisions de la BEI concernant la gestion et le fonctionnement de la Facilité d'investissement.

Afin de calculer les contributions annuelles des États membres, on analyse et suit sur toute l'année le schéma de décaissement du portefeuille existant et attendu. Les événements spéciaux, tels que remboursements anticipés, ventes d'actions ou défaillances, sont pris en compte afin de corriger les besoins de liquidités annuels. Pour réduire encore le risque de liquidité, la Facilité possède une réserve de liquidités suffisante pour couvrir à tout moment les décaissements prévus, tels que les communique périodiquement la direction des opérations.

Les actifs de trésorerie des comptes ouverts au nom de la FI sont gérés par le département Trésorerie de la Banque. Conformément au principe de séparation des tâches entre front et back office, les opérations de règlement liées à l'investissement de ces actifs sont placées sous la responsabilité du département Prévisions et règlement des opérations.

Lorsque les gestionnaires des front et back offices le jugent nécessaire pour des raisons opérationnelles dans leur gestion au quotidien des actifs de trésorerie, le «Liquidity and Cash flows Operational Committee» (LICOCOM), un organe réunissant chaque semaine les unités chargées des finances, des prêts et de la gestion des risques, se prononce spécifiquement sur les problèmes soulevés et les solutions à appliquer. Les exigences opérationnelles qui sortent du cadre de la gestion au jour le jour des actifs, ainsi que les solutions adéquates adoptées sont soumises à la Commission pour accord de principe.

Par ailleurs, conformément au principe de séparation des tâches, l'agrément des contreparties et la fixation de limites aux placements de trésorerie, ainsi que la surveillance du respect de ces limites, sont de la responsabilité de la direction «Gestion des risques» de la Banque.

Le tableau ci-dessous présente les éléments d'actif et de passif de la Facilité d'investissement, regroupés selon la durée restant à courir jusqu'à la date contractuelle d'échéance (en milliers d'EUR).

Au 31 décembre 2011	Jusqu'à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Échéance non définie	Total
ACTIF						
Liquidités et équivalents	452 279	-	-	-	-	452 279
Instruments financiers dérivés	-	15	419	-	-	434
Prêts et créances à recevoir	62 505	14 649	118 795	837 211	-	1 033 160
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	236 446	15 214	251 660
Montants à recevoir des donateurs	87 310	-	-	-	-	87 310
Autres éléments de l'actif	122	-	-	294	-	416
Total de l'actif	602 216	14 664	119 214	1 073 951	15 214	1 825 259
PASSIF						
Dettes						
Instruments financiers dérivés	6 469	615	1 749	3 869	-	12 702
Produits constatés d'avance	505	-	-	32 498	-	33 003
Dettes envers les tiers	329 660	-	-	-	-	329 660
Autres dettes	178	-	-	935	-	1 113
Total des dettes	336 812	615	1 749	37 302	-	376 478
Contributions des donateurs						
Contribution des États membres, fraction appelée	-	-	-	-	1 281 309	1 281 309
Réserve de juste valeur	-	-	-	31 873	9 877	41 750
Bénéfices non répartis	-	-	-	-	125 722	125 722
Total des contributions des donateurs	-	-	-	31 873	1 416 908	1 448 781
Total du passif	336 812	615	1 749	69 175	1 416 908	1 825 259

Au 31 décembre 2010	Jusqu'à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Échéance non définie	Total
ACTIF						
Liquidités et équivalents	411 587	-	-	-	-	411 587
Instruments financiers dérivés	-	3	572	801	-	1 376
Prêts et créances à recevoir	7 431	7 146	131 222	698 629	-	844 428
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	171 637	23 191	194 828
Montants à recevoir des donateurs	100 000	-	-	-	-	100 000
Autres éléments de l'actif	2 822	-	-	-	350	3 172

Total de l'actif	521 840	7 149	131 794	871 067	23 541	1 555 391
PASSIF						
Dettes						
Instruments financiers dérivés	-	10	1 300	4 800	-	6 110
Produits constatés d'avance	-	-	-	92	29 487	29 579
Dettes envers les tiers	298 415	-	-	-	-	298 415
Autres dettes	169	419	-	352	-	940
Total des dettes	298 584	429	1 300	5 244	29 487	335 044
Contributions des donateurs						
Contribution des États membres, fraction appelée	-	-	-	-	1 131 309	1 131 309
Réserve de juste valeur	-	-	-	10 113	14 457	24 570
Bénéfices non répartis	-	-	-	-	64 468	64 468
Total des contributions des donateurs	-	-	-	10 113	1 210 234	1 220 347
Total du passif	298 584	429	1 300	15 357	721	391

3.4 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que l'évolution des prix du marché, comme les fluctuations des taux d'intérêt, du prix des instruments de capitaux propres, des taux de change et des spreads de crédit (non liées à la qualité de crédit de l'émetteur), affecte les revenus d'une entité ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient.

3.4.1. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque de dégradation de la valeur économique ou du produit des positions de la Facilité résultant de mouvements défavorables des rendements sur le marché ou de la structure par échéance des taux d'intérêt. L'exposition au risque de taux d'intérêt survient en cas d'asymétrie dans les caractéristiques (dates de révision des taux, dates d'échéance) des différents instruments d'actif et de passif.

La Facilité ne gère pas le risque de taux d'intérêt.

Le tableau ci-dessous résume l'exposition de la Facilité au risque de taux d'intérêt associé à ses prêts et créances à recevoir (en milliers d'EUR).

	31.12.2011	31.12.2010
Investissements à taux fixe	516 175	412 428
Investissements à taux variable	516 985	432 000
Total	1 033 160	844 428

3.4.2. Risque de change

Le risque de change désigne le risque de dégradation de la valeur économique ou du produit des positions de la Facilité résultant d'une évolution négative des taux de change.

La Facilité est exposée au risque de change en cas d'asymétrie de monnaies entre ses éléments d'actif et de passif. Le risque de change comprend également l'effet de variations inattendues et défavorables de la valeur des flux de trésorerie futurs sous l'effet de fluctuations monétaires.

3.4.2.1 Risque de change et actifs de trésorerie

Les actifs de trésorerie de la Facilité d'investissement sont libellés soit en EUR, soit en USD.

Le risque de change est couvert au moyen de transactions au comptant ou à terme, swaps de change ou swap de devises. Lorsqu'il le juge nécessaire et approprié, le département Trésorerie de

la Banque peut utiliser tout autre instrument, conforme à la politique de la Banque, qui fournisse une protection contre les risques de marché liés aux activités financières de la FI.

3.4.2.2 Risque de change et opérations financées ou garanties par la FI

Les contributions des États membres à la Facilité ont lieu en EUR. Les opérations financées ou garanties par la FI ainsi que les bonifications de taux d'intérêt, quant à elles, peuvent être libellées en EUR, en USD ou dans toute autre monnaie autorisée.

Un risque de change existe (par rapport à l'euro, monnaie de référence) lorsque des opérations libellées dans des monnaies autres que l'EUR sont laissées sans couverture. Les instructions concernant la couverture du risque de change lié aux activités de la Facilité figurent ci-dessous.

3.4.2.2.1. Couverture des opérations libellées dans des monnaies autres que l'EUR ou l'USD

- Les prêts de la Facilité décaissés dans des monnaies autres que l'EUR et l'USD sont couverts par des contrats d'échange de devises ayant le même profil financier que le prêt sous-jacent, sous réserve qu'un marché des contrats d'échange soit opérationnel.
- Dans le cas des décaissements effectués dans une monnaie autre que l'EUR et l'USD qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture à long terme, le département Trésorerie procède à une opération de change deux jours ouvrables avant le décaissement. Le taux de conversion appliqué aux opérations de la Facilité correspond au taux de change du marché obtenu par le département Trésorerie. De même, pour les remboursements perçus dans une monnaie autre que l'EUR et l'USD, le département Trésorerie effectue une opération de change lorsque c'est nécessaire afin de convertir les devises reçues.
- Les garanties non appelées ne donnent lieu à aucune couverture par opération de change. Les appels de garantie dans des monnaies autres que l'EUR et l'USD sont par contre couverts.
- Les opérations en monnaies autres que l'EUR et l'USD que le département Trésorerie ne peut pas couvrir par une opération de change sont laissées sans couverture. Ceci inclut également les opérations (synthétiques) libellées en monnaie locale mais réglées en EUR ou en USD. La Facilité reste exposée au risque de change y afférent.

3.4.2.2.2. Couverture des opérations libellées en USD

- L'encours total de toutes les opérations de la Facilité (à l'exception des garanties non appelées) libellées en USD est couvert au moyen de swaps de change USD/EUR qui sont renouvelés périodiquement. Au début de chaque période, les flux de trésorerie à recevoir ou à déboursier en USD pendant la période suivante sont estimés sur la base des remboursements et décaissements prévus ou attendus, après quoi les swaps de change venant à échéance sont renouvelés et leur montant ajusté afin de couvrir au moins les besoins de liquidités en USD projetés pour l'ensemble de la période suivante.
- Le risque total en USD tel qu'il ressort des écritures comptables est calculé périodiquement afin d'ajuster si besoin la couverture lors du renouvellement suivant des swaps de change.
- Le swap de devises peut lui aussi être utilisé pour couvrir des prêts spécifiques en USD si le département Trésorerie l'estime opportun d'un point de vue opérationnel.
- Entre deux renouvellements des swaps, les déficits inattendus de liquidités en USD sont couverts par des opérations ad hoc de swap de change, tandis que les excédents de liquidités sont soit investis dans des actifs de trésorerie, soit swappés en EUR.
- À aucun moment, l'encours total du montant non couvert d'opérations en USD (en termes nominaux) ne dépasse 5 000 000 USD (5 millions de dollars US). Cette limite est ajustée

annuellement. En cas de dépassement, le département Trésorerie ramène le risque dans les limites tolérées au moyen d'une opération de change.

Les tableaux ci-dessous présentent la position de change de la Facilité (en milliers d'EUR).

Au 31 décembre 2011	EUR	USD	CAD	Monnaies ACP et PTOM	Total
ACTIF					
Liquidités et équivalents	416 384	35 895	-	-	452 279
Instruments financiers dérivés	13 419	-12 985	-	-	434
Prêts et créances à recevoir	477 340	501 923	-	53 897	1 033 160
Actifs financiers disponibles à la vente	54 287	186 525	4 303	6 545	251 660
Montants à recevoir des donateurs	87 310	-	-	-	87 310
Autres éléments de l'actif	50	-	-	366	416
Total de l'actif	1 048 790	711 358	4 303	60 808	1 825 259
PASSIF					
Dettes					
Instruments financiers dérivés	- 641 758	654 460	-	-	12 702
Produits constatés d'avance	32 689	314	-	-	33 003
Dettes envers les tiers	329 598	62	-	-	329 660
Autres dettes	691	19	-	403	1 113
Total des dettes	-278 780	654 855	-	403	376 478
Contributions des donateurs					
Contribution des États membres, fraction appelée	1 281 309	-	-	-	1 281 309
Réserve de juste valeur	41 750	-	-	-	41 750
Bénéfices non répartis	125 722	-	-	-	125 722
Total des contributions des donateurs	1 448 781	-	-	-	1 448 781
Total du passif	1 170 001	654 855	-	403	1 825 259
Position de change au 31 décembre 2011	-121 211	56 503	4 303	60 405	-

Au 31 décembre 2011:

ENGAGEMENTS

Prêts non décaissés et actifs financiers disponibles à la vente	761 319	204 340	-	-	965 659
Garanties appelées	-	-	-	7 909	7 909

PASSIFS ÉVENTUELS

Garanties non appelées	-	-	-	20 000	20 000
------------------------	---	---	---	--------	---------------

Au 31 décembre 2010	EUR	USD	CAD	Monnaies ACP et PTOM	Total
ACTIF					
Liquidités et équivalents	378 570	33 017	-	-	411 587
Instruments financiers dérivés	332 399	- 331 023	-	-	1 376
Prêts et créances à recevoir	385 187	403 417	-	55 824	844 428
Actifs financiers disponibles à la vente	40 184	137 505	12 444	4 695	194 828
Montants à recevoir des donateurs	100 000	-	-	-	100 000
Autres éléments de l'actif	2 742	-	-	430	3 172
Total de l'actif	1 239 082	242 916	12 444	60 949	1 555 391
PASSIF					
Dettes					
Instruments financiers dérivés	- 69 815	75 925	-	-	6 110
Produits constatés d'avance	29 235	344	-	-	29 579
Dettes envers les tiers	298 415	-	-	-	298 415
Autres dettes	577	1	-	362	940
Total des dettes	258 412	76 270	-	362	335 044
Contributions des donateurs					
Contribution des États membres, fraction appelée	1 131 309	-	-	-	1 131 309
Réserve de juste valeur	24 570	-	-	-	24 570
Bénéfices non répartis	64 468	-	-	-	64 468
Total des contributions des donateurs	1 220 347	-	-	-	1 220 347
Total du passif	1 478 759	76 270	-	362	1 555 391
Position de change au 31 décembre 2010	- 239 677	166 646	12 444	60 587	-

Au 31 décembre 2010:

ENGAGEMENTS

Prêts non décaissés et actifs financiers disponibles à la vente	858 279	236 035	-	-	1 094 314
Garanties tirées	-	-	-	9 484	9 484

PASSIFS ÉVENTUELS

Garanties non tirées	45 000	-	-	-	45 000
----------------------	--------	---	---	---	---------------

3.4.3. Risque de prix sur instruments de capitaux propres

Le risque de prix sur instruments de capitaux propres se définit comme le risque de diminution de la juste valeur de ces instruments suite aux variations des indices boursiers ou de la valeur des participations concernées.

La Facilité est exposée au risque de prix sur instruments de capitaux propres à travers ses investissements en capital-risque, c'est-à-dire ses prises de participation directes et ses investissements dans des fonds de capital-risque.

Les participations sont soumises à une évaluation par score. Chaque investissement est apprécié selon plusieurs critères entrant dans trois grandes catégories: gestion, plan d'activité et structure. Les différents scores sont ensuite consolidés en un score général qui est attribué à l'investissement et qui résume sa solidité globale.

L'exposition au risque sur instruments de capitaux propres est elle aussi soumise à des limites, tant individuelles que cumulatives. La hauteur de ces limites dépend de la qualité des participations.

4 Juste valeur des actifs et des passifs

Le tableau qui suit présente une comparaison par catégorie de la valeur comptable et de la juste valeur des actifs et passifs de la Facilité comptabilisés dans ses états financiers (en milliers d'EUR).

	Valeur comptable 31.12.2011	Juste valeur 31.12.2011	Valeur comptable 31.12.2010	Juste valeur 31.12.2010
Actifs comptabilisés à leur juste valeur				
Actifs financiers disponibles à la vente	251 660	251 660	194 828	194 828
Instruments financiers dérivés	434	434	1 376	1 376
Total	252 094	252 094	196 204	196 204
Actifs comptabilisés au coût amorti				
Liquidités et équivalents	452 279	452 279	411 587	411 587
Prêts et créances à recevoir	1 033 160	1 022 679	844 428	844 428
Montants à recevoir des donateurs	87 310	87 310	100 000	100 000
Autres éléments de l'actif	416	416	3 172	3 172
Total	1 573 165	1 562 684	1 359 187	1 359 187
Total des actifs	1 825 259	1 814 778	1 555 391	1 555 391
Passifs comptabilisés à leur juste valeur				
Instruments financiers dérivés	12 702	12 702	6 110	6 110
Total	12 702	12 702	6 110	6 110
Passifs comptabilisés au coût amorti				
Produits constatés d'avance	33 003	33 003	29 579	29 579
Dettes envers les tiers	329 660	329 660	298 415	298 415
Autres dettes	1 113	1 113	940	940
Total	363 776	363 776	328 934	328 934
Total des passifs	376 478	376 478	335 044	335 044

On trouvera ci-dessous une description des méthodes et hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs financiers.

- **Actifs pour lesquels la juste valeur approche la valeur comptable**

Pour les actifs et passifs financiers qui sont liquides ou qui ont une échéance à court terme (moins de trois mois), on suppose que la valeur comptable est approximativement égale à la juste valeur.

- **Actifs et passifs comptabilisés à leur juste valeur**

La première méthode de détermination de la juste valeur d'un instrument financier est la référence directe à des prix publiés sur un marché actif. Étant donné l'éventail des placements figurant dans le portefeuille de la Facilité, ces données sont rarement disponibles. Pour les instruments dont le prix de marché n'est pas disponible, on détermine la juste valeur à l'aide de techniques ou de modèles de valorisation fondés,

autant que possible, sur des données de marché observables à la date de clôture du bilan.

Le tableau suivant classe les actifs financiers désignés comme étant à leur juste valeur par méthode de valorisation. Les différents niveaux ont été définis comme suit:

- niveau 1: prix (non modifiés ni reconditionnés) négociés sur des marchés actifs;
- niveau 2: données autres que les prix négociés retenus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné, soit directement (par exemple, d'autres prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivés de prix);
- niveau 3: données relatives à l'actif concerné qui ne correspondent pas à des données observables de marché (données non observables).

Au 31 décembre 2011	Niveau	Niveau	Niveau	Total
(en milliers d'EUR)	1	2	3	
Actifs financiers				
Instruments financiers dérivés	-	434	-	434
Actifs financiers disponibles à la vente	15 214	-	236 446	251 660
TOTAL	15 214	434	236 446	252 094

Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	-	12 702	-	12 702
TOTAL	-	12 702	-	12 702

Au 31 décembre 2010	Niveau	Niveau	Niveau	Total
(en milliers d'EUR)	1	2	3	
Actifs financiers				
Instruments financiers dérivés	-	1 376	-	1 376
Actifs financiers disponibles à la vente	23 190	-	171 638	194 828
TOTAL	23 190	1 376	171 638	196 204

Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	-	6 110	-	6 110
TOTAL	-	6 110	-	6 110

En 2011, la Facilité n'a pas effectué de transfert du niveau 1 au niveau 2, ou vice-versa, de la hiérarchie de la juste valeur.

Les tableaux qui suivent présentent les changements relatifs aux instruments de niveau 3 pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2010, respectivement:

(en milliers d'EUR)	Actifs financiers disponibles à la vente
Solde au 1^{er} janvier 2011	171 638
Total des gains ou pertes	
- comptabilisés en résultat	-3 206
- comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	21 759
Décaissements	67 829
Remboursements	-21 574
Solde au 31 décembre 2011	236 446

(en milliers d'EUR)	Actifs financiers disponibles à la vente
Solde au 1^{er} janvier 2010	151 049
Total des gains ou pertes	
- comptabilisés en résultat	-3 176
- comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	-4 773
Décaissements	50 952
Remboursements	-22 414
Solde au 31 décembre 2010	171 638

5 Liquidités et équivalents (en milliers d'EUR)

Les liquidités et équivalents se répartissent en contributions reçues des États membres et non encore décaissées, d'une part, et en produits des activités opérationnelles et financières de la Facilité d'investissement, d'autre part.

	31.12.2011	31.12.2010
Contributions reçues des États membres et non encore décaissées	195 205	33 128
Produits des activités financières et opérationnelles de la Facilité	257 074	378 459
Liquidités et équivalents	452 279	411 587

6 Instruments financiers dérivés (en milliers d'EUR)

Les instruments financiers dérivés se décomposent principalement comme suit:

Au 31 décembre 2011	Juste valeur		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
Contrats d'échange (swaps) de devises	434	-953	29 376
Swaps croisés de devises et de taux d'intérêt	-	-5 355	38 158
Swaps de devises à court terme	-	-6 394	585 000
Instruments financiers dérivés	434	-12 702	

Au 31 décembre 2010	Juste valeur		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
Contrats d'échange (swaps) de devises	1 235	-945	47 526
Swaps croisés de devises et de taux d'intérêt	141	-5 165	57 681
Swaps de devises à court terme	-	-	458 000
Instruments financiers dérivés	1 376	-6 110	

7 Prêts et créances à recevoir (en milliers d'EUR)

Les prêts et créances à recevoir se décomposent principalement comme suit:

	Prêts globaux (*)	Prêts de premier rang	Prêts subordonnés	Total
Montant nominal au 1^{er} janvier 2011	246 500	542 322	123 910	912 732
Décaissements	25 689	211 351	-	237 040
Sorties de bilan	-	-	-2 000	-2 000
Remboursements	-48 554	-51 712	-4 144	-104 410
Intérêts capitalisés	-	459	10 053	10 512
Différences de change	1 730	13 930	860	16 520
Montant nominal au 31 décembre 2011	225 365	716 350	128 679	1 070 394
Dépréciation au 1^{er} janvier 2011	-15 006	-18 056	-44 023	-77 085
Dépréciation inscrite à l'état du résultat global	-1 746	-1 514	-773	-4 033
Amortissements	-	-	2 000	2 000
Reprise de dépréciation	9 499	3 263	18 723	31 485
Différences de change	-356	-65	-762	-1 183
Dépréciation au 31 décembre 2011	-7 609	-16 372	-24 835	-48 816
Coût amorti	-1 700	-3 428	-99	-5 227
Intérêts courus	3 498	9 499	3 812	16 809
Prêts et créances à recevoir au 31 décembre 2011	219 554	706 049	107 557	1 033 160

(*) y compris accords de délégation.

	Prêts globaux (*)	Prêts de premier rang	Prêts subordonnés	Total
Montant nominal au 1^{er} janvier 2010	230 989	406 799	145 482	783 270
Décassements	39 596	165 781	1 575	206 952
Remboursements	-33 573	-46 053	-40 098	-119 724
Intérêts capitalisés	-	-	13 239	13 239
Différences de change	9 488	15 795	3 712	28 995
Montant nominal au 31 décembre 2010	246 500	542 322	123 910	912 732
Dépréciation au 1^{er} janvier 2010	-8 371	-30 217	-59 556	-98 144
Dépréciation inscrite à l'état du résultat global	-6 522	-	-582	-7 104
Reprise de dépréciation	266	13 843	18 423	32 532
Différences de change	-379	-1 682	-2 308	-4 369
Dépréciation au 31 décembre 2010	-15 006	-18 056	-44 023	-77 085
Coût amorti	-1 727	-2 047	- 118	-3 892
Intérêts courus	3 670	6 226	2 777	12 673
Prêts et créances à recevoir au 31 décembre 2010	233 437	528 445	82 546	844 428

(*) y compris accords de délégation.

8 Actifs financiers disponibles à la vente (en milliers d'EUR)

Les actifs financiers disponibles à la vente se répartissent principalement comme suit:

	Fonds de capital-risque	Prises de participation directes	Total
Coût au 1^{er} janvier 2011	142 932	33 350	176 282
Décassements	59 579	8 250	67 829
Remboursements / ventes	-20 236	-4 735	-24 971
Différences de change sur remboursements / ventes	417	-300	117
Coût au 31 décembre 2011	182 692	36 565	219 257
Pertes ou gains latents au 1^{er} janvier 2011	11 335	13 235	24 570
Variation nette des gains et pertes latents	18 446	-1 266	17 180
Pertes ou gains latents au 31 décembre 2011	29 781	11 969	41 750
Dépréciation au 1^{er} janvier 2011	-2	-6 022	-6 024
Dépréciation enregistrée dans l'état du résultat global pendant l'exercice	- 6 888	-	-6 888
Utilisation de la dépréciation enregistrée dans l'état du résultat global au cours des exercices précédents	2	3 714	3 716
Différences de change sur dépréciation	1	-152	-151
Dépréciation au 31 décembre 2011	-6 887	-2 460	-9 347
Actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2011	205 586	46 074	251 660

	Fonds de capital-risque	Prises de participation directes	Total
Coût au 1^{er} janvier 2010	116 652	30 462	147 114
Décassements	48 040	2 912	50 952
Remboursements / ventes	-22 414	-	-22 414
Différences de change sur remboursements / ventes	654	-24	630
Coût au 31 décembre 2010	142 932	33 350	176 282
Pertes ou gains latents au 1^{er} janvier 2010	18 138	1 572	19 710
Variation nette des gains et pertes latents	-6 803	11 663	4 860
Pertes ou gains latents au 31 décembre 2010	11 335	13 235	24 570
Dépréciation au 1^{er} janvier 2010	-2	-2 308	-2 310
Dépréciation enregistrée dans l'état du résultat global au cours de l'exercice	-	-3 714	-3 714
Dépréciation au 31 décembre 2010	-2	-6 022	-6 024
Actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2010	154 265	40 563	194 828

9 Montants à recevoir des donateurs (en milliers d'EUR)

Les contributions à recevoir des donateurs se présentent principalement comme suit:

	31.12.2011	31.12.2010
Contributions des États membres, fraction appelée mais non encore versée	87 310	100 000
Total des contributions à recevoir des donateurs	87 310	100 000

10 Autres éléments de l'actif (en milliers d'EUR)

Les autres éléments de l'actif se décomposent principalement comme suit:

	31.12.2011	31.12.2010
Montants à recevoir de la BEI	59	2 743
Garanties financières	357	429
Total des autres éléments de l'actif	416	3 172

11 Produits constatés d'avance (en milliers d'EUR)

Les produits constatés d'avance se décomposent principalement comme suit:

	<u>31.12.2011</u>	<u>31.12.2010</u>
Bonifications d'intérêts perçues d'avance	32 744	29 073
Commissions perçues d'avance sur prêts et créances à recevoir	259	506
Total des produits constatés d'avance	33 003	29 579

12 Dettes envers les tiers (en milliers d'EUR)

Les dettes envers les tiers se décomposent principalement comme suit:

	<u>31.12.2011</u>	<u>31.12.2010</u>
Charges administratives générales nettes dues à la BEI	38 011	34 086
Autres montants dus à la BEI	219	-
Bonifications d'intérêts non encore décaissées dues aux États membres	291 430	264 329
Total des dettes envers les tiers	329 660	298 415

13 Autres dettes (en milliers d'EUR)

Les autres dettes se répartissent principalement comme suit:

	<u>31.12.2011</u>	<u>31.12.2010</u>
Garanties financières	294	351
Divers	819	589
Total des autres dettes	1 113	940

14 Contribution des États membres, fraction appelée (en milliers d'EUR)

États Membres	Contribution à la Facilité	Contribution aux bonifications d'intérêts	Contribution totale	Montant appelé mais non versé (*)
Autriche	33 955	10 168	44 123	2 650
Belgique	50 227	15 041	65 268	3 920
Danemark	27 420	8 211	35 631	2 140
Finlande	18 963	5 679	24 642	1 480
France	311 358	93 237	404 595	24 300
Allemagne	299 314	89 630	388 944	23 360
Grèce	16 016	4 796	20 812	1 250
Irlande	7 944	2 379	10 323	620
Italie	160 676	48 115	208 791	12 540
Luxembourg	3 716	1 113	4 829	290
Pays-Bas	66 884	20 028	86 912	5 220
Portugal	12 429	3 722	16 151	970
Espagne	74 828	22 407	97 235	5 840
Suède	34 980	10 475	45 455	2 730
Royaume-Uni	162 599	48 690	211 289	-
Total au 31 décembre 2011	1 281 309	383 691	1 665 000	87 310
Total au 31 décembre 2010	1 131 309	333 691	1 465 000	100 000

(*) Le 18.11.2010, le Conseil a fixé le montant de la contribution financière à verser par chaque État membre avant le 21.01.2012.

15 Passifs éventuels et engagements (en milliers d'EUR)

	31.12.2011	31.12.2010
Engagements		
Prêts non décaissés	701 092	808 865
Actifs financiers disponibles à la vente non décaissés	264 567	285 449
Garanties appelées	7 909	9 484
Passifs éventuels		
Garanties non appelées	20 000	45 000
Total	993 568	1 148 798

16 Produits d'intérêts nets (en milliers d'EUR)

Les intérêts et produits assimilés se décomposent principalement comme suit:

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Liquidités et équivalents	5 518	1 878
Prêts et créances à recevoir	50 800	50 299
Bonifications d'intérêts	3 243	2 424
Total des intérêts et produits assimilés	59 561	54 601

Les intérêts et charges assimilées se présentent principalement comme suit:

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Instrumentes financiers dérivés	-940	-2 591
Total des intérêts et charges assimilées	-940	-2 591

17 Revenus de commissions nets (en milliers d'EUR)

Les revenus de commissions se décomposent principalement comme suit:

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Commissions sur prêts et créances à recevoir	1 894	11 510
Commissions sur garanties financières	255	265
Total des revenus de commissions	2 149	11 775

Les frais de commissions se présentent principalement comme suit:

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Commissions versées à des tiers au titre des actifs financiers disponibles à la vente	-144	-372
Total des frais de commissions	-144	-372

18 Résultat net sur opérations financières (en milliers d'EUR)

Le résultat net sur opérations financières se répartit principalement comme suit:

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	-7 534	-12 082
Gain/perte de change	8 376	-5 556
Revenus de dividendes et plus-value réalisée sur actifs financiers disponibles à la vente	17 228	1 815
Résultat net sur opérations financières	18 070	-15 823

19 Charges administratives générales (en milliers d'EUR)

Les charges administratives générales représentent les coûts effectifs encourus par la BEI au titre de la gestion de la Facilité d'investissement, diminués du revenu des commissions d'instruction standard recouvrées directement par la Banque auprès des clients de la FI.

	Du 01.01.2011 au 31.12.2011	Du 01.01.2010 au 31.12.2010
Coûts réels encourus par la BEI	-39 937	-36 028
Revenus des commissions d'instruction versées directement par les clients de la Facilité	1 931	1 942
Charges administratives générales nettes	-38 006	-34 086

Suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 2008, de l'accord de Cotonou révisé, les charges administratives générales ne sont plus couvertes par les États membres.

20 Événements postérieurs à la date de clôture

Il ne s'est produit, après la date de clôture de l'exercice, aucun événement significatif pouvant donner lieu à une mise à jour des informations fournies ou à des ajustements aux états financiers clos au 31 décembre 2011.

ANNEXE DE LA PARTIE I – CHAPITRE 2 (RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE): SITUATION PAR PAYS ET PAR INSTRUMENT

Notes concernant les tableaux:

- Les chiffres «0,00» indiquent que le montant correspondant est compris entre - 4 999 EUR et 4 999 EUR. L'absence de chiffre signifie que le montant est égal à zéro.

Les pays pour lesquels le solde est nul pour toutes les colonnes ne sont pas repris dans les tableaux.

- L'intitulé «Tous pays ACP/PTOM» correspond à des projets qui concernent plusieurs pays, mais qui ne sont pas financés par la coopération régionale.
- L'intitulé «Dépenses administratives et frais financiers» correspond aux projets financés par des intérêts du FED ou l'enveloppe couvrant les dépenses administratives.

Tableau 3.1.1
Situation globale par pays (en Mio EUR)

8e FED Données cumulées 2011	Lomé								Cotonou	TOTAL				
	PIN	Total programmes indicatifs				Non PIN				Décisions	Décisions	Crédits délégués	Paiements	
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements						% du PIN
Angola	83,61	83,24	100%	71,54	86%	110,30	132%	26,35	32%		110,30	104,31	97,89	
Bénin	112,11	112,11	100%	111,99	100%	171,64	153%	59,49	53%		171,64	171,52	171,47	
Botswana	31,87	31,27	98%	31,27	98%	31,04	97%	1,40	4%	33,88	64,92	64,76	63,60	
Burkina	173,79	173,79	100%	170,20	98%	277,86	160%	104,07	60%	117,83	395,69	394,10	391,92	
Burundi	13,06	13,06	100%	13,06	100%	66,93	513%	51,36	393%		66,93	66,91	64,41	
Cameroun	103,54	103,54	100%	102,40	99%	233,57	226%	129,73	125%		233,57	233,01	232,14	
Cap-Vert	29,76	29,76	100%	28,71	96%	55,76	187%	25,99	87%		55,76	55,22	54,70	
République centrafricaine	55,18	55,18	100%	54,69	99%	84,79	154%	29,61	54%		84,79	84,36	84,30	
Tchad	147,23	147,23	100%	142,48	97%	215,80	147%	68,57	47%		215,80	213,43	211,05	
Comores	10,46	10,46	100%	10,46	100%	16,12	154%	5,60	54%		16,12	16,12	16,07	
Congo	11,30	11,30	100%	9,11	81%	14,93	132%	3,63	32%		14,93	14,24	12,74	
République démocratique du Congo	20,81	20,81	100%	18,96	91%	48,77	234%	27,61	133%		48,77	46,92	46,57	
Djibouti	16,47	16,47	100%	15,68	95%	27,47	167%	11,00	67%		27,47	26,68	26,68	
Guinée équatoriale	3,63	3,63	100%	3,17	87%	4,42	122%	0,79	22%		4,42	4,08	3,96	
Érythrée	0,08	0,08	100%	0,08	100%	18,01	21805%	17,93	21705%		18,01	18,01	18,01	
Éthiopie	143,25	143,25	100%	136,85	96%	337,11	235%	184,12	129%	0,04	337,15	333,01	321,02	
Gabon	37,39	37,39	100%	37,10	99%	112,30	300%	39,91	107%		112,30	111,38	104,12	
Gambie	17,49	17,30	99%	15,81	90%	30,87	177%	13,53	77%		30,87	29,50	29,34	
Ghana	121,58	121,58	100%	121,58	100%	257,20	212%	95,62	79%		257,20	256,98	256,53	
Guinée-Bissau	41,89	41,89	100%	40,85	98%	46,95	112%	5,07	12%	35,00	81,95	81,13	80,17	
Guinée	108,14	108,14	100%	89,32	83%	129,50	120%	21,36	20%		129,50	117,00	110,68	
Côte d'Ivoire	55,54	55,54	100%	53,17	96%	159,62	287%	102,86	185%		159,62	158,17	156,03	
Kenya	70,80	70,80	100%	62,96	89%	187,03	264%	116,23	164%		187,03	182,34	179,19	
Lesotho	50,29	50,29	100%	48,34	96%	66,16	132%	15,87	32%		66,16	64,72	64,20	
Liberia						24,86		24,09			24,86	24,86	24,09	
Madagascar	161,32	161,32	100%	161,05	100%	274,37	170%	113,05	70%	55,00	329,37	329,10	329,10	
Malawi	188,04	187,42	100%	183,63	98%	260,75	139%	72,43	39%	35,00	295,75	285,54	281,22	
Mali	201,02	200,73	100%	198,24	99%	320,50	159%	119,77	60%		320,50	318,75	318,00	
Mauritanie	59,18	59,18	100%	57,36	97%	179,74	304%	76,00	128%		179,74	170,36	160,16	
Maurice	30,07	30,07	100%	30,07	100%	55,23	184%	10,56	35%		55,23	55,23	40,63	
Mozambique	171,01	171,01	100%	167,09	98%	400,97	234%	229,38	134%	142,03	543,00	541,44	538,50	
Namibie	49,58	49,08	99%	48,93	99%	71,97	145%	22,89	46%		71,97	71,82	71,82	
Niger	114,01	112,80	99%	111,25	98%	207,24	182%	39,86	35%	0,99	208,23	195,63	192,66	
Nigeria						5,00		5,00			5,00	5,00	5,00	
Rwanda	94,69	94,69	100%	94,59	100%	176,08	186%	81,39	86%		176,08	176,00	175,98	
Sao Tomé-et-Principe	8,52	8,52	100%	8,52	100%	12,23	143%	3,71	43%		12,23	12,23	12,23	
Sénégal	96,80	96,80	100%	94,84	98%	238,71	247%	141,30	146%		238,71	236,91	236,14	
Seychelles	5,46	5,46	100%	5,46	100%	7,23	132%	1,77	32%		7,23	7,23	7,23	
Sierra Leone	64,60	64,60	100%	62,43	97%	100,39	155%	35,79	55%		100,39	99,12	98,22	
Somalie	50,00	50,00	100%	48,19	96%	50,00	100%		0%		50,00	48,77	48,19	
Soudan						112,26		124,27			112,26	111,96	124,27	
Swaziland	23,48	23,48	100%	21,77	93%	68,67	292%	32,73	139%	4,00	72,67	65,50	57,50	
Tanzanie	199,96	199,84	100%	189,89	95%	477,18	239%	277,34	139%		477,18	476,73	467,23	
Togo						9,71		9,71			9,71	9,71	9,71	
Ouganda	196,63	196,63	100%	194,11	99%	420,11	214%	223,23	114%		420,11	417,61	417,34	
Zambie	137,01	137,01	100%	136,33	99%	420,64	307%	283,48	207%		420,64	420,29	419,80	
Zimbabwe	86,63	86,63	100%	86,63	100%	104,94	121%	18,69	22%		104,94	104,91	105,32	
* Total Afrique	3 397,29	3 393,40	100%	3 290,18	97%	6 702,92	197%	3 104,13	91%	393,78	7 126,70	7 032,60	6 937,15	

Tableau 3.1.1 (suite)
Situation globale par pays (en Mio EUR)

8e FED	Lomé								Cotonou	TOTAL				
	PIN	Total programmes indicatifs				Non PIN				Décisions	Décisions	Crédits délégués	Paiements	
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements						% du PIN
Données cumulées 2011														
Antigua-et-Barbuda	0,65	0,64	98%	0,50	76%	0,64	98%		0%		0,64	0,61	0	
Bahamas	2,20	2,20	100%	2,20	100%	2,20	100%		0%		2,20	2,20	2,20	
Barbade	4,47	4,47	100%	3,51	79%	7,18	161%	2,71	61%		7,18	6,69	6,22	
Belize	10,36	10,36	100%	10,36	100%	19,06	184%	7,54	73%	0,13	19,19	19,19	18,03	
Dominique	6,47	6,47	100%	6,24	97%	38,34	593%	31,87	493%		38,34	38,12	38,11	
République dominicaine	94,48	94,48	100%	94,03	100%	134,83	143%	32,38	34%		134,83	134,42	126,41	
Grenade	0,57	0,57	100%	0,48	85%	3,42	598%	2,89	506%		3,42	3,40	3,38	
Guyana	30,32	30,32	100%	28,82	95%	60,12	198%	27,58	91%		60,12	58,84	56,39	
Haïti	64,25	64,25	100%	63,00	98%	79,05	123%	14,80	23%		79,05	78,73	77,80	
Jamaïque	52,66	52,66	100%	52,65	100%	139,10	264%	86,43	164%	26,85	165,94	165,93	165,93	
Saint-Christophe-et-Nevis	2,72	2,72	100%	2,72	100%	6,72	247%	4,00	147%		6,72	6,72	6,72	
Sainte-Lucie	1,31	1,31	100%	1,26	96%	50,00	3808%	42,76	3256%		50,00	49,88	44,02	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1,68	1,68	100%	1,60	96%	34,15	2035%	32,81	1955%		34,15	34,11	34,41	
Suriname	20,06	20,06	100%	19,19	96%	20,26	101%	0,20	1%		20,26	19,40	19,39	
Trinité-et-Tobago	6,60	6,60	100%	6,60	100%	14,38	218%	4,78	72%		14,38	14,38	11,38	
* Total Caraïbes	298,80	298,79	100%	293,18	98%	609,45	204%	290,74	97%	26,98	636,42	632,62	610,90	
Fidji	16,91	16,91	100%	16,91	100%	19,32	114%	2,41	14%		19,32	19,32	19,32	
Kiribati	9,01	9,01	100%	9,01	100%	9,79	109%	0,78	9%		9,79	9,79	9,79	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	43,85	43,85	100%	39,45	90%	104,93	239%	11,17	25%		104,93	98,90	93,55	
Îles Salomon	13,86	13,86	100%	13,52	98%	90,68	654%	76,82	554%		90,68	90,34	90,34	
Tonga	5,03	5,03	100%	5,03	100%	5,50	109%	0,38	8%		5,50	5,49	5,41	
Tuvalu	1,90	1,90	100%	1,90	100%	2,40	126%	0,50	26%		2,40	2,40	2,40	
Vanuatu	10,23	10,23	100%	10,23	100%	15,77	154%	5,54	54%	5,27	21,04	20,99	20,99	
Samoa	14,07	14,07	100%	14,07	100%	19,10	136%	5,03	36%	3,43	22,53	22,53	22,53	
* Total Pacifique	114,86	114,86	100%	110,12	96%	267,51	233%	102,64	89%	8,70	276,21	269,77	264,34	
Région des Caraïbes	42,49	42,25	99%	40,16	95%	61,93	146%	13,79	32%		61,93	60,26	53,95	
Région Afrique centrale	77,19	77,19	100%	76,78	99%	77,19	100%		0%		77,19	76,82	76,78	
Région Afrique orientale	163,85	163,51	100%	158,93	97%	163,51	100%		0%		163,51	162,27	158,93	
Région de l'océan Indien	11,47	11,47	100%	11,47	100%	11,47	100%		0%		11,47	11,47	11,47	
Allocations intra-ACP	726,00	723,53	100%	669,48	92%	723,53	100%		0%		723,53	697,22	669,48	
PALOP multirégional	10,83	10,83	100%	10,23	94%	10,83	100%		0%		10,83	10,40	10,23	
Région du Pacifique	32,89	32,89	100%	32,73	100%	32,89	100%		0%		32,89	32,73	32,73	
Région Afrique australe	57,83	57,61	100%	57,20	99%	57,61	100%		0%		57,61	57,20	57,20	
Région Afrique occidentale	204,18	202,38	99%	194,76	95%	231,19	113%	28,81	14%		231,19	227,99	223,58	
* Total coopér. régionale ACP	1 326,72	1 321,67	100%	1 251,74	94%	1 370,17	103%	42,60	3%		1 370,17	1 336,34	1 294,34	
Dépenses administratives et frais financiers						35,83					35,83	35,62	34,91	
Tous pays ACP						1 145,86		1 142,16			1 145,86	1 141,11	1 142,16	
* Total ACP	5 137,68	5 128,73	100%	4 945,22	96%	10 161,74	198%	4 659,59	91%	429,45	10 591,19	10 448,06	10 283,80	
Anguilla	0,80	0,80	100%	0,80	100%	0,80	100%		0%		0,80	0,80	0,80	
Îles Vierges britanniques						0,51		0,51			0,51	0,51	0,51	
Montserrat	1,60	1,60	100%	1,60	100%	1,60	100%		0%		1,60	1,60	1,60	
Sainte-Hélène	0,06	0,06	100%	0,06	100%	0,06	100%		0%		0,06	0,06	0,06	
Îles Turks-et-Caïcos						3,00		3,00			3,00	3,00	3,00	
* Total PTOM britanniques	2,45	2,45	100%	2,45	100%	5,97	243%	3,51	143%		5,97	5,97	5,97	
Aruba	0,40	0,40	100%	0,40	100%	0,40	100%		0%		0,40	0,40	0,40	
Antilles néerlandaises	3,66	3,66	100%	3,66	100%	3,66	100%		0%		3,66	3,66	3,66	
* Total PTOM néerlandais	4,06	4,06	100%	4,06	100%	4,06	100%		0%		4,06	4,06	4,06	
Polynésie française	10,10	10,10	100%	10,10	100%	13,39	133%	3,29	33%		13,39	13,39	13,39	
Mayotte	0,85	0,85	100%	0,85	100%	2,03	240%	1,18	140%		2,03	2,03	2,03	
Nouvelle-Calédonie	7,49	7,49	100%	7,45	99%	10,31	138%	2,77	37%		10,31	10,24	10,21	
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,47	3,47	100%	3,47	100%	3,47	100%		0%		3,47	3,47	3,47	
Wallis-et-Futuna	1,45	1,45	100%	1,45	100%	1,45	100%		0%		1,45	1,45	1,45	
* Total PTOM français	23,36	23,36	100%	23,32	100%	30,66	131%	7,25	31%		30,66	30,59	30,56	
Projets régionaux PTF FED	4,99	4,99	100%	4,92	99%	4,99	100%		0%		4,99	4,92	4,92	
Projets régionaux PTN FED	1,00	1,00	100%	0,46	45%	1,00	100%		0%		1,00	0,46	0,46	
Projets régionaux PTU FED	1,64	1,64	100%	0,12	7%	1,64	100%		0%		1,64	0,12	0,12	
* Total coopér. régionale PTOM	7,63	7,63	100%	5,49	72%	7,63	100%		0%		7,63	5,49	5,49	
* Total PTOM	37,50	37,50	100%	35,32	94%	48,31	129%	10,76	29%		48,31	46,10	48,07	
* Total ACP + PTOM	5 175,17	5 166,22	100%	4 980,53	96%	10 210,05	197%	4 693,03	91%	429,45	10 639,50	10 494,16	10 329,88	

Tableau 3.1.2
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Données annuelles 2011	Lomé										Cotonou	TOTAL		
	PIN	Total programmes indicatifs				Non PIN				Décisions		Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN					
Angola	83,61	(0,36)	0%	0,45	1%		0%		0%		(0,36)	(0,29)	0,45	
Bénin	112,11		0%		0%		0%		0%					
Botswana	31,87	(0,60)	-2%		0%		0%		0%		(3,04)	(2,22)	(1,36)	
Burkina	173,79		0%	1,12	1%		0%		0%				1,42	
Burundi	13,06		0%		0%		0%		0%					
Cameroun	103,54		0%		0%		0%		0%					
Cap-Vert	29,76		0%	0,03	0%		0%		0%			(0,21)	0,03	
République centrafricaine	55,18		0%	(0,06)	0%		0%		0%			(0,18)	(0,06)	
Tchad	147,23		0%	0,14	0%		0%		0%			(0,07)	0,14	
Comores	10,46		0%		0%		0%		0%					
Congo	11,30		0%	(0,46)	-4%		0%		0%			(0,02)	(0,46)	
République démocratique du Congo	20,81		0%	(0,33)	-2%		0%		0%			(1,33)	(0,33)	
Djibouti	16,47		0%		0%		0%		0%					
Guinée équatoriale	3,63		0%		0%		0%		0%			(0,01)		
Érythrée	0,08		0%		0%		0%		0%					
Éthiopie	143,25	(3,29)	-2%	(0,40)	0%		0%	13,24	9%		(3,29)	(3,53)	12,84	
Gabon	37,39		0%		0%		0%		0%			(0,00)	1,47	
Gambie	17,49	(0,18)	-1%	(0,29)	-2%		0%		0%		(0,18)	(1,46)	(0,29)	
Ghana	121,58	(0,81)	-1%	1,47	1%		0%		0%		(0,81)	0,83	2,61	
Guinée-Bissau	41,89	(0,00)	0%		0%		0%		0%		(0,00)	(0,06)	0,05	
Guinée	108,14		0%	0,09	0%		0%		0%			(0,97)	0,09	
Côte d'Ivoire	55,54		0%	(0,00)	0%		0%		0%			(0,52)	(0,00)	
Kenya	70,80	(0,42)	-1%		0%		0%		0%		(0,42)	(1,56)		
Lesotho	50,29	(0,71)	-1%	0,11	0%		0%		0%		(0,71)	(1,53)	0,11	
Liberia														
Madagascar	161,32	(0,23)	0%	(0,00)	0%		0%		0%		(0,23)	(0,16)	(0,00)	
Malawi	188,04	(1,79)	-1%	0,16	0%		0%		0%		(1,79)	(3,90)	0,13	
Mali	201,02	(0,29)	0%	0,06	0%		0%		0%		(0,29)	(0,46)	0,06	
Mauritanie	59,18		0%	(0,06)	0%		0%		0%			34,09	25,47	
Maurice	30,07		0%		0%		0%	0,10	0%				0,10	
Mozambique	171,01	(5,67)	-3%	0,23	0%		0%		0%		(5,67)	(2,62)	0,23	
Namibie	49,58	(1,10)	-2%	(0,14)	0%		0%		0%		(1,10)	(0,47)	(0,14)	
Niger	114,01	(1,21)	-1%	0,24	0%		0%		0%		(1,21)	(1,92)	1,62	
Nigeria														
Rwanda	94,69		0%	0,22	0%		0%		0%			0,01	0,22	
Sao Tomé-et-Principe	8,52		0%		0%		0%		0%					
Sénégal	96,80	(3,98)	-4%	(0,01)	0%		0%	5,00	5%		(3,98)	(3,17)	4,99	
Seychelles	5,46		0%		0%		0%		0%					
Sierra Leone	64,60		0%	0,74	1%		0%		0%			(1,01)	0,74	
Somalie	50,00		0%	(0,23)	0%		0%		0%			(0,64)	(0,23)	
Soudan														
Swaziland	23,48	(0,00)	0%	(1,01)	-4%		0%		0%		(0,00)	(0,05)	(0,54)	
Tanzanie	199,96	(2,21)	-1%	2,29	1%		0%		0%		(2,21)	0,82	2,29	
Togo														
Ouganda	196,63	(0,12)	0%	0,61	0%		0%		0%		(0,12)	(2,32)	0,61	
Zambie	137,01		0%	0,48	0%	(10,03)	-7%	(0,05)	0%		(10,03)	(9,08)	0,43	
Zimbabwe	86,63		0%		0%		0%		0%					
* Total Afrique	3 397,29	(22,98)	-1%	5,47	0%	(10,03)	0%	18,29	1%		(35,44)	(4,00)	52,70	

Tableau 3.1.2 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Données annuelles 2011	Lomé										Cotonou	TOTAL		
	PIN	Total programmes indicatifs				Non PIN				Décisions		Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN					
Antigua-et-Barbuda	0,65	(0,01)	-2%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,01)	(0,00)		
Bahamas	2,20		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Barbade	4,47		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Belize	10,36		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Dominique	6,47		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
République dominicaine	94,48		0%	(0,04)	0%	0%	0%	0%	0%			(0,27)	(0,04)	
Grenade	0,57		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%			(0,02)		
Guyana	30,32		0%	0,21	1%	0%	1,07	4%	0%			(0,50)	1,27	
Haïti	64,25		0%	(0,14)	0%	0%	0%	0%	0%				(0,14)	
Jamaïque	52,66	(0,42)	-1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,42)	(0,22)		
Saint-Christophe-et-Nevis	2,72		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Sainte-Lucie	1,31		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1,68		0%	(0,01)	-1%	0%	4,23	252%	0%				4,22	
Suriname	20,06		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%			(0,03)		
Trinité-et-Tobago	6,60		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
* Total Caraïbes	298,80	(0,43)	0%	0,02	0%	0,00	0%	5,29	2%	0,00	(0,43)	(1,03)	5,31	
Fidji	16,91		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Kiribati	9,01	(0,23)	-3%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,23)	(0,02)		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	43,85		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%			(1,90)	2,20	
Îles Salomon	13,86		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Tonga	5,03		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Tuvalu	1,90		0%	0%	0%	0%	0,15	8%	0%				0,15	
Vanuatu	10,23		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%			(0,00)		
Samoa	14,07		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
* Total Pacifique	114,86	(0,23)	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,15	0%	0,00	(0,23)	(1,93)	2,35	
Région des Caraïbes	42,49	(0,63)	-1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,63)	(0,31)		
Région Afrique centrale	77,19		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%			(0,04)		
Région Afrique orientale	163,85	(1,07)	-1%	5,28	3%	0%	0%	0%	0%		(1,07)	(0,45)	5,28	
Région de l'océan Indien	11,47	(1,05)	-9%	0,02	0%	0%	0%	0%	0%		(1,05)	(0,08)	0,02	
Allocations intra-ACP	726,00	(5,05)	-1%	23,50	3%	0%	0%	0%	0%		(5,05)	5,18	23,50	
PALOP multirégional	10,83		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%			(0,00)		
Région du Pacifique	32,89	(0,22)	-1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,22)	(0,14)		
Région Afrique australe	57,83	(0,52)	-1%	(0,04)	0%	0%	0%	0%	0%		(0,52)	(0,47)	(0,04)	
Région Afrique occidentale	204,18	(2,55)	-1%	1,52	1%	0%	0%	0%	0%		(2,55)	(0,58)	1,52	
* Total coopér. régionale ACP	1 326,72	(11,10)	-1%	30,28	2%	0%	0%	0,00	0%	0,00	(11,10)	3,11	30,28	
Dépenses administratives et frais financiers							(10,55)				(1,40)	(0,74)	0,05	
Tous pays ACP						(10,55)		(1,05)			(10,55)	(8,80)	(1,05)	
* Total ACP	5 137,68	(34,74)	-1%	35,76	1%	(20,58)	0%	22,68	0%	0,00	(59,16)	(13,40)	89,63	
Anguilla	0,80		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Îles Vierges britanniques														
Montserrat	1,60	(0,07)	-5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,07)	(0,05)		
Sainte-Hélène	0,06		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Îles Turks-et-Caïcos														
* Total PTOM britanniques	2,45	(0,07)	-3%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	(0,07)	(0,05)	0,00	
Aruba	0,40		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Antilles néerlandaises	3,66		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
* Total PTOM néerlandais	4,06	0%	0%	0,00	0%	0,00	0%	0%	0%	0,00	0%	0,00	0,00	
Polynésie française	10,10		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Mayotte	0,85		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Nouvelle-Calédonie	7,49		0%	0%	0%	0%	0,02	0%	0%				0,02	
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,47		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Wallis-et-Futuna	1,45	(0,02)	-1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%		(0,02)			
* Total PTOM français	23,36	(0,02)	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,02	0%	0,00	(0,02)	0,00	0,02	
Projets régionaux PTF FED	4,99		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Projets régionaux PTN FED	1,00		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
Projets régionaux PTU FED	1,64		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%					
* Total coopér. régionale PTOM	7,63	(0,29)	-4%	0,05	1%	-	0%	0,00	0%	-	(0,29)	0,00	0,05	
* Total ACP + PTOM	37,50	(0,37)	-1%	0,05	0%	-	0%	0,02	0%	-	(0,37)	(0,05)	0,07	
* Total ACP + PTOM	5 175,17	(35,11)	-1%	35,82	1%	(20,58)	0%	22,70	0%	0,00	(59,54)	(13,45)	89,70	

Tableau 3.1.3
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Décisions cumulées 2011	Lomé												Cotonou			Total pays
	PIN Subventions	NON PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A	Enveloppe B	Total	
		Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés							
Angola	83,24		11,18	15,88						27,06		110,30				110,30
Bénin	112,11				5,76	1,02		52,76		59,53		171,64				171,64
Botswana	31,27	2,10							0,11	2,21		33,48	3,88	27,56	31,44	64,92
Burkina	173,79		1,01		13,92	1,54		87,60		104,07		277,86	117,83		117,83	395,69
Burundi	13,06			25,00			19,63	9,25		53,88		66,93				66,93
Cameroun	103,54				68,62	17,41		43,99		130,03		233,57				233,57
Cap-Vert	29,76	2,58			4,77	0,66		17,98		25,99		55,76				55,76
République centrafricaine	55,18		0,40				6,31	22,90		29,61		84,79				84,79
Tchad	147,23		2,05		15,55			50,98		68,57		215,80				215,80
Comores	10,46		0,71				4,94			5,66		16,12				16,12
Congo	11,30			3,63						3,63		14,93				14,93
République démocratique du Congo	20,81		1,91	21,35				4,69		27,96		48,77				48,77
Djibouti	16,47			2,00				9,00		11,00		27,47				27,47
Guinée équatoriale	3,63						0,79			0,79		4,42				4,42
Érythrée	0,08		9,55	8,37						17,93		18,01				18,01
Éthiopie	143,25		3,36	6,64	66,00	5,25		112,60		193,85		337,11	0,04		0,04	337,15
Gabon	37,39				32,85			6,60	0,45	39,91		77,30		35,00	35,00	112,30
Gambie	17,30					4,49		9,07		13,57		30,87				30,87
Ghana	121,58				17,05			78,57		95,62		217,20		40,00	40,00	257,20
Guinée-Bissau	41,89		3,29			0,37		1,41		5,07		46,95	35,00		35,00	81,95
Guinée	108,14							21,36		21,36		129,50				129,50
Côte d'Ivoire	55,54	0,33					82,05	21,70		104,08		159,62				159,62
Kenya	70,80	8,09	4,23		35,86	51,05		17,00		116,23		187,03				187,03
Lesotho	50,29	1,10						14,77		15,87		66,16				66,16
Liberia			4,96	19,90						24,86		24,86				24,86
Madagascar	161,32		1,71		45,81	20,81		44,73		113,05		274,37	55,00		55,00	329,37
Malawi	187,42		1,39		10,71	11,43		49,80		73,33		260,75	35,00		35,00	295,75
Mali	200,73		4,66		35,70			79,41		119,77		320,50				320,50
Mauritanie	59,18	3,92		0,22	25,78	18,56	0,15	26,92		75,56		134,74		45,00	45,00	179,74
Maurice	30,07	12,23			12,93					25,16		55,23				55,23
Mozambique	171,01	5,24			93,51			131,21		229,96		400,97	142,03		142,03	543,00
Namibie	49,08	17,36		1,11	4,23			0,20		22,89		71,97				71,97
Niger	112,80		0,28					39,44	0,14	39,86		152,66	0,99	54,58	55,57	208,23
Nigeria					5,00					5,00		5,00				5,00
Rwanda	94,69					25,99		55,40		81,39		176,08				176,08
Sao Tomé-et-Principe	8,52							3,71		3,71		12,23				12,23
Sénégal	96,80	4,12			45,94	38,70	0,46	52,68		141,90		238,71				238,71
Seychelles	5,46				1,77					1,77		7,23				7,23
Sierra Leone	64,60					5,39		30,40		35,79		100,39				100,39
Somalie	50,00											50,00				50,00
Soudan			19,22			93,05				112,26		112,26				112,26
Swaziland	23,48	8,43			36,76					45,19		68,67	4,00		4,00	72,67
Tanzanie	199,84			3,50	102,14	34,81		136,89		277,34		477,18				477,18
Togo						9,71				9,71		9,71				9,71
Ouganda	196,63		1,60		92,03	35,57		94,27		223,48		420,11				420,11
Zambie	137,01		3,64		102,56			86,73	90,70	283,63		420,64				420,64
Zimbabwe	86,63				3,25	14,93	0,13			18,30		104,94				104,94
* Total Afrique	3 393,40	65,50	75,17	107,60	878,50	504,45	88,35	1 417,80	-	3 137,38	-	6 530,78	393,78	202,14	595,92	7 126,70

Tableau 3.1.3 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED	Lomé											Cotonou			Total pays			
	PIN	Non PIN							Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A	Enveloppe B	Total				
		Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel								Pays pauvres très endettés		
Décisions cumulées 2011	Subventions																	
Antigua-et-Barbuda	0,64																	0,64
Bahamas	2,20																	2,20
Barbade	4,47	2,71								2,71		7,18						7,18
Belize	10,36				8,70					8,70		19,06	0,13			0,13		19,19
Dominique	6,47				2,78	29,10				31,87		38,34					38,34	
République dominicaine	94,48	8,85	0,17		30,98		0,34			40,35		134,83					134,83	
Grenade	0,57					2,85				2,85		3,42					3,42	
Guyana	30,32				6,61		12,50	10,69		29,80		60,12					60,12	
Haiti	64,25					3,10		11,70		14,80		79,05					79,05	
Jamaïque	52,66	6,41			27,54	9,48		43,00		86,43		139,10	26,85		26,85		165,94	
Saint-Christophe-et-Nevis	2,72				4,00					4,00		6,72					6,72	
Sainte-Lucie	1,31	0,84				47,85				48,69		50,00					50,00	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1,68	0,28				32,19				32,47		34,15					34,15	
Suriname	20,06	0,20								0,20		20,26					20,26	
Trinité-et-Tobago	6,60	0,78			7,00					7,78		14,38					14,38	
* Total Caraïbes	298,79	20,08	0,17	-	87,61	124,56	12,84	65,39	-	310,66	-	609,45	26,98	-	26,98	-	636,42	
Fidji	16,91		0,41		2,00					2,41		19,32					19,32	
Kiribati	9,01				0,50	0,28				0,78		9,79					9,79	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	43,85		0,08			0,65	0,48	9,88		11,08		54,93		50,00	50,00		104,93	
Îles Salomon	13,86					74,64		2,18		76,82		90,68					90,68	
Tonga	5,03					0,47				0,47		5,50					5,50	
Tuvalu	1,90				0,50	0,00				0,50		2,40					2,40	
Vanuatu	10,23		0,14		3,00	0,81		1,59		5,54		15,77	5,27		5,27		21,04	
Samoa	14,07				5,00	0,03				5,03		19,10	3,43		3,43		22,53	
* Total Pacifique	114,86	-	0,64	-	11,00	76,89	0,48	13,64	-	102,65	-	217,51	8,70	50,00	58,70	-	276,21	
Région des Caraïbes	42,25				19,68					19,68		61,93					61,93	
Région Afrique centrale	77,19											77,19					77,19	
Région Afrique orientale	163,51									-		163,51					163,51	
Région de l'océan Indien	11,47									-		11,47					11,47	
Allocations intra-ACP	723,53											723,53					723,53	
PALOP multirégional	10,83											10,83					10,83	
Région du Pacifique	32,89											32,89					32,89	
Région Afrique australe	57,61									-		57,61					57,61	
Région Afrique occidentale	202,38	1,71			27,10					28,81		231,19					231,19	
* Total coopér. régionale ACP	1 321,67	1,71	-	-	46,78	-	-	-	-	48,49	-	1 370,17	8,70	50,00	58,70	-	1 370,17	
Dépenses administratives et frais financiers											35,83	35,83					35,83	
Tous pays ACP		(4,29)	60,27	0,61	12,81	16,46			1 060,00	1 145,86		1 145,86					1 145,86	
* Total ACP	5 128,73	83,00	136,25	108,21	1 036,71	722,37	101,67	1 496,83	1 060,00	4 745,04	35,83	9 909,60	429,45	252,14	681,59	-	10 591,19	
Anguilla	0,80											0,80					0,80	
Îles Vierges britanniques		0,51								0,51		0,51					0,51	
Montserrat	1,60											1,60					1,60	
Sainte-Hélène	0,06											0,06					0,06	
Îles Turcs-et-Caïcos					3,00					3,00		3,00					3,00	
* Total PTOM britanniques	2,45	0,51	-	-	3,00	-	-	-	-	3,51	-	5,97	-	-	-	-	5,97	
Aruba	0,40											0,40					0,40	
Antilles néerlandaises	3,66											3,66					3,66	
* Total PTOM néerlandais	4,06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,06	-	-	-	-	4,06	
Polynésie française	10,10	0,29			3,00					3,29		13,39					13,39	
Mayotte	0,85					1,18				1,18		2,03					2,03	
Nouvelle-Calédonie	7,49	0,33					2,49			2,83		10,31					10,31	
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,47											3,47					3,47	
Wallis-et-Futuna	1,45											1,45					1,45	
* Total PTOM français	23,36	0,63	-	-	3,00	1,18	2,49	-	-	7,30	-	30,66	-	-	-	-	30,66	
Projets régionaux PTF FED	4,99											4,99					4,99	
Projets régionaux PTN FED	1,00											1,00					1,00	
Projets régionaux PTU FED	1,64											1,64					1,64	
* Total coopér. régionale PTOM	7,63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,63	-	-	-	-	7,63	
* Total PTOM	37,50	1,14	-	-	6,00	1,18	2,49	-	-	10,81	-	48,31	-	-	-	-	48,31	
* Total ACP + PTOM	5 166,22	84,14	136,25	108,21	1 042,71	723,55	104,16	1 496,83	1 060,00	4 755,85	35,83	9 957,91	429,45	252,14	681,59	-	10 639,50	

Tableau 3.1.4
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Décisions annuelles 2011	Lomé										Total Non PIN	Intérêts	Total	Cotonou			Total pays	
	PIN Subvent.	Non PIN								Enveloppe A				Enveloppe B	Total			
		Bonifica- tions d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés									
Angola	(0,36)											(0,36)				(0,36)		
Bénin												-				-		
Botswana	(0,60)											(0,60)		(2,44)	(2,44)	(3,04)		
Burkina												-				-		
Burundi												-				-		
Cameroun												-				-		
Cap-Vert												-				-		
République centrafricaine												-				-		
Tchad												-				-		
Comores												-				-		
Congo												-				-		
République démocratique du Congo												-				-		
Djibouti												-				-		
Guinée équatoriale												-				-		
Érythrée												-				-		
Éthiopie	(3,29)											(3,29)				(3,29)		
Gabon												-				-		
Gambie	(0,18)											(0,18)				(0,18)		
Ghana	(0,81)											(0,81)				(0,81)		
Guinée-Bissau	(0,00)											(0,00)				(0,00)		
Guinée												-				-		
Côte d'Ivoire												-				-		
Kenya	(0,42)											(0,42)				(0,42)		
Lesotho	(0,71)											(0,71)				(0,71)		
Liberia												-				-		
Madagascar	(0,23)											(0,23)				(0,23)		
Malawi	(1,79)											(1,79)				(1,79)		
Mali	(0,29)											(0,29)				(0,29)		
Mauritanie												-				-		
Maurice												-				-		
Mozambique	(5,67)											(5,67)				(5,67)		
Namibie	(1,10)											(1,10)				(1,10)		
Niger	(1,21)											(1,21)				(1,21)		
Nigeria												-				-		
Rwanda												-				-		
Sao Tomé-et-Principe												-				-		
Sénégal	(3,98)											(3,98)				(3,98)		
Seychelles												-				-		
Sierra Leone												-				-		
Somalie												-				-		
Soudan												-				-		
Swaziland	(0,00)											(0,00)				(0,00)		
Tanzanie	(2,21)											(2,21)				(2,21)		
Togo												-				-		
Ouganda	(0,12)											(0,12)				(0,12)		
Zambie										(10,03)	(10,03)	(10,03)				(10,03)		
Zimbabwe												-				-		
* Total Afrique	(22,98)	-	-	-	-	-	-	-	-	(10,03)	-	(10,03)	-	(33,01)	-	(2,44)	(2,44)	(35,44)

Tableau 3.1.4 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Décisions annuelles 2011	Lomé										Total Non PIN	Intérêts	Total	Cotonou			Total pays
	PIN Subvent.	Non PIN								Enveloppe A				Enveloppe B	Total		
		Bonifica- tions d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés								
Antigua-et-Barbuda	(0,01)												(0,01)				(0,01)
Bahamas																	
Barbade																	
Belize																	
Dominique																	
République dominicaine																	
Grenade																	
Guyana																	
Haiti																	
Jamaïque	(0,42)												(0,42)				(0,42)
Saint-Christophe-et-Nevis																	
Sainte-Lucie																	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines																	
Suriname																	
Trinité-et-Tobago																	
* Total Caraïbes	(0,43)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,43)	-	-	-	(0,43)
Fidji																	
Kiribati	(0,23)												(0,23)				(0,23)
Papouasie-Nouvelle-Guinée																	
Îles Salomon																	
Tonga																	
Tuvalu																	
Vanuatu																	
Samoa																	
* Total Pacifique	(0,23)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,23)	-	-	-	(0,23)
Région des Caraïbes	(0,63)												(0,63)				(0,63)
Région Afrique centrale																	
Région Afrique orientale	(1,07)												(1,07)				(1,07)
Région de l'océan Indien	(1,05)												(1,05)				(1,05)
Allocations intra-ACP	(5,05)												(5,05)				(5,05)
PALOP multirégional																	
Région du Pacifique	(0,22)												(0,22)				(0,22)
Région Afrique australe	(0,52)												(0,52)				(0,52)
Région Afrique occidentale	(2,55)												(2,55)				(2,55)
* Total coopér. régionale ACP	(11,10)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(11,10)	-	-	-	(11,10)
Dép. administratives et frais financiers												(1,40)	(1,40)				(1,40)
Tous pays ACP		(9,16)		(0,51)		(0,89)					(10,55)		(10,55)				(10,55)
* Total ACP	(34,74)	(9,16)	-	(0,51)	-	(0,89)	(10,03)	-	-	-	(20,58)	(1,40)	(56,73)	-	(2,44)	(2,44)	(59,16)
Anguilla																	
Îles Vierges britanniques																	
Montserrat	(0,07)												(0,07)				(0,07)
Sainte-Hélène																	
Îles Turks-et-Caïcos																	
* Total PTOM britanniques	(0,07)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,07)	-	-	-	(0,07)
Aruba																	
Antilles néerlandaises																	
* Total PTOM néerlandais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Polynésie française																	
Mayotte																	
Nouvelle-Calédonie																	
Saint-Pierre-et-Miquelon																	
Wallis-et-Futuna	(0,02)												(0,02)				
* Total PTOM français	(0,02)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,02)	-	-	-	(0,02)
Projets régionaux PTF FED																	
Projets régionaux PTN FED																	
Projets régionaux PTU FED																	
* Total coopér. régionale PTOM	(0,29)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,29)	-	-	-	(0,29)
* Total PTOM	(0,37)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,37)	-	-	-	(0,37)
* Total ACP + PTOM	(35,11)	(9,16)	-	(0,51)	-	(0,89)	(10,03)	-	-	-	(20,58)	(1,40)	(57,10)	-	(2,44)	(2,44)	(59,54)

Tableau 3.1.5
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED	Lomé										Cotonou			Total pays		
	PIN	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A		Enveloppe B	Total
		Subventions	Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel							
Angola	77,26		11,18	15,88						27,06		104,31				104,31
Bénin	111,99				5,76	1,02		52,76		59,53		171,52				171,52
Botswana	31,27	2,10							0,11	2,21		33,48	3,72	27,56	31,28	64,76
Burkina	172,27		1,01		13,92	1,54		87,60		104,07		276,33	117,76		117,76	394,10
Burundi	13,06			25,00			19,63	9,23		53,86		66,91				66,91
Cameroun	102,98				68,62	17,41		43,99		130,03		233,01				233,01
Cap-Vert	29,22	2,58			4,77	0,66		17,98		25,99		55,22				55,22
République centrafricaine	54,75		0,40				6,31	22,90		29,61		84,36				84,36
Tchad	144,85		2,05		15,55			50,98		68,57		213,43				213,43
Comores	10,46		0,71				4,94			5,66		16,12				16,12
Congo	10,61			3,63						3,63		14,24				14,24
République démocratique du Congo	18,96		1,91	21,35				4,69		27,96		46,92				46,92
Djibouti	15,68			2,00				9,00		11,00		26,68				26,68
Guinée équatoriale	3,28						0,79			0,79		4,08				4,08
Érythrée	0,08		9,55	8,37						17,93		18,01				18,01
Éthiopie	139,12		3,36	6,64	66,00	5,24		112,60		193,85		332,97	0,04		0,04	333,01
Gabon	37,18				32,85		0,45	6,60		39,91		77,09		34,29	34,29	111,38
Gambie	15,97					4,49		9,04		13,53		29,50				29,50
Ghana	121,58				17,05			78,57		95,62		217,20		39,78	39,78	256,98
Guinée-Bissau	41,53		3,29			0,37		1,41		5,07		46,60	34,53		34,53	81,13
Guinée	95,64							21,36		21,36		117,00				117,00
Côte d'Ivoire	54,14	0,33				82,04		21,67		104,03		158,17				158,17
Kenya	66,10	8,09	4,23		35,86	51,05		17,00		116,23		182,34				182,34
Lesotho	48,85	1,10						14,77		15,87		64,72				64,72
Liberia			4,96	19,90						24,86		24,86				24,86
Madagascar	161,05		1,71		45,81	20,81		44,73		113,05		274,10	55,00		55,00	329,10
Malawi	184,59		1,39		10,71	11,42		49,80		73,33		257,92	27,63		27,63	285,54
Mali	198,98		4,66		35,70			79,41		119,77		318,75				318,75
Mauritanie	57,68	3,92		0,22	25,78	18,56	0,15	26,92		75,55		133,24		37,12	37,12	170,36
Maurice	30,07	12,23			12,93					25,16		55,23				55,23
Mozambique	169,45	5,24			93,51			131,21		229,96		399,41	142,03		142,03	541,44
Namibie	48,93	17,36		1,11	4,23		0,20			22,89		71,82				71,82
Niger	111,27		0,28				0,14	39,44		39,86		151,13	0,99	43,51	44,50	195,63
Nigeria					5,00					5,00		5,00				5,00
Rwanda	94,61					25,99		55,40		81,39		176,00				176,00
Sao Tomé-et-Principe	8,52							3,71		3,71		12,23				12,23
Sénégal	95,01	4,12			45,94	38,69	0,46	52,68		141,90		236,91				236,91
Seychelles	5,46				1,77					1,77		7,23				7,23
Sierra Leone	63,34					5,39		30,40		35,79		99,12				99,12
Somalie	48,77									0,00		48,77				48,77
Soudan			19,22			92,74				111,96		111,96				111,96
Swaziland	23,38	8,43			29,76					38,19		61,57	3,94		3,94	65,50
Tanzanie	199,38			3,50	102,14	34,81		136,89		277,34		476,73				476,73
Togo						9,71				9,71		9,71				9,71
Ouganda	194,14		1,60		92,03	35,57		94,27		223,48		417,61				417,61
Zambie	136,82		3,64		102,56		86,57	90,70		283,47		420,29				420,29
Zimbabwe	86,63				3,25	14,90	0,13			18,28		104,91				104,91
* Total Afrique	3 334,92	65,50	75,17	107,60	871,50	504,09	88,20	1 417,71	-	3 129,77	0,00	6 464,68	385,64	182,27	567,92	7 032,60

Tableau 3.1.5 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Crédits délégués cumulés 2011	Lomé										Cotonou			Total pays		
	PIN	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A		Enveloppe B	Total
		Subventions	Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel							
Antigua-et-Barbuda	0,61									0,00		0,61				0,61
Bahamas	2,20									0,00		2,20				2,20
Barbade	3,98	2,71								2,71		6,69				6,69
Belize	10,36				8,70					8,70		19,06	0,13		0,13	19,19
Dominique	6,24				2,78	29,10				31,87		38,12				38,12
République dominicaine	94,07	8,85	0,17		30,98		0,34			40,35		134,42				134,42
Grenade	0,55					2,84				2,84		3,40				3,40
Guyana	29,70				6,61		11,84	10,69		29,14		58,84				58,84
Haiti	63,93					3,10		11,70		14,80		78,73				78,73
Jamaïque	52,65	6,41			27,54	9,48		43,00		86,43		139,09	26,85		26,85	165,93
Saint-Christophe-et-Nevis	2,72				4,00					4,00		6,72				6,72
Sainte-Lucie	1,30	0,84				47,74				48,58		49,88				49,88
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1,66	0,28				32,16				32,44		34,11				34,11
Suriname	19,20	0,20								0,20		19,40				19,40
Trinité-et-Tobago	6,60	0,78			7,00					7,78		14,38				14,38
* Total Caraïbes	295,79	20,08	0,17	-	87,61	124,42	12,18	65,39	-	309,86	-	605,64	26,98	-	26,98	632,62
Fidji	16,91		0,41		2,00					2,41		19,32				19,32
Kiribati	9,01				0,50	0,28				0,78		9,79				9,79
Papouasie-Nouvelle-Guinée	40,60		0,08			0,64	0,48	9,88		11,07		51,68		47,22	47,22	98,90
Îles Salomon	13,52					74,64		2,18		76,82		90,34				90,34
Tonga	5,03					0,46				0,46		5,49				5,49
Tuvalu	1,90				0,50	0,00				0,50		2,40				2,40
Vanuatu	10,23		0,14		3,00	0,81		1,59		5,54		15,77	5,22		5,22	20,99
Samoa	14,07				5,00	0,03				5,03		19,10	3,43		3,43	22,53
* Total Pacifique	111,27	0,00	0,64		11,00	76,88	0,48	13,64		102,63		213,90	8,65	47,22	55,87	269,77
Région des Caraïbes	41,66				18,60					18,60		60,26				60,26
Région Afrique centrale	76,82									0,00		76,82				76,82
Région Afrique orientale	162,27									0,00		162,27				162,27
Région de l'océan Indien	11,47									0,00		11,47				11,47
Allocations intra-ACP	697,22									0,00		697,22				697,22
PALOP multirégional	10,40									0,00		10,40				10,40
Région du Pacifique	32,73									0,00		32,73				32,73
Région Afrique australe	57,20									0,00		57,20				57,20
Région Afrique occidentale	199,17	1,71			27,10					28,81		227,99				227,99
* Total coopér. régionale ACP	1 288,93	1,71	-	-	45,70	-	-	-	-	47,41	-	1 336,34	-	-	-	1 336,34
Dépenses administratives et frais financiers											35,62	35,62				35,62
Tous pays ACP		(4,29)	60,27	(1,64)	12,90	13,87			1 060,00	1 141,11		1 141,11				1 141,11
* Total ACP	5 030,90	83,00	136,25	105,96	1 028,71	719,26	100,86	1 496,74	1 060,00	4 730,77	35,62	9 797,29	421,27	229,50	650,77	10 448,06
Anquilla	0,80									0,80		0,80				0,80
Îles Vierges britanniques		0,51								0,51		0,51				0,51
Montserrat	1,60									1,60		1,60				1,60
Sainte-Hélène	0,06									0,06		0,06				0,06
Îles Turks-et-Caïcos					3,00					3,00		3,00				3,00
* Total PTOM britanniques	2,45	0,51	-	-	3,00	-	-	-	-	3,51	-	5,97	-	-	-	5,97
Aruba	0,40									0,40		0,40				0,40
Antilles néerlandaises	3,66									3,66		3,66				3,66
* Total PTOM néerlandais	4,06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,06	-	-	-	4,06
Polynésie française	10,10	0,29			3,00					3,29		13,39				13,39
Mayotte	0,85					1,18				1,18		2,03				2,03
Nouvelle-Calédonie	7,45	0,33					2,46			2,79		10,24				10,24
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,47									3,47		3,47				3,47
Wallis-et-Futuna	1,45									1,45		1,45				1,45
* Total PTOM français	23,32	0,63	-	-	3,00	1,18	2,46	-	-	7,27	-	30,59	-	-	-	30,59
Projets régionaux PTF FED	4,92									4,92		4,92				4,92
Projets régionaux PTN FED	0,46									0,46		0,46				0,46
Projets régionaux PTU FED	0,12									0,12		0,12				0,12
* Total coopér. régionale PTOM	5,49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,49	-	-	-	5,49
* Total PTOM	35,32	1,14	-	-	6,00	1,18	2,46	-	-	10,78	-	46,10	-	-	-	46,10
* Total ACP + PTOM	5 066,22	84,14	136,25	105,96	1 034,71	720,44	103,32	1 496,74	1 060,00	4 741,55	35,62	9 843,39	421,27	229,50	650,77	10 494,16

Tableau 3.1.6
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Crédits délégués annuels 2011	Lomé									Total Non PIN	Intérêts	Total	Cotonou			Total pays
	PIN	Non PIN											Enveloppe A	Enveloppe B	Total	
	Subventions	Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés							
Angola	(0,29)											(0,29)				(0,29)
Bénin																
Botswana	(0,60)											(0,60)	(1,62)	(1,62)		(2,22)
Burkina																
Burundi																
Cameroun																
Cap-Vert	(0,21)											(0,21)				(0,21)
République centrafricaine	(0,18)											(0,18)				(0,18)
Tchad	(0,07)											(0,07)				(0,07)
Comores																
Congo	(0,02)											(0,02)				(0,02)
République démocratique du Congo	(1,33)											(1,33)				(1,33)
Djibouti																
Guinée équatoriale	(0,01)											(0,01)				(0,01)
Erythrée																
Éthiopie	(3,53)											(3,53)				(3,53)
Gabon													(0,00)	(0,00)		(0,00)
Gambie	(1,46)											(1,46)				(1,46)
Ghana	0,91											0,91	(0,08)	(0,08)		0,83
Guinée-Bissau													(0,06)	(0,06)		(0,06)
Guinée	(0,97)											(0,97)				(0,97)
Côte d'Ivoire	(0,52)											(0,52)				(0,52)
Kenya	(1,56)											(1,56)				(1,56)
Lesotho	(1,53)											(1,53)				(1,53)
Liberia																
Madagascar	(0,16)											(0,16)				(0,16)
Malawi	(1,91)											(1,91)	(1,98)	(1,98)		(3,90)
Mali	(0,46)											(0,46)				(0,46)
Mauritanie	(0,13)											(0,13)	34,22	34,22		34,09
Maurice																
Mozambique	(2,62)											(2,62)				(2,62)
Namibie	(0,47)											(0,47)				(0,47)
Niger	(0,86)											(0,86)	(1,06)	(1,06)		(1,92)
Nigeria																
Rwanda	0,01											0,01				0,01
Sao Tomé-et-Principe																
Sénégal	(3,17)											(3,17)				(3,17)
Seychelles																
Sierra Leone	(1,01)											(1,01)				(1,01)
Somalie	(0,64)											(0,64)				(0,64)
Soudan																
Swaziland	(0,07)											(0,07)	0,02	0,02		(0,05)
Tanzanie	0,82											0,82				0,82
Togo																
Ouganda	(2,32)											(2,32)				(2,32)
Zambie	(0,16)							(8,92)		(8,92)		(9,08)				(9,08)
Zimbabwe										0,00						
* Total Afrique	(24,52)	-	0,00	0,00	-	0,00	(8,92)	0,00	-	(8,92)	-	(33,44)	(2,02)	31,45	29,44	(4,00)

Tableau 3.1.6 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Crédits délégués annuels 2011	Lomé										Cotonou			Total pays		
	PIN	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A		Enveloppe B	Total
	Subventions	Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés							
Antigua-et-Barbuda	(0,00)											(0,00)				(0,00)
Bahamas																
Barbade																
Belize																
Dominique																
République dominicaine	(0,27)											(0,27)				(0,27)
Grenade	(0,02)											(0,02)				(0,02)
Guyana	(0,50)											(0,50)				(0,50)
Haïti																
Jamaïque	(0,22)											(0,22)				(0,22)
Saint-Christophe-et-Nevis																
Sainte-Lucie																
Saint-Vincent-et-les-Grenadines																
Suriname	(0,03)											(0,03)				(0,03)
Trinité-et-Tobago																
* Total Caraïbes	(1,03)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1,03)	-	-	-	(1,03)
Fidji																
Kiribati	(0,02)											(0,02)				(0,02)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	(0,31)											(0,31)		(1,59)	(1,59)	(1,90)
Îles Salomon																
Tonga																
Tuvalu																
Vanuatu													(0,00)		(0,00)	(0,00)
Samoa																
* Total Pacifique	(0,34)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,34)	(0,00)	(1,59)	(1,59)	(1,93)
Région des Caraïbes	(0,31)											(0,31)				(0,31)
Région Afrique centrale	(0,04)											(0,04)				(0,04)
Région Afrique orientale	(0,45)											(0,45)				(0,45)
Région de l'océan Indien	(0,08)											(0,08)				(0,08)
Allocations intra-ACP	5,18											5,18				5,18
PALOP multirégional	(0,00)											(0,00)				(0,00)
Région du Pacifique	(0,14)											(0,14)				(0,14)
Région Afrique australe	(0,47)											(0,47)				(0,47)
Région Afrique occidentale	(0,58)											(0,58)				(0,58)
* Total coopér. régionale ACP	3,11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,11	-	-	-	3,11
Dépenses administratives et frais financiers												(0,74)				(0,74)
Tous pays ACP		(8,35)		(1,02)		0,57					(8,80)	(8,80)				(8,80)
* Total ACP	(22,78)	(8,35)	0,00	(1,02)	0,00	0,57	(8,92)	0,00	-	(17,72)	(0,74)	(41,25)	(2,02)	29,87	27,85	(13,40)
Anguilla																
Îles Vierges britanniques																
Montserrat	(0,05)											(0,05)				
Sainte-Hélène																
Îles Turcs-et-Caïcos																
* Total PTOM britanniques	(0,05)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,05)	-	-	-	(0,05)
Aruba																
Antilles néerlandaises																
* Total PTOM néerlandais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Polynésie française																
Mayotte																
Nouvelle-Calédonie																
Saint-Pierre-et-Miquelon																
Wallis-et-Futuna																
* Total PTOM français	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Projets régionaux PTF FED																
Projets régionaux PTN FED																
Projets régionaux PTU FED																
* Total coopér. régionale PTOM	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
* Total PTOM	(0,05)	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	(0,05)	-	-	-	(0,05)
* Total ACP + PTOM	(22,83)	(8,35)	0,00	(1,02)	0,00	0,57	(8,92)	0,00	-	(17,72)	(0,74)	(41,30)	(2,02)	29,87	27,85	(13,45)

Tableau 3.1.7
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Paiements cumulés 2011	Lomé											Cotonou			Total pays		
	PIN	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A	Enveloppe B		Total	
		Subventions	Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel								Pays pauvres très endettés
Angola	71,54		11,18	15,17							26,35		97,89				97,89
Bénin	111,99				5,76	0,97		52,76			59,49		171,47				171,47
Botswana	31,27	1,30							0,11		1,40		32,67	3,36	27,56	30,93	63,60
Burkina Faso	170,20		1,01		13,92	1,54		87,60			104,07		274,27	117,64		117,64	391,92
Burundi	13,06			22,50			19,63				51,36		64,41				64,41
Cameroun	102,40				68,32	17,41		43,99			129,73		232,14				232,14
Cap-Vert	28,71	2,58			4,77	0,66		17,98			25,99		54,70				54,70
République centrafricaine	54,69		0,40				6,31	22,90			29,61		84,30				84,30
Tchad	142,48		2,05		15,55			50,98			68,57		211,05				211,05
Comores	10,46		0,71				4,89				5,60		16,07				16,07
Congo	9,11			3,63							3,63		12,74				12,74
République démocratique du Congo	18,96		1,91	21,00				4,69			27,61		46,57				46,57
Djibouti	15,68			2,00				9,00			11,00		26,68				26,68
Guinée équatoriale	3,17						0,79				0,79		3,96				3,96
Érythrée	0,08		9,55	8,37							17,93		18,01				18,01
Éthiopie	136,85	0,33	3,36	5,66	57,15	5,35		112,60			184,12		320,97	0,04		0,04	321,02
Gabon	37,10				32,85		0,45	6,60			39,91		77,01		27,11	27,11	104,12
Gambie	15,81					4,49		9,04			13,53		29,34				29,34
Ghana	121,58				17,05			78,57			95,62		217,20		39,33	39,33	256,53
Guinée-Bissau	40,85		3,29				0,37	1,41			5,07		45,92	34,24		34,24	80,17
Guinée	89,32							21,36			21,36		110,68				110,68
Côte d'Ivoire	53,17	0,33					80,86	21,67			102,86		156,03				156,03
Kenya	62,96	8,09	4,23		35,86	51,05		17,00			116,23		179,19				179,19
Lesotho	48,34	1,10						14,77			15,87		64,20				64,20
Liberia			4,96	19,13							24,09		24,09				24,09
Madagascar	161,05		1,71		45,81	20,81		44,73			113,05		274,10	55,00		55,00	329,10
Malawi	183,63		1,39		10,71	10,53		49,80			72,43		256,06	25,16		25,16	281,22
Mali	198,24		4,66		35,70			79,41			119,77		318,00				318,00
Mauritanie	57,36	3,92		0,22	25,78	19,00	0,15	26,92			76,00		133,36		26,80	26,80	160,16
Maurice	30,07	1,41			9,16						10,56		40,63				40,63
Mozambique	167,09	5,24			92,93			131,21			229,38		396,47	142,03		142,03	538,50
Namibie	48,93	17,36		1,11	4,23			0,20			22,89		71,82				71,82
Niger	111,25		0,28					0,14	39,44		39,86		151,12	0,99	40,56	41,55	192,66
Nigeria					5,00						5,00		5,00				5,00
Rwanda	94,59					25,99		55,40			81,39		175,98				175,98
Sao Tomé-et-Principe	8,52							3,71			3,71		12,23				12,23
Sénégal	94,84	4,12			45,34	38,69	0,46	52,68			141,30		236,14				236,14
Seychelles	5,46				1,77						1,77		7,23				7,23
Sierra Leone	62,43					5,39		30,40			35,79		98,22				98,22
Somalie	48,19												48,19				48,19
Soudan			19,22					105,05			124,27		124,27				124,27
Swaziland	21,77	4,72			28,01						32,73		54,50	3,00		3,00	57,50
Tanzanie	189,89			3,50	102,14	34,81		136,89			277,34		467,23				467,23
Togo						9,71					9,71		9,71				9,71
Ouganda	194,11		1,60		92,03	35,32		94,27			223,23		417,34				417,34
Zambie	136,33		3,64		102,56			86,57	90,70		283,48		419,80				419,80
Zimbabwe	86,63				3,25	15,31	0,13				18,69		105,32				105,32
* Total Afrique	3 290,18	50,16	75,17	102,29	855,66	514,94	88,20	1 417,71	-	3 104,13	-	6 394,31	381,49	161,36	542,84	6 937,15	

Tableau 3.1.7 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Paiements cumulés 2011	Lomé											Cotonou			Total pays	
	PIN Subventions	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A	Enveloppe B		Total
		Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés							
Antigua-et-Barbuda	0,50											0,50				0,50
Bahamas	2,20											2,20				2,20
Barbade	3,51	2,71									2,71	6,22				6,22
Belize	10,36			7,54							7,54	17,90	0,13		0,13	18,03
Dominique	6,24			2,78	29,10						31,87	38,11				38,11
République dominicaine	94,03	0,88	0,17	30,98		0,34					32,38	126,41				126,41
Grenade	0,48				2,89						2,89	3,38				3,38
Guyana	28,82			5,11		11,77	10,69				27,58	56,39				56,39
Haïti	63,00				3,10		11,70				14,80	77,80				77,80
Jamaïque	52,65	6,41		27,54	9,48		43,00				86,43	139,09	26,85		26,85	165,93
Saint-Christophe-et-Nevis	2,72			4,00							4,00	6,72				6,72
Sainte-Lucie	1,26	0,43			42,32						42,76	44,02				44,02
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1,60	0,28			32,53						32,81	34,41				34,41
Suriname	19,19	0,20									0,20	19,39				19,39
Trinité-et-Tobago	6,60	0,78			4,00						4,78	11,38				11,38
* Total Caraïbes	293,18	11,70	0,17	-	81,95	119,42	12,12	65,39	-	290,74	-	583,92	26,98	-	26,98	610,90
Fidji	16,91		0,41		2,00						2,41	19,32				19,32
Kiribati	9,01			0,50	0,28						0,78	9,79				9,79
Papouasie-Nouvelle-Guinée	39,45		0,08		0,74	0,48	9,88				11,17	50,62	42,93		42,93	93,55
Îles Salomon	13,52				74,64		2,18				76,82	90,34				90,34
Tonga	5,03				0,38						0,38	5,41				5,41
Tuvalu	1,90			0,50	0,00						0,50	2,40				2,40
Vanuatu	10,23		0,14		3,00	0,81		1,59			5,54	15,77	5,22		5,22	20,99
Samoa	14,07				5,00	0,03					5,03	19,10	3,43		3,43	22,53
* Total Pacifique	110,12	-	0,64	-	11,00	76,89	0,48	13,64	-	102,64	-	212,76	8,64	42,93	51,58	264,34
Région des Caraïbes	40,16				13,79						13,79	53,95				53,95
Région Afrique centrale	76,78											76,78				76,78
Région Afrique orientale	158,93											158,93				158,93
Région de l'Océan Indien	11,47											11,47				11,47
Allocations intra-ACP	669,48											669,48				669,48
PALOP multirégional	10,23											10,23				10,23
Région du Pacifique	32,73											32,73				32,73
Région Afrique australe	57,20											57,20				57,20
Région Afrique occidentale	194,76	1,71			27,10						28,81	223,58				223,58
* Total coopér. régionale ACP	1 251,74	1,71	-	-	40,89	-	-	-	-	42,60	-	1 294,34	-	-	-	1 294,34
Dép. administratives et frais financiers												34,91				34,91
Tous pays ACP		4,69	60,27	(2,61)	20,46	(0,63)			1 060,00	1 142,16		1 142,16				1 142,16
* Total ACP	4 945,22	68,26	136,25	99,68	1 009,95	710,61	100,79	1 496,74	1 060,00	4 682,27	34,91	9 662,41	417,11	204,29	621,40	10 283,80
Anguilla	0,80											0,80				0,80
Îles Vierges britanniques		0,51								0,51		0,51				0,51
Montserrat	1,60											1,60				1,60
Sainte-Hélène	0,06											0,06				0,06
Îles Turcs-et-Caïcos					3,00					3,00		3,00				3,00
* Total PTOM britanniques	2,45	0,51	-	-	3,00	-	-	-	-	3,51	-	5,97	-	-	-	5,97
Aruba	0,40											0,40				0,40
Antilles néerlandaises	3,66											3,66				3,66
* Total PTOM néerlandais	4,06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,06	-	-	-	4,06
Polynésie française	10,10	0,29			3,00					3,29		13,39				13,39
Mayotte	0,85					1,18				1,18		2,03				2,03
Nouvelle-Calédonie	7,45	0,33					2,44			2,77		10,21				10,21
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,47											3,47				3,47
Wallis-et-Futuna	1,45											1,45				1,45
* Total PTOM français	23,32	0,63	-	-	3,00	1,18	2,44	-	-	7,25	-	30,56	-	0,00	0,00	30,56
Projets régionaux PTF FED	4,92											4,92				4,92
Projets régionaux PTN FED	0,46											0,46				0,46
Projets régionaux PTU FED	0,12											0,12				0,12
* Total coopér. régionale PTOM	5,49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,49	-	-	-	5,49
* Total PTOM	35,32	1,14	-	-	6,00	1,18	2,44	-	-	10,76	-	46,07	-	-	-	46,07
* Total ACP+PTOM	4 980,53	69,40	136,25	99,68	1 015,95	711,79	103,23	1 496,74	1 060,00	4 693,03	34,91	9 708,48	417,11	204,29	621,40	10 329,88

Tableau 3.1.8
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Paiements annuels 2011	Lomé										Cotonou			Total pays		
	PIN	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A		Enveloppe B	Total
		Subventions	Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel							
Angola	0,45											0,45				0,45
Bénin																
Botswana														(1,36)	(1,36)	(1,36)
Burkina Faso	1,12											1,12	0,30		0,30	1,42
Burundi																
Cameroun																
Cap-Vert	0,03											0,03				0,03
République centrafricaine	(0,06)											(0,06)				(0,06)
Tchad	0,14											0,14				0,14
Comores																
Congo	(0,46)											(0,46)				(0,46)
République démocratique du Congo	(0,33)											(0,33)				(0,33)
Djibouti																
Guinée équatoriale																
Érythrée																
Éthiopie	(0,40)			0,03	12,63	0,58				13,24		12,84				12,84
Gabon														1,47	1,47	1,47
Gambie	(0,29)											(0,29)				(0,29)
Ghana	1,47											1,47		1,14	1,14	2,61
Guinée-Bissau													0,05		0,05	0,05
Guinée	0,09											0,09				0,09
Côte d'Ivoire	(0,00)											(0,00)				(0,00)
Kenya																
Lesotho	0,11											0,11				0,11
Liberia																
Madagascar	(0,00)											(0,00)				(0,00)
Malawi	0,16											0,16	(0,03)		(0,03)	0,13
Mali	0,06											0,06				0,06
Mauritanie	(0,06)											(0,06)		25,53	25,53	25,47
Maurice					0,10					0,10		0,10				0,10
Mozambique	0,23											0,23				0,23
Namibie	(0,14)											(0,14)				(0,14)
Niger	0,24											0,24				0,24
Nigeria														1,38	1,38	1,62
Rwanda	0,22											0,22				0,22
Sao Tomé-et-Principe																
Sénégal	(0,01)				5,00					5,00		4,99				4,99
Seychelles																
Sierra Leone	0,74											0,74				0,74
Somalie	(0,23)											(0,23)				(0,23)
Soudan																
Swaziland	(1,01)											(1,01)	0,47		0,47	(0,54)
Tanzanie	2,29											2,29				2,29
Togo																
Ouganda	0,61											0,61				0,61
Zambie	0,48							(0,05)		(0,05)		0,43				0,43
Zimbabwe																
* Total Afrique	5,47	-	-	0,03	17,73	0,58	(0,05)	-	-	18,29	-	23,76	0,78	28,16	28,94	52,70

Tableau 3.1.8 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

8e FED Paielements annuels 2011	Lomé										Cotonou			Total pays		
	PIN Subventions	Non PIN								Total Non PIN	Intérêts	Total	Enveloppe A		Enveloppe B	Total
		Bonifications d'intérêts	Aide d'urgence	Aide aux réfugiés	Capitaux à risque	Stabex	Sysmin	Ajustement structurel	Pays pauvres très endettés							
Antigua-et-Barbuda																
Bahamas																
Barbade																
Belize																
Dominique																
République dominicaine	(0,04)											(0,04)				(0,04)
Grenade																
Guyana	0,21				1,00		0,07			1,07		1,27				1,27
Haïti	(0,14)											(0,14)				(0,14)
Jamaïque																
Saint-Christophe-et-Nevis																
Sainte-Lucie																
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	(0,01)						4,23			4,23		4,22				4,22
Suriname																
Trinité-et-Tobago																
* Total Caraïbes	0,02	-	-	-	1,00	4,23	0,07	-	-	5,29	-	5,31	-	-	-	5,31
Fidji																
Kiribati																
Papouasie-Nouvelle-Guinée														2,20	2,20	2,20
Îles Salomon																
Tonga																
Tuvalu					0,15					0,15		0,15				
Vanuatu																
Samoa																
* Total Pacifique	0,00	-	-	-	0,15	0,00	-	-	-	0,15	-	0,15	-	2,20	2,20	2,35
Région des Caraïbes																
Région Afrique centrale																
Région Afrique orientale	5,28											5,28				5,28
Région de l'océan Indien	0,02											0,02				0,02
Allocations intra-ACP	23,50											23,50				23,50
PALOP multirégional																
Région du Pacifique																
Région Afrique australe	(0,04)											(0,04)				(0,04)
Région Afrique occidentale	1,52											1,52				1,52
* Total coopér. régionale ACP	30,28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30,28	-	-	-	30,28
Dép. administratives et frais financiers												0,05				0,05
Tous pays ACP				(0,65)		(0,40)				(1,05)		(1,05)				(1,05)
* Total ACP	35,76	-	-	(0,62)	18,88	4,40	0,01	0,00	0,00	22,68	0,05	58,49	0,78	30,35	31,14	89,63
Anguilla																
Îles Vierges britanniques																
Montserrat																
Sainte-Hélène																
Îles Turks-et-Caïcos																
* Total PTOM britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aruba																
Antilles néerlandaises																
* Total PTOM néerlandais	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Polynésie française																
Mayotte																
Nouvelle-Calédonie							0,02			0,02		0,02				0,02
Saint-Pierre-et-Miquelon																
Wallis-et-Futuna																
* Total PTOM français	0,00	-	-	-	-	-	0,02	-	-	0,02	-	0,02	-	-	-	0,02
Projets régionaux PTF FED	0,05											0,05				0,05
Projets régionaux PTN FED																
Projets régionaux PTU FED																
* Total coopér. régionale PTOM	0,05	-	-	-	-	-	-	-	-	0,05	-	0,05	-	-	-	0,05
* Total PTOM	0,05	-	-	-	-	-	0,02	-	-	0,02	-	0,07	-	-	-	0,07
* Total ACP + PTOM	35,82	-	-	(0,62)	18,88	4,40	0,03	-	-	22,70	0,05	58,56	0,78	30,35	31,14	89,70

Tableau 3.2.1
Situation globale par pays (en Mio EUR)

9e FED Données cumulées 2011	Cotonou								Total			
	PIN	Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN			
Angola	127,96	127,96	100%	98,36	77%	26,70	21%	24,91	19%	168,03	160,94	134,88
Bénin	313,52	311,88	99%	299,10	95%	1,05	0%	1,05	0%	313,28	305,40	300,38
Botswana	52,30	52,07	100%	49,94	95%	8,06	15%	8,06	15%	60,13	59,55	58,00
Burkina	343,61	343,61	100%	329,35	96%		0%		0%	353,55	347,55	338,16
Burundi	214,17	214,17	100%	184,50	86%	52,41	24%	50,14	23%	332,51	328,55	299,53
Cameroun	166,27	166,27	100%	151,77	91%	8,20	5%	6,86	4%	174,47	170,89	158,63
Cap-Vert	49,98	49,98	100%	36,26	73%	5,50	11%	5,50	11%	56,38	52,31	42,12
République centrafricaine	108,98	108,98	100%	85,03	78%	9,12	8%	9,06	8%	118,11	114,47	94,09
Tchad	205,45	205,03	100%	172,72	84%	17,59	9%	15,21	7%	223,91	212,69	189,00
Comores	31,74	31,73	100%	24,56	77%	6,19	20%	5,72	18%	37,93	36,84	30,28
Congo	116,27	116,27	100%	110,28	95%	6,36	5%	6,14	5%	138,05	133,70	130,95
République démocratique du Congo	426,55	424,87	100%	393,61	92%	99,96	23%	90,09	21%	582,70	566,80	538,50
Djibouti	40,39	40,39	100%	21,80	54%		0%		0%	40,39	38,55	21,80
Guinée équatoriale	8,99	8,99	100%	6,08	68%		0%		0%	8,99	8,50	6,08
Érythrée	116,69	84,64	73%	73,59	63%	0,46	0%	0,46	0%	85,10	82,11	74,04
Éthiopie	532,69	532,69	100%	512,97	96%	45,96	9%	43,58	8%	608,75	603,46	574,41
Gabon	34,35	34,35	100%	23,34	68%	1,10	3%	0,74	2%	35,56	32,26	24,19
Gambie	52,74	52,74	100%	45,63	87%	1,80	3%	1,20	2%	57,14	55,68	49,41
Ghana	298,14	298,14	100%	260,97	88%	2,80	1%	1,83	1%	302,41	276,17	264,27
Guinée-Bissau	62,69	62,69	100%	46,09	74%	3,20	5%	3,20	5%	66,16	55,80	49,57
Guinée	90,82	90,27	99%	83,67	92%	28,94	32%	21,08	23%	157,04	152,26	137,12
Côte d'Ivoire	5,37	5,37	100%	4,86	91%	206,35	3842%	173,64	3233%	211,72	206,47	178,50
Kenya	288,21	288,21	100%	204,49	71%	26,60	9%	19,91	7%	326,75	312,13	232,88
Lesotho	103,79	103,68	100%	80,99	78%		0%		0%	104,29	97,43	81,56
Liberia	99,89	99,89	100%	76,00	76%	23,76	24%	23,74	24%	123,67	118,88	99,73
Madagascar	406,88	401,70	99%	372,18	91%	6,25	2%	6,25	2%	407,94	386,80	378,43
Malawi	248,99	247,07	99%	204,16	82%	21,30	9%	20,12	8%	274,86	255,16	230,36
Mali	415,00	414,07	100%	406,48	98%	42,09	10%	40,14	10%	458,72	452,15	449,13
Mauritanie	120,85	120,85	100%	94,95	79%	27,26	23%	26,86	22%	148,42	141,70	122,13
Maurice	66,51	66,51	100%	62,50	94%	0,67	1%	0,67	1%	67,26	65,80	63,25
Mozambique	426,88	426,88	100%	392,20	92%	5,49	1%	3,39	1%	440,91	428,38	403,77
Namibie	97,44	96,74	99%	92,84	95%	0,61	1%	0,61	1%	97,35	93,83	93,45
Niger	352,90	350,71	99%	337,05	96%	15,33	4%	13,01	4%	366,04	359,17	350,06
Nigeria	469,75	469,75	100%	367,93	78%		0%		0%	589,24	522,37	467,79
Rwanda	217,65	217,65	100%	214,45	99%		0%		0%	219,51	218,52	216,31
Sao Tomé-et-Principe	12,85	12,85	100%	11,25	88%	2,00	16%	1,65	13%	14,85	14,15	12,90
Sénégal	288,43	285,30	99%	251,43	87%	11,60	4%	8,90	3%	297,73	291,37	261,02
Seychelles	4,48	4,48	100%	3,58	80%	0,70	16%	0,70	16%	5,18	5,08	4,28
Sierra Leone	182,14	182,14	100%	156,92	86%	56,08	31%	52,31	29%	261,90	251,11	230,46
Somalie	193,33	193,33	100%	175,93	91%		0%		0%	193,33	183,47	175,93
Soudan	273,53	263,53	96%	108,38	40%	79,93	29%	78,13	29%	450,63	310,01	293,54
Swaziland	36,42	36,42	100%	28,85	79%		0%		0%	37,66	36,67	29,80
Tanzanie	398,84	398,84	100%	373,07	94%	4,55	1%	4,55	1%	403,43	387,66	377,65
Togo	20,60	20,60	100%	14,10	68%	41,60	202%	31,24	152%	80,91	75,49	61,51
Ouganda	270,37	262,32	97%	249,93	92%	38,60	14%	36,73	14%	307,31	301,84	292,83
Zambie	367,43	362,91	99%	326,38	89%	19,19	5%	18,94	5%	382,37	366,67	345,60
Zimbabwe	32,19	32,19	100%	28,81	89%	24,30	76%	22,73	71%	56,75	56,22	51,80
* Total Afrique	8 795,00	8 721,69	99%	7 649,33	87%	979,62	11%	879,02	10%	10 249,31	9 733,03	9 020,08

Tableau 3.2.1 (suite)
Situation globale par pays (en Mio EUR)

9e FED Données cumulées	PIN	Cotonou								Total		
		Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN			
Antigua-et-Barbuda	6,20	6,20	100%	4,99	81%	-	0%	-	0%	6,20	5,86	4,99
Bahamas	6,58	6,58	100%	3,99	61%	-	0%	-	0%	6,58	6,05	3,99
Barbade	11,88	11,88	98%	10,47	88%	-	0%	-	0%	11,88	11,67	10,47
Belize	7,75	7,75	100%	7,10	92%	1,00	13%	0,64	8%	8,75	8,06	7,75
Dominique	10,47	10,47	100%	9,88	94%	4,38	42%	4,38	42%	14,85	14,56	14,26
République dominicaine	112,54	112,54	100%	108,80	97%	36,48	32%	33,15	29%	149,02	146,60	141,95
Grenade	19,87	19,27	97%	18,11	91%	7,57	38%	5,88	30%	26,85	26,58	23,99
Guyana	50,68	50,65	100%	38,76	76%	9,09	18%	9,09	18%	59,74	59,17	47,85
Haiti	113,47	113,47	100%	103,68	91%	167,13	147%	154,15	136%	280,60	276,51	257,83
Jamaïque	50,47	50,47	100%	32,35	64%	28,04	56%	27,94	55%	161,64	155,60	129,37
Saint-Christophe-et-Nevis	5,04	4,99	99%	4,42	88%	-	0%	-	0%	4,99	4,90	4,42
Sainte-Lucie	18,04	18,04	100%	11,53	64%	4,68	26%	-	0%	22,72	21,98	11,53
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	13,72	13,52	99%	8,76	64%	4,40	32%	2,60	19%	17,92	17,88	11,37
Suriname	46,05	45,94	100%	42,66	93%	0,70	2%	0,69	2%	46,75	45,38	43,46
Trinité-et-Tobago	31,75	31,44	99%	31,33	99%	-	0%	-	0%	37,44	37,33	35,33
* Total Caraïbes	504,50	503,02	100%	436,85	87%	263,47	52%	238,52	47%	855,72	838,12	748,56
Iles Cook	2,90	2,75	95%	2,66	92%	0,60	21%	0,60	21%	3,35	3,33	3,26
Timor-Oriental	18,00	18,00	100%	10,78	60%	-	0%	-	0%	18,00	16,84	10,78
Fidji	23,52	23,52	100%	21,54	92%	2,10	9%	1,16	5%	26,22	24,59	23,20
Kiribati	8,80	8,80	100%	8,28	94%	2,20	25%	1,52	17%	11,42	10,96	10,14
Iles Marshall	3,50	3,43	98%	3,21	92%	1,10	31%	0,71	20%	4,53	4,33	3,92
Micronésie	4,80	4,70	98%	4,39	91%	1,40	29%	0,90	19%	6,10	5,87	5,29
Nauru	1,80	1,80	100%	1,67	93%	0,50	28%	0,32	18%	2,30	2,29	1,99
Niue	2,00	2,00	100%	1,83	91%	0,60	30%	0,60	30%	2,60	2,53	2,43
Palaos	2,00	2,00	100%	1,80	90%	0,60	30%	0,38	19%	2,60	2,58	2,18
Papouasie-Nouvelle-Guinée	81,53	81,53	100%	55,43	68%	25,94	32%	12,70	16%	110,86	94,00	71,37
Iles Salomon	14,21	14,21	100%	8,82	62%	7,80	55%	2,48	17%	22,48	19,06	11,70
Tonga	5,72	5,72	100%	4,96	87%	1,88	33%	1,48	26%	7,61	7,56	6,45
Tuvalu	4,47	4,14	93%	4,13	93%	0,70	16%	0,45	10%	5,04	5,03	4,58
Vanuatu	15,15	15,12	100%	12,72	84%	3,27	22%	3,18	21%	18,39	17,64	15,89
Samoa	21,80	21,80	100%	21,62	99%	2,10	10%	1,91	9%	23,90	23,90	23,53
* Total Pacifique	210,21	209,53	100%	163,84	78%	50,79	24%	28,38	14%	265,39	240,24	196,72
Région des Caraïbes	107,23	107,08	100%	97,35	91%	35,30	33%	33,34	31%	142,38	138,80	130,69
Région Afrique centrale	63,35	62,92	99%	48,10	76%	16,14	25%	11,66	18%	79,06	71,87	59,76
Afrique orientale, australe et océan Indien	288,24	286,42	99%	217,79	76%	47,22	16%	35,54	12%	333,64	324,74	253,34
PALOP multirégional	25,67	25,67	100%	12,07	47%	-	0%	-	0%	25,67	21,80	12,07
Région du Pacifique	40,35	40,35	100%	38,31	95%	-	0%	-	0%	40,35	39,76	38,31
Coopération régionale ACP	2 875,82	2 873,30	100%	2 297,00	80%	115,91	4%	88,21	3%	3 103,30	2 980,74	2 461,57
Région Afrique australe	121,58	120,26	99%	79,47	65%	17,51	14%	13,53	11%	137,78	124,97	93,00
Région Afrique occidentale	252,45	250,17	99%	143,17	57%	31,95	13%	21,41	8%	282,12	263,28	164,57
* Total coopération régionale ACP	3 774,69	3 766,18	100%	2 933,26	78%	264,02	7%	203,68	5%	4 144,30	3 965,97	3 213,31
Dépenses administratives et frais financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	431,53	426,82	420,93
Tous pays ACP	171,19	168,84	99%	153,95	90%	-	0%	-	0%	199,77	190,31	183,56
* Total ACP	13 455,59	13 369,25	99%	11 337,24	84%	1 557,91	12%	1 349,61	10%	16 146,02	15 394,49	13 783,15
Anquilla	12,24	12,24	100%	12,16	99%	-	0%	-	0%	12,24	12,24	12,16
Iles Vierges britanniques	1,00	0,92	92%	0,72	71%	-	0%	-	0%	0,93	0,91	0,72
Iles Caïmans	-	-	-	-	-	7,00	0%	4,47	0%	7,00	4,47	4,47
Iles Falkland	4,55	4,55	100%	4,52	99%	-	0%	-	0%	4,55	4,52	4,52
Montserrat	23,16	23,08	100%	20,38	88%	-	0%	-	0%	23,08	23,05	20,38
Iles Pitcairn	2,35	2,35	100%	0,10	4%	-	0%	-	0%	2,35	2,35	0,10
Sainte-Hélène	17,94	17,94	100%	17,82	99%	-	0%	-	0%	17,94	17,82	17,82
Iles Turks-et-Caïcos	14,66	14,66	100%	9,20	63%	-	0%	-	0%	14,66	14,00	9,20
* Total PTOM britanniques	75,90	75,74	100%	64,90	86%	7,00	9%	4,47	6%	82,74	79,36	69,37
Aruba	11,00	11,00	100%	10,26	93%	-	0%	-	0%	11,06	10,34	10,32
Antilles néerlandaises	50,47	50,47	100%	49,52	98%	-	0%	-	0%	52,60	51,68	51,64
* Total PTOM néerlandais	61,47	61,47	100%	59,77	97%	-	0%	-	0%	63,66	62,02	61,96
Polynésie française	20,93	20,93	100%	10,78	52%	-	0%	-	0%	20,97	19,83	10,83
Mayotte	24,24	24,24	100%	6,71	28%	-	0%	-	0%	24,24	21,95	6,71
Nouvelle-Calédonie	30,21	30,21	100%	27,77	92%	-	0%	-	0%	31,12	31,05	28,66
Saint-Pierre-et-Miquelon	18,94	18,94	100%	18,88	100%	-	0%	-	0%	18,88	18,88	18,88
Wallis-et-Futuna	16,86	16,86	100%	9,36	56%	-	0%	-	0%	16,86	15,99	9,36
* Total PTOM français	111,18	111,18	100%	73,51	66%	-	0%	-	0%	112,13	107,70	74,44
Coopération régionale PTOM	48,53	48,53	100%	36,69	76%	-	0%	-	0%	48,56	47,03	36,73
* Total coopération régionale PTOM	48,53	48,53	100%	36,69	76%	-	0%	-	0%	48,56	47,03	36,73
Tous pays PTOM	0,73	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	0,73	0,73	0,73
* Total PTOM	297,80	296,91	100%	234,88	79%	7,00	2%	4,47	2%	307,81	296,83	243,23
* Total ACP + PTOM	13 753,39	13 666,17	99%	11 572,12	84%	1 564,91	11%	1 354,08	10%	16 453,84	15 691,32	14 026,38

Tableau 3.2.2

Situation globale par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Données annuelles 2011	Cotonou								TOTAL			
	PIN	Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN			
Angola	127,96	-	0%	4,99	4%	-	0%	-	0%	-	(1,99)	4,99
Bénin	313,52	(1,64)	-1%	6,49	2%	-	0%	-	0%	(1,64)	(1,13)	6,49
Botswana	52,30	(0,23)	0%	2,15	4%	-	0%	-	0%	(0,23)	(0,31)	2,15
Burkina	343,61	-	0%	5,00	1%	-	0%	-	0%	-	4,48	4,98
Burundi	214,17	-	0%	21,99	10%	-	0%	3,76	2%	-	8,89	25,75
Cameroun	166,27	(3,84)	-2%	8,00	5%	-	0%	0,05	0%	(3,84)	0,24	8,05
Cap-Vert	49,98	-	0%	5,42	11%	(0,31)	-1%	-	0%	(0,31)	(0,25)	5,42
République centrafricaine	108,98	(0,02)	0%	24,34	22%	(0,23)	0%	0,14	0%	(0,24)	2,53	24,48
Tchad	205,45	(0,42)	0%	11,74	6%	-	0%	0,67	0%	(0,42)	(1,33)	12,42
Comores	31,74	(0,01)	0%	4,33	14%	-	0%	0,21	1%	(0,01)	(0,43)	4,54
Congo	116,27	-	0%	1,85	2%	(0,21)	0%	-	0%	(0,39)	(2,25)	1,20
République démocratique du Congo	426,55	(7,06)	-2%	18,47	4%	-	0%	7,16	2%	(7,36)	(5,92)	25,89
Djibouti	40,39	-	0%	3,48	9%	-	0%	-	0%	-	17,17	3,48
Guinée équatoriale	8,99	-	0%	0,11	1%	-	0%	-	0%	-	(0,14)	0,11
Érythrée	116,69	(32,35)	-28%	20,28	17%	-	0%	-	0%	(32,35)	(28,62)	20,28
Éthiopie	532,69	(6,98)	-1%	3,51	1%	(4,95)	-1%	0,02	0%	(13,82)	(0,61)	3,53
Gabon	34,35	-	0%	3,28	10%	-	0%	-	0%	-	(0,07)	3,28
Gambie	52,74	-	0%	11,87	23%	-	0%	0,14	0%	(0,13)	2,48	12,01
Ghana	298,14	(2,20)	-1%	6,70	2%	-	0%	0,15	0%	(2,20)	(1,45)	6,85
Guinée-Bissau	62,69	(0,03)	0%	4,88	8%	-	0%	-	0%	(0,18)	(1,22)	4,73
Guinée	90,82	(0,55)	-1%	12,09	13%	(0,11)	0%	6,95	8%	(0,66)	10,53	19,10
Côte d'Ivoire	5,37	-	0%	-	0%	-	0%	19,10	356%	-	(0,51)	19,10
Kenya	288,21	(1,75)	-1%	25,92	9%	-	0%	(2,36)	-1%	(1,92)	(0,87)	23,57
Lesotho	103,79	(0,10)	0%	24,35	23%	-	0%	-	0%	(0,10)	0,39	24,35
Liberia	99,89	-	0%	7,47	7%	(0,24)	0%	-	0%	(0,24)	(1,03)	7,47
Madagascar	406,88	(5,92)	-1%	9,97	2%	(0,13)	0%	-	0%	(6,20)	(7,16)	9,97
Malawi	248,99	(1,92)	-1%	17,25	7%	-	0%	0,21	0%	(2,61)	(10,63)	17,46
Mali	415,00	(1,47)	0%	5,27	1%	(0,18)	0%	0,77	0%	(1,65)	(0,97)	6,05
Mauritanie	120,85	-	0%	13,74	11%	-	0%	2,32	2%	-	8,13	16,07
Maurice	66,51	-	0%	0,10	0%	-	0%	-	0%	-	(0,04)	0,10
Mozambique	426,88	(5,60)	-1%	11,79	3%	(0,03)	0%	(0,03)	0%	(5,64)	(1,48)	11,71
Namibie	97,44	(0,70)	-1%	10,53	11%	(0,19)	0%	-	0%	(0,89)	(1,83)	10,53
Niger	352,90	(3,08)	-1%	29,26	8%	-	0%	(0,48)	0%	(3,08)	(2,57)	28,78
Nigeria	469,75	-	0%	24,96	5%	-	0%	-	0%	(0,18)	(11,55)	25,37
Rwanda	217,65	(0,09)	0%	2,06	1%	-	0%	-	0%	(0,09)	(0,60)	2,06
Sao Tomé-et-Principe	12,85	-	0%	0,41	3%	-	0%	0,77	6%	-	(0,10)	1,18
Sénégal	288,43	(3,63)	-1%	8,49	3%	-	0%	0,71	0%	(3,66)	(1,12)	9,20
Seychelles	4,48	(0,04)	-1%	1,40	31%	-	0%	-	0%	(0,04)	0,09	1,40
Sierra Leone	182,14	-	0%	15,52	9%	-	0%	0,33	0%	-	(0,17)	15,83
Somalie	193,33	(0,00)	0%	11,19	6%	-	0%	-	0%	(0,00)	(6,76)	11,19
Soudan	273,53	137,00	50%	(0,15)	0%	-	0%	(0,10)	0%	136,91	(0,64)	(0,26)
Swaziland	36,42	-	0%	3,88	11%	-	0%	-	0%	-	0,58	3,94
Tanzanie	398,84	(2,01)	-1%	15,33	4%	-	0%	-	0%	(2,01)	0,44	15,33
Togo	20,60	(0,04)	0%	2,34	11%	-	0%	9,77	47%	(0,11)	(0,43)	12,14
Ouganda	270,37	(8,84)	-3%	28,65	11%	-	0%	0,67	0%	(9,07)	(2,67)	29,11
Zambie	367,43	(4,52)	-1%	4,34	1%	-	0%	-	0%	(4,52)	(9,58)	4,34
Zimbabwe	32,19	-	0%	1,29	4%	-	0%	0,94	3%	-	0,07	2,23
* Total Afrique	8 795,00	41,97	0%	456,33	5%	(6,59)	0%	51,89	1%	31,12	(50,42)	507,96

Tableau 3.2.2 (suite)
Situation globale par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Données annuelles 2011	Cotonou								TOTAL			
	PIN	Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN	Décisions	% du PIN	Paiements	% du PIN			
Antigua-et-Barbuda	6,20	(1,06)	-17%	(0,07)	-1%				0%	(1,06)	(0,01)	(0,07)
Bahamas	6,58	(0,33)	-5%	1,02	15%				0%	(0,33)	0,04	1,02
Barbade	11,88	(0,55)	-5%		0%				0%	(0,55)	(0,00)	
Belize	7,75	-	0%	0,13	2%				0%	-	(0,17)	0,13
Dominique	10,47	-	0%	2,14	20%			1,50	14%	-	0,01	3,64
République dominicaine	112,54	(0,86)	-1%	1,89	2%			5,63	5%	(0,86)	(0,87)	7,52
Grenade	19,87	(0,60)	-3%	0,73	4%	(0,08)		(1,69)	-9%	(0,68)	-	(0,96)
Guyana	50,68	(0,03)	0%	4,87	10%				0%	(0,03)	(0,03)	4,87
Haïti	113,47	-	0%	3,19	3%	-		8,07	7%	-	1,20	11,25
Jamaïque	50,47	(0,09)	0%	4,07	8%	-		0,13	0%	(0,09)	(0,72)	4,20
Saint-Christophe-et-Nevis	5,04	(1,18)	-23%	0,76	15%				0%	(1,18)	(0,05)	0,76
Sainte-Lucie	18,04	(0,20)	-1%	10,20	57%				0%	(0,20)	0,28	10,20
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	13,72	(0,20)	-1%	1,36	10%			1,80	13%	(0,20)	(0,08)	3,16
Suriname	46,05	(0,13)	0%	1,73	4%				0%	(0,23)	(0,57)	1,73
Trinité-et-Tobago	31,75	(0,34)	-1%	22,18	70%				0%	(0,34)	(0,15)	22,18
* Total Caraïbes	504,50	(5,55)	-1%	54,20	11%	(0,08)	0%	15,44	3%	(5,73)	(1,13)	69,65
Îles Cook	2,90	(0,15)	-5%	0,18	6%	-		0,60	21%	(0,15)	0,61	0,77
Timor-Oriental	18,00	-	0%	1,39	8%				0%	-	3,70	1,39
Fidji	23,52	-	0%	0,45	2%	-		0,90	4%	-	0,19	1,35
Kiribati	8,80	-	0%		0%			0,96	11%	-	(0,12)	0,89
Îles Marshall	3,50	(0,07)	-2%	0,08	2%				0%	(0,07)	(0,06)	0,08
Micronésie	4,80	(0,10)	-2%	0,09	2%				0%	(0,10)	(0,30)	0,09
Nauru	1,80	-	0%	0,05	3%				0%	-	0,00	0,05
Niue	2,00	-	0%	0,03	2%				0%	-	0,00	0,03
Palaos	2,00	-	0%	0,06	3%				0%	-	0,00	0,06
Papouasie-Nouvelle-Guinée	81,53	-	0%	6,06	7%	-		2,58	3%	-	(0,81)	8,64
Îles Salomon	14,21	-	0%	0,08	1%			1,68	12%	(0,11)	0,00	1,76
Tonga	5,72	(0,08)	-1%	0,50	9%				0%	(0,08)	0,06	0,50
Tuvalu	4,47	(0,32)	-7%	(0,10)	-2%				0%	(0,32)	(0,32)	(0,10)
Vanuatu	15,15	(0,04)	0%	0,34	2%	(0,03)			0%	(0,06)	(0,11)	0,34
Samoa	21,80	-	0%	1,89	9%	-		0,09	0%	-	0,07	1,97
* Total Pacifique	210,21	(0,76)	0%	11,09	5%	(0,03)	0%	6,80	3%	(0,90)	2,91	17,82
Région des Caraïbes	107,23	(2,68)	-2%	8,49	8%	-		4,39	4%	(2,68)	(0,28)	12,88
Région Afrique centrale	63,35	(1,10)	-2%	3,62	6%	-		4,35	7%	(1,10)	0,27	7,97
Afrique orientale, australe et océan Indien	288,24	(2,49)	-1%	22,28	8%	(1,70)	-1%	7,65	3%	(4,19)	(0,57)	29,94
PALOP multirégional	25,67	-	0%	2,68	10%				0%	-	2,63	2,68
Région du Pacifique	40,35	(0,06)	0%	1,88	5%				0%	(0,06)	(0,01)	1,88
Coopération régionale ACP	2 875,82	(3,35)	0%	179,49	6%	(3,43)	0%	3,63	0%	(8,40)	26,61	182,85
Région Afrique australe	121,58	(5,74)	-5%	12,00	10%	-		3,34	3%	(5,74)	(2,38)	15,34
Région Afrique occidentale	252,45	(2,28)	-1%	21,18	8%	-		3,65	1%	(2,25)	15,77	24,83
* Total coopération régionale ACP	3 774,69	(17,69)	0%	251,63	7%	(5,13)	0%	27,02	1%	(24,43)	42,03	278,38
Dépenses administratives et frais financiers			#DIV/0!		#DIV/0!				#DIV/0!	(6,11)	(1,02)	2,56
Tous pays ACP	171,19	(2,35)	-1%	0,50	0%				0%	(2,35)	(7,43)	0,50
* Total ACP	13 455,59	15,63	0%	773,76	6%	(11,83)	0%	101,16	1%	(8,40)	(15,06)	876,87
Anguilla	12,24	-	0%		0%				0%	-	-	-
Îles Vierges britanniques	1,00	(0,08)	-8%	0,11	11%				0%	(0,08)	(0,01)	0,11
Îles Caïmans	-	-	-		-			(1,66)	0%	-	(2,37)	(1,66)
Îles Falkland	4,55	-	0%		0%				0%	-	-	-
Montserrat	23,16	(0,08)	0%	1,60	7%				0%	(0,08)	(0,11)	1,60
Îles Pitcairn	2,35	-	0%		0%				0%	-	-	-
Sainte-Hélène	17,94	-	0%	3,30	18%				0%	-	-	3,30
Îles Turks-et-Caïcos	14,66	-	0%	0,53	4%				0%	-	-	0,53
* Total PTOM britanniques	75,90	(0,16)	0%	5,55	7%			(1,66)	-2%	(0,16)	(2,49)	3,89
Aruba	11,00	-	0%	0,18	2%				0%	-	(0,07)	0,18
Antilles néerlandaises	50,47	-	0%	0,01	0%				0%	-	0,04	0,01
* Total PTOM néerlandais	61,47	-	0%	0,19	0%				0%		(0,03)	0,19
Polynésie française	20,93	-	0%	0,07	0%				0%	-	8,38	0,07
Mayotte	24,24	-	0%	4,15	17%				0%	-	17,69	4,15
Nouvelle-Calédonie	30,21	-	0%	2,39	8%				0%	-	0,05	2,39
Saint-Pierre-et-Miquelon	18,94	-	0%	3,13	17%				0%	-	-	3,13
Wallis-et-Futuna	16,86	-	0%	5,41	32%				0%	-	0,24	5,41
* Total PTOM français	111,18	-	0%	15,15	14%				0%		26,36	15,15
Coopération régionale PTOM	48,53	(0,26)	-1%	9,60	20%	-			0%	(0,26)	(0,03)	9,60
* Total coopération régionale PTOM	48,53	(0,26)	-1%	9,60	20%	-	0%	-	0%	(0,26)	(0,03)	9,60
Tous pays PTOM	0,73	-	0%		0%				0%	-	-	-
* Total PTOM	297,80	(0,42)	0%	30,48	10%	-	0%	(1,66)	-1%	(0,42)	23,82	28,82
* Total ACP + PTOM	13 753,39	15,21	0%	804,24	6%	(11,83)	0%	99,50	1%	(8,81)	8,76	905,69

Tableau 3.2.3
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Décisions cumulées 2011	Cotonou							Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	TOTAL PAYS	
	Enveloppe A		Enveloppe B					Frais de mise en œuvre	Transferts du 6e FED - Lomé			Transferts du 7e FED - Lomé
Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Enveloppe A	Compensation rec. d'exportatio	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B						
Angola		127,96	127,96		26,70		26,70		13,37		168,03	
Bénin	110,33	201,54	311,88		1,05		1,05		0,36		313,28	
Botswana		52,07	52,07	8,06			8,06				60,13	
Burkina	187,00	156,61	343,61				-		9,94		353,55	
Burundi	65,61	148,56	214,17	5,86	38,95	7,60	52,41		65,93		332,51	
Cameroun		166,27	166,27		8,20		8,20				174,47	
Cap-Vert	14,20	35,78	49,98		5,50		5,50		0,90		56,38	
République centrafricaine	11,58	97,40	108,98	4,17	3,35	1,60	9,12				118,11	
Tchad	23,25	181,78	205,03		17,59		17,59		1,29		223,91	
Comores		31,73	31,73		6,19		6,19				37,93	
Congo	28,45	87,82	116,27		4,36	2,00	6,36		15,43		138,05	
République démocratique du Congo	105,70	319,16	424,87		99,96		99,96	0,55	57,32		582,70	
Djibouti		40,39	40,39				-		-		40,39	
Guinée équatoriale		8,99	8,99				-				8,99	
Erythrée		84,64	84,64		0,46		0,46				85,10	
Éthiopie	58,27	474,41	532,69		45,96		45,96		30,10		608,75	
Gabon		34,35	34,35		1,10		1,10		0,11		35,56	
Gambie		52,74	52,74	1,80			1,80		2,60		57,14	
Ghana	104,21	193,94	298,14		2,80		2,80	0,02	1,45		302,41	
Guinée-Bissau	9,90	52,79	62,69	3,20			3,20		0,28		66,16	
Guinée		90,27	90,27		28,94		28,94	0,47	37,36		157,04	
Côte d'Ivoire		5,37	5,37		206,35		206,35				211,72	
Kenya	125,00	163,21	288,21		26,60		26,60		11,94		326,75	
Lesotho		103,68	103,68				-		0,61		104,29	
Liberia	3,44	96,45	99,89		23,76		23,76	0,02	-		123,67	
Madagascar	106,24	295,45	401,70		6,25		6,25	0,00			407,94	
Malawi	60,10	186,97	247,07	10,00	11,30		21,30	0,43	6,06		274,86	
Mali	122,07	292,00	414,07	1,11	40,98		42,09		2,56		458,72	
Mauritanie		120,85	120,85	21,60	5,66		27,26		0,32		148,42	
Maurice	8,74	57,77	66,51	0,38	0,28		0,67	0,09			67,26	
Mozambique	145,83	281,05	426,88		5,49		5,49	6,65	1,89		440,91	
Namibie		96,74	96,74		0,61		0,61				97,35	
Niger	165,58	185,13	350,71		15,33		15,33				366,04	
Nigeria		469,75	469,75				-		119,50		589,24	
Rwanda	101,12	116,53	217,65				-	1,52	0,34		219,51	
Sao Tomé-et-Principe		12,85	12,85		2,00		2,00				14,85	
Sénégal	53,00	232,30	285,30		11,60		11,60	0,02	0,82		297,73	
Seychelles		4,48	4,48		0,70		0,70				5,18	
Sierra Leone	62,00	120,14	182,14	24,75	31,33		56,08		23,68		261,90	
Somalie		193,33	193,33				-				193,33	
Soudan	137,00	126,53	263,53		79,93		79,93	2,54	104,63		450,63	
Swaziland		36,42	36,42				-		1,24		37,66	
Tanzanie	177,60	221,24	398,84		4,55		4,55		0,04		403,43	
Togo	3,03	17,56	20,60		41,60		41,60		18,72		80,91	
Ouganda	80,56	181,76	262,32		38,60		38,60	2,86	3,53		307,31	
Zambie	178,77	184,14	362,91	11,49	7,70		19,19		0,27		382,37	
Zimbabwe		32,19	32,19		24,30		24,30		0,27		56,75	
* Total Afrique	2 248,60	6 473,09	8 721,69	92,43	876,00	11,20	979,62	-	15,15	532,83	-	10 249,31

Tableau 3.2.3 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Décisions cumulées 2011	Cotonou							Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	TOTAL PAYS					
	Enveloppe A			Enveloppe B				Frais de mise en œuvre	Transferts du 6e FED - Lomé			Transferts du 7e FED - Lomé				
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Enveloppe A	Compensation rec. d'exportatio	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B									
Antigua-et-Barbuda			6,20									6,20				
Bahamas			6,58									6,58				
Barbade			11,68									11,68				
Belize			7,75				1,00					8,75				
Dominique	6,40		4,07		4,38							14,85				
République dominicaine	80,71		31,83		19,98		16,50					149,02				
Grenade	10,00		9,27				7,57					26,85				
Guyana	25,92		24,74		8,40		0,69					59,74				
Haïti	4,04		109,43		113,47		167,13					280,60				
Jamaïque	2,50		47,97		50,47		2,00		26,04			161,64				
Saint-Christophe-et-Nevis			4,99		4,99					0,07		4,99				
Sainte-Lucie			18,04		18,04		4,68					22,72				
Saint-Vincent-et-les-Grenadines			13,52		13,52		4,40					17,92				
Suriname			45,94		45,94		0,70				0,11	46,75				
Trinité-et-Tobago	27,09		4,35		31,44						6,00	37,44				
* Total Caraïbes	156,66		346,36		503,02		43,84		219,63		-	263,47				
Îles Cook			2,75		2,75		0,60					3,35				
Timor-Oriental			18,00		18,00							18,00				
Fidji			23,52		23,52		2,10			0,01	0,59	26,22				
Kiribati			8,80		8,80		2,20				0,42	11,42				
Îles Marshall			3,43		3,43		1,10					4,53				
Micronésie			4,70		4,70		1,40					6,10				
Nauru			1,80		1,80		0,50					2,30				
Niue			2,00		2,00		0,60					2,60				
Palaos			2,00		2,00		0,60					2,60				
Papouasie-Nouvelle-Guinée			81,53		81,53		22,44		3,50		3,39	110,86				
Îles Salomon			14,21		14,21		7,25		0,55		0,46	22,48				
Tonga			5,72		5,72		1,88					7,61				
Tuvalu			4,14		4,14		0,70				0,20	5,04				
Vanuatu	3,05		12,07		15,12		1,70		1,57			18,39				
Samoa			21,80		21,80		2,08		0,02			23,90				
* Total Pacifique	3,05		206,48		209,53		33,47		17,32		-	50,79				
Région des Caraïbes					107,08							35,30	142,38			
Région Afrique centrale					62,92							16,14	79,06			
Afrique orientale, australe et océan Indien					286,42							47,22	333,64			
PALOP multirégional					25,67								25,67			
Région du Pacifique					40,35								40,35			
Coopération régionale ACP					2 873,30					4,77	70,17	39,17	3 103,30			
Région Afrique australe					120,26							17,51	137,78			
Région Afrique occidentale					250,17							31,95	282,12			
* Total coopération régionale ACP					3 766,18					4,77	70,17	39,17	4 144,30			
Dép. administratives et frais financiers					89,41					342,11			431,53			
Tous pays ACP					168,84								199,77			
* Total ACP	2 408,31		7 025,93		13 458,67		169,74		1 112,95		11,20	1 557,91	342,11			
Anguilla			12,24		12,24								12,24			
Îles Vierges britanniques			0,92		0,92							0,00	0,93			
Îles Caïmans							7,00					7,00	7,00			
Îles Falkland			4,55		4,55							4,55	4,55			
Montserrat			23,08		23,08							23,08	23,08			
Îles Pitcairn			2,35		2,35							2,35	2,35			
Sainte-Hélène			17,94		17,94							17,94	17,94			
Îles Turks-et-Caïcos	14,64		0,02		14,66							14,66	14,66			
* Total PTOM britanniques	14,64		61,11		75,74		-		7,00		-	7,00	-			
Aruba			11,00		11,00							0,06	11,06			
Antilles néerlandaises			50,47		50,47							2,13	52,60			
* Total PTOM néerlandais	-		61,47		61,47		-		-		-	2,19	63,66			
Polynésie française			20,93		20,93							0,04	20,97			
Mayotte			24,24		24,24								24,24			
Nouvelle-Calédonie			30,21		30,21						0,90		31,12			
Saint-Pierre-et-Miquelon			18,94		18,94								18,94			
Wallis-et-Futuna			16,86		16,86								16,86			
* Total PTOM français	-		111,18		111,18		-		-		-	0,95	112,13			
Coopération régionale PTOM					48,53					0,03		0,00	48,56			
* Total coopération régionale PTOM	-		48,53		48,53		-		-		0,03	0,00	48,56			
Dép. administratives et frais financiers													-			
Tous pays PTOM												0,73	0,73			
* Total PTOM	14,64		233,75		296,91		-		7,00		-	7,00	0,73			
* Total ACP + PTOM	2 422,95		7 259,68		13 755,58		169,74		1 119,95		11,20	1 564,91	342,84			
													21,80	729,54	39,17	16 453,84

Tableau 3.2.4
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Décisions annuelles 2011	Cotonou								Lomé		Contribut. volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B				Frais de mise en œuvre	Transferts du 6e FED - Lomé	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroécono- mique	Politiques sectorielles	Total Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B					
Angola		-	-									-
Bénin	-	(1,64)	(1,64)									(1,64)
Botswana		(0,23)	(0,23)									(0,23)
Burkina	-	-	-									-
Burundi		-	-									-
Cameroun		(3,84)	(3,84)									(3,84)
Cap-Vert		-	-		(0,31)		(0,31)					(0,31)
République centrafricaine	(0,02)	-	(0,02)	(0,23)	-		(0,23)					(0,24)
Tchad		(0,42)	(0,42)									(0,42)
Comores		(0,01)	(0,01)									(0,01)
Congo		-	-		(0,21)		(0,21)			(0,17)		(0,39)
République démocratique du Congo		(7,06)	(7,06)						(0,30)			(7,36)
Djibouti		-	-									-
Guinée équatoriale		-	-									-
Érythrée		(32,35)	(32,35)									(32,35)
Éthiopie	-	(6,98)	(6,98)		(4,95)		(4,95)			(1,89)		(13,82)
Gabon		-	-									-
Gambie		-	-							(0,13)		(0,13)
Ghana		(2,20)	(2,20)									(2,20)
Guinée-Bissau	-	(0,03)	(0,03)							(0,15)		(0,18)
Guinée		(0,55)	(0,55)		(0,11)		(0,11)					(0,66)
Côte d'Ivoire		-	-									-
Kenya		(1,75)	(1,75)							(0,17)		(1,92)
Lesotho		(0,10)	(0,10)									(0,10)
Liberia		-	-		(0,24)		(0,24)					(0,24)
Madagascar	-	(5,92)	(5,92)		(0,13)		(0,13)		(0,15)			(6,20)
Malawi	-	(1,92)	(1,92)							(0,69)		(2,61)
Malï	(0,43)	(1,04)	(1,47)		(0,18)		(0,18)					(1,65)
Mauritanie		-	-									-
Maurice		-	-									-
Mozambique		(5,60)	(5,60)		(0,03)		(0,03)		(0,00)			(5,64)
Namibie		(0,70)	(0,70)		(0,19)		(0,19)					(0,89)
Niger	-	(3,08)	(3,08)									(3,08)
Nigeria		-	-							(0,18)		(0,18)
Rwanda		(0,09)	(0,09)							(0,00)		(0,09)
Sao Tomé-et-Principe		-	-									-
Sénégal	-	(3,63)	(3,63)							(0,03)		(3,66)
Seychelles		(0,04)	(0,04)									(0,04)
Sierra Leone	-	-	-									-
Somalie		(0,00)	(0,00)									(0,00)
Soudan	137,00	-	137,00						(0,09)			136,91
Swaziland		-	-									-
Tanzanie	(0,11)	(1,90)	(2,01)									(2,01)
Togo		(0,04)	(0,04)							(0,07)		(0,11)
Ouganda	(7,49)	(1,35)	(8,84)							(0,23)		(9,07)
Zambie	-	(4,52)	(4,52)									(4,52)
Zimbabwe		-	-									-
* Total Afrique	128,96	(86,99)	41,97	(0,23)	(6,37)	-	(6,59)	-	(0,53)	(3,72)	-	31,12

Tableau 3.2.4 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Décisions annuelles 2011	Cotonou							Lomé		Contribut. volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B				Transferts du 6e FED - Lomé	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroécono- mique	Politiques sectorielles	Total Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B	Frais de mise en œuvre			
Antigua-et-Barbuda		(1,06)	(1,06)								(1,06)
Bahamas		(0,33)	(0,33)								(0,33)
Barbade		(0,55)	(0,55)								(0,55)
Belize		-	-								-
Dominique		-	-								-
République dominicaine	(0,86)	-	(0,86)								(0,86)
Grenade		(0,60)	(0,60)		(0,08)		(0,08)				(0,68)
Guyana		(0,03)	(0,03)								(0,03)
Haïti		-	-								-
Jamaïque		(0,09)	(0,09)								(0,09)
Saint-Christophe-et-Nevis		(1,18)	(1,18)								(1,18)
Sainte-Lucie		(0,20)	(0,20)								(0,20)
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		(0,20)	(0,20)								(0,20)
Suriname		(0,13)	(0,13)						(0,10)		(0,23)
Trinité-et-Tobago		(0,34)	(0,34)								(0,34)
* Total Caraïbes	(0,86)	(4,69)	(5,55)	-	(0,08)	-	(0,08)	-	(0,10)	-	(5,73)
Îles Cook		(0,15)	(0,15)								(0,15)
Timor-Oriental		-	-								-
Fidji		-	-								-
Kiribati		-	-								-
Îles Marshall		(0,07)	(0,07)								(0,07)
Micronésie		(0,10)	(0,10)								(0,10)
Nauru		-	-								-
Niue		-	-								-
Palaos		-	-								-
Papouasie-Nouvelle-Guinée		-	-								-
Îles Salomon		-	-						(0,10)	(0,01)	(0,11)
Tonga		(0,08)	(0,08)								(0,08)
Tuvalu		(0,32)	(0,32)								(0,32)
Vanuatu		(0,04)	(0,04)		(0,03)		(0,03)				(0,06)
Samoa		-	-								-
* Total Pacifique	-	(0,76)	(0,76)	-	(0,03)	-	(0,03)	-	(0,10)	(0,01)	(0,90)
Région des Caraïbes			(2,68)								(2,68)
Région Afrique centrale			(1,10)								(1,10)
Afrique orientale, australe et océan Indien			(2,49)				(1,70)				(4,19)
PALOP multirégional			-								-
Région du Pacifique			(0,06)								(0,06)
Coopération régionale ACP			(3,35)				(3,43)		(0,45)	(1,17)	(8,40)
Région Afrique australe			(5,74)								(5,74)
Région Afrique occidentale			(2,28)								(2,28)
* Total coopération régionale ACP	-	-	(17,69)	-	-	-	(5,13)	-	(0,45)	(1,17)	(24,43)
Dépenses administratives et frais financiers			(0,59)					(5,52)			(6,11)
Tous pays ACP			(2,35)								(2,35)
* Total ACP	128,10	(92,44)	15,04	(0,23)	(6,48)	-	(11,83)	(5,52)	(1,19)	(4,91)	(8,40)
Anguilla			-								-
Îles Vierges britanniques		(0,08)	(0,08)								(0,08)
Îles Caïmans		-	-								-
Îles Falkland		-	-								-
Montserrat		(0,08)	(0,08)								(0,08)
Îles Pitcairn		-	-								-
Sainte-Hélène		-	-								-
Îles Turks-et-Caïcos		-	-								-
* Total PTOM britanniques		(0,16)	(0,16)								(0,16)
Aruba			-								-
Antilles néerlandaises			-								-
* Total PTOM néerlandais			-								-
Polynésie française			-								-
Mayotte			-								-
Nouvelle-Calédonie			-								-
Saint-Pierre-et-Miquelon			-								-
Wallis-et-Futuna			-								-
* Total PTOM français			-								-
Coopération régionale PTOM			(0,26)								(0,26)
* Total coopération régionale PTOM			(0,26)								(0,26)
Dépenses administratives et frais financiers			-								-
Tous pays PTOM			-								-
* Total PTOM		(0,16)	(0,42)								(0,42)
* Total ACP+PTOM	128,10	(92,60)	14,62	(0,23)	(6,48)	-	(11,83)	(5,52)	(1,19)	(4,91)	(8,81)

Tableau 3.2.5
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Crédits délégués cumulés 2011	Cotonou							Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays	
	Enveloppe A			Enveloppe B				Frais de mise en œuvre	Transferts du 6e FED - Lomé			Transferts du 7e FED - Lomé
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B					
Angola		123,54	123,54		25,51		25,51		11,89		160,94	
Bénin	106,63	197,49	304,13		1,05		1,05		0,23		305,40	
Botswana		51,49	51,49	8,06			8,06				59,55	
Burkina	185,04	153,28	338,31				-		9,24		347,55	
Burundi	64,91	145,89	210,81	5,86	38,92	7,60	52,38		65,36		328,55	
Cameroun		163,03	163,03		7,86		7,86				170,89	
Cap-Vert	12,27	34,18	46,45		5,50		5,50		0,36		52,31	
République centrafricaine	11,58	93,77	105,35	4,17	3,35	1,60	9,12				114,47	
Tchad	22,53	171,87	194,39		17,22		17,22		1,08		212,69	
Comores		30,84	30,84		6,00		6,00				36,84	
Congo	28,45	84,35	112,80		4,36	2,00	6,36		14,54		133,70	
République démocratique du Congo	105,70	307,14	412,85		98,20		98,20	0,38	55,37		566,80	
Djibouti		38,55	38,55				-		-		38,55	
Guinée équatoriale		8,50	8,50				-		-		8,50	
Érythrée		81,65	81,65		0,46		0,46				82,11	
Éthiopie	57,97	471,26	529,24		44,59		44,59		29,63		603,46	
Gabon		31,13	31,13		1,03		1,03		0,11		32,26	
Gambie		51,36	51,36	1,74			1,74		2,58		55,68	
Ghana	104,11	168,20	272,30		2,40		2,40	0,02	1,45		276,17	
Guinée-Bissau	9,78	42,54	52,32	3,20			3,20	-	0,28		55,80	
Guinée		88,74	88,74		27,36		27,36		36,17		152,26	
Côte d'Ivoire		4,88	4,88		201,59		201,59				206,47	
Kenya	124,75	153,66	278,41		25,21		25,21		8,50		312,13	
Lesotho		96,86	96,86				-		0,57		97,43	
Liberia	3,44	91,70	95,14		23,74		23,74		-		118,88	
Madagascar	104,21	276,34	380,56		6,25		6,25	0,00			386,80	
Malawi	55,77	172,26	228,03	10,00	10,82		20,82	0,34	5,97		255,16	
Mali	122,07	286,50	408,58	1,11	39,95		41,06		2,51		452,15	
Mauritanie		114,13	114,13	21,60	5,66		27,26		0,32		141,70	
Maurice	8,74	56,31	65,05	0,38	0,28		0,67	0,09			65,80	
Mozambique	145,83	270,59	416,43		3,49		3,49	6,65	1,81		428,38	
Namibie		93,22	93,22		0,61		0,61				93,83	
Niger	165,27	180,35	345,62		13,55		13,55				359,17	
Nigeria		412,92	412,92				-		109,45		522,37	
Rwanda	101,12	115,54	216,66				-	1,52	0,34		218,52	
Sao Tomé-et-Principe		12,32	12,32		1,83		1,83				14,15	
Sénégal	52,48	226,83	279,31		11,25		11,25		0,82		291,37	
Seychelles		4,38	4,38		0,70		0,70				5,08	
Sierra Leone	60,57	113,65	174,22	24,75	30,58		55,33		21,56		251,11	
Somalie		183,47	183,47				-				183,47	
Soudan		124,17	124,17		78,82		78,82	2,54	104,49		310,01	
Swaziland		35,49	35,49				-		1,18		36,67	
Tanzanie	177,60	205,47	383,08		4,55		4,55		0,04		387,66	
Togo	3,03	15,96	18,99		39,50		39,50		17,00		75,49	
Ouganda	80,56	178,09	258,64		36,80		36,80	2,86	3,53		301,84	
Zambie	169,77	177,69	347,46	11,49	7,45		18,94		0,27		366,67	
Zimbabwe		31,84	31,84		24,11		24,11		0,27		56,22	
* Total Afrique	2 084,20	6 173,45	8 257,66	92,37	850,52	11,20	954,08	14,39	506,90		9 733,03	

Tableau 3.2.5 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Crédits délégués cumulés 2011	Cotonou							Frais de mise en œuvre	Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B					Transferts du 6e FED - Lomé	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B					
Antigua-et-Barbuda		5,86	5,86									5,86
Bahamas		6,05	6,05									6,05
Barbade		11,67	11,67									11,67
Belize		7,41	7,41			0,64		0,64				8,06
Dominique	6,40	3,78	10,18			4,38		4,38				14,56
République dominicaine	80,71	30,46	111,18	19,09		16,33		35,42				146,60
Grenade	9,88	9,13	19,01			7,57		7,57				26,58
Guyana	25,57	24,51	50,09	8,40		0,69		9,09				59,17
Haïti	3,54	107,98	111,52			164,99		164,99				276,51
Jamaïque	2,50	42,06	44,56	1,93		26,02		27,96	0,07	83,01		155,60
Saint-Christophe-et-Nevis		4,90	4,90									4,90
Sainte-Lucie		17,30	17,30	4,68				4,68				21,98
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		13,48	13,48	4,40				4,40				17,88
Suriname		44,59	44,59		0,69			0,69	0,11			45,38
Trinité-et-Tobago	26,98	4,35	31,33							6,00		37,33
* Total Caraïbes	155,58	333,54	489,12	42,88		216,93		259,82	0,17	89,01		838,12
Îles Cook		2,73	2,73			0,60		0,60				3,33
Timor-Oriental		16,84	16,84									16,84
Fidji		22,16	22,16			1,94		1,94	0,00	0,50		24,59
Kiribati		8,46	8,46			2,08		2,08		0,42		10,96
Îles Marshall		3,24	3,24			1,09		1,09				4,33
Micronésie		4,47	4,47			1,39		1,39				5,87
Nauru		1,79	1,79			0,50		0,50				2,29
Niue		1,93	1,93			0,60		0,60				2,53
Palao		1,98	1,98			0,60		0,60				2,58
Papouasie-Nouvelle-Guinée		70,17	70,17	17,11		3,48		20,59		3,24		94,00
Îles Salomon		12,60	12,60	5,48		0,55		6,03		0,43		19,06
Tonga		5,68	5,68			1,88		1,88				7,56
Tuvalu		4,13	4,13			0,70		0,70	0,20			5,03
Vanuatu	2,97	11,49	14,47	1,62		1,56		3,18				17,64
Samoa		21,70	21,70	1,92		0,02		1,94				23,64
* Total Pacifique	2,97	189,37	192,34	26,13		16,98		43,11	0,00	4,79		240,24
Région des Caraïbes			103,75					35,06				138,80
Région Afrique centrale			56,10					15,77				71,87
Afrique orientale, australe et océan Indien			279,48					45,26				324,74
PALOP multirégional			21,80									21,80
Région du Pacifique			39,78									39,78
Coopération régionale ACP			2 773,02					110,59	4,27	55,50	37,36	2 980,74
Région Afrique australe			107,89					17,09				124,97
Région Afrique occidentale			232,53					30,75				263,28
* Total coopération régionale ACP			3 614,32					254,52	4,27	55,50	37,36	3 965,97
Dépenses administratives et frais financiers			89,41					337,40				426,82
Tous pays ACP			159,48						1,67	29,16		190,31
* Total ACP	2 242,76	6 696,36	12 802,34	161,38		1 084,43	11,20	1 511,53	20,50	685,37	37,36	15 394,49
Anguilla		12,24	12,24									12,24
Îles Vierges britanniques		0,91	0,91									0,91
Îles Caïmans						4,47		4,47				4,47
Îles Falkland		4,52	4,52									4,52
Montserrat		23,05	23,05									23,05
Îles Pitcairn		2,35	2,35									2,35
Sainte-Hélène		17,82	17,82									17,82
Îles Turks-et-Caïcos	13,98	0,02	14,00									14,00
* Total PTOM britanniques	13,98	60,91	74,89			4,47		4,47				79,36
Aruba		10,28	10,28							0,06		10,34
Antilles néerlandaises		49,55	49,55							2,13		51,68
* Total PTOM néerlandais		59,83	59,83							2,19		62,02
Polynésie française		19,78	19,78							0,04		19,83
Mayotte		21,95	21,95									21,95
Nouvelle-Calédonie		30,16	30,16							0,89		31,05
Saint-Pierre-et-Miquelon		18,88	18,88									18,88
Wallis-et-Futuna		15,99	15,99									15,99
* Total PTOM français		106,77	106,77							0,93		107,70
Coopération régionale PTOM			47,00						0,03	0,00		47,03
* Total coopération régionale PTOM			47,02						0,03	0,00		47,03
Dépenses administratives et frais financiers												
Tous pays PTOM								0,73				0,73
* Total PTOM	13,98	227,51	288,51			4,47		0,73	0,03	3,13		296,83
* Total ACP + PTOM	2 256,74	6 923,87	13 090,84	161,38		1 088,90	11,20	1 516,00	20,53	688,49	37,36	15 691,32

Tableau 3.2.6
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Crédits délégués annuels 2011	Cotonou							Frais de mise en œuvre	Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix.	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B					Transferts du 6e FED - Lomé	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Total Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Allègement de la dette	Enveloppe B					
Angola		(0,57)	(0,57)		(0,82)	(0,82)			(0,60)		(1,99)	
Bénin	(0,88)	(0,26)	(1,13)								(1,13)	
Botswana		(0,31)	(0,31)								(0,31)	
Burkina	(0,02)	4,60	4,58						(0,10)		4,48	
Burundi		8,96	8,96		0,06	0,06			(0,13)		8,89	
Cameroun		0,22	0,22		0,02	0,02					0,24	
Cap-Vert		(0,11)	(0,11)						(0,14)		(0,25)	
République centrafricaine		2,53	2,53		-						2,53	
Tchad		(1,25)	(1,25)		0,03	0,03			(0,11)		(1,33)	
Comores		(0,44)	(0,44)		0,01	0,01					(0,43)	
Congo		(1,25)	(1,25)		(0,00)	(0,00)			(1,00)		(2,25)	
République démocratique du Congo		(4,98)	(4,98)		0,18	0,18			(1,12)		(5,92)	
Djibouti		17,17	17,17								17,17	
Guinée équatoriale		(0,14)	(0,14)								(0,14)	
Érythrée		(28,62)	(28,62)								(28,62)	
Éthiopie	(0,10)	0,22	0,12		(0,73)	(0,73)					(0,61)	
Gabon		(0,07)	(0,07)								(0,07)	
Gambie		2,43	2,43	0,05		0,05					2,48	
Ghana		(1,11)	(1,11)		(0,35)	(0,35)					(1,45)	
Guinée-Bissau	(0,00)	(1,06)	(1,06)						(0,15)		(1,22)	
Guinée		4,28	4,28		6,25	6,25			-		10,53	
Côte d'Ivoire			-		(0,51)	(0,51)					(0,51)	
Kenya		(0,47)	(0,47)		(0,05)	(0,05)			(0,35)		(0,87)	
Lesotho		0,42	0,42						(0,04)		0,39	
Liberia		(1,02)	(1,02)						(0,02)		(1,03)	
Madagascar	(0,73)	(6,43)	(7,16)								(7,16)	
Malawi	(3,38)	(6,76)	(10,14)		(0,02)	(0,02)			(0,47)		(10,63)	
Mali	(0,08)	(1,45)	(1,53)		0,56	0,56					(0,97)	
Mauritanie		8,13	8,13								8,13	
Maurice		(0,04)	(0,04)								(0,04)	
Mozambique		0,56	0,56		(2,01)	(2,01)			(0,04)		(1,48)	
Namibie		(1,83)	(1,83)								(1,83)	
Niger	(0,06)	(1,90)	(1,96)		(0,60)	(0,60)					(2,57)	
Nigeria		(5,22)	(5,22)						(6,33)		(11,55)	
Rwanda	-	(0,60)	(0,60)								(0,60)	
Sao Tomé-et-Principe		(0,05)	(0,05)		(0,05)	(0,05)					(0,10)	
Sénégal	0,01	(1,14)	(1,13)		0,02	0,02					(1,12)	
Seychelles		0,09	0,09								0,09	
Sierra Leone	(0,07)	0,31	0,24		(0,03)	(0,03)			(0,38)		(0,17)	
Somalie		(6,76)	(6,76)								(6,76)	
Soudan		(0,23)	(0,23)		(0,26)	(0,26)			(0,14)		(0,64)	
Swaziland		0,58	0,58						-		0,58	
Tanzanie		0,44	0,44								0,44	
Togo		0,37	0,37		(0,29)	(0,29)			(0,51)		(0,43)	
Ouganda	(0,33)	(1,24)	(1,57)		(1,10)	(1,10)			-		(2,67)	
Zambie	(8,75)	(0,83)	(9,58)								(9,58)	
Zimbabwe		0,07	0,07		-	-					0,07	
* Total Afrique	(14,40)	(24,75)	(39,15)	0,05	0,29	-	0,34	-	(0,02)	(11,59)	-	(50,42)

Tableau 3.2.6 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Crédits délégués annuels 2011	Cotonou							Frais de mise en œuvre	Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Compensation recettes d'exportation	Enveloppe B		Enveloppe B		Transferts du 6e FED - Lomé	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Total Enveloppe A		Aide d'urgence	Allègement de la dette						
Antigua-et-Barbuda		(0,01)	(0,01)									(0,01)
Bahamas		0,04	0,04									0,04
Barbade		(0,00)	(0,00)									(0,00)
Belize		(0,17)	(0,17)									(0,17)
Dominique	-	0,01	0,01									0,01
République dominicaine	(0,86)	(0,37)	(1,23)		0,35		0,35					(0,87)
Grenade	-	-	-									-
Guyana		(0,03)	(0,03)									(0,03)
Haiti	(0,01)	0,05	0,04		1,16		1,16					1,20
Jamaïque		(0,71)	(0,71)	0,04			0,04		(0,05)			(0,72)
Saint-Christophe-et-Nevis		(0,05)	(0,05)									(0,05)
Sainte-Lucie		0,28	0,28									0,28
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		(0,08)	(0,08)									(0,08)
Suriname		(0,57)	(0,57)									(0,57)
Trinité-et-Tobago	-	(0,15)	(0,15)									(0,15)
* Total Caraïbes	(0,87)	(1,76)	(2,63)	0,04	1,51	-	1,55	-	(0,05)	-	-	(1,13)
Îles Cook		0,02	0,02		0,59		0,59					0,61
Timor-Oriental		3,70	3,70									3,70
Fidji		0,13	0,13		0,07		0,07					0,19
Kiribati		(0,12)	(0,12)		-		-					(0,12)
Îles Marshall		(0,06)	(0,06)									(0,06)
Micronésie		(0,30)	(0,30)									(0,30)
Nauru		0,00	0,00									0,00
Niue		0,00	0,00									0,00
Palaos		0,00	0,00									0,00
Papouasie-Nouvelle-Guinée		(0,99)	(0,99)	0,18			0,18					(0,81)
Îles Salomon		0,00	0,00									0,00
Tonga		0,06	0,06									0,06
Tuvalu		(0,32)	(0,32)									(0,32)
Vanuatu	0,20	(0,29)	(0,09)		(0,01)		(0,01)					(0,11)
Samoa		(0,02)	(0,02)	0,10			0,10					0,07
* Total Pacifique	0,20	1,79	1,99	0,28	0,64	-	0,92	-	-	-	-	2,91
Région des Caraïbes			(0,28)									(0,28)
Région Afrique centrale			(0,13)				0,40					0,27
Afrique orientale, australe et océan Indien			(0,35)				(0,22)					(0,57)
PALOP multirégional			2,63									2,63
Région du Pacifique			(0,01)									(0,01)
Coopération régionale ACP			17,44				10,98	(0,06)	(1,75)			26,61
Région Afrique australe			(2,53)				0,15					(2,38)
Région Afrique occidentale			9,44				6,34					15,77
* Total coopération régionale ACP	-	-	26,20	-	-	-	17,64	(0,06)	(1,75)	-	-	42,03
Dépenses administratives et frais financiers			(7,43)					(1,02)				(1,02)
Tous pays ACP	(15,08)	(24,71)	(21,01)	0,37	2,44	-	20,46	(1,02)	(0,08)	(13,40)	-	(15,06)
Anguilla												-
Îles Vierges britanniques		(0,01)	(0,01)									(0,01)
Îles Caïmans			-		(2,37)		(2,37)					(2,37)
Îles Falkland			-									-
Montserrat		(0,11)	(0,11)									(0,11)
Îles Pitcairn			-									-
Sainte-Hélène			-									-
Îles Turks-et-Caïcos			-									-
* Total PTOM britanniques		(0,12)	(0,12)		(2,37)		(2,37)					(2,49)
Aruba		(0,07)	(0,07)									(0,07)
Antilles néerlandaises		0,04	0,04									0,04
* Total PTOM néerlandais		(0,03)	(0,03)									(0,03)
Polynésie française		8,38	8,38									8,38
Mayotte		17,69	17,69									17,69
Nouvelle-Calédonie		0,07	0,07						(0,02)			0,05
Saint-Pierre-et-Miquelon		-	-									-
Wallis-et-Futuna		0,24	0,24									0,24
* Total PTOM français		26,38	26,38						(0,02)			26,36
Coopération régionale PTOM			(0,03)									(0,03)
* Total coopération régionale PTOM			(0,03)									(0,03)
Dépenses administratives et frais financiers												
Tous pays PTOM	-	26,23	26,20	-	(2,37)	-	(2,37)	-	-	(0,02)	-	23,82
* Total ACP + PTOM	(15,08)	1,52	5,19	0,37	0,07	-	18,09	(1,02)	(0,08)	(13,42)	-	8,76

Tableau 3.2.7
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Paiements cumulés 2011	Cotonou								Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays	
	Enveloppe A			Enveloppe B					Frais de mise en œuvre	Transferts du 6e FED - Lomé			Transferts du 7e FED - Lomé
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Enveloppe A	Comp. rec. d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B						
Angola		98,36	98,36		24,91			24,91			11,60		134,88
Bénin	106,63	192,47	299,10		1,05			1,05			0,23		300,38
Botswana		49,94	49,94	8,06				8,06					58,00
Burkina	184,18	145,17	329,35					-		8,81			338,16
Burundi	64,85	119,65	184,50	5,86	36,68	7,60		50,14		64,89			299,53
Cameroun		151,77	151,77		6,86			6,86					158,63
Cap-Vert	12,27	23,99	36,26		5,50			5,50		0,36			42,12
République centrafricaine	11,58	73,44	85,03	4,17	3,29	1,60		9,06					94,09
Tchad	22,32	150,40	172,72		15,21			15,21		1,07			189,00
Comores		24,56	24,56		5,72			5,72					30,28
Congo	28,45	81,83	110,28		4,14	2,00		6,14		14,54			130,95
République démocratique du Congo	105,70	287,91	393,61		90,09			90,09	0,38	54,42			538,50
Djibouti		21,80	21,80					-					21,80
Guinée équatoriale		6,08	6,08					-					6,08
Érythrée		73,59	73,59		0,46			0,46					74,04
Éthiopie	57,97	455,00	512,97		43,58			43,58		17,85			574,41
Gabon		23,34	23,34		0,74			0,74		0,11			24,19
Gambie		45,63	45,63	1,20				1,20		2,58			49,41
Ghana	103,16	157,82	260,97		1,83			1,83	0,02	1,45			264,27
Guinée-Bissau	9,78	36,31	46,09	3,20				3,20		0,28			49,57
Guinée		83,67	83,67		21,08			21,08		32,37			137,12
Côte d'Ivoire		4,86	4,86		173,64			173,64					178,50
Kenya	94,30	110,19	204,49		19,91			19,91		8,48			232,88
Lesotho		80,99	80,99					-		0,57			81,56
Liberia	3,44	72,56	76,00		23,74			23,74					99,73
Madagascar	103,62	268,57	372,18		6,25			6,25					378,43
Malawi	54,95	149,21	204,16	10,00	10,12			20,12	0,34	5,74			230,36
Mali	122,07	284,41	406,48	1,11	39,03			40,14		2,51			449,13
Mauritanie		94,95	94,95	21,21	5,66			26,86		0,32			122,13
Maurice	8,74	53,75	62,50	0,38	0,28			0,67	0,09				63,25
Mozambique	145,83	246,36	392,20		3,39			3,39	6,64	1,54			403,77
Namibie		92,84	92,84		0,61			0,61					93,45
Niger	164,74	172,31	337,05		13,01			13,01					350,06
Nigeria		367,93	367,93					-		99,86			467,79
Rwanda	101,12	113,33	214,45					-	1,52	0,34			216,31
Sao Tomé-et-Principe		11,25	11,25		1,65			1,65					12,90
Sénégal	45,15	206,27	251,43		8,90			8,90		0,69			261,02
Seychelles		3,58	3,58		0,70			0,70					4,28
Sierra Leone	55,72	101,20	156,92	24,75	27,56			52,31		21,23			230,46
Somalie		175,93	175,93					-					175,93
Soudan		108,38	108,38		78,13			78,13	2,54	104,49			293,54
Swaziland		28,85	28,85					-		0,94			29,80
Tanzanie	177,60	195,46	373,07		4,55			4,55		0,04			377,65
Togo	3,03	11,06	14,10		31,24			31,24		16,17			61,51
Ouganda	80,56	169,37	249,93		36,73			36,73	2,86	3,32			292,83
Zambie	168,72	157,67	326,38	11,49	7,45			18,94		0,27			345,60
Zimbabwe		28,81	28,81		22,73			22,73		0,27			51,80
* Total Afrique	2 036,51	5 612,83	7 649,33	91,44	776,38	11,20		879,02	-	14,39	477,34	-	9 020,08

Tableau 3.2.7 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Paielements cumulés 2011	Cotonou							Frais de mise en œuvre	Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B					Transferts du 6e FED - Lomé	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Enveloppe A	Comp. rec. d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Enveloppe B					
Antigua-et-Barbuda		4,99	4,99									4,99
Bahamas		3,99	3,99									3,99
Barbade		10,47	10,47									10,47
Belize		7,10	7,10									7,75
Dominique	6,40	3,48	9,88		4,38			4,38				14,26
République dominicaine	80,71	28,09	108,80		18,19		14,96	33,15				141,95
Grenade	9,88	8,23	18,11				5,88	5,88				23,99
Guyana	19,07	19,69	38,76		8,40		0,69	9,09				47,85
Haiti	3,54	100,14	103,68				154,15	154,15				257,83
Jamaïque	2,50	29,85	32,35		1,92		26,02	27,94	0,07	69,01		129,37
Saint-Christophe-et-Nevis		4,42	4,42									4,42
Sainte-Lucie		11,53	11,53									11,53
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		8,76	8,76		2,60			2,60				11,37
Suriname		42,66	42,66		0,69			0,69	0,11			43,46
Trinité-et-Tobago	26,98	4,35	31,33							4,00		35,33
* Total Caraïbes	149,08	287,77	436,85	35,49	203,03	-	238,52	-	0,17	73,01	-	748,56
Îles Cook		2,66	2,66		0,60		0,60					3,26
Timor-Oriental		10,78	10,78									10,78
Fidji		21,54	21,54		1,16		1,16			0,50		23,20
Kiribati		8,28	8,28		1,52		1,52			0,35		10,14
Îles Marshall		3,21	3,21		0,71		0,71					3,92
Micronésie		4,39	4,39		0,90		0,90					5,29
Nauru		1,67	1,67		0,32		0,32					1,99
Niue		1,83	1,83		0,60		0,60					2,43
Palaos		1,80	1,80		0,38		0,38					2,18
Papouasie-Nouvelle-Guinée		55,43	55,43	10,34	2,36		12,70			3,24		71,37
Îles Salomon		8,82	8,82	2,13	0,35		2,48			0,41		11,70
Tonga		4,96	4,96		1,48		1,48					6,45
Tuvalu		4,13	4,13		0,45		0,45					4,58
Vanuatu	1,91	10,81	12,72	1,62	1,56		3,18					15,89
Samoa		21,62	21,62	1,89	0,02		1,91					23,53
* Total Pacifique	1,91	161,93	163,84	15,97	12,40	-	28,38	-	-	4,49	-	196,72
Région des Caraïbes		97,35	97,35				33,34					130,69
Région Afrique centrale			48,10				11,66					59,76
Afrique orientale, australe et océan Indien			217,79				35,54					253,34
PALOP multirégional			12,07									12,07
Région du Pacifique			38,31									38,31
Coopération régionale ACP			2 297,00				88,21		3,97	48,02	24,38	2 461,57
Région Afrique australe			79,47				13,53					93,00
Région Afrique occidentale			143,17				21,41					164,57
* Total coopération régionale ACP			2 933,26				203,68		3,97	48,02	24,38	3 213,31
Dépenses administratives et frais financiers			89,41					331,51				420,93
Tous pays ACP			153,95						0,50	29,10		183,56
* Total ACP	2 187,50	6 062,53	11 426,66	142,91	991,82	11,20	1 349,61	331,51	19,03	631,97	24,38	13 783,15
Dépenses administratives et frais financiers												-
Tous pays PTOM								0,73				0,73
Anguilla		12,16	12,16									12,16
Îles Vierges britanniques		0,72	0,72									0,72
Îles Caïmans		-	-		4,47		4,47					4,47
Îles Falkland		4,52	4,52									4,52
Montserrat		20,38	20,38									20,38
Îles Pitcairn		0,10	0,10									0,10
Sainte-Hélène		17,82	17,82									17,82
Îles Turks-et-Caïcos	9,18	0,02	9,20									9,20
* Total PTOM britanniques	9,18	55,72	64,90	-	4,47	-	4,47	-	-	-	-	69,37
Aruba		10,26	10,26							0,06		10,32
Antilles néerlandaises		49,52	49,52							2,13		51,64
* Total PTOM néerlandais		59,77	59,77	-	-	-	-	-	-	2,19	-	61,96
Polynésie française		10,78	10,78							0,04		10,83
Mayotte		6,71	6,71									6,71
Nouvelle-Calédonie		27,77	27,77							0,89		28,66
Saint-Pierre-et-Miquelon		18,88	18,88									18,88
Wallis-et-Futuna		9,36	9,36									9,36
* Total PTOM français		73,51	73,51	-	-	-	-	-	-	0,93	-	74,44
Coopération régionale PTOM			36,69						0,03	0,00		36,73
* Total coopération régionale PTOM			36,69						0,03	0,00		36,73
* Total PTOM	9,18	189,01	234,88	-	4,47	-	4,47	0,73	0,03	3,13	-	243,23
* Total ACP + PTOM	2 196,68	6 251,53	11 661,54	142,91	996,29	11,20	1 354,08	332,24	19,05	635,09	24,38	14 026,38

Tableau 3.2.8
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Paiements annuels 2011	Cotonou								Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B				Frais de mise en œuvre	Transferts du 6e FED -	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Total Enveloppe A	Comp. recettes d'exportation	Aide d'urgence	Allègement de la dette	Enveloppe B					
Angola		4,99	4,99					-				4,99
Bénin	0,01	6,48	6,49					-				6,49
Botswana		2,15	2,15					-				2,15
Burkina	(0,27)	5,26	5,00					-		(0,01)		4,98
Burundi		21,99	21,99		3,76			3,76				25,75
Cameroun		8,00	8,00		0,05			0,05				8,05
Cap-Vert		5,42	5,42					-				5,42
République centrafricaine		24,34	24,34		0,14			0,14				24,48
Tchad		11,74	11,74		0,67			0,67				12,42
Comores		4,33	4,33		0,21			0,21				4,54
Congo		1,85	1,85					-		(0,65)		1,20
République démocratique du Congo		18,47	18,47		7,16			7,16		0,26		25,89
Djibouti		3,48	3,48					-				3,48
Guinée équatoriale		0,11	0,11					-				0,11
Érythrée		20,28	20,28					-				20,28
Éthiopie		3,51	3,51		0,02			0,02				3,53
Gabon		3,28	3,28					-				3,28
Gambie		11,87	11,87	0,14				0,14				12,01
Ghana		6,70	6,70		0,15			0,15				6,85
Guinée-Bissau	0,23	4,65	4,88					-		(0,15)		4,73
Guinée		12,09	12,09		6,95			6,95		0,06		19,10
Côte d'Ivoire		-	-		19,10			19,10				19,10
Kenya		25,92	25,92		(2,36)			(2,36)		0,00		23,57
Lesotho		24,35	24,35					-				24,35
Liberia		7,47	7,47					-				7,47
Madagascar	(0,01)	9,98	9,97					-				9,97
Malawi	0,01	17,24	17,25		0,21			0,21				17,46
Mali	0,03	5,25	5,27		0,77			0,77				6,05
Mauritanie		13,74	13,74	2,32				2,32				16,07
Maurice		0,10	0,10					-				0,10
Mozambique		11,79	11,79		(0,03)			(0,03)		(0,04)		11,71
Namibie		10,53	10,53					-				10,53
Niger	25,01	4,25	29,26		(0,48)			(0,48)				28,78
Nigeria		24,96	24,96					-		0,42		25,37
Rwanda	0,34	1,72	2,06					-				2,06
Sao Tomé-et-Principe		0,41	0,41		0,77			0,77				1,18
Sénégal	0,01	8,48	8,49		0,71			0,71				9,20
Seychelles		1,40	1,40					-				1,40
Sierra Leone	0,02	15,50	15,52		0,33			0,33		(0,01)		15,83
Somalie		11,19	11,19					-				11,19
Soudan		(0,15)	(0,15)		(0,10)			(0,10)		-		(0,26)
Swaziland		3,88	3,88					-		0,06		3,94
Tanzanie		15,33	15,33					-				15,33
Togo		2,34	2,34		9,77			9,77		0,03		12,14
Ouganda	0,16	28,49	28,65		0,67			0,67		(0,22)		29,11
Zambie	(0,04)	4,38	4,34					-				4,34
Zimbabwe		1,29	1,29		0,94			0,94				2,23
* Total Afrique	25,50	430,83	456,33	2,47	49,42	-	51,89	-	-	(0,27)	-	507,96

Tableau 3.2.8 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

9e FED Paiements annuels 2011	Cotonou							Lomé		Contribution volontaire fac. sout. paix	Total pays
	Enveloppe A			Enveloppe B				Transferts du 6e FED -	Transferts du 7e FED - Lomé		
	Soutien macroéconomique	Politiques sectorielles	Total Enveloppe A	Comp. recettes d'exportation	Aide d'urgence	Allègement de la dette	Enveloppe B				
Antigua-et-Barbuda		(0,07)	(0,07)								(0,07)
Bahamas		1,02	1,02								1,02
Barbade											
Belize		0,13	0,13								0,13
Dominique	1,49	0,65	2,14		1,50		1,50				3,64
République dominicaine		1,89	1,89		3,86	1,77		5,63			7,52
Grenade	0,25	0,48	0,73			(1,69)		(1,69)			(0,96)
Guyana		4,87	4,87								4,87
Haïti	0,21	2,98	3,19			8,07		8,07			11,25
Jamaïque		4,07	4,07		0,13			0,13			4,20
Saint-Christophe-et-Nevis		0,76	0,76								0,76
Sainte-Lucie		10,20	10,20								10,20
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		1,36	1,36		1,80			1,80			3,16
Suriname		1,73	1,73								1,73
Trinité-et-Tobago	22,30	(0,12)	22,18								22,18
* Total Caraïbes	24,25	29,95	54,20	7,30	8,15	-	15,44	-	-	-	69,65
Îles Cook		0,18	0,18			0,60		0,60			0,77
Timor-Oriental		1,39	1,39								1,39
Fidji		0,45	0,45			0,90		0,90			1,35
Kiribati						0,96		0,96		(0,07)	0,89
Îles Marshall		0,08	0,08								0,08
Micronésie		0,09	0,09								0,09
Nauru		0,05	0,05								0,05
Niue		0,03	0,03								0,03
Palaos		0,06	0,06								0,06
Papouasie-Nouvelle-Guinée		6,06	6,06		2,58		2,58				8,64
Îles Salomon		0,08	0,08		1,68		1,68				1,76
Tonga		0,50	0,50								0,50
Tuvalu		(0,10)	(0,10)								(0,10)
Vanuatu	0,12	0,22	0,34								0,34
Samoa		1,89	1,89		0,09		0,09				1,97
* Total Pacifique	0,12	10,97	11,09	4,34	2,46	-	6,80	-	(0,07)	-	17,82
Région des Caraïbes			8,49				4,39				12,88
Région Afrique centrale			3,62				4,35				7,97
Afrique orientale, australe et océan Indien			22,28				7,65				29,94
PALOP multirégional			2,68								2,68
Région du Pacifique			1,88								1,88
Coopération régionale ACP			179,49				3,63		(0,27)		182,85
Région Afrique australe			12,00				3,34				15,34
Région Afrique occidentale			21,18				3,65				24,83
* Total coopération régionale ACP	-	-	251,63	-	-	-	27,02	-	-	(0,27)	278,38
Dépenses administratives et frais financiers							2,56				2,56
Tous pays ACP			0,50								0,50
* Total ACP	49,88	471,75	773,76	14,11	60,03	-	101,16	2,56	-	(0,61)	876,87
Anguilla											
Îles Vierges britanniques		0,11	0,11								0,11
Îles Caïmans					(1,66)		(1,66)				(1,66)
Îles Falkland											
Montserrat		1,60	1,60								1,60
Îles Pitcairn											
Sainte-Hélène		3,30	3,30								3,30
Îles Turcs-et-Caïcos	0,53		0,53								0,53
* Total PTOM britanniques	0,53	5,01	5,55		(1,66)		(1,66)				3,89
Aruba		0,18	0,18								0,18
Antilles néerlandaises		0,01	0,01								0,01
* Total PTOM néerlandais		0,19	0,19								0,19
Polynésie française		0,07	0,07								0,07
Mayotte		4,15	4,15								4,15
Nouvelle-Calédonie		2,39	2,39								2,39
Saint-Pierre-et-Miquelon		3,13	3,13								3,13
Wallis-et-Futuna		5,41	5,41								5,41
* Total PTOM français		15,15	15,15								15,15
Coopération régionale PTOM			9,60								9,60
* Total coopération régionale PTOM			9,60								9,60
Dépenses administratives et frais financiers											
Tous pays PTOM			30,48		(1,66)		(1,66)				28,82
* Total ACP + PTOM	50,41	492,10	804,24	14,11	58,37	-	99,50	2,56	-	(0,61)	905,69

Tableau 3.3.1.
Situation globale par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou									Total		
	PIN	Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paiements
		Décisions	en % du PIN	Paiements	en % du PIN	Décisions	en % du PIN	Paiements	en % du PIN			
Données cumulées 2011												
Angola	207,00	81,50	39%	8,65	4%		0%			81,50	24,60	8,65
Bénin	334,00	251,50	75%	91,04	27%	46,37	14%	43,93	13%	307,53	224,23	135,31
Botswana	73,00	73,00	100%	27,17	37%	10,50	14%	10,50	14%	83,50	73,78	37,67
Burkina	529,00	497,73	94%	208,76	39%	41,84	8%	10,99	2%	539,57	423,59	219,75
Burundi	188,00	143,88	77%	61,99	33%	46,61	25%	41,73	22%	191,40	122,30	103,72
Cameroun	241,28	229,20	95%	47,83	20%	10,40	4%	0,98	0%	239,60	150,58	48,82
Cap-Vert	49,90	29,60	59%	25,59	51%	9,00	18%	9,00	18%	38,60	36,94	34,59
République centrafricaine	137,00	118,85	87%	18,44	13%	28,01	20%	27,45	20%	146,86	59,50	45,89
Tchad	299,00	242,00	81%	32,69	11%	10,00	3%	6,08	2%	252,00	85,22	38,78
Comores	45,00	29,92	66%	2,37	5%	9,60	21%	7,27	16%	39,51	17,06	9,64
Congo	85,00	40,50	48%	4,58	5%	6,25	7%	5,54	7%	46,75	17,12	10,12
République démocratique du Congo	514,00	510,00	99%	108,12	21%	110,32	21%	82,50	16%	620,32	290,51	190,62
Djibouti	40,50	16,50	41%	3,61	9%	2,14	5%	1,20	3%	18,64	5,58	4,81
Erythrée	122,00	53,70	44%	2,08	2%	4,86	4%	4,86	4%	58,56	11,64	6,94
Éthiopie	644,00	468,64	73%	222,37	35%	45,23	7%	39,82	6%	513,87	358,23	262,19
Gabon	49,00	34,00	69%	0,89	2%					34,00	1,30	0,89
Gambie	76,00	48,00	63%	15,94	21%	2,64	3%	2,11	3%	50,64	31,62	18,06
Ghana	368,35	308,35	84%	97,88	27%	41,02	11%	41,02	11%	349,37	319,60	138,90
Guinée-Bissau	97,00	35,00	36%	10,89	11%	14,95	15%	14,95	15%	49,95	39,08	25,84
Guinée						35,88		6,70		35,88	11,97	6,70
Côte d'Ivoire	218,00	216,62	99%	37,59	17%	32,84	15%	12,26	6%	249,45	70,04	49,84
Kenya	389,89	236,39	61%	12,72	3%	30,55	8%	14,73	4%	266,94	58,96	27,45
Lesotho	139,30	131,65	95%	29,90	21%	21,00	15%	21,00	15%	156,01	53,19	50,90
Liberia	150,00	118,24	79%	56,94	38%	26,93	18%	23,98	16%	145,17	131,39	80,91
Madagascar	577,00	6,00	1%	0,02	0%	8,20	1%	3,96	1%	14,20	7,39	3,98
Malawi	436,00	281,25	65%	98,83	23%	54,39	12%	54,19	12%	335,64	245,94	153,02
Mali	533,00	448,80	84%	141,45	27%	18,42	3%	14,38	3%	467,22	386,40	155,83
Mauritanie	156,00	78,40	50%	0,51	0%	2,73	2%	1,49	1%	81,13	4,41	2,01
Maurice	54,00	51,00	94%	34,62	64%	11,49	21%	11,49	21%	62,49	47,65	46,11
Mozambique	603,00	497,17	82%	204,08	34%	12,11	2%	12,11	2%	521,28	480,66	216,19
Namibie	123,60	76,30	62%	12,12	10%					76,30	66,05	12,12
Niger	458,00	325,00	71%	56,36	12%	33,80	7%	32,49	7%	358,80	234,44	88,86
Nigeria	677,00	570,00	84%	17,71	3%	2,00	0%	1,60	0%	572,00	30,20	19,31
Rwanda	348,00	275,40	79%	136,36	39%	9,44	3%	9,44	3%	284,84	264,18	145,80
Sao Tomé-et-Principe	16,60	16,60	100%	2,24	13%	1,00	6%	0,59	4%	17,60	3,97	2,83
Sénégal	314,31	243,80	78%	108,13	34%	18,03	6%	2,32	1%	261,83	196,98	110,45
Seychelles	11,40	8,40	74%	5,32	47%	9,00	79%	8,47	74%	17,40	16,90	13,79
Sierra Leone	242,00	150,67	62%	56,28	23%	35,02	14%	33,70	14%	185,69	116,63	89,98
Somalie	212,00	212,00	100%	64,57	30%					212,00	111,75	64,57
Soudan	-	-	0%							-		
Swaziland	63,00	54,80	87%	10,05	16%	0,89	1%	0,17	0%	55,69	18,78	10,22
Tanzanie	555,00	440,50	79%	192,37	35%	21,66	4%	14,84	3%	462,16	408,98	207,21
Togo	127,54	56,13	44%	34,94	27%	16,92	13%	14,81	12%	73,05	54,74	49,76
Ouganda	440,87	381,00	86%	129,55	29%	5,48	1%	5,10	1%	386,48	341,40	134,65
Zambie	475,00	410,90	87%	126,83	27%	37,33	8%	35,82	8%	448,23	385,03	162,66
Zimbabwe						58,26		29,82		58,26	42,48	29,82
* Total Afrique	11 419,53	8 498,88	74%	2 560,41	22%	943,09	8%	715,41	6%	9 467,90	6 083,00	3 276,16

Tableau 3.3.1 (suite)
Situation globale par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou										Total		
	PIN	Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Palements	
		Décisions	en % du PIN	Palements	en % du PIN	Décisions	en % du PIN	Palements	en % du PIN				
Données cumulées 2011													
Antigua-et-Barbuda	3,40	3,40	100%	2,49	73%	9,00	265%	9,00	265%	12,40	12,27	11,49	
Bahamas	9,80	1,46	15%	0,45	5%					1,46	0,93	0,45	
Barbade	11,80	11,80	100%	0,78	7%					11,80	3,28	0,78	
Belize	7,37	0,57	8%	0,37	5%	5,27	72%	5,27	72%	5,84	5,82	5,64	
Dominique	179,00	117,80	66%	44,29	25%	15,33	9%	15,33	9%	133,23	114,68	59,62	
République dominicaine	6,00	1,00	17%	0,73	12%	8,79	147%	8,79	147%	9,79	9,73	9,52	
Grenade	51,00	5,00	10%	0,24	0%					5,00	2,34	0,24	
Guyana	291,00	263,83	91%	81,27	28%	132,18	45%	48,64	17%	434,51	168,04	129,92	
Haiti	110,60	89,50	81%	48,20	44%	25,90	23%	18,90	17%	115,40	92,82	67,10	
Jamaïque	4,50	4,50	100%	0,33	7%	1,80	40%			6,30	0,41	0,33	
Saint-Christophe-et-Nevis	17,07	10,19	60%	0,78	5%	1,03	6%	0,82	5%	11,22	1,89	1,60	
Sainte-Lucie	7,80	7,80	100%	0,08	1%	0,45	6%			8,25	0,69	0,08	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	19,80	19,80	100%	3,37	17%					19,80	18,43	3,37	
Suriname	25,50	18,34	72%	3,93	15%					18,34	15,60	3,93	
Trinité-et-Tobago													
* Total Caraïbes	744,64	555,09	75%	187,30	25%	199,75	27%	106,75	14%	793,34	446,94	294,07	
Îles Cook	3,00	1,05	35%	0,26	9%	0,32	11%	0,19	6%	1,37	1,05	0,44	
Timor-Oriental	78,50	54,00	69%	6,85	9%					54,00	34,23	6,85	
Fidji													
Kiribati	12,70	8,41	66%	2,06	16%	1,00	8%			9,41	5,43	2,06	
Îles Marshall	5,30	5,00	94%	0,77	15%	0,50				5,50	4,44	0,77	
Micronésie	8,30	8,10	98%	1,55	19%					8,10	7,55	1,55	
Nauru	2,70	2,50	93%	0,22	8%					2,50	0,43	0,22	
Niue	3,00	2,55	85%	1,24	41%					2,55	2,14	1,24	
Palaos	2,90	2,72	94%	0,43	15%					2,72	2,50	0,43	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	130,00	27,68	21%	2,55	2%	0,65	1%	0,58	0%	28,33	5,35	3,14	
Îles Salomon	13,20	9,96	75%	2,36	18%	17,68	134%	15,01	114%	27,63	19,72	17,36	
Tonga	5,90	0,90	15%	0,23	4%	5,71	97%	5,65	96%	6,61	6,08	5,87	
Tuvalu	5,00	5,00	100%	1,98	40%	1,50	30%	1,50	30%	6,50	4,76	3,48	
Vanuatu	21,60	8,78	41%	1,42	7%	1,40	6%			10,18	2,89	1,42	
Samoa	30,00	19,25	64%	8,85	30%	9,50	32%	9,50	32%	28,75	26,28	18,35	
* Total Pacifique	322,10	155,90	48%	30,77	10%	38,26	12%	32,42	10%	194,15	122,85	63,20	
Région des Caraïbes	165,00	130,84	79%	8,91	5%					130,84	29,02	8,91	
Région Afrique centrale	165,00	129,72	79%	6,64	4%					129,72	24,82	6,64	
Afrique orientale, australe et océan Indien	645,00	198,09	31%	56,91	9%					198,09	118,64	56,91	
Allocations intra-ACP	2 700,00	2 150,22	80%	850,35	31%					2 162,38	1 449,63	852,73	
PALOP multirégional	33,10	7,10	21%	4,31	13%					7,10	6,66	4,31	
Région du Pacifique	95,00	53,90	57%	13,27	14%					53,90	50,72	13,27	
Région Afrique australe	116,00	28,00	24%	0,84	1%					28,00	4,12	0,84	
Région Afrique occidentale	597,00	31,30	5%	0,71	0%					31,30	10,82	0,71	
* Total coopération régionale ACP	4 516,10	2 729,17	60%	941,94	78%	-	-	-	-	2 741,33	1 694,43	944,32	
Dépenses administratives et frais financiers										459,99	294,39	272,69	
* Total ACP	17 002,38	11 939,04	70%	3 720,42	22%	1 181,10	7%	854,58	5%	13 656,72	8 641,61	4 850,44	
Mayotte													
Nouvelle-Calédonie	19,81	19,81	100%							19,81			
Polynésie française						2,00							
Saint-Pierre-et-Miquelon	20,74	20,74	100%							20,74			
Terres australes françaises													
Wallis-et-Futuna						1,08				1,08			
* Total PTOM français	40,55	40,55	100%			3,08	8%			43,63			
Aruba	8,80	8,80	100%							8,80			
Antilles néerlandaises													
* Total PTOM néerlandais	8,80	8,80	100%							8,80			
Anguilla													
Territoire de l'Antarctique britannique													
Territoires britanniques de l'océan Indien													
Îles Caïmans													
Îles Falkland													
Montserrat													
Îles Pitcairn													
Sainte-Hélène	16,63	16,63	100%							16,63			
Îles Turks-et-Caïcos						4,30				4,30		4,17	
Îles Vierges britanniques													
* Total PTOM britanniques	16,63	16,63	100%			4,30	26%			20,93		4,17	
Coopération régionale PTOM, FR													
Coopération régionale PTOM, NL													
Coopération régionale PTOM, R-U													
* Total coopération régionale PTOM													
Tous pays PTOM										4,00	2,14	1,39	
* Total PTOM	65,98	65,98	100%	-	-	7,38	11%	-	-	77,36	6,31	1,39	
* Total ACP + PTOM	17 068,36	12 005,02	70%	3 720,42	22%	1 188,47	18%	854,58	5%	13 734,07	8 647,92	4 851,83	

Tableau 3.3.2

Situation globale par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	PIN	Cotonou								TOTAL		
		Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paielements
		Décisions	en % du PIN	Paielements	en % du PIN	Décisions	en % du PIN	Paielements	en % du PIN			
Données annuelles 2011												
Angola	207,00	25,00	12%	6,36	3%					25,00	3,22	6,36
Bénin	334,00	63,00	19%	30,84	9%	-		3,01	1%	63,00	21,35	34,10
Botswana	73,00	8,00	11%	12,51	17%					8,00	0,53	12,51
Burkina	529,00	23,50	4%	64,34	12%	3,00	1%	2,55	0%	26,50	6,21	66,88
Burundi	188,00	62,88	33%	23,55	13%	1,00	1%	2,78	1%	64,79	12,72	26,33
Cameroun	241,28	4,50	2%	31,50	13%	0,90	0%	0,98	0%	5,40	58,96	32,48
Cap-Vert	49,90	-		8,65	17%					-	1,62	8,65
République centrafricaine	137,00	12,70	9%	1,10	1%	-		1,14	1%	12,70	11,91	2,24
Tchad	299,00	87,00	29%	21,70	7%	-		1,29	0%	87,00	51,14	22,99
Comores	45,00	2,10	5%	0,72	2%					2,10	5,33	0,72
Congo	85,00	20,20	24%	3,03	4%	-		1,17	1%	20,20	2,38	4,21
République démocratique du Congo	514,00	179,70	35%	72,09	14%	9,98	2%	22,81	4%	189,68	150,01	94,90
Djibouti	40,50	12,00	30%	2,33	6%	0,60	1%	1,20	3%	12,60	2,54	3,53
Erythrée	122,00	-		1,49	1%			0,10	0%	-	4,27	1,58
Éthiopie	644,00	63,00	10%	64,74	10%	15,00	2%	29,82	5%	78,00	29,25	94,56
Gabon	49,00	12,00	24%	0,81	2%					12,00	1,04	0,81
Gambie	76,00	15,00	20%	14,72	19%					15,00	25,06	14,72
Ghana	368,35	14,35	4%	48,08	13%					14,35	96,57	48,08
Guinée-Bissau	97,00	-		1,35	1%					-	2,69	1,35
Guinée						20,60		1,48		20,60	4,68	1,48
Côte d'Ivoire	218,00	125,00	57%	7,86	4%	(0,73)	0%	12,26	6%	124,27	10,75	20,12
Kenya	389,89	23,34	6%	8,94	2%	12,20	3%	3,51	1%	35,54	30,15	12,45
Lesotho	139,30	57,65	41%	15,21	11%					61,01	5,46	15,21
Liberia	150,00	1,89	1%	14,50	10%	-		15,17	10%	1,89	20,41	29,67
Madagascar	577,00	6,00	1%	0,02	0%	-		1,55	0%	6,00	2,46	1,56
Malawi	436,00	(6,75)	-2%	19,08	4%			0,10	0%	(6,75)	44,08	19,18
Mali	533,00	11,50	2%	72,48	14%	3,37	1%	4,70	1%	14,87	41,92	77,18
Mauritanie	156,00	66,00	42%	0,51	0%			0,43	0%	66,00	1,81	0,94
Maurice	54,00	11,50	21%	17,01	31%			0,59	1%	11,50	2,62	17,60
Mozambique	603,00	32,00	5%	64,81	11%					32,00	24,23	64,81
Namibie	123,60	3,50	3%	10,08	8%					3,50	60,03	10,08
Niger	458,00	102,00	22%	19,05	4%	(0,00)	0%	11,66	3%	102,00	155,78	30,72
Nigeria	677,00	478,00	71%	17,56	3%					478,00	27,67	17,56
Rwanda	348,00	(8,75)	-3%	47,70	14%			1,00	0%	(8,75)	164,70	48,70
Sao Tomé-et-Principe	16,60	-		1,33	8%	0,50	3%	0,15	1%	0,50	1,38	1,48
Sénégal	314,31	31,00	10%	63,97	20%	-		2,04	1%	31,00	46,18	66,01
Seychelles	11,40	-		2,85	25%	-		0,47	4%	-	0,72	3,32
Sierra Leone	242,00	16,50	7%	17,74	7%	-		5,28	2%	16,50	22,46	23,02
Somalie	212,00	95,00	45%	25,79	12%					95,00	19,40	25,79
Soudan			0%							-		
Swaziland	63,00	26,50	42%	8,05	13%	-		0,12	0%	26,50	15,43	8,17
Tanzanie	555,00	35,00	6%	69,88	13%	6,82	1%			41,82	9,36	69,88
Togo	127,54	16,00	13%	9,68	8%	1,80	1%	2,81	2%	17,80	12,63	12,50
Ouganda	440,87	-		72,26	16%			0,50	0%	-	34,96	72,75
Zambie	475,00	4,00	1%	45,35	10%			0,06	0%	4,00	71,91	45,41
Zimbabwe						34,00		18,01		34,00	20,78	18,01
* Total Afrique	11 419,53	1 731,80	15%	1 041,61	9%	109,03	1%	148,75	1%	1 845,11	1 338,75	1 190,61

Tableau 3.3.2 (suite)
Situation globale par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	PIN	Cotonou								TOTAL		
		Enveloppe A				Enveloppe B				Décisions	Crédits délégués	Paielements
Données annuelles 2011		Décisions	en % du PIN	Paielements	en % du PIN	Décisions	en % du PIN	Paielements	en % du PIN			
Antigua-et-Barbuda	3,40			2,40	71%						3,10	2,40
Bahamas												
Barbade	9,80	-		0,03	0%					-	0,23	0,03
Belize	11,80	-		0,72	6%					-	0,39	0,72
Dominique	7,37	-		0,04	0%					-	-	0,04
République dominicaine	179,00	16,70	9%	15,79	9%					16,70	33,30	15,79
Grenade	6,00	-		0,25	4%					-	0,22	0,25
Guyana	51,00	-		0,12	0%					-	0,60	0,12
Haiti	291,00	7,33	3%	45,54	16%	60,00	21%	11,06	4%	67,33	69,43	56,61
Jamaïque	110,60	14,75	13%	1,82	2%	7,00	6%			21,75	1,66	1,82
Saint-Christophe-et-Nevis	4,50	-		0,05	1%					-	0,06	0,05
Sainte-Lucie	17,07	8,97	53%	0,30	2%	1,03	6%	0,82	5%	10,00	1,08	1,12
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	7,80	0,78	10%	0,00	0%					0,78	0,59	0,00
Suriname	19,80	-		1,69	9%					-	0,63	1,69
Trinité-et-Tobago	25,50	1,00	4%	3,73	15%					1,00	15,26	3,73
* Total Caraïbes	744,64	49,53	7%	72,46	10%	68,03	9%	11,88	2%	117,56	126,54	84,36
Îles Cook	3,00	0,60	20%	0,11	4%			0,19	6%	0,60	0,80	0,30
Fidji												
Timor-Oriental	78,50	10,00	13%	5,76	7%					10,00	31,13	5,76
Kiribati	12,70	-		1,62	13%					-	3,67	1,62
Îles Marshall	5,30	-				0,50	9%				0,07	
Micronésie	8,30	-		0,26	3%					-	0,31	0,26
Nauru	2,70	-		0,03	1%					-	0,05	0,03
Niue	3,00	-		0,65	22%					-	0,39	0,65
Palaos	2,90	-								-	0,09	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	130,00	0,51	0%	0,99	1%	-		0,05	0%	0,51	0,53	1,05
Îles Salomon	13,20	-		0,85	6%	2,48	19%	0,01	0%	2,48	(0,68)	0,85
Tonga	5,90	-		0,23	4%	-		5,50	93%	-	5,69	5,73
Tuvalu	5,00	-		1,66	33%	-		1,50	30%	-	4,34	3,16
Vanuatu	21,60	1,88	9%	0,62	3%					1,88	1,30	0,62
Samoa	30,00	-		4,12	14%	2,59	9%	9,50	32%	2,59	9,40	13,62
* Total Pacifique	322,10	12,99	4%	16,90	5%	5,56	2%	16,75	5%	18,55	57,09	33,65
Région des Caraïbes	165,00	99,54	60%	8,75	5%					99,54	28,67	8,75
Région Afrique centrale	165,00	70,00	42%	6,53	4%					70,00	23,48	6,53
Afrique orientale, australe et océan Indien	645,00	18,30	3%	51,08	8%					18,30	56,23	51,08
Allocations intra-ACP	2 700,00	590,57	22%	396,14	15%					602,08	743,58	397,89
PALOP multirégional	33,10	-		3,05	9%					-	0,42	3,05
Région du Pacifique	95,00	-		11,36	12%					-	29,95	11,36
Région Afrique australe	116,00	23,00	20%	0,84	1%					23,00	4,12	0,84
Région Afrique occidentale	597,00	7,00	1%	0,54	0%					7,00	9,55	0,54
* Total coopération régionale ACP	4 516,10	808,40	18%	478,28	11%					819,91	895,99	480,04
Dépenses administratives et frais financiers										245,34	90,78	89,71
* Total ACP	17 002,38	2 602,73	15%	1 609,26	9%	182,62	1%	177,38	1%	3 046,47	2 509,15	1 878,37
Mayotte												
Nouvelle-Calédonie	19,81	19,81	100%							19,81		
Polynésie française						2,00					2,00	
Saint-Pierre-et-Miquelon	20,74	20,74	100%							20,74		
Terres australes françaises												
Wallis-et-Futuna						1,08				1,08		
* Total PTOM français	40,55	40,55	100%			3,08	8%			43,63		
Aruba	8,80	8,80	100%							8,80		
Antilles néerlandaises												
* Total PTOM néerlandais	8,80	8,80	100%							8,80		
Anquilla												
Territoire de l'Antarctique britannique												
Territoires britanniques de l'océan Indien												
Îles Caïmans												
Îles Falkland												
Montserrat												
Îles Pitcairn												
Sainte-Hélène	16,63	16,63	100%							16,63		
Îles Turks-et-Caïcos											4,17	
Îles Vierges britanniques												
* Total PTOM britanniques	16,63	16,63	100%							16,63	4,17	
Coopération régionale PTOM, FR												
Coopération régionale PTOM, NL												
Coopération régionale PTOM, R-U												
* Total coopération régionale PTOM												
Tous pays PTOM										2,00	0,44	0,71
* Total PTOM	65,98	65,98				3,08				71,06	4,61	0,71
* Total ACP + PTOM	17 068,36	2 668,71	16%	1 609,26	9%	185,69	1%	177,38	1%	3 117,53	2 513,75	1 879,08

Tableau 3.3.3
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou						Cofinancement	Total PAYS	
	Enveloppe A	Enveloppe B				Total Enveloppe B			Frais de mise en œuvre
Décisions cumulées 2011		Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire				
Angola	81,50					-		81,50	
Bénin	251,50		1,55		44,82	46,37	9,66	307,53	
Botswana	73,00				10,50	10,50		83,50	
Burkina	497,73	9,42	18,42		14,00	41,84		539,57	
Burundi	143,88	0,85	10,79		34,97	46,61	0,92	191,40	
Cameroun	229,20		10,40			10,40		239,60	
Cap-Vert	29,60				9,00	9,00		38,60	
République centrafricaine	118,85		2,80		25,21	28,01		146,86	
Tchad	242,00		10,00			10,00		252,00	
Comores	29,92			2,33	7,27	9,60		39,51	
Congo	40,50		6,25			6,25		46,75	
République démocratique du Congo	510,00		34,55		75,78	110,32		620,32	
Djibouti	16,50		2,14			2,14		18,64	
Érythrée	53,70		4,86			4,86		58,56	
Éthiopie	468,64		45,23			45,23		513,87	
Gabon	34,00					-		34,00	
Gambie	48,00		2,64			2,64		50,64	
Ghana	308,35				41,02	41,02		349,37	
Guinée-Bissau	35,00		3,77		11,18	14,95		49,95	
Guinée			35,88			35,88		35,88	
Côte d'Ivoire	216,62	20,70		12,14		32,84		249,45	
Kenya	236,39		30,55			30,55		266,94	
Lesotho	131,65				21,00	21,00	3,36	156,01	
Liberia	118,24		7,09	7,34	12,50	26,93		145,17	
Madagascar	6,00		8,20			8,20		14,20	
Malawi	281,25		10,39		44,00	54,39		335,64	
Mali	448,80	3,37	7,35		7,70	18,42		467,22	
Mauritanie	78,40		2,73			2,73		81,13	
Maurice	51,00	0,59			10,90	11,49		62,49	
Mozambique	497,17			12,11		12,11	12,00	521,28	
Nambie	76,30					-		76,30	
Niger	325,00		33,80			33,80		358,80	
Nigeria	570,00		2,00			2,00		572,00	
Rwanda	275,40		9,44			9,44		284,84	
Sao Tomé-et-Principe	16,60		1,00			1,00		17,60	
Sénégal	243,80		6,23		11,80	18,03		261,83	
Seychelles	8,40				9,00	9,00		17,40	
Sierra Leone	150,67		13,02		22,00	35,02		185,69	
Somalie	212,00					-		212,00	
Soudan	-					-		-	
Swaziland	54,80	0,89				0,89		55,69	
Tanzanie	440,50		6,82	14,84		21,66		462,16	
Togo	56,13		1,80		15,12	16,92		73,05	
Ouganda	381,00		5,48			5,48		386,48	
Zambie	410,90		7,33		30,00	37,33		448,23	
Zimbabwe			7,26		51,00	58,26		58,26	
* Total Afrique	8 498,88	35,82	349,75	48,75	508,77	943,09	-	25,93	9 467,90

Tableau 3.3.3 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou					Total Enveloppe B	Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres choix ayant un impact budgétaire				
Décisions cumulées 2011									
Antigua-et-Barbuda	3,40	9,00				9,00			12,40
Bahamas						-			-
Barbade	1,46					-			1,46
Belize	11,80					-			11,80
Dominique	0,57	5,27				5,27			5,84
République dominicaine	117,90	15,33				15,33			133,23
Grenade	1,00					8,79	8,79		9,79
Guyana	5,00					-			5,00
Haiti	263,83		76,18		56,00	132,18		38,50	434,51
Jamaïque	89,50		25,90			25,90			115,40
Saint-Christophe-et-Nevis	4,50	1,80				1,80			6,30
Sainte-Lucie	10,19		1,03			1,03			11,22
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	7,80	0,45				0,45			8,25
Suriname	19,80					-			19,80
Trinité-et-Tobago	18,34					-			18,34
* Total Caraïbes	555,09	31,85	103,11	-	64,79	199,75	-	38,50	793,34
Iles Cook	1,05		0,03			0,30	0,32		1,37
Timor-Oriental	54,00								54,00
Kiribati	8,41		1,00			1,00			9,41
Iles Marshall	5,00				0,50	0,50			5,50
Micronésie	8,10					-			8,10
Nauru	2,50					-			2,50
Niue	2,55					-			2,55
Palaos	2,72					-			2,72
Papouasie-Nouvelle-Guinée	27,68		0,65			0,65			28,33
Iles Salomon	9,96				17,68	17,68			27,63
Tonga	0,90		5,71			5,71			6,61
Tuvalu	5,00		1,50			1,50			6,50
Vanuatu	8,78		1,40			1,40			10,18
Samoa	19,25		4,00		5,50	9,50			28,75
* Total Pacifique	155,90	-	14,29	-	23,97	38,26	-	-	194,15
Région des Caraïbes	130,84								130,84
Région Afrique centrale	129,72								129,72
Afrique orientale, australe et océan Indien	198,09								198,09
Allocations intra-ACP	2 150,22						12,15		2 162,38
PALOP multirégional	7,10								7,10
Région du Pacifique	53,90								53,90
Région Afrique australe	28,00								28,00
Région Afrique occidentale	31,30								31,30
* Total coopération régionale ACP	2 729,17	-	-	-	-	-	-	12,15	2 741,33
Dépenses administratives et frais financiers							458,25	1,75	459,99
* Total ACP	11 939,04	67,67	467,15	48,75	597,53	1 181,10	458,25	78,33	13 656,72
Mayotte									-
Nouvelle-Calédonie	19,81					-			19,81
Polynésie française			2,00			2,00			2,00
Saint-Pierre-et-Miquelon	20,74					-			20,74
Terres australes françaises						-			-
Wallis-et-Futuna			1,08			1,08			1,08
* Total PTOM français	40,55	-	3,08	-	-	3,08	-	-	43,63
Aruba	8,80								8,80
Antilles néerlandaises									-
* Total PTOM néerlandais	8,80	-	-	-	-	-	-	-	8,80
Anguilla						-			-
Territoire de l'Antarctique britannique						-			-
Territoires britanniques de l'océan Indien						-			-
Iles Caïmans						-			-
Iles Falkland						-			-
Montserrat						-			-
Iles Pitcairn						-			-
Sainte-Hélène	16,63					-			16,63
Iles Turks-et-Caïcos			4,30			4,30			4,30
Iles Vierges britanniques						-			-
* Total PTOM britanniques	16,63	-	4,30	-	-	4,30	-	-	20,93
Coopération régionale PTOM, FR									
Coopération régionale PTOM, NL									
Coopération régionale PTOM, R-U									
* Total coopération régionale PTOM									
Tous pays PTOM							4,00		4,00
* Total PTOM	65,98	-	7,38	-	-	7,38	4,00	-	77,36
* Total ACP+PTOM	12 005,02	67,67	474,53	48,75	597,53	1 188,47	462,25	78,33	13 734,07

Tableau 3.3.4.
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Décisions annuelles 2011	Cotonou					Total Enveloppe B	Frais de mise en œuvre	Cofinancemen	Total PAYS
	Enveloppe A	Enveloppe B			Autres choix ayant un impact budgétaire				
		Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés					
Angola	25,00					-		25,00	
Bénin	63,00					-		63,00	
Botswana	8,00					-		8,00	
Burkina	23,50		3,00			3,00		26,50	
Burundi	62,88		1,00			1,00	0,92	64,79	
Cameroon	4,50		0,90			0,90		5,40	
Cap-Vert	-					-		-	
République centrafricaine	12,70					-		12,70	
Tchad	87,00					-		87,00	
Comores	2,10					-		2,10	
Congo	20,20					-		20,20	
République démocratique du Congo	179,70		9,98			9,98		189,68	
Djibouti	12,00		0,60			0,60		12,60	
Erythrée	-					-		-	
Éthiopie	63,00		15,00			15,00		78,00	
Gabon	12,00					-		12,00	
Gambie	15,00					-		15,00	
Ghana	14,35					-		14,35	
Guinée-Bissau						-		-	
Guinée			20,60			20,60		20,60	
Côte d'Ivoire	125,00			(0,74)		(0,74)		124,26	
Kenya	23,34		12,20			12,20		35,54	
Lesotho	57,65					-	3,36	61,01	
Liberia	1,89					-		1,89	
Madagascar	6,00					-		6,00	
Malawi	(6,75)					-		(6,75)	
Mali	11,50	3,37				3,37		14,87	
Mauritanie	66,00					-		66,00	
Maurice	11,50					-		11,50	
Mozambique	32,00					-		32,00	
Namibie	3,50					-		3,50	
Niger	102,00		(0,00)			(0,00)		102,00	
Nigeria	478,00					-		478,00	
Rwanda	(8,75)					-		(8,75)	
Sao Tomé-et-Principe			0,50			0,50		0,50	
Sénégal	31,00					-		31,00	
Seychelles						-		-	
Sierra Leone	16,50					-		16,50	
Somalie	95,00					-		95,00	
Soudan						-		-	
Swaziland	26,50					-		26,50	
Tanzanie	35,00		6,82			6,82		41,82	
Togo	16,00		1,80			1,80		17,80	
Ouganda						-		-	
Zambie	4,00					-		4,00	
Zimbabwe					34,00	34,00		34,00	
* Total Afrique	1 731,80	3,37	72,39	(0,74)	34,00	109,02	-	1 845,10	

Tableau 3.3.4 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou					Total Enveloppe B	Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire				
Décisions annuelles 2011									
Antigua-et-Barbuda						-			-
Bahamas						-			-
Belize						-			-
Dominique						-			-
République dominicaine	16,70					-			16,70
Grenade						-			-
Guyana						-			-
Haiti	7,33		60,00			60,00			67,33
Jamaïque	14,75		7,00			7,00			21,75
Saint-Christophe-et-Nevis						-			-
Sainte-Lucie	8,97		1,03			1,03			10,00
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,78					-			0,78
Trinité-et-Tobago	1,00					-			1,00
* Total Caraïbes	49,53	-	68,03	-	-	68,03	-	-	117,56
Îles Cook	0,60					-			0,60
Fidji						-			-
Timor-Oriental	10,00					-			10,00
Kiribati						-			-
Îles Marshall					0,50	0,50			0,50
Nauru	-					-			-
Niue	-					-			-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,51					-			0,51
Îles Salomon					2,48	2,48			2,48
Tonga	-					-			-
Tuvalu						-			-
Vanuatu	1,88					-			1,88
Samoa			2,59			2,59			2,59
* Total Pacifique	12,99	-	2,59	-	2,98	5,56	-	-	18,55
Région des Caraïbes	99,54								99,54
Région Afrique centrale	70,00								70,00
Afrique orientale, australe et océan Indien	18,30								18,30
Allocations intra-ACP	590,57						11,51		602,08
PALOP multirégional									-
Région du Pacifique									-
Région Afrique australe	23,00								23,00
Région Afrique occidentale	7,00								7,00
* Total coopération régionale ACP	808,40	-	-	-	-	-	-	11,51	819,91
Dépenses administratives et frais financiers							244,66	0,68	245,34
* Total ACP	2 602,73	3,37	143,01	(0,74)	36,98	182,61	244,66	16,46	3 046,47
Mayotte						-			-
Nouvelle-Calédonie	19,81					-			19,81
Polynésie française			2,00			2,00			2,00
Saint-Pierre-et-Miquelon	20,74					-			20,74
Terres australes françaises						-			-
Wallis-et-Futuna			1,08			1,08			1,08
* Total PTOM français	40,55		3,08			3,08			43,63
Aruba	8,80								8,80
Antilles néerlandaises									-
* Total PTOM néerlandais	8,80								8,80
Anguilla									-
Territoire de l'Antarctique britannique									-
Territoires britanniques de l'océan Indien									-
Îles Caïmans									-
Îles Falkland									-
Montserrat									-
Îles Pitcairn									-
Sainte-Hélène	16,63								16,63
Îles Turks-et-Caïcos									-
Îles Vierges britanniques									-
* Total PTOM britanniques	16,63	-		-	-	-	-	-	16,63
Coopération régionale PTOM, FR									
Coopération régionale PTOM, NL									
Coopération régionale PTOM, R-U									
* Total coopération régionale PTOM									
Tous pays PTOM							2,00		2,00
* Total PTOM	65,98	-	3,08	-	-	3,08	2,00	-	71,06
* Total ACP + PTOM	2 668,71	3,37	146,08	(0,74)	36,98	185,69	246,66	16,46	3 117,52

Tableau 3.3.5
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou						Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire	Total Enveloppe B			
Crédits délégués cumulés 2011									
Angola	24,60					-		24,60	
Bénin	174,28		1,39		44,71	46,10	3,85	224,23	
Botswana	63,28				10,50	10,50		73,78	
Burkina	382,32	9,42	17,85		14,00	41,27		423,59	
Burundi	76,89		10,44		34,97	45,41		122,30	
Cameroon	148,96		1,62			1,62		150,58	
Cap-Vert	27,94				9,00	9,00		36,94	
République centrafricaine	31,49		2,80		25,21	28,01		59,50	
Tchad	76,41		8,81			8,81		85,22	
Comores	7,47			2,33	7,27	9,60		17,06	
Congo	10,89		6,22			6,22		17,12	
République démocratique du Congo	199,40		30,82		60,29	91,11		290,51	
Djibouti	4,08		1,50			1,50		5,58	
Érythrée	6,78		4,86			4,86		11,64	
Éthiopie	315,25		42,98			42,98		358,23	
Gabon	1,30					-		1,30	
Gambie	28,98		2,64			2,64		31,62	
Ghana	278,58				41,02	41,02		319,60	
Guinée-Bissau	24,13		3,77		11,18	14,95		39,08	
Guinée			11,97			11,97		11,97	
Côte d'Ivoire	57,76	0,15		12,14		12,29		70,04	
Kenya	28,51		30,44			30,44		58,96	
Lesotho	32,19				21,00	21,00		53,19	
Liberia	104,67		6,88	7,34	12,50	26,72		131,39	
Madagascar	0,23		7,16			7,16		7,39	
Malawi	191,55		10,39		44,00	54,39		245,94	
Mali	368,34	3,37	6,99		7,70	18,06		386,40	
Mauritanie	1,81		2,60			2,60		4,41	
Maurice	36,16	0,59			10,90	11,49		47,65	
Mozambique	456,55			12,11		12,11	12,00	480,66	
Namibie	66,05					-		66,05	
Niger	200,64		33,80			33,80		234,44	
Nigeria	28,20		2,00			2,00		30,20	
Rwanda	254,74		9,44			9,44		264,18	
Sao Tomé-et-Principe	3,18		0,79			0,79		3,97	
Sénégal	179,34		5,84		11,80	17,64		196,98	
Seychelles	8,32				8,58	8,58		16,90	
Sierra Leone	81,61		13,02		22,00	35,02		116,63	
Somalie	111,75					-		111,75	
Soudan						-		-	
Swaziland	18,61	0,17				0,17		18,78	
Tanzanie	394,14			14,84		14,84		408,98	
Togo	38,26		1,70		14,78	16,48		54,74	
Ouganda	336,07		5,33			5,33		341,40	
Zambie	348,12		6,91		30,00	36,91		385,03	
Zimbabwe			7,06		35,43	42,48		42,48	
* Total Afrique	5 229,83	13,70	298,03	48,75	476,84	837,32	-	6 083,00	

Tableau 3.3.5 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED	Cotonou Enveloppe B					Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire			
Crédits délégués cumulés 2011								
Antigua-et-Barbuda	3,27	9,00				9,00		12,27
Bahamas								-
Barbade	0,93							0,93
Belize	3,28							3,28
Dominique	0,55	5,27				5,27		5,82
République dominicaine	99,35	15,33				15,33		114,68
Grenade	0,94							0,94
Guyana	2,34				8,79	8,79		9,73
Haiti	95,02		20,01			73,01	0,02	168,04
Jamaïque	73,92		18,90		53,00	18,90		92,82
Saint-Christophe-et-Nevis	0,41							0,41
Sainte-Lucie	0,86		1,03			1,03		1,89
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,69							0,69
Suriname	18,43							18,43
Trinité-et-Tobago	15,60							15,60
* Total Caraïbes	315,60	29,60	39,94	-	61,79	131,33	-	446,94
Îles Cook	0,83				0,22	0,22		1,05
Timor-Oriental	34,23							34,23
Kiribati	4,43		1,00			1,00		5,43
Îles Marshall	4,44							4,44
Micronésie	7,55							7,55
Nauru	0,43							0,43
Niue	2,14							2,14
Palaos	2,50							2,50
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,72		0,63			0,63		5,35
Îles Salomon	4,70				15,02	15,02		19,72
Tonga	0,44		5,65			5,65		6,08
Tuvalu	3,26		1,50			1,50		4,76
Vanuatu	2,89							2,89
Samoa	16,78		4,00		5,50	9,50		26,28
* Total Pacifique	89,34	-	12,78	-	20,74	33,51	-	122,85
Région des Caraïbes	29,02							29,02
Région Afrique centrale	24,82							24,82
Afrique orientale, australe et océan Indien	118,64							118,64
Allocations intra-ACP	1 437,58						12,05	1 449,63
PALOP multirégional	6,66							6,66
Région du Pacifique	50,72							50,72
Région Afrique australe	4,12							4,12
Région Afrique occidentale	10,82							10,82
* Total coopération régionale ACP	1 682,38						12,05	1 694,43
Dépenses administratives et frais financiers							294,39	294,39
* Total ACP	7 317,15	43,30	350,75	48,75	559,36	1 002,16	294,39	8 641,61
Mayotte								
Nouvelle-Calédonie								
Polynésie française								
Saint-Pierre-et-Miquelon								
Terres australes françaises								
Wallis-et-Futuna								
* Total PTOM français	-	-	-	-	-	-	-	-
Aruba								
Antilles néerlandaises								
* Total PTOM néerlandais	-	-	-	-	-	-	-	-
Anguilla								
Territoire de l'Antarctique britannique								
Territoires britanniques de l'océan Indien								
Îles Caïmans								
Îles Falkland								
Montserrat								
Îles Pitcairn								
Sainte-Hélène								
Îles Turcs-et-Caïcos			4,17			4,17		4,17
Îles Vierges britanniques								
* Total PTOM britanniques	-	-	4,17	-	-	4,17	-	4,17
Coopération régionale PTOM, FR								
Coopération régionale PTOM, NL								
Coopération régionale PTOM, R-U								
* Total coopération régionale PTOM	-	-	-	-	-	-	-	-
Tous pays PTOM							2,14	2,14
* Total PTOM	-	-	4,17	-	-	4,17	2,14	6,31
* Total ACP + PTOM	7 317,15	43,30	354,91	48,75	559,36	1 006,32	296,53	8 647,92

Tableau 3.3.6.
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Crédits délégués annuels 2011	Cotonou							
	Enveloppe A	Enveloppe B			Total Enveloppe B	Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
		Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés				
Angola	3,22				-			3,22
Bénin	18,05		0,93		0,93		2,37	21,35
Botswana	0,53				-			0,53
Burkina	3,37		2,83		2,83			6,21
Burundi	11,55		1,16		1,16			12,72
Cameroun	57,69		1,27		1,27			58,96
Cap-Vert	1,62				-			1,62
République centrafricaine	10,49		1,42		1,42			11,91
Tchad	48,79		2,35		2,35			51,14
Comores	5,33				-			5,33
Congo	2,15		0,23		0,23			2,38
République démocratique du Congo	118,98		6,25		24,78	31,03		150,01
Djibouti	1,04		1,50		1,50			2,54
Érythrée	4,27		-		-			4,27
Éthiopie	16,50		12,75		12,75			29,25
Gabon	1,04				-			1,04
Gambie	25,06				-			25,06
Ghana	96,57				-			96,57
Guinée-Bissau	2,69				-			2,69
Guinée			4,68		4,68			4,68
Côte d'Ivoire	10,60	0,15			0,15			10,75
Kenya	17,96		12,19		12,19			30,15
Lesotho	5,46				-			5,46
Liberia	16,47		3,94		3,94			20,41
Madagascar	0,23		2,23		2,23			2,46
Malawi	44,08		-		-			44,08
Mali	33,91	3,37	4,64		8,01			41,92
Mauritanie	1,81		-		-			1,81
Maurice	2,62				-			2,62
Mozambique	24,23				-			24,23
Namibie	60,03				-			60,03
Niger	155,78		(0,00)		(0,00)			155,78
Nigeria	27,67				-			27,67
Rwanda	164,70		-		-			164,70
Sao Tomé-et-Principe	1,05		0,33		0,33			1,38
Sénégal	33,89		0,50		11,80	12,30		46,18
Seychelles	0,14				0,58	0,58		0,72
Sierra Leone	15,86		6,60			6,60		22,46
Somalie	19,40				-			19,40
Soudan					-			-
Swaziland	15,34	0,09			0,09			15,43
Tanzanie	9,36				-			9,36
Togo	10,88		1,70		0,04	1,74		12,63
Ouganda	34,96		-		-			34,96
Zambie	71,91		-		-			71,91
Zimbabwe			(0,08)		20,86	20,78		20,78
* Total Afrique	1 207,29	3,61	67,42	-	58,06	129,09	-	1 338,75

Tableau 3.3.6 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Crédits délégués annuels 2011	Cotonou					Total Enveloppe B	Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres choix ayant un impact budgétaire				
Antigua-et-Barbuda	3,10					-			3,10
Bahamas						-			-
Barbade	0,23					-			0,23
Belize	0,39					-			0,39
Dominique	-					-			-
République dominicaine	33,30					-			33,30
Grenade	0,22					-			0,22
Guyana	0,60					-			0,60
Haiti	41,51		4,92		23,00	27,92			69,43
Jamaïque	1,66					-			1,66
Saint-Christophe-et-Nevis	0,06					-			0,06
Sainte-Lucie	0,05		1,03			1,03			1,08
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,59					-			0,59
Suriname	0,63					-			0,63
Trinité-et-Tobago	15,26					-			15,26
* Total Caraïbes	97,59	-	5,95	-	23,00	28,95	-	-	126,54
Iles Cook	0,58					0,22			0,80
Fidji						-			-
Timor-Oriental	31,13					-			31,13
Kiribati	3,67					-			3,67
Iles Marshall	0,07					-			0,07
Micronésie	0,31					-			0,31
Nauru	0,05					-			0,05
Niue	0,39					-			0,39
Palaos	0,09					-			0,09
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,55		(0,02)			(0,02)			0,53
Iles Salomon	(0,69)				0,01	0,01			(0,68)
Tonga	0,26		5,44			5,44			5,69
Tuvalu	2,84		1,50			1,50			4,34
Vanuatu	1,30					-			1,30
Samoa	1,32		2,59		5,50	8,09			9,40
* Total Pacifique	41,86	-	9,50	-	5,73	15,23	-	-	57,09
Région des Caraïbes	28,67								28,67
Région Afrique centrale	23,48								23,48
Afrique orientale, australe et océan Indien	56,23								56,23
Allocations intra-ACP	732,17						11,40		743,58
PALOP multirégional	0,42								0,42
Région du Pacifique	29,95								29,95
Région Afrique australe	4,12								4,12
Région Afrique occidentale	9,55								9,55
* Total coopération régionale ACP	884,59	-	-	-	-	-	-	11,40	895,99
Dépenses administratives et frais financiers							90,78		90,78
* Total ACP	2 231,33	3,61	82,87	-	86,79	173,27	90,78	13,77	2 509,15
Mayotte									
Nouvelle-Calédonie									
Polynésie française									
Saint-Pierre-et-Miquelon									
Terres australes françaises									
Wallis-et-Futuna									
* Total PTOM français	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aruba									
Antilles néerlandaises									
* Total PTOM néerlandais	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anguilla									
Territoire de l'Antarctique britannique									
Territoires britanniques de l'océan Indien									
Iles Caïmans									
Iles Falkland									
Montserrat									
Iles Pitcairn									
Sainte-Hélène									
Iles Turks-et-Caïcos			4,17			4,17			4,17
Iles Vierges britanniques									
* Total PTOM britanniques	-	-	4,17	-	-	4,17	-	-	4,17
Coopération régionale PTOM, FR									
Coopération régionale PTOM, NL									
Coopération régionale PTOM, R-U									
* Total coopération régionale PTOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tous pays PTOM							0,44		0,44
* Total PTOM	-	-	4,17	-	-	4,17	0,44	-	4,61
* Total ACP + PTOM	2 231,33	3,61	87,03	-	86,79	177,43	91,22	13,77	2 513,75

Tableau 3.3.7
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Paiements cumulés 2011	Cotonou					Frais de mise en œuvre	Cofinancement	Total PAYS
	Enveloppe A	Enveloppe B			Total Enveloppe B			
		Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire			
Angola	8,65					-		8,65
Bénin	91,04		1,23		42,70	43,93	0,35	135,31
Botswana	27,17				10,50	10,50		37,67
Burkina	208,76		10,99			10,99		219,75
Burundi	61,99		6,76		34,97	41,73		103,72
Cameroun	47,83		0,98			0,98		48,82
Cap-Vert	25,59				9,00	9,00		34,59
République centrafricaine	18,44		2,24		25,21	27,45		45,89
Tchad	32,69		6,08			6,08		38,78
Comores	2,37				7,27	7,27		9,64
Congo	4,58		5,54			5,54		10,12
République démocratique du Congo	108,12		29,57		52,93	82,50		190,62
Djibouti	3,61		1,20			1,20		4,81
Érythrée	2,08		4,86			4,86		6,94
Éthiopie	222,37		39,82			39,82		262,19
Gabon	0,89					-		0,89
Gambie	15,94		2,11			2,11		18,06
Ghana	97,88				41,02	41,02		138,90
Guinée-Bissau	10,89		3,77		11,18	14,95		25,84
Guinée			6,70			6,70		6,70
Côte d'Ivoire	37,59	0,12		12,14		12,26		49,84
Kenya	12,72		14,73			14,73		27,45
Lesotho	29,90				21,00	21,00		50,90
Liberia	56,94		4,14	7,34	12,50	23,98		80,91
Madagascar	0,02		3,96			3,96		3,98
Malawi	98,83		10,19		44,00	54,19		153,02
Mali	141,45	3,37	3,31		7,70	14,38		155,83
Mauritanie	0,51		1,49			1,49		2,01
Maurice	34,62	0,59			10,90	11,49		46,11
Mozambique	204,08			12,11		12,11		216,19
Namibie	12,12					-		12,12
Niger	56,36		32,49			32,49		88,86
Nigeria	17,71		1,60			1,60		19,31
Rwanda	136,36		9,44			9,44		145,80
Sao Tomé-et-Principe	2,24		0,59			0,59		2,83
Sénégal	108,13		2,32			2,32		110,45
Seychelles	5,32				8,47	8,47		13,79
Sierra Leone	56,28		11,70		22,00	33,70		89,98
Somalie	64,57					-		64,57
Soudan						-		-
Swaziland	10,05	0,17				0,17		10,22
Tanzanie	192,37			14,84		14,84		207,21
Togo	34,94		0,93		13,89	14,81		49,76
Ouganda	129,55		5,10			5,10		134,65
Zambie	126,83		5,82		30,00	35,82		162,66
Zimbabwe			4,72		25,10	29,82		29,82
* Total Afrique	2 560,41	4,25	234,39	46,43	430,35	715,41	-	3 276,16

Tableau 3.3.7 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Paiements cumulés 2011	Enveloppe A	Cotonou Enveloppe B				Total Enveloppe B	Frais de mise en œuvre	Cofinancemen	Total PAYS
		Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire				
Antigua-et-Barbuda	2,49	9,00				9,00			11,49
Bahamas									-
Barbade	0,45								0,45
Belize	0,78								0,78
Dominique	0,37	5,27				5,27			5,64
République dominicaine	44,29	15,33				15,33			59,62
Grenade	0,73				8,79	8,79			9,52
Guyana	0,24								0,24
Haïti	81,27		13,64		35,00	48,64	0,02		129,92
Jamaïque	48,20		18,90			18,90			67,10
Saint-Christophe-et-Nevis	0,33								0,33
Sainte-Lucie	0,78		0,82			0,82			1,60
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,08								0,08
Suriname	3,37								3,37
Trinité-et-Tobago	3,93								3,93
* Total Caraïbes	187,30	29,60	33,36	-	43,79	106,75	-	0,02	294,07
Iles Cook	0,26				0,19	0,19			0,44
Timor-Oriental	6,85								6,85
Kiribati	2,06								2,06
Iles Marshall	0,77								0,77
Micronésie	1,55								1,55
Nauru	0,22								0,22
Niue	1,24								1,24
Palaos	0,43								0,43
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,55		0,58			0,58			3,14
Iles Salomon	2,36				15,01	15,01			17,36
Tonga	0,23		5,65			5,65			5,87
Tuvalu	1,98		1,50			1,50			3,48
Vanuatu	1,42								1,42
Samoa	8,85		4,00		5,50	9,50			18,35
* Total Pacifique	30,77	-	11,73	-	20,69	32,42	-	-	63,20
Région des Caraïbes	8,91								8,91
Région Afrique centrale	6,64								6,64
Afrique orientale, australe et océan Indien	56,91							2,30	56,91
Allocations intra-ACP	850,44								852,73
PALOP multirégional	4,31								4,31
Région du Pacifique	13,27								13,27
Région Afrique australe	0,84								0,84
Région Afrique occidentale	0,71								0,71
** Total coopération régionale ACP	942,03	-	-	-	-	-	-	2,30	944,32
Dépenses administratives et frais financiers							272,69		272,69
* Total ACP	3 720,51	33,85	279,47	46,43	494,83	854,58	272,69	2,66	4 850,44
Mayotte									
Nouvelle-Calédonie									
Polynésie française									
Saint-Pierre-et-Miquelon									
Terres australes françaises									
Wallis-et-Futuna									
* Total PTOM français	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aruba									
Antilles néerlandaises									
* Total PTOM néerlandais	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anguilla									
Territoire de l'Antarctique britannique									
Territoires britanniques de l'océan Indien									
Iles Caïmans									
Iles Falkland									
Montserrat									
Iles Pitcairn									
Sainte-Hélène									
Iles Turks-et-Caïcos									
Iles Vierges britanniques									
* Total PTOM britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coopération régionale PTOM, FR									
Coopération régionale PTOM, NL									
Coopération régionale PTOM, R-U									
* Total coopération régionale PTOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tous pays PTOM							1,39		1,39
* Total PTOM	-	-	-	-	-	-	1,39	-	1,39
* Total ACP + PTOM	3 720,51	33,85	279,47	46,43	494,83	854,58	274,08	2,66	4 851,83

Tableau 3.3.8
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Paiements annuels 2011	Cotonou						Frais de mise en œuvre	Cofinancement	TOTAL
	Enveloppe A	Enveloppe B				Total Enveloppe B			
		Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire				
Angola	6,36					-		6,36	
Bénin	30,84		0,86		2,15	3,01	0,25	34,10	
Botswana	12,51					-		12,51	
Burkina	64,34		2,55			2,55		66,88	
Burundi	23,55		2,78			2,78		26,33	
Cameroun	31,50		0,98			0,98		32,48	
Cap-Vert	8,65					-		8,65	
République centrafricaine	1,10		1,14			1,14		2,24	
Tchad	21,70		1,29			1,29		22,99	
Comores	0,72					-		0,72	
Congo	3,03		1,17			1,17		4,21	
République démocratique du Congo	72,09		5,39		17,42	22,81		94,90	
Djibouti	2,33		1,20			1,20		3,53	
Érythrée	1,49		0,10			0,10		1,58	
Éthiopie	64,74		29,82			29,82		94,56	
Gabon	0,81					-		0,81	
Gambie	14,72					-		14,72	
Ghana	48,08					-		48,08	
Guinée-Bissau	1,35					-		1,35	
Guinée			1,48			1,48		1,48	
Côte d'Ivoire	7,86	0,12		12,14		12,26		20,12	
Kenya	8,94		3,51			3,51		12,45	
Lesotho	15,21					-		15,21	
Liberia	14,50		2,67		12,50	15,17		29,67	
Madagascar	0,02		1,55			1,55		1,56	
Malawi	19,08		0,10			0,10		19,18	
Mali	72,48	3,37	1,33			4,70		77,18	
Mauritanie	0,51		0,43			0,43		0,94	
Maurice	17,01	0,59				0,59		17,60	
Mozambique	64,81					-		64,81	
Namibie	10,08					-		10,08	
Niger	19,05		11,66			11,66		30,72	
Nigeria	17,56					-		17,56	
Rwanda	47,70		1,00			1,00		48,70	
Sao Tomé-et-Principe	1,33		0,15			0,15		1,48	
Sénégal	63,97		2,04			2,04		66,01	
Seychelles	2,85				0,47	0,47		3,32	
Sierra Leone	17,74		5,28			5,28		23,02	
Somalie	25,79					-		25,79	
Soudan						-		-	
Swaziland	8,05	0,12				0,12		8,17	
Tanzanie	69,88					-		69,88	
Togo	9,68		0,93		1,89	2,81		12,50	
Ouganda	72,26		0,50			0,50		72,75	
Zambie	45,35		0,06			0,06		45,41	
Zimbabwe			1,67		16,34	18,01		18,01	
* Total Afrique	1 041,61	4,20	81,63	12,14	50,78	148,75	-	1 190,61	

Tableau 3.3.8 (suite)
Situation par instrument et par pays (en Mio EUR)

10e FED Paiements annuels 2011	Cotonou						Frais de mise en œuvre	Cofinancement	TOTAL
	Enveloppe A	Compensation recettes d'exportation	Aide d'urgence	Pays pauvres très endettés	Autres chocs ayant un impact budgétaire	Total Enveloppe B			
Antigua-et-Barbuda	2,40								2,40
Bahamas									-
Barbade	0,03								0,03
Belize	0,72								0,72
Dominique	0,04								0,04
République dominicaine	15,79								15,79
Grenade	0,25								0,25
Guyana	0,12								0,12
Haïti	45,54		6,06		5,00	11,06		0,02	56,61
Jamaïque	1,82								1,82
Saint-Christophe-et-Nevis	0,05								0,05
Sainte-Lucie	0,30		0,82			0,82			1,12
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,00								0,00
Suriname	1,69								1,69
Trinité-et-Tobago	3,73								3,73
* Total Caraïbes	72,46	-	6,88	-	5,00	11,88	-	0,02	84,36
Îles Cook	0,11				0,19	0,19			0,30
Fidji									-
Timor-Oriental	5,76								5,76
Kiribati	1,62								1,62
Îles Marshall									-
Micronésie	0,26								0,26
Nauru	0,03								0,03
Niue	0,65								0,65
Palaos									-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,99		0,05			0,05			1,05
Îles Salomon	0,85				0,01	0,01			0,85
Tonga	0,23		5,50			5,50			5,73
Tuvalu	1,66		1,50			1,50			3,16
Vanuatu	0,62								0,62
Samoa	4,12		4,00		5,50	9,50			13,62
* Total Pacifique	16,90	-	11,05	-	5,69	16,75	-	-	33,65
Région des Caraïbes	8,75								8,75
Région Afrique centrale	6,53								6,53
Afrique orientale, australe et océan Indien	51,08								51,08
Allocations intra-ACP	396,23							1,67	397,89
PALOP multirégional	3,05								3,05
Région du Pacifique	11,36								11,36
Région Afrique australe	0,84								0,84
Région Afrique occidentale	0,54								0,54
* Total coopération régionale ACP	478,37	-	-	-	-	-	-	1,67	480,04
Dépenses administratives et frais financiers							89,71		89,71
* Total ACP	1 609,35	4,20	99,57	12,14	61,47	177,38	89,71	1,93	1 878,37
Mayotte									
Nouvelle-Calédonie									
Polynésie française									
Saint-Pierre-et-Miquelon									
Terres australes françaises									
Wallis-et-Futuna									
* Total PTOM français	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aruba									
Antilles néerlandaises									
* Total PTOM néerlandais	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anguilla									
Territoire de l'Antarctique britannique									
Territoires britanniques de l'océan Indien									
Îles Caïmans									
Îles Falkland									
Montserrat									
Îles Pitcairn									
Sainte-Hélène									
Îles Turks-et-Caïcos									
Îles Vierges britanniques									
* Total PTOM britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coopération régionale PTOM, FR									
Coopération régionale PTOM, NL									
Coopération régionale PTOM, R-U									
* Total coopération régionale PTOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tous pays PTOM							0,71		0,71
* Total PTOM	-	-	-	-	-	-	0,71	-	0,71
* Total ACP + PTOM	1 609,35	4,20	99,57	12,14	61,47	177,38	90,42	1,93	1 879,08

Tableau 3.4.1

Situation par pays (en Mio EUR)

Tous FED Montants cumulés 2011	Décisions			Crédits délégués			Paiements		
	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total
Angola	123,67	236,16	359,83	116,20	173,65	289,85	109,49	131,93	241,42
Bénin	172,00	620,46	792,45	171,75	529,40	701,15	171,70	435,47	607,17
Botswana	33,48	175,07	208,55	33,48	164,61	198,09	32,67	126,59	159,27
Burkina	287,80	1 001,01	1 288,81	285,58	879,66	1 165,24	283,08	666,74	949,83
Burundi	132,86	457,98	590,84	132,27	385,49	517,76	129,30	338,35	467,66
Cameroun	233,57	414,07	647,64	233,01	321,48	554,49	232,14	207,45	439,59
Cap-Vert	56,65	94,08	150,73	55,57	88,89	144,47	55,06	76,35	131,41
République centrafricaine	84,79	264,97	349,76	84,36	173,97	258,33	84,30	139,98	224,28
Tchad	217,09	474,62	691,71	214,50	296,84	511,34	212,12	226,70	438,82
Comores	16,12	77,44	93,56	16,12	53,91	70,03	16,07	39,92	55,99
Congo	30,36	169,37	199,74	28,78	136,27	165,05	27,28	126,54	153,82
République démocratique du Congo	106,64	1 145,14	1 251,78	102,67	801,56	904,23	101,37	674,32	775,69
Djibouti	27,47	59,03	86,50	26,68	44,13	70,81	26,68	26,62	53,29
Guinée équatoriale	4,42	8,99	13,42	4,08	8,50	12,58	3,96	6,08	10,04
Érythrée	18,01	143,66	161,67	18,01	93,75	111,76	18,01	80,98	98,99
Éthiopie	367,21	1 092,56	1 459,77	362,60	932,10	1 294,70	338,83	818,79	1 157,62
Gabon	77,41	104,45	181,85	77,20	67,75	144,95	77,12	52,08	129,20
Gambie	33,47	105,18	138,64	32,08	84,72	116,80	31,92	64,89	96,80
Ghana	218,67	690,31	908,98	218,67	634,08	852,75	218,67	441,04	659,70
Guinée-Bissau	47,23	150,84	198,07	46,88	129,14	176,02	46,20	109,37	155,57
Guinée	167,33	155,09	322,41	153,17	128,06	281,23	143,05	111,45	254,50
Côte d'Ivoire	159,62	461,17	620,79	158,17	276,51	434,68	156,03	228,34	384,37
Kenya	198,97	581,75	780,72	190,84	362,58	553,42	187,68	251,85	439,52
Lesotho	66,77	259,69	326,46	65,29	150,04	215,33	64,78	131,89	196,67
Liberia	24,88	268,82	293,70	24,86	250,27	275,14	24,09	180,65	204,74
Madagascar	274,37	477,14	751,51	274,10	449,19	723,29	274,10	437,41	711,51
Malawi	267,24	639,01	906,25	264,22	522,42	786,63	262,14	402,46	664,61
Mali	323,06	923,39	1 246,44	321,26	836,03	1 157,29	320,51	602,45	922,97
Mauritanie	135,05	274,24	409,29	133,55	182,92	316,47	133,67	150,61	284,29
Maurice	55,32	129,67	184,99	55,32	113,37	168,69	40,72	109,27	149,99
Mozambique	409,51	1 095,68	1 505,19	407,87	1 042,61	1 450,48	404,65	753,81	1 158,46
Namibie	71,97	173,65	245,62	71,82	159,88	231,70	71,82	105,57	177,39
Niger	152,66	780,40	933,06	151,13	638,11	789,24	151,12	480,46	631,58
Nigeria	124,50	1 041,75	1 166,24	114,45	443,12	557,57	104,86	387,25	492,11
Rwanda	177,94	502,49	680,43	177,86	480,84	658,70	177,84	360,24	538,08
Sao Tomé-et-Principe	12,23	32,45	44,67	12,23	18,13	30,35	12,23	15,74	27,96
Sénégal	239,54	558,73	798,27	237,72	487,53	725,26	236,83	370,78	607,61
Seychelles	7,23	22,58	29,80	7,23	21,98	29,21	7,23	18,08	25,31
Sierra Leone	124,07	423,91	547,98	120,68	346,18	466,86	119,45	299,21	418,66
Somalie	50,00	405,33	455,33	48,77	295,21	343,99	48,19	240,50	288,69
Soudan	219,43	343,46	562,90	218,99	202,98	421,97	231,30	186,51	417,81
Swaziland	69,91	96,11	166,02	62,75	58,20	120,95	55,44	42,08	97,52
Tanzanie	477,22	865,55	1 342,77	476,76	796,61	1 273,37	467,27	584,83	1 052,09
Togo	28,43	135,24	163,67	26,72	113,22	139,94	25,88	95,10	120,98
Ouganda	426,50	687,39	1 113,89	424,01	636,85	1 060,85	423,52	421,31	844,82
Zambie	420,91	830,33	1 251,24	420,56	751,43	1 171,99	420,07	507,98	928,05
Zimbabwe	105,21	114,75	219,95	105,18	98,44	203,62	105,59	81,35	186,94
* Total Afrique	7 078,77	19 765,14	26 843,91	6 985,97	15 862,66	22 848,63	6 886,03	12 347,36	19 233,39

Tableau 3.4.1
Situation par pays (en Mio EUR)

Tous FED Montants cumulés 2011	Décisions			Crédits délégués			Paiements		
	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total
Antigua-et-Barbuda	0,64	18,60	19,24	0,61	18,13	18,74	0,50	16,48	16,97
Bahamas	2,20	6,58	8,78	2,20	6,05	8,25	2,20	3,99	6,19
Barbade	7,18	13,14	20,32	6,69	12,60	19,30	6,22	10,91	17,14
Belize	19,06	20,68	39,74	19,06	11,47	30,52	17,90	8,66	26,55
Dominique	38,34	20,69	59,03	38,12	20,38	58,50	38,11	19,90	58,01
République dominicaine	134,83	282,25	417,08	134,42	261,27	395,70	126,41	201,57	327,98
Grenade	3,42	36,64	40,05	3,40	36,32	39,71	3,38	33,51	36,89
Guyana	60,12	64,74	124,86	58,84	61,51	120,35	56,39	48,10	104,49
Haïti	79,05	715,11	794,16	78,73	444,55	523,28	77,80	387,75	465,55
Jamaïque	222,23	220,76	442,99	222,16	192,18	414,35	208,16	154,24	362,40
Saint-Christophe-et-Nevis	6,72	11,29	18,01	6,72	5,31	12,03	6,72	4,75	11,47
Sainte-Lucie	50,00	33,93	83,93	49,88	23,87	73,75	44,02	13,13	57,15
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	34,15	26,17	60,32	34,11	18,57	52,67	34,41	11,45	45,86
Suriname	20,36	66,44	86,81	19,50	63,71	83,21	19,49	46,72	66,21
Trinité-et-Tobago	20,38	49,78	70,16	20,38	46,93	67,31	15,38	35,26	50,64
* Total Caraïbes	698,69	1 586,80	2 285,49	694,83	1 222,85	1 917,68	657,11	996,42	1 653,53
Iles Cook		4,72	4,72		4,39	4,39		3,70	3,70
Timor-Oriental		72,00	72,00		51,07	51,07		17,63	17,63
Fidji	19,92	25,62	45,55	19,82	24,10	43,92	19,82	22,70	42,53
Kiribati	10,21	20,41	30,62	10,21	15,97	26,18	10,13	11,86	21,99
Iles Marshall		10,03	10,03		8,78	8,78		4,69	4,69
Micronésie		14,20	14,20		13,41	13,41		6,83	6,83
Nauru		4,80	4,80		2,71	2,71		2,21	2,21
Niue		5,15	5,15		4,67	4,67		3,66	3,66
Palao		5,32	5,32		5,08	5,08		2,61	2,61
Papouasie-Nouvelle-Guinée	58,32	185,81	244,13	54,92	143,33	198,25	53,86	114,20	168,06
Iles Salomon	91,15	49,64	140,79	90,78	38,34	129,12	90,75	28,66	119,41
Tonga	6,50	14,22	19,72	5,49	13,64	19,13	5,41	12,32	17,73
Tuvalu	2,60	11,34	13,95	2,60	9,59	12,19	2,40	8,06	10,47
Vanuatu	15,77	33,84	49,61	15,77	25,76	41,53	15,77	22,53	38,31
Samoa	19,10	56,07	75,17	19,10	53,34	72,44	19,10	45,31	64,41
* Total Pacifique	222,58	513,17	735,75	218,69	414,18	632,87	217,25	307,00	524,25
Région des Caraïbes	61,93	273,22	335,15	60,26	167,83	228,08	53,95	139,60	193,54
Région Afrique centrale	77,19	79,06	156,26	76,82	71,87	148,69	76,78	59,76	136,54
Région Afrique centrale		129,72	129,72		24,82	24,82		6,64	6,64
Région Afrique orientale	163,51		163,51	162,27		162,27	158,93		158,93
Afrique orientale, australe et océan Indien		531,74	531,74		443,39	443,39		310,24	310,24
Région de l'océan Indien	11,47		11,47	11,47		11,47	11,47		11,47
Allocations intra-ACP	723,53	2 162,38	2 885,91	697,22	1 449,63	2 146,85	669,48	852,64	1 522,21
PALOP multirégional	10,83	32,77	43,60	10,40	28,45	38,85	10,23	16,39	26,61
Région du Pacifique	32,89	94,25	127,14	32,73	90,48	123,21	32,73	51,58	84,31
Coopération régionale ACP	74,93	3 028,37	3 103,30	59,78	2 920,97	2 980,74	51,98	2 409,58	2 461,57
Région Afrique australe	57,61		57,61	57,20		57,20	57,20		57,20
Région Afrique australe		165,78	165,78		129,09	129,09		93,84	93,84
Région Afrique occidentale	231,19	313,42	544,61	227,99	274,10	502,08	223,58	165,28	388,86
* Total coopération régionale ACP	1 445,10	6 810,70	8 255,79	1 396,11	5 600,62	6 996,74	1 346,32	4 105,55	5 451,97
Dépenses administratives et frais financiers	35,83	891,52	927,35	35,62	721,21	756,83	34,91	693,09	728,53
Tous pays ACP	1 176,80	168,84	1 345,63	1 171,94	159,48	1 331,42	1 171,77	153,95	1 325,72
* Total ACP	10 657,76	29 736,17	40 393,93	10 503,16	23 981,00	34 484,16	10 313,40	18 603,38	28 917,39
Anguilla	0,80	12,24	13,04	0,80	12,24	13,04	0,80	12,16	12,96
Iles Vierges britanniques	0,52	0,92	1,44	0,51	0,91	1,42	0,51	0,72	1,23
Iles Caïmans		7,00	7,00		4,47	4,47		4,47	4,47
Iles Falkland		4,55	4,55		4,52	4,52		4,52	4,52
Montserrat	1,60	23,08	24,68	1,60	23,05	24,65	1,60	20,38	21,98
Iles Pitcairn		2,35	2,35		2,35	2,35		0,10	0,10
Sainte-Hélène	0,06	34,57	34,63	0,06	17,82	17,88	0,06	17,82	17,88
Iles Turks-et-Caïcos	3,00	18,96	21,96	3,00	18,16	21,16	3,00	9,20	12,20
* Total PTOM britanniques	5,97	103,67	109,64	5,97	83,53	89,49	5,97	69,37	75,34
Aruba	0,46	19,80	20,25	0,46	10,28	10,74	0,46	10,26	10,72
Antilles néerlandaises	5,78	50,47	56,25	5,78	49,55	55,33	5,78	49,52	55,30
* Total PTOM néerlandais	6,25	70,27	76,51	6,25	59,83	66,07	6,25	59,77	66,02
Polynésie française	13,44	22,93	36,37	13,44	19,78	33,22	13,44	10,78	24,22
Mayotte	2,03	24,24	26,27	2,03	21,95	23,98	2,03	6,71	8,74
Nouvelle-Calédonie	11,22	50,02	61,24	11,13	30,16	41,29	11,10	27,77	38,88
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,47	39,68	43,15	3,47	18,88	22,35	3,47	18,88	22,35
Wallis-et-Futuna	1,45	17,93	19,39	1,45	15,99	17,44	1,45	9,36	10,82
* Total PTOM français	31,61	154,81	186,41	31,52	106,77	138,28	31,49	73,51	105,00
Projets régionaux PTOM, FR	4,99		4,99	4,92		4,92	4,92		4,92
Projets régionaux PTOM, NL	1,00		1,00	0,46		0,46	0,46		0,46
Projets régionaux PTOM, R-U	1,64		1,64	0,12		0,12	0,12		0,12
Coopération régionale PTOM	0,03	48,53	48,56	0,03	47,00	47,03	0,03	36,69	36,73
* Total coopération régionale PTOM	7,66	48,53	56,19	5,52	47,00	52,52	5,52	36,69	42,22
Tous pays PTOM		4,73	4,73		2,87	2,87		2,12	2,12
* Total PTOM	51,48	382,00	433,48	49,26	299,98	349,24	49,23	241,47	290,70
* Total ACP + PTOM	10 709,24	30 118,17	40 827,41	10 552,42	24 280,98	34 833,40	10 362,63	18 844,84	29 208,09

Tableau 3.4.2
Situation par pays (en Mio EUR)

Tous FED Montants annuels 2011	Décisions			Crédits délégués			Paiements		
	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total
Angola	(0,36)	25,00	24,64	(0,89)	1,84	0,95	0,45	11,35	11,80
Bénin		61,36	61,36		20,22	20,22		40,59	40,59
Botswana	(0,60)	5,33	4,73	(0,60)	(1,39)	(1,99)		13,30	13,30
Burkina Faso	-	26,50	26,50	(0,10)	10,79	10,69	1,10	72,18	73,28
Burundi	-	64,79	64,79	(0,13)	21,73	21,61		52,08	52,08
Cameroun		1,56	1,56		59,19	59,19		40,53	40,53
Cap-Vert	-	(0,31)	(0,31)	(0,35)	1,51	1,16	0,03	14,07	14,10
République centrafricaine	-	12,46	12,46	(0,18)	14,44	14,27	(0,06)	26,72	26,66
Tchad	-	86,58	86,58	(0,18)	49,92	49,74	0,14	35,41	35,54
Comores		2,09	2,09		4,90	4,90		5,26	5,26
Congo	(0,17)	19,99	19,81	(1,02)	1,13	0,10	(1,11)	6,05	4,94
République démocratique du Congo	(0,30)	182,62	182,32	(2,44)	145,20	142,76	(0,07)	120,53	120,46
Djibouti		12,60	12,60		19,71	19,71		7,01	7,01
Guinée équatoriale	-	-	-	(0,01)	(0,14)	(0,15)		0,11	0,11
Érythrée		(32,35)	(32,35)		(24,35)	(24,35)		21,86	21,86
Éthiopie	(5,18)	66,07	60,89	(3,53)	28,64	25,11	12,84	98,10	110,94
Gabon		12,00	12,00		0,97	0,97		5,56	5,56
Gambie	(0,32)	15,00	14,68	(1,46)	27,54	26,07	(0,29)	26,73	26,44
Ghana	(0,81)	12,15	11,34	0,91	95,03	95,95	1,47	56,08	57,54
Guinée-Bissau	(0,15)	(0,03)	(0,19)	(0,15)	1,57	1,41	(0,15)	6,27	6,12
Guinée	-	19,94	19,94	(0,97)	15,21	14,24	0,15	20,52	20,67
Côte d'Ivoire	-	124,27	124,27	(0,52)	10,24	9,72	(0,00)	39,21	39,21
Kenya	(0,58)	33,79	33,21	(1,91)	29,63	27,72	0,00	36,01	36,01
Lesotho	(0,71)	60,90	60,20	(1,57)	5,88	4,31	0,11	39,55	39,67
Liberia	-	1,66	1,66	(0,02)	19,40	19,38		37,13	37,13
Madagascar	(0,37)	(0,05)	(0,43)	(0,16)	(4,71)	(4,86)	(0,00)	11,53	11,53
Malawi	(2,48)	(8,67)	(11,15)	(2,38)	31,93	29,55	0,16	36,62	36,78
Mali	(0,29)	13,22	12,93	(0,46)	40,95	40,49	0,06	83,23	83,29
Mauritanie	-	66,00	66,00	(0,13)	44,16	44,03	(0,06)	42,54	42,48
Maurice		11,50	11,50		2,58	2,58	0,10	17,70	17,80
Mozambique	(5,67)	26,37	20,69	(2,65)	22,78	20,12	0,18	76,56	76,75
Namibie	(1,10)	2,61	1,51	(0,47)	58,20	57,73	(0,14)	20,62	20,48
Niger	(1,21)	98,92	97,71	(0,86)	152,15	151,29	0,24	60,87	61,11
Nigeria	(0,18)	478,00	477,82	(6,33)	22,46	16,13	0,42	42,52	42,94
Rwanda	(0,00)	(8,84)	(8,84)	0,01	164,10	164,11	0,22	50,76	50,98
Sao Tomé-et-Principe		0,50	0,50		1,29	1,29		2,66	2,66
Sénégal	(4,01)	27,37	23,36	(3,17)	45,06	41,89	4,99	75,21	80,19
Seychelles		(0,04)	(0,04)		0,81	0,81		4,72	4,72
Sierra Leone	-	16,50	16,50	(1,38)	22,67	21,28	0,73	38,87	39,60
Somalie	-	95,00	95,00	(0,64)	12,64	12,00	(0,23)	36,99	36,76
Soudan	(0,09)	137,00	136,91	(0,14)	(0,49)	(0,64)	-	(0,26)	(0,26)
Swaziland	(0,00)	26,50	26,50	(0,07)	16,03	15,96	(0,95)	12,52	11,58
Tanzanie	(2,21)	39,81	37,60	0,82	9,80	10,62	2,29	85,21	87,51
Togo	(0,07)	17,76	17,69	(0,51)	12,71	12,20	0,03	24,61	24,64
Ouganda	(0,35)	(8,84)	(9,19)	(2,32)	32,30	29,98	0,39	102,08	102,47
Zambie	(10,03)	(0,52)	(10,55)	(9,08)	62,33	53,25	0,43	49,75	50,18
Zimbabwe		34,00	34,00		20,85	20,85		20,25	20,25
* Total Afrique	(37,26)	1 878,05	1 840,79	(45,05)	1 329,37	1 284,32	23,49	1 727,78	1 751,27

Tableau 3.4.2
Situation par pays (en Mio EUR)

Tous FED Montants annuels 2011	Décisions			Crédits délégués			Paiements		
	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total
Antigua-et-Barbuda	(0,01)	(1,06)	(1,07)	(0,00)	3,09	3,09		2,33	2,33
Bahamas		(0,33)	(0,33)		0,04	0,04		1,02	1,02
Barbade		(0,55)	(0,55)		0,23	0,23		0,03	0,03
Belize		-	-		0,23	0,23		0,85	0,85
Dominique		-	-		0,01	0,01		3,68	3,68
République dominicaine	-	15,84	15,84	(0,27)	32,42	32,15	(0,04)	23,31	23,27
Grenade	-	(0,68)	(0,68)	(0,02)	0,22	0,20		(0,72)	(0,72)
Guyana	-	(0,03)	(0,03)	(0,50)	0,57	0,06	1,27	4,99	6,26
Haïti		67,33	67,33		70,62	70,62	(0,14)	67,87	67,73
Jamaïque	(0,42)	21,66	21,24	(0,27)	0,99	0,72		6,02	6,02
Saint-Christophe-et-Nevis		(1,18)	(1,18)		0,01	0,01		0,81	0,81
Sainte-Lucie		9,81	9,81		1,37	1,37		11,32	11,32
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		0,58	0,58	-	0,51	0,51	4,22	3,16	7,37
Suriname	(0,10)	(0,13)	(0,23)	(0,03)	0,06	0,04		3,42	3,42
Trinité-et-Tobago		0,66	0,66		15,11	15,11		25,92	25,92
* Total Caraïbes	(0,53)	111,93	111,40	(1,08)	125,46	124,38	5,31	154,01	159,31
Îles Cook		0,45	0,45		1,41	1,41		1,07	1,07
Timor-Oriental		10,00	10,00		34,83	34,83		7,15	7,15
Fidji		-	-		0,19	0,19		1,35	1,35
Kiribati	(0,23)	-	(0,23)	(0,02)	3,55	3,53	(0,07)	2,58	2,51
Îles Marshall		0,43	0,43		0,01	0,01		0,08	0,08
Micronésie		(0,10)	(0,10)		0,01	0,01		0,35	0,35
Nauru		-	-		0,05	0,05		0,08	0,08
Niue		-	-		0,39	0,39		0,69	0,69
Palaos		-	-		0,09	0,09		0,06	0,06
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	0,51	0,51	(0,31)	(1,86)	(2,17)		11,89	11,89
Îles Salomon	(0,11)	2,48	2,36		(0,68)	(0,68)		2,61	2,61
Tonga		(0,08)	(0,08)		5,75	5,75		6,22	6,22
Tuvalu		(0,32)	(0,32)		4,02	4,02	0,15	3,06	3,21
Vanuatu		1,82	1,82		1,19	1,19		0,96	0,96
Samoa		2,59	2,59		9,47	9,47		15,59	15,59
* Total Pacifique	(0,34)	17,76	17,42	(0,34)	58,41	58,08	0,08	53,74	53,82
Région des Caraïbes	(0,63)	96,86	96,22	(0,31)	28,39	28,08		21,63	21,63
Région Afrique centrale	-	(1,10)	(1,10)	(0,04)	0,27	0,23		7,97	7,97
Région Afrique centrale		70,00	70,00		23,48	23,48		6,53	6,53
Région Afrique orientale	(1,07)	-	(1,07)	(0,45)	-	(0,45)	5,28	-	5,28
Afrique orientale, australe et océan Indien		14,11	14,11		55,66	55,66		81,01	81,01
Région de l'océan Indien	(1,05)	-	(1,05)	(0,08)	-	(0,08)	0,02	-	0,02
Allocations intra-ACP	(5,05)	602,08	597,03	5,18	743,58	748,76	23,50	397,80	421,40
PALOP multirégional		-	-	(0,00)	3,05	3,05		5,73	5,73
Région du Pacifique	(0,22)	(0,06)	(0,28)	(0,14)	29,93	29,79		13,24	13,24
Coopération régionale ACP	(1,62)	(6,78)	(8,40)	(1,81)	28,42	26,61	(0,27)	183,12	182,85
Région Afrique australe	(0,52)	-	(0,52)	(0,47)	-	(0,47)	(0,04)	-	(0,04)
Région Afrique australe		17,26	17,26		1,74	1,74		16,19	16,19
Région Afrique occidentale	(2,55)	4,72	2,17	(0,58)	25,33	24,74	1,52	25,37	26,88
* Total coopération régionale ACP	(12,73)	797,10	784,37	1,29	939,84	941,13	30,00	758,60	788,69
Dépenses administratives et frais financiers	(1,40)	239,24	237,83	(0,74)	89,75	89,01	0,05	91,75	92,32
Tous pays ACP	(10,55)	(2,35)	(12,90)	(8,80)	(7,43)	(16,23)	(1,05)	0,50	(0,55)
* Total ACP	(62,82)	3 041,73	2 978,92	(54,72)	2 535,41	2 480,69	57,88	2 786,37	2 844,86
Anquilla		-	-		-	-		-	-
Îles Vierges britanniques		(0,08)	(0,08)		(0,01)	(0,01)		0,11	0,11
Îles Caïmans		-	-		(2,37)	(2,37)		(1,66)	(1,66)
Montserrat	(0,07)	(0,08)	(0,15)	(0,05)	(0,11)	(0,16)		1,60	1,60
Sainte-Hélène		16,63	16,63		-	-		3,30	3,30
Îles Pitcairn		-	-		-	-		-	-
Îles Turks-et-Caïcos		-	-		4,17	4,17		0,53	0,53
* Total PTOM britanniques	(0,07)	16,47	16,40	(0,05)	1,68	1,62		3,89	3,89
Aruba		8,80	8,80		(0,07)	(0,07)		0,18	0,18
Antilles néerlandaises		-	-		0,04	0,04		0,01	0,01
* Total PTOM néerlandais		8,80	8,80		(0,03)	(0,03)		0,19	0,19
Polynésie française		2,00	2,00		8,38	8,38		0,07	0,07
Mayotte		-	-		17,69	17,69		4,15	4,15
Nouvelle-Calédonie		19,81	19,81	(0,02)	0,07	0,05	0,02	2,39	2,41
Saint-Pierre-et-Miquelon		20,74	20,74		-	-		3,13	3,13
Wallis-et-Futuna	(0,02)	1,08	1,06		0,24	0,24		5,41	5,41
* Total PTOM français	(0,02)	43,63	43,61	(0,02)	26,38	26,36	0,02	15,15	15,17
Projets régionaux PTOM, FR	(0,29)	-	(0,29)		-	-		-	-
Projets régionaux PTOM, NL		-	-		-	-		-	-
Projets régionaux PTOM, R-U		-	-		-	-	0,05	-	0,05
Coopération régionale PTOM		(0,26)	(0,26)		(0,03)	(0,03)		9,60	9,60
* Total coopération régionale PTOM	(0,29)	(0,26)	(0,54)		(0,03)	(0,03)	0,05	9,60	9,65
Tous pays PTOM		2,00	2,00		0,44	0,44		0,71	0,71
* Total PTOM	(0,37)	70,64	70,26	(0,07)	28,44	28,37	0,07	29,53	29,60
* Total ACP + PTOM	(63,19)	3 112,37	3 049,18	(54,79)	2 563,85	2 509,06	57,95	2 815,90	2 874,46